

---

# MARCHELOUP

---

DEUXIÈME PARTIE (1)

---

## I

**P**IERRE continua jusqu'à l'étang de Mourches, quitta la digue, suivit la rive à travers bois.

Lorsqu'il vit dans le clair du taillis les toits de tuiles rouges du chenil, il ralentit, examina les bâtiments. De l'endroit où il se trouvait, on voyait d'abord un haut mur dressé au midi de la cour, en plein soleil ; un mur aveugle, sans une percée. Il avança, obliquant vers les joncs de l'étang. Des mottes spongieuses tremblaient sous ses chaussures. Enfin il découvrit un autre côté de l'enceinte, une enfilade de dépendances, quelques petites remises, un poulailler, plus loin des logements clos où n'ouvraient que de très rares fenêtres, étroites et défendues par des barreaux de fer. C'était évidemment le revers des constructions ; leur façade principale devait s'ouvrir du côté de la cour. En se penchant, en avançant encore un peu, on pouvait voir une porte verte entrebâillée sur l'ombre d'un couloir.

Pierre attendit, écoutant les bruits de la cour. De loin en loin, un glapissement bref s'entendait, ou bien un hurlement doux et mélancolique, étouffé par des épaisseurs de murs. Une paix radieuse, la même paix qu'au matin de ce jour, régnait sur l'eau et la forêt. Le soleil qui frappait l'étang faisait bouger sur les murailles une résille de reflets onduleux.

*Copyright by Maurice Genevoix, 1934.*

(1) Voyez la *Revue* du 1<sup>er</sup> février.

TOME XIX. — 15 FÉVRIER 1934.

Pierre tressaillit : un pas sonnait dans le couloir, derrière la porte entrebâillée. Et aussitôt quelqu'un parut au seuil, un jeune garçon en tenue d'équipage, une livrée olivâtre à col et parements d'écarlate, trop courte pour ses longs bras dégingandés. Il clignait des yeux, ébloui au sortir de l'ombre. Il s'avança vers le bord de l'étang et se mit à chanter d'une voix fausse.

Pierre l'avait reconnu : le hasard le servait bien. Il fit craquer exprès une branche morte. Le valet retourna la tête, l'aperçut à la lisière.

— Tiens, Chambarcaud.

— Bonjour, Fraigneau.

— La Verduze, mon vieux, La Verduze !

— Voilà longtemps que tu es ici ?

— Bientôt un an. C'est M. Demeillers qui m'a fait prendre, grâce à mon oncle, Fraigneau le sonneur.

La Verduze cligna d'un œil, un sourire s'épanouit sur sa face grêlée de son :

— Je me plais sûrement mieux ici qu'à me geler les mains dans les coupes. Piqueux, voilà un beau métier.

— Volcelest n'est pas là ? dit Pierre en montrant la cour.

— En tournée.

— Et Sautebois ? Et La Feuillée ?

— Quoi, dit l'autre, tu ne savais pas ? La Feuillée, il doit trainer comme d'habitude. Mais Sautebois nous a quittés, le mois dernier. Il est passé à un autre équipage, comme chef piqueux. A vingt-six ans, c'est épatant.

— Quel équipage ?

— Ah ! mon vieux, tu me demandes ça... Y a Volcelest qui pourrait te le dire. Moi, j'en sais rien, ça m'est égal.

— Mais le gars qui l'a remplacé, comme second piqueux ici ?

— La Rosée ? Justement, c'est pour lui que Volcelest est en tournée : il le mène en forêt, dans les enceintes ; il lui apprend.

— Dis donc, fit Pierre, comme mû par une pensée soudaine, et la petite laie de Sautebois ? Elle vit toujours ?

— Si elle vit ! Amène-toi... Non, pas la peine de faire le tour, on va couper droit par ici.

Le cœur de Pierre se mit à battre. Il suivit La Verduze jusqu'à la porte verte, pénétra derrière lui dans le couloir.



Une forte odeur de cuir le saisit aussitôt aux narines. Il ralentit le pas, demanda d'un ton neutre :

— La sellerie, c'est par ici ?

— Tu y touches, mon vieux, la voilà.

La porte de la sellerie donnait à droite sur le couloir. Les harnais accrochés, les houseaux, les grandes bottes de piqueurs rangées le long de la paroi, tout cela miroitait dans un scintillement de nickels.

— Et les cors ! dit La Verduze. Le nouveau ne sonne pas mal. Mais Sautebois, c'était autre chose. Tu te rappelles s'il avait du souffle ?

— Alors, c'est ici qu'il dormait ? dit Pierre. Et toi ?

— Moi, c'est au-dessus, dans la soupente.

— Vous êtes bien chez vous, reprit Pierre. Supposition que tu sois en retard, un dimanche, tu n'as qu'à passer par l'étang : Volcelest ne peut pas t'entendre, hein ?

La Verduze eut son rire faraud :

— Même pas les chiens, si je fais attention, si je ne berloque pas la porte. Tu penses si on la connaît ! Sautebois coulait par là sans faire plus de bruit qu'un lézard. Ah ! celui-là, tu parles d'un phénomène.

Ils avaient passé dans la cour, déserte et pleine de soleil. Juste au milieu de son aire sablée, une auge de bois s'allongeait, presque d'un bout à l'autre bout, tout encroûtée de pâtée sèche, de sang brunâtre. En face d'eux c'était le grillage du chenil, vide aussi : les chiens étaient à l'ombre, dans leur profonde niche maçonnée.

Hors de la cour, dans la clairière que traversait la grande allée, d'autres chenils apparaissaient, où des niches de bois séparées faisaient songer aux cabanes d'un rucher. De beaux charmes les couvraient çà et là d'une ombre légère et vivante.

— C'est par là, dit La Verduze.

— Oh ! je me souviens bien, dit Pierre.

Le fumet de la laie venait déjà à leur rencontre, une odeur de bête adulte, forte et sauvage. Le parc était dans un retraits, juste à la frange du plein bois. Ce n'était qu'une enceinte exigüe de rondins fichés en terre. Ils mirent leur nez à la porte à claire-voie, et aussitôt la laie vint à eux en grognant avec bonhomie.

— Eh bien ! triompha La Verduze.

Pierre ne répondit pas. Il regardait cette bête déjà puissante, son garrot broussailleux, son boutoir que la pousse des défenses commençait à trousser aux babines. Et ce qu'il revoyait, c'était le petit animal, au doux pelage rayé de brun, que Sautebois tenait dans ses bras, ici même, l'année passée. Rose s'était approchée, le caressait en riant, l'embrassait au museau avec des transports de tendresse : « Oh ! l'amour ! Qu'il est mignon ! » Sautebois aussi caressait le marccassin, en regardant la nuque de la jeune fille ; et parfois sa main rencontrait celle de Rose, continuait plus lentement la caresse, tandis que ses prunelles brillaient.

La Feuillée était là, à quelques pas. Il était plus laid que d'habitude, parce que ses yeux avaient perdu la candide transparence qui éclairait leur regard bleu. On aurait cru qu'une poussière invisible avait terni tout son visage. Il ressemblait, devant Rose et Sautebois, à un homme abandonné.

Un an... Qu'est-ce qui s'était passé, pendant les dernières grandes vacances ? Pourquoi ce seul souvenir-là revenait-il maintenant, si net, si implacablement précis ? Pendant les grandes vacances, Pierre n'était presque jamais retourné du côté de Mourches. Une humeur un peu farouche, un ombrageux besoin de solitude l'emportaient des journées entières par les layons les plus secrets de la forêt ; et aussi, presque impossible à satisfaire, un désir d'être las, harassé, d'amener enfin à bout de résistance ses muscles trop vigoureux. Et puis cette grande passion, cette coquetterie ridicule, ces manèges dans la rue, devant l'épicerie Alusson, dont les gens avaient dû bien rire. Tout seul dans la forêt, cassant d'un coup de poignet des branches vives dont la sève giclait, sautant d'un bond les plus larges fossés, plongeant en plein fourré dans les ronces et les épines, le dos en nage, heureux et malheureux, il osait en pensée répéter à Georgette qu'il l'aimait, qu'il songeait constamment à elle, que plus tard elle serait sa femme. Et le dimanche, à la chapelle de Saint-Gengoult, Rose disait avec une gaminerie tendre qu'elle s'en allait, qu'elle les laissait ensemble. Et elle s'en allait en effet, elle se sauvait « pour les laisser plus vite ensemble ».

Folie, honte et stupidité ! Muet, empoté, furieux contre lui-même, il était soulagé lorsqu'il pouvait s'en aller à son tour, se séparer enfin de Georgette. Quinze jours après la

rentrée, il ne pensait même plus à elle; tandis que Rose... Oui, c'était là, près de ce baliveau de charme. Sautebois avait déjà planté les piquets de l'enceinte, édifié dans un angle ce refuge de clayons sous un toit de genêts épais. « Regardez comme elle est jolie. Bigez-la. » Il était grand et mince; il inclinait en même temps que Rose son visage net et rasé. La Feuillée était parti brusquement, de sa démarche lourde et pataude, en balançant ses mains pendantes...

Pierre sursauta soudain à la voix de La Verduze :

— On entre? On la chatouille un peu? Elle est solide, tu sais, et déjà brute. Qu'est-ce que tu paries qu'elle te fiche par terre?

Il fit non de la tête, regardant, sans la voir, la laie qui *groumait* dans la boue.

— Tu en as peur?

Il secoua de nouveau la tête; non, il n'avait pas peur: cela ne l'amuserait pas.

Ils revinrent vers l'étang, s'attardèrent un moment sur la berge. Pierre regardait de grandes renoncules d'eau qui fleurissaient au large des roseaux.

— Dis donc, murmura-t-il, les yeux toujours fixés sur le foisonnement des fleurs blanches, le pays où est allé Sautebois, tâche un peu de te souvenir... Peut-être que Volcelest en aura causé devant toi... Ça n'est pas un nom comme Sillé?

— Sillé, tu dis? répéta La Verduze. Attends voir... Oui, peut-être bien. Sillé, oui, ça ressemblait à ça.

Pierre, tout à coup pâli, lui fit signe de baisser la voix. Mais il n'était plus temps: Volcelest et le nouveau piqueur, sortant du bois, étaient maintenant à quelques pas d'eux. Volcelest dit d'un ton sec:

— Et la soupe des chiens, La Verduze? L'heure est passée.

Le valet balbutia:

— Je croyais que La Feuillée...

— Allez! allez! Je rentre derrière toi.

La Verduze partit en courant. Volcelest se retourna vers Pierre:

— Ne revenez plus par ici, mon garçon. Chacun a son travail, ça n'est pas bien de faire perdre son temps à un camarade paresseux.

— Mais je passais, dit Pierre. On s'est rencontré par hasard.

Volcelest lui jeta un regard froid et pénétrant :

— Par hasard. Bien. Et des paroles en l'air... Nous sommes d'accord, c'est perdre votre temps.

Pierre tremblait, d'humiliation et de colère. Il sentait que Volcelest, sans avoir peut-être prévu ce qui arrivait maintenant, n'avait point montré d'étonnement à le surprendre dans ces parages; qu'il s'attendait à cette rencontre, et qu'il avait d'avance arrêté sa décision : il ne parlerait pas, il entendait ne se mêler de rien. C'était clair, nettement signifié. Il valait mieux partir, sans essayer d'ajouter un mot.

Pierre, à l'instant de reprendre le bois, se faisait le serment de ne plus revenir : il n'apprendrait plus rien ici. Le jeune piqueur qui accompagnait Volcelest ne pouvait l'intéresser. Volcelest, s'il savait quelque chose, n'était pas homme à revenir sur un parti qu'il avait pris. Mais son attitude cassante, si Pierre la rapprochait de sa bienveillance de jadis, devenait par elle-même une sorte d'involontaire aveu.

Dans la cour éclatait le charivari de la meute. Les deux hommes s'éloignèrent. Pierre retrouva la sente qu'il avait suivie tout à l'heure, s'y enfonça sans retourner la tête. Il avait repris son sang-froid : rien n'était compromis, pourvu qu'il évitât désormais de rôder dans ce canton. Cela lui coûterait peu : l'homme qu'il voulait voir à présent, il le rejoindrait ailleurs. Séverin Ferrague, ce La Feuillée dont le petit valet avait dit en haussant les épaules « qu'il trainait comme d'habitude », il le chercherait en forêt, aux coins les plus perdus des bois. Et puisqu'il le voulait si fort, puisqu'il avait du temps devant lui, il le rencontrerait, si insaisissable qu'il fût. Et alors il lui parlerait, il trouverait les mots qu'il faudrait pour l'émouvoir, pour le contraindre à lui répondre. La Feuillée, cet homme au visage douloureux qui se retournait brusquement, qui s'en allait en balançant les bras.

## II

Personne, pas même Volcelest, n'aurait pu obliger La Feuillée à plier sous une discipline, à ne pas suivre son propre pas là où le menait la forêt, la forêt même : une bête entrevue, un bruit d'ailes, une risée du vent, le geste amical d'une

branche, le chuchotement de la feuille sur la feuille, de mystérieux appels qu'il était seul à percevoir.

Son père, le vieux Ferrague, avait paru y renoncer : la douceur de Séverin avait été plus forte que sa terrible volonté. On savait bien aussi, à Marcheloup, que la seule faiblesse de Ferrague était sa tendresse pour ce fils, le dernier de ses quatre enfants. Pascal, l'ainé, avait cinquante ans. Lucien et Léonie le suivaient de deux ans en deux ans. Une autre fille était morte du croup, toute petite. Et voilà que longtemps après, comme Pascal était déjà marié, ce Séverin était venu au monde, un enfant plus fragile que les autres, câlin, aimant, et qui souriait toujours.

En grandissant, il était devenu laid. Une myopie, qui s'était aggravée parce qu'on n'y avait pas pris garde, l'obligeait à porter des lunettes. Sa barbe, lorsqu'elle avait poussé, avait couvert ses joues de touffes éparses, couleur d'épeautre, qui laissaient de grandes places de peau nue. Sa voix n'avait jamais mué tout à fait; elle lui était restée dans la gorge, vacillante et trop aiguë, mais elle avait quand même une suavité chantante qui l'empêchait d'être risible, et, quand elle disait certains mots, elle prenait une limpidité qui émouvait étrangement les cœurs.

Toute la personne de Séverin, d'ailleurs, exerçait sur ceux qui l'approchaient le même charme inexplicable. Il paraissait plutôt chétif, marchait gauchement, en roulant un peu sur ses hanches, comme s'il eût trainé à ses pieds de grosses mottes d'humus et de feuilles, ou ramené du fond des fourrés des lianes de viorne, de chèvrefeuille. Presque toujours, il y avait à sa livrée des balafres ou des accrocs : Volcelest n'y pouvait rien, ni l'argent du marquis de Besombes. Une casaque neuve sur le dos de La Feuillée, c'était au bout de quelques jours un vêtement terne, couleur de hallier, quelque chose qui était bien à lui. Ses souliers, ses houseaux, leur cuir rous-sâtre avait l'apparence du bois brut. Si Volcelest se fâchait là-contre, il le regardait en souriant à travers ses lunettes de fer. Et ses yeux bleus, du même bleu gris tendre qu'ont les premières pervenches de mars, prenaient alors une telle douceur confiante que Volcelest ne pouvait plus crier, n'avait d'autre recours que de hausser les épaules sans rien dire. Et La Feuillée repartait comme devant, suivant son pas dans la forêt.

Quand on parlait de lui au village, on avait beau dire « le loup-fou, le trainier, le bon à rien », de tels mots, injurieux pour tout autre, n'impliquaient point de mépris contre lui. Même des hommes comme Grellety, comme Cœurderoy le Sanglier, n'avaient pu se défendre à l'égard de Séverin d'une indulgence presque affectueuse qui n'était pas dans leur caractère. Grellety d'abord avait dit tranquillement à Ferrague qu'il renonçait à gouverner son drôle; et le Sanglier la même chose après une épreuve assez courte, sans pouvoir être aussi furieux qu'il en éprouvait l'envie. Que faire contre un garçon qui n'essaie pas de résister, qui obéit tant qu'on lui tient la main, et qui, le temps de cligner la paupière, a disparu comme une graine dans le vent?

Lorsqu'il s'était gagé à l'équipage de M. de Besombes, le vieux Ferrague n'avait rien dit. Seulement, dans le mois qui avait suivi, on l'avait vu maigrir encore, devenir plus sec et plus pâle. La première fois que La Feuillée était revenu au pays, le père et le fils aîné lui avaient fermé leur porte. Personne, dans le village, n'aurait osé risquer devant Ferrague une allusion à son chagrin. Mais Pascal, dans les premiers temps, n'avait pu s'empêcher de dire publiquement sa colère. Un Ferrague chez M. de Besombes, c'était une chose qu'ils ne pouvaient pas accepter; « non pour le déshonneur, les Ferrague étaient au-dessus; mais pour la trahison, pour l'insouciance qu'avait montrée Séverin envers les grandes lois du village. Tant qu'il serait où il était, valet de chiens à Saint-Liphard, il n'entrerait plus sous leur toit. »

Il était toujours à Saint-Liphard, et Ferrague lui rouvrait sa porte. Il lui avait suffi de revenir, sans supplier, sans chercher des excuses à ce qu'il avait fait. Il n'avait pas besoin d'excuses. Il comprenait très bien qu'il devait gagner sa vie. A vingt-deux ans, il n'était qu'un mauvais bûcheux, incapable seulement d'arriver à vingt sous par jour, Aux foins, à la moisson, il lui faudrait aller en Beauce: et il se languirait des bois, il reviendrait sans s'en apercevoir à Mourches, aux Arravis, aux Caillettes. Alors, puisqu'il avait trouvé un travail qui lui convenait, qui le gardait toute l'année sous les arbres en lui assurant à la fois son agrément et sa pitance, ceux qu'il aimait devaient être contents, contents comme lui, et l'accueillir quand il venait à eux.

Il avait maintenant vingt-cinq ans. Depuis trois ans il était au chenil, toujours simple valet de chiens, sans même songer à devenir piqueux : monter, cela ne le tentait pas ; il aimait mieux aller à pied, sans se presser, sans emporter sa montre. S'il n'était pas rentré, le valetaillon donnerait aux bêtes ; au chenil, on avait l'habitude. Tout allait, chaque journée était bonne à vivre. Il n'y avait pas de raison pour que cela changeât jamais, tandis que les journées deviendraient doucement des années.

« Non, La Feuillée, c'est tout pareil. » Il se le disait à voix haute, ce soir-là, sous les chênes du Marchais Bezard. Il était seul, il sortait du taillis, et tout à coup la grande futaie s'était soulevée devant ses yeux : des centaines d'arbres qui montaient ensemble en plein ciel, droits de fûts, sains d'écorce, que le regard suivait comme attiré, jusque là-haut, dans la fumée dorée des branches qui tremblait sur le bleu du ciel. La Feuillée avait levé les bras, un petit rire lui avait frêmi dans la gorge. Et de nouveau, parce qu'il était bien seul, il avait parlé à voix haute : « Je suis comme la fourmi à leurs pieds. Ils me regardent comme la fourmi rouge. » Lorsqu'il passait au pied d'un arbre, il le touchait, y appuyait sa paume ; et le même petit rire montait en lui, qu'il était heureux d'entendre.

Il gagna la pointe de l'enceinte, traversa le carrefour en regardant tourner les allées. Aussi loin que portait la vue, elles étaient toutes désertes ; plus bleues, plus blondes, selon que le soleil les atteignait, mais toutes désertes, chacune d'elles un chemin pour les pas de la Feuillée. D'ordinaire, il eût hésité. Cette fois, il ne passa même pas sous l'enfourchure du chêne à deux jambes ; il prit tout de suite l'allée du Point du Jour qui descendait vers les étangs.

Il y marchait depuis un bon moment, lorsqu'il s'avisa tout à coup qu'il suivait en effet cette allée, qu'entre toutes les allées du carrefour il s'était engagé dans celle-là. Aussitôt ses traits s'assombrirent. Il continua à marcher aussi vite, mais d'un pas qui s'alourdissait.

Une demi-heure plus tard il touchait à l'étang des Liesses, quittait l'allée pour reprendre le taillis. Pendant tout le chemin, il n'avait plus parlé, le front bas, gardant une expression maussade, plus mécontente que vraiment triste. Il vit dans une coulée de glaise l'empreinte profonde d'un sabot,



une trace qui sautait aux yeux. L'arête tranchante, l'espace-ment des allures révélaient une biche de grande taille : il passa comme s'il n'eût rien vu.

Un peu plus loin, une autre empreinte s'inscrivait dans un trou de feuilles mortes, celle d'un soulier clouté qu'il reconnut pour être le sien. Combien de soirs encore reviendrait-il au bord des Liesses, suivant la pente sans pouvoir s'arrêter ? La biche était venue cette nuit. Elle n'allait pas vite sous la lune, ici ou là, en reniflant le vent pour la joie de humer sa fraîcheur, sans crainte sous la lune de minuit. Quand elle avait plongé ses naseaux dans l'étang, des ronds avaient tremblé sans bruit, couru tout doucement vers le large. Et quand sa tête s'était relevée, des fils d'argent avaient ruisselé de son museau : un passage dans la nuit, le petit pas d'une biche qui ne reviendrait plus, qui s'abreuverait la nuit prochaine au ru de la Noue Mazonne, à la fontaine de Chanteloup, quelque part où elle ne savait pas encore. Pourquoi remettre son soulier dans l'empreinte de son soulier, chaque tête de clou dans le creux qu'elle a fait la veille ?

Il remonta un peu vers le nord, jusqu'à une place qu'il connaissait. A cet endroit, l'étang de Mourches faisait une pointe qui touchait presque à la lisière de la forêt. Mais il fallait bien le savoir, tant le rideau des marsaules et des trembles était haut et dru sur la rive. La Feuillée s'y glissa, les bras tendus pour écarter les branches, émergea tout à coup à l'orée de la forêt. Alors il demeura un peu en retrait des feuillages et s'assit dans le fossé bordier.

Il découvrait de là toutes les maisons de Marcheloup, une clairière de champs autour, de petits prés derrière les « basserelles » des toits. Ces prés ourlaient tout le nord du village d'une frange vert tendre qui suivait les maisons, reculait, avançait avec elles, ainsi jusqu'au bout du pays, jusqu'à la dernière maison qui touchait à l'enclos des morts, qui semblait d'ici s'accoter à la lisière opposée du bois.

Le bois là-bas, c'était Centimaçons. Et c'était là que bûcheronnaient Grellety, Cogneras et Cœurderoy, et Lucien, et Pascal, presque tous ceux de Marcheloup. Et peut-être que maintenant Barthassat les avait rejoints, et Boutin avec Barthassat, et aussi Fraigneau, qui savait ?

Il soupira. Ses yeux revinrent aux toits de tuiles, d'un toit

à l'au-  
celait  
dont  
où vo-  
creux  
coin  
passe-  
c'est  
ment  
blesse  
facile  
« Je  
yeux  
plus  
L  
bord  
n'est  
chan-  
« Et  
A to-  
elle  
rien  
étai-  
ici  
plus  
prin-  
bois  
me-  
aus-  
rête  
exp-  
pet-  
va  
« F  
su-  
pet-  
à  
pa-  
qu-



à l'autre jusqu'à cette maison, si proche, dont une vitre étincelait sous une flèche oblique du soleil. C'était la seule maison dont on apercevait d'ici un coin de cour, une aire sans herbe où vont et viennent ceux du logis, où les poules dans les creux de poussière écartent et secouent leurs plumes ; un coin de cour que l'on voit bien, où l'on attend toujours que passe quelque chose de vivant. Mais chaque soir il reste vide, c'est une place triste que l'on regarde encore, sans oser seulement espérer. La vitre brille toujours, du même éclat qui blesse les yeux. Quand tu resteras, La Feuillée... Ah ! c'est facile de se dire : « Je m'en vais. » La voix murmure tout haut : « Je m'en vais. » Et cependant on reste sans bouger, et les yeux aussi sans bouger ; ou seulement à peine, encore un peu plus près, jusqu'au vieux moulin sur le ru.

Les Solognots ont charroyé des grumes. Il y en a sur le bord du chemin une pile qui a encore grossi. Mais ce n'est pas ce soir que la roue à aubes tournera, qu'on entendra chanter sous le toit du moulin la grande lame de la circulaire. « Et quand même... » C'est comme une autre voix qui parle. A tout ce qu'on peut inventer pour changer un peu ce qui est, elle répond aussitôt : « Quand même. » Et c'est assez pour que rien ne change : on ne peut pas redevenir l'homme qu'on était, avec son cœur léger, ses pas libres dans toutes les allées, ici ou là, comme la biche de cette nuit. Maintenant, il n'y a plus une voix, plus un signe qui pourraient délivrer. Le prime vent du soir qui s'éveille, lorsqu'il touche la lisière du bois, fait courir dans les feuilles des trembles un chuchotement qui rit et qui se moque. Et les feuilles des marsaules aussi, une à une, se mettent à claquer sur les branches, s'arrêtent, se remettent à vibrer : c'est comme si elles faisaient exprès de reprendre les mots qu'elles murmurent, d'abord une petite joie qui laisse croire à un peu d'oubli : « Si tu veux ; va t'en si tu veux. » Et aussitôt ce friselis sur les branches : « Par ici, seulement par ici. »

L'étang est là, tout près, mais on ne voit plus le village. Il suffit de glisser en étendant un peu les bras, en inclinant un peu la tête. Même une jeune fille qui n'est pas habituée à marcher dans le fourré, lorsqu'on lui a montré une fois, elle passe sans s'écorcher les mains : les rameaux sont si flexibles qu'ils obéissent en bruissant à peine. On se retourne en

disant : « Tu me suis ? » Et son rire frais tinte sous les marsaules.

Cette place au bord de l'eau, on croirait un berceau de feuilles. Il y a juste une toute petite grève, une pente de sable fin où l'on peut s'asseoir à deux. Pas plus de deux, ce serait impossible. En avant, c'est l'immense étang, une plaine d'eau libre qui éblouit.

La Feuillée s'est assis sur la pente de sable fin. Ce sable est si léger que nulle trace n'y pourrait marquer. Deux genoux qui s'y traînent, qui s'y enfonceient en glissant, si creux qu'ils s'y enfonceient n'y laisseront point de traces : le vent de nuit lissera le sable. Et si des cris s'émeuvent au bord de l'eau, une voix de femme qui se lamente, qui demande pardon en pleurant, une voix d'homme qui insulte et condamne l'air en frémit à peine un instant : quand les voix se taisent, c'est fini.

La Feuillée se penche sur la berge, regarde le sable fin qui s'enfonce dans l'étang. Cela s'éboule, entraîne le corps jusque dans l'eau. La rive est traître, abrupte, et tout de suite la vase est noire. Il faut lier son poing aux basses branches pour retenir un autre corps qui glisse, pour ne pas être aussi entraîné. « Ah ! Ça m'aurait été bien égal ! » Elle pleure encore, parce qu'il est quand même sans pitié. Il trouve que c'est assez de l'avoir ramenée sur le bord. « Je m'en vais... — Tu peux t'en aller. »

La Feuillée se retourne vers le rideau serré des marsaules. Il n'a pas eu le temps, ce soir-là, de la voir s'enfoncer sous les feuilles. Les rameaux se sont refermés : il était seul, comme aujourd'hui, sur la rive. Une douce place, un ancien secret, des dimanches d'autrefois, quand personne ne venait dans les champs derrière le rideau des marsaules. Maintenant, ce n'était plus la peine ; pour revenir ici, un jour valait un autre. Si quelqu'un approchait par les champs et faisait craquer les branches, il n'essaierait même pas de s'enfuir du berceau de feuilles. Et comment faire, avec l'étang devant ?

### III

Il eut pourtant un retrait de fuite en voyant l'homme qui arrivait : un jeune garçon aux fortes épaules, à la tête ronde et aux yeux noirs. Et le garçon disait :

— C'est moi. Tu ne vas pas te sauver, Séverin ?

Non, non, pourquoi se sauverait-il ? Voilà ce qui devait arriver. Il voulait bien s'asseoir encore, causer un moment avec Pierre.

— Tu m'avais vu ? demanda-t-il.

— Je n'étais pas bien sûr. Quelque chose qui avait remué dans le grand fossé de bordure ; de la fenêtre il m'avait semblé... Et alors, sans t'avoir reconnu, je me suis dit que ça devait être toi.

Il était un peu essoufflé. Il avait dû venir très vite. On peut-être qu'il était ému.

— Voilà dix jours que je te cherche, Séverin. Je ne serais pas reparti avant de t'avoir rencontré.

La Feuillée lui sourit, murmurant de sa voix puérile :

— Tu vois bien, je reste avec toi.

Après cela, ils se turent longtemps, assis à côté l'un de l'autre, et regardant le grand étang que le soir pâlisait peu à peu. Pierre dit enfin :

— C'est à cent toises de chez nous. Et je ne savais pas que Mourches avançait jusque-là... Toi, Séverin, tu connais toute la forêt.

— Oh ! dit Séverin, autant qu'un homme peut la connaître.

— Tu as tes places à toi, où tu n'emmenes jamais personne. On ne se figure pas ce qui se cache dans la forêt. On suit toujours les mêmes allées entre les ornières des fardiens. On passe sans voir plus loin que la bordure des enceintes, on passerait comme ça toute la vie. Il a fallu que je te voie, Séverin, tout à l'heure, dans le fossé... Dire que je ne connaissais pas cette pointe, ce creux de sable au bord de Mourches ! D'ici, je le trouve aussi beau que du haut de la grande chaussée. Plus beau encore, tu ne trouves pas ?

De nouveau le silence tomba. La Feuillée paraissait songer. Et il souriait toujours, comme s'il eût trouvé quelque joie à sentir Pierre auprès de lui. L'adolescent reprit d'une voix moins heurtée, en respirant paisiblement :

— Tu sais peut-être, toi, Séverin. Quand on parlait de Mourches avec Rose, c'était toujours comme si, elle et moi, on n'avait point parlé du même étang de la forêt. Je disais : « Le chenil est ici, et les barques de pêche sont là ; et l'ilot qui est au milieu, les grands sapins qui le couronnent se détachent

tout droits sur le ciel. » Et je m'apercevais que Rose ne reconnaissait pas les choses, telles que moi je les revoyais. Elle me disait, je m'en souviens maintenant, que les sapins se penchaient sur l'ilot comme la voile d'un grand bateau, que l'ilot paraissait flotter, dériver loin vers l'autre bord. De la chaussée, on ne voit pas s'incliner les sapins. D'ici, regarde-les, ils penchent. Et c'est vrai : on croirait que l'ilot s'en va. Depuis que je suis assis là, près de toi, je vois un autre étang, Séverin, qui ressemble à celui de Rose.

— Peut-être qu'elle connaissait la place, dit Séverin.

— Elle devait y venir souvent. Aussi souvent que moi sur la chaussée... Et elle devait venir pour elle, tu comprends, pas comme on vient à plusieurs camarades, en bavardant et en riant tout haut. Pour elle, pour le plaisir de s'asseoir sur ce sable, à rêver, à écouter son cœur. Peut-être que tu l'as vue ici... Voilà une idée qui me vient. Peut-être que c'est toi qui lui auras montré la place, rien qu'à elle, un beau cadeau que tu lui as donné.

Séverin ne disait rien, les mains croisées par-dessus ses genoux. Son silence était comme un assentiment, non point surpris, mais librement donné. Pierre n'avait pas besoin de poser des questions directes, ni de rappeler ce qui s'était passé, le mois dernier. Séverin, comme lui, songeait à la fugitive.

L'étang avait pâli encore. Un glaciais vert, un peu ambré, luisait entre ses berges sombres. Des chants d'oiseaux montaient en même temps qu'approchait le soir.

— C'est la tourterelle, dit Séverin. Elle appelle sur la branche du pin. Son sang bat vite, ses plumes se soulèvent sur sa gorge. La voilà qui s'envole, qui sort des arbres et qui tourne sur l'eau... Elle revient, elle vole à grands coups d'ailes, presque aussi vite que l'émouchet.

Il inclina un peu la tête, écoutant un cri étrange, une sorte de mugissement triste qui semblait monter de l'étang.

— Maintenant, c'est le butor, dit-il. Il est laid, couleur de terre, il se cache dans la joncheraie. Et voilà le cri qu'il pousse en s'enfonçant la tête sous les joncs, un cri qui ne sait pas se plaindre et qui fait du froid dans le cœur.

Pierre l'écoutait, tendu de tout son être. Il était sûr que La Feuillée ne disait que ce qu'il voulait dire, et comme il

voulait le dire. Sa voix limpide s'élevait à peine, coulait dans un murmure qui ne pouvait blesser, qui effleurait seulement les pensées, éveillant de faibles échos qui se propageaient loin dans l'âme, qui poursuivaient fluidement leur chemin. Il releva les yeux, scruta longtemps le ciel transparent. Et soudain ses prunelles se fixèrent, juste au-dessus des toits rouges du chenil.

— J'étais sûr que je le verrais... Je vois son vol, ses grandes ailes pointues. Le voilà qui tire vers les chênes, bien droit, en cinglant de toute sa vitesse. Le vois-tu ? Il ne se cache pas. Il est hardi, c'est l'émouchet : il fonce droit sur ce qui le tente, il ose tout, il est sûr de lui... Deux oiseaux en avant des chênes. Les vois-tu s'en aller côte à côte ? On croirait deux oiseaux pareils, le même vol qui les emporte. Souvent tu vois ce double vol sans te douter qu'un des oiseaux chasse l'autre, qu'il peut le déchirer avec les couteaux de ses ongles...

Il se tourna vers Pierre Chambarcaud, souleva un peu son bras comme pour apaiser une angoisse. Pierre vit son lumineux sourire.

— Il ne faut pas craindre pour elle. Je sais qu'elle lui échappe toujours. Elle revient vers les arbres et replonge sous le couvert : elle est sauvée de l'émouchet. Alors il fouette et remonte en plein ciel ; tout juste il pousse un petit cri colère ; et le voilà qui poursuit son essor, encore plus loin ; il a oublié. Regarde-le, il disparaît là-bas. La tourterelle est restée sous les chênes. Elle se pose déjà sur la branche, ferme son œil noir et s'endort.

Il soupira, inclina de nouveau la tête et recroisa les mains sur ses genoux.

— C'est le soir, dit-il doucement. L'eau attend les premières étoiles. Qui pourrait troubler son silence ? Le butor a fini de crier.

L'air fraîchissait. Une buée qui venait de l'étang montait à leurs épaules, à leurs visages, et leur mouillait les cils. Il faisait maintenant presque nuit ; quelques reflets d'étoiles commençaient à briller sur l'eau.

— Tu crois qu'elle reviendra ? dit Pierre.

La Feuillée se taisait, immobile. Pierre reprit :

— Je le savais. Elle est partie avec Sautebois.

Dès qu'il eut dit ces mots, il se mit à frissonner. Et ses

paroles jaillirent, abondantes, éperdues, vers cet homme toujours immobile :

— Et toi, tu as eu du chagrin. Parce que tu l'aimais vraiment. Mais nous, Séverin... Il va falloir que je m'en aille, tu sais, que je retourne dans cette prison. Comment veux-tu que je vive, là-bas, avec l'idée que je les laisse, que je leur manque ? Mon père ne sait pas se défendre, il ne sait que se mettre en colère, et tout de suite sa colère s'en va ; il n'a pas le cœur d'en vouloir à ceux mêmes qui lui font du mal : il donne tout son courage à son travail, à ses idées. Maman... Pense à cette pauvre femme ! Et moi, dans deux jours, je m'en vais. Puisque tu crois qu'elle reviendra, Séverin... Tâche de savoir ce qui se passe, ne reste pas longtemps sans te montrer ici, à Marcheloup. Oh ! mon Dieu, c'est à toi, un Ferrague, que je demande d'être avec nous. Si c'est une folie, tant pis, je ne peux pas m'en empêcher. Quand je suis pris par cette confiance, comment veux-tu que je résiste, que je me garde ? Alors, tu vois, je te dis tout, je me livre les yeux fermés, sans penser que peut-être je le regretterai un jour. Mais c'est impossible, Séverin ! Que je puisse me dire, en partant, qu'il reste ici au moins un cœur pour ne pas nous détester.

— Je suis ton ami, dit Séverin.

Sa voix était plus faible encore, infiniment douce et triste. Il avait décroisé ses doigts ; ses mains inertes avaient glissé le long de lui, reposaient sur le sable froid. Il répéta :

— Je suis ton ami.

Pierre le voyait trembler de tout son corps, comme si une grande crainte l'eût saisi. Sa poitrine se souleva, il eut un sursaut des épaules, se pencha vers l'adolescent. Dans la faible clarté de l'eau, Pierre distingua sur son visage son clair et douloureux sourire.

— Un jour... murmura-t-il. Il y aura un jour où tu verras.

#### IV

— De bonnes vacances, monsieur ? Je voudrais bien pouvoir vous dire que j'ai passé de bonnes vacances. Mais non, j'ai été malheureux.

Carine se pencha d'un élan, qui rappela à Pierre Chambarcaud le mouvement qu'avait eu La Feuillée sur le bord de

l'étang de Mourches. Malingre, la chair molle et blafarde, Carine n'avait même plus cette fraîcheur des yeux et des lèvres qui gardaient Séverin d'être laid. Il tendit les deux mains, en disant :

— Je suis votre ami.

Les mêmes mots : c'était ici d'une grande douceur. Ils écartaient cette affreuse solitude que Pierre avait tant redoutée. Et tout de suite, dès le lendemain du retour, Carine, pendant l'étude du matin, l'avait plusieurs fois regardé ; et de nouveau pendant la récréation de midi, alors qu'il était seul en effet, dans un coin de la cour où les joueurs de barre criaient.

Pierre s'était aperçu que Carine l'observait. Il en avait eu de l'humeur et presque de la colère, parce que son retour, son arrivée ici, l'avaient déjà comme précipité dans un isolement ravageur. De quoi Carine se mêlait-il ? Ce grotesque, ce raté, ce pion. Il revenait encore, s'approchait de plus en plus. C'était un manège dérisoire, des regards trop vite détournés, toutes les feintes d'un timide qu'un désir obsède et tourmente.

Et brusquement une rencontre des yeux, un sourire contraint de Carine dans un tremblement de ses joues, et cette question qui vient blesser un cœur à vif :

— Vous avez eu de bonnes vacances, Chambarcaud ?

Pierre a cherché une réponse hostile, une phrase qui pût blesser aussi : « Cela ne vous regarde pas. » Ou encore : « Qu'est-ce que ça peut vous faire, à vous ? » Il n'a pas pu. Les paroles de Carine ont été maladroitement ; mais ses yeux demeurent pleins de bonté, d'amitié vraie. Ils implorent et ils offrent en même temps ; ils appellent cet aveu qui force la révolte de Pierre : « Malheureux... J'ai été malheureux. » Et alors l'élan de Carine, ses deux mains qui se tendent, vides encore, et sa voix de pauvre homme qui balbutie : « Je suis votre ami. »

Dans cette cour, on ne peut pas causer. Entre les classes et la rangée de marronniers, quelques équipiers de rugby s'exercent au ballon ovale. Une charge, des passes, du jeu ouvert. Et maintenant une descente en *dribbling*.

— Chambarcaud ! Une sortie de mêlée !

C'est impossible de causer dans cette cour. Mais peut-être qu'une occasion meilleure, en promenade le jeudi, ou mieux encore le dimanche, quand les autres seront « sortis »... Pierre ne sort pas, même le dimanche. Il ne connaît personne



en ville ; il n'a pas de correspondant. Et Carine, que fait-il le dimanche ? Lui non plus, c'est probable, ne connaît personne en ville.

Pierre songe, la nuit, dans le dortoir. Sous la lueur bleue de la veilleuse, il regarde l'estrade entourée de rideaux où Carine songe peut-être aussi. Alors, c'est ça, le foyer de Carine, cette espèce de cage close au milieu des couchettes alignées ? C'est là-dessous qu'il dénoue sa petite cravate noire, délivre enfin son cou de son carcan de cellulo ? Pauvre vieux...

Ainsi, chaque soir, Pierre songe à Carine. Il est rare qu'une journée s'écoule sans qu'un regard s'échange entre eux, qui les rapproche, qui leur rappelle un pacte informulé. Pierre se pose à propos de Carine des questions extraordinaires : s'il a aimé ; quel visage il a, quand il pleure. Il n'a même pas de peine, maintenant, à imaginer ce visage, une pauvre face très lasse, désolée, qui ne peut refléter que des sentiments de vaincu : plus de haine, plus de colère, une résignation sans recours. « Et pourtant... se dit Pierre. Pourtant il garde un cœur avide, il a besoin de ne pas être seul. Un homme qui pourrait être seul, serait parmi les autres pareil à un mort vivant. De l'avidité, c'est bien ça : il souhaite avec avidité que je devienne moins malheureux, que je ne me taise plus comme je fais. Résigné pour lui-même, pas pour moi. »

Et Pierre, un dimanche, a cédé. Cela est arrivé dans la salle de gymnastique, où il était allé par le chemin de ronde. Depuis des mois, chaque dimanche matin, il s'échappait ainsi et s'entraînait avec ardeur. Tous les agrès étaient à lui ; il pouvait se risquer à des acrobaties que le moniteur interdisait : le grand soleil à la barre fixe, ou le saut périlleux en lâchant le trapèze volant.

Il était donc enfermé dans la salle, bien sûr de n'être pas surpris, lorsque la porte s'était ouverte. Carine était entré, disant qu'il avait entendu du couloir un cliquetis qui l'avait intrigué, qu'il avait voulu se rendre compte. Il avait ajouté en riant :

— Une autre fois, il vaudra mieux me demander. Je vous ouvrirai la porte.

Lorsqu'ils s'étaient quittés, un peu plus tard, ils avaient convenu de se retrouver là, le matin du dimanche suivant.



Aujourd'hui, Carine savait tout. Il connaissait les gens de Marcheloup, les Ferrague, Hugonin, Cœurderoy, le clan des rouges et celui des blancs, la moustache tombante de Fraigneau, la soutane rebondie de M. Demeillers. Il blâmait Marcenac de trop songer à son avancement, de mettre le souci de sa carrière au-dessus de ses amitiés. Il s'indignait contre l'odieuse Mérance, plaignait Clamort d'être livré à cette mégère. Il voyait le village, toutes les maisons d'un côté de la rue, depuis l'atelier du moulin jusqu'au logis du vieux Ferrague, et la forêt refermée tout autour, et Mourches dans la forêt. Pierre avait fait pour lui une épure qui représentait la machine. Et Carine s'était passionné, disant qu'une telle invention était appelée à révolutionner un jour toute l'industrie sabotière.

Il voulait ne rien ignorer. Il disait que c'était nécessaire, pour qu'il pût réfléchir avant le dimanche suivant. Mais les conseils qu'il donnait alors n'étaient que des exhortations, des promesses d'éclaircie qui ne s'appuyaient sur rien, qui signifiaient seulement que Carine était très bon.

Chaque dimanche, il y avait une nouvelle lettre de Benoit. Carine écoutait Pierre lui donner lecture de cette lettre; et, quand Pierre avait lu, il disait : « Vous voyez bien ! » Ainsi disgracié et déchu, il gardait dans la destinée une confiance opiniâtre qui rappelait celle de Benoit. Cet optimisme, ce tiède rayonnement de bonté, Pierre se laissait gagner par leur apaisante contagion. Il relisait en même temps que Carine la dernière lettre de son père, expliquait un point de détail, cherchait d'une ligne à l'autre des raisons d'espérer un peu.

« Mon cher enfant, écrivait Benoit, je veux te dire que les nouvelles ne sont point trop mauvaises, au contraire. Figure-toi qu'au moment où les hommes de Sologne parlaient de rentrer chez eux, il y a Fraigneau et Boutin qui sont revenus me trouver. Maintenant que le travail au bois est fini (et c'est seulement pour ça que les Solognots nous quittent), Fraigneau et Boutin m'ont dit qu'ils aimaient mieux travailler avec moi au lieu d'aller au curage des canaux en attendant les foins et la moisson. Mais je m'arrangerai pour qu'ils restent quand les faucheurs partiront en Beauce. Et si je réussis comme je crois, j'aurai marqué un point qui comptera. Il faut comprendre

que le moment est difficile, un passage à sauter avant que la machine soit au point. Que je garde deux hommes d'ici que j'occuperai à la scierie, même en faisant des sacrifices, c'est comme si je plantais un piquet, et voilà tout ce que je demande pour l'instant. Une fois que la machine fonctionnera, et ça ne tardera plus guère, tu les verras venir l'un après l'autre, jusqu'au dernier, je te le garantis. Voir Grellety ou le Sanglier travailler chez Benoit Chambarcaud, et bien heureux par-dessus le marché, ce sera une belle revanche. Et suppose même qu'alors je demande à Hugonin d'être chef de fabrication, et finisseur, ce n'est pas un imbécile, au bout d'une petite quinzaine il aura forcément compris, il sera le premier à me rendre justice sans regretter ses durillons aux mains. »

La lettre suivante disait :

« Souvent le temps nous dure de toi, parce que nous sommes bien seuls. Et si tu étais là, ta pauvre mère serait moins triste, tu lui dirais aussi qu'elle a tort de se tourmenter autant. Depuis que tu es parti, M. de Besombes est venu à l'atelier. J'ai fait un essai devant lui ; malheureusement, l'ébauchon a éclaté. J'en ai remis un autre et il a éclaté encore ; c'est l'embrayage qui est trop brutal, je changerai le dispositif ; mais, comme tu t'en es rendu compte, le principe est excellent, rien à reprendre de ce côté, ça n'est plus qu'une petite affaire de mise au point. Quand je regarde un peu en avant et que je vois les possibilités, je t'assure que ça me donne un rude courage. A des moments je ne me connais plus, c'est comme si j'y étais déjà. Tant mieux : et les ennuis de l'heure présente ne comptent plus guère, tu peux me croire.

« Tu sais que c'est changé à la mairie, ce n'est plus M. de Besombes qui est maire ; ils ont nommé Lucien Ferrague, et c'est Grellety qui est adjoint à ma place. Ça ne s'est pas passé tranquillement, mais enfin personne n'en est mort, et dans un sens peut-être que c'est un mal pour un bien. Il faut te dire que M. de Besombes avait été mal impressionné par l'essai dont je t'ai parlé. Depuis les élections, il a vu l'audace de ces gens et, comme il a été indigné, il s'engage à fond avec moi. L'atelier est comme neuf, tu verras ça quand tu viendras. Fraigneau et Boutin peuvent partir, l'outillage marchera quand même, le travail courant à la scierie pour

que la roue ne s'arrête pas (j'ai parlé à M. de Besombes d'une turbine, peut-être qu'il se décidera), mais bien entendu sans oublier le principal, le grand projet qui me donnera *la victoire*. Pas plus tard qu'hier, j'ai réussi sans un déchet autant d'ébauchons que j'ai voulu. C'est le creusage qui ne va pas encore, parce que les cuillers vibrent : il faudra que je trouve le moyen de les empêcher de vibrer. C'est naturellement du casse-tête, mais quand j'y suis, je ne céderais pas ma place. Tu comprends ça, toi, mon garçon. Allons, courage et espoir quand même ! Le temps nous dure de toi, quand on se trouve à la maison, mais les beaux jours nous reviendront malgré les sauvages d'ici. N'en parlons plus, il n'y a qu'à marcher son chemin et la récompense est au bout, et, s'il le faut, c'est moi qui les civiliserai. »

Carine, en lisant de telles phrases, redressait sa grêle échine. Un peu de sang lui montait aux joues. Il s'écriait avec plus de force, avec une convaincante ardeur :

— Vous voyez bien ! Votre père a raison, Chambarcaud.

— Oh ! oui, répondait Pierre, il a raison d'avoir foi en lui. Jamais, jamais il ne perdra courage ; et, un jour, il réussira. Mais il vit comme entre des murs ; à peine s'il s'aperçoit de ce qui se passe au dehors. Il faut qu'un coup terrible l'atteigne, comme c'est arrivé cet hiver. Et vous voyez : quand même, son idée le reprend ; il dit qu'il se figure déjà être à plus tard, au moment où il aura réussi. Mais ce qui arrive aujourd'hui, c'est ma mère qui s'en aperçoit.

Et Carine lui disait alors :

— C'est votre père qui écrit les lettres, mon enfant. Mais votre mère ajoute toujours un mot. Est-ce qu'elle se plaint ? Est-ce qu'elle s'inquiète ? Non, non, c'est votre éloignement même qui vous inspire ces craintes injustifiées. Vos parents ne vous cachent rien.

Mais Pierre secouait la tête, mordait ses lèvres, les regards perdus dans le vide. Et tout à coup il tressaillait, fixait les yeux sur ce visage d'enfant vieilli :

— Deux mois ! Encore presque deux mois ! Je voudrais tant que maman m'écrive, et j'ai peur qu'elle m'écrive un jour. Parce que ce jour-là, monsieur...

Et de nouveau il se mordait la bouche, et regardait loin devant lui.

## V

« A Marcheloup, le huitième de juin mil huit cent quatre-vingt-seize.

« Il me fait deuil, mon petit Pierre, de te mander de nos nouvelles, qui sont bien tristes, je ne veux pas te le cacher. Depuis un mois il s'est passé ici des choses vraiment abominables. Et j'en ai si lourd sur le cœur que je ne peux pas m'empêcher de me consoler près de toi, je sens que je serai moins triste quand je t'aurai vidé mon cœur. Ta malheureuse sœur est ici, bien changée, c'est une croix qu'il nous faut porter. J'aurais donné mon sang pour qu'elle revienne, et maintenant qu'elle est revenue je me demande si ça n'est pas encore pire. Elle va bien, c'est son âme qui est changée, à croire qu'elle ne se rend pas compte, comme si elle n'avait rien fait. Enfin je ne peux pas t'en écrire là-dessus davantage; la plume me quitterait les doigts, tant cela me fait de la peine. Il faut pourtant que je commence, puisque je me suis décidée : dans tout cela je ne sais plus où j'ai la tête, mais je tâcherai de ne rien oublier.

« Le dimanche des élections on se serait cru en guerre. On n'em'ôtera pas de l'idée qu'il y a eu un signal donné : personne ne se retenait plus et tout se voyait au grand jour. Ton père avait tenu à y aller; il disait que c'était son devoir d'être présent à la mairie. Il y avait aussi M. Deredempt, le régisseur de Saint-Liphard, puisque comme tu le sais le château est sur notre commune et tout le personnel vote ici. C'est justement pourquoi les rouges ont fait des pieds et des mains : il y en avait toujours au moins deux à surveiller le bureau de vote. Grellety et le Sanglier ne sont même pas rentrés chez eux à midi, ils ont cassé la croûte sur place. Et je t'assure qu'ils tendaient bien les yeux pour regarder les mains d'un chacun, lorsqu'elles approchaient de l'urne.

« Le grand Cogneras est venu à côté, avec le Pascal Ferrague : Mérance avait habillé son homme, et ils l'ont emporté dans leurs bras pour qu'il puisse voter aussi. Le malheureux, ce n'est plus que l'ombre de lui-même, dans le grand jour il faisait peine à voir, on lui aurait plutôt donné l'extrême-onction; mais, malgré ça, ils l'ont obligé à voter, et tous

contents comme d'un coup d'État. Au dépouillement tout le pays était sur la place, les hommes dans la salle commune, les fenêtres ouvertes et les femmes sous la rangée d'arbres. Des scènes de monde renversé. Il n'y en a guère eu que trois ou quatre pour saluer M. de Besombes, et pourtant ils ne savaient pas encore s'ils avaient la majorité. Le hasard a voulu que les premiers bulletins soient presque tous en faveur du marquis : les gens de Saint-Liphard étaient venus voter à la fin. Alors, les deux, Grellety et le Sanglier, ils se sont rapprochés de l'urne. Et le Sanglier a commencé à gronder, à secouer l'urne, en disant que si ça continuait il la flanquerait par la fenêtre avec ce qui restait dedans, et qu'il y mettrait le feu. Et à partir de ce moment-là, des cris, de vrais hurlements d'enragés. Et sûrement que dans tout cet aria l'urne aurait été mise en miettes, mais Ferrague est arrivé et il a ramené la paix pour tout le temps qu'il est resté là. Tout le monde se taisait. M. de Besombes sortait les bulletins et les lisait, le vieux Ferrague debout en face de lui ; Fraigneau et M. Marcenac pointaient ; on aurait entendu voler une mouche.

« En fin de compte, sur les dix du nouveau conseil, les autres étaient six contre quatre : Lucien le cadet à Ferrague, Grellety, Cogneras, le Sanglier, Sanglard et Hugonin. C'est Lucien qu'ils ont nommé maire huit jours après, et Grellety adjoint de Lucien. Mais je suis en avance, je ne t'ai pas encore dit le pire.

« Ils n'avaient pas besoin de boire, je t'assure ; quand ils sont sortis de chez Sanglard, à la nuit, ce n'était pas ce qu'ils avaient bu qui les mettait dans un pareil état. Je les ai entendus arriver, chanter d'un bout à l'autre de la rue : des démons. Ton père voulait sortir et se montrer hors de la cour ; il a fallu que je le supplie, mais c'est seulement quand je lui ai fait comprendre que ce serait indigne de lui s'il avait l'air d'être touché par sa défaite. Ils sont venus jusqu'à la barrière, en l'appelant, en criant des moqueries et en chantant toujours, Mérance au premier rang pareille à une possédée, et des injures à en mourir de honte, sans pitié pour notre infortune, les pires mots sur ta malheureuse sœur, impossible de te les redire. Et encore des menaces pour plus tard : « On te fera partir d'ici ! A la porte ! A la forêt ! Coureur de routes, reprends ta besace ! » Dans tout cela ils étaient comme soulés d'orgueil

parce que leur parti avait eu la majorité, mais tout de suite ils voulaient exercer leur puissance et montrer qu'ils étaient les maîtres. Ah! enfin on allait faire place nette et se venger de Chambarcaud. Et on ne verrait plus ici des ouvriers gagner le double des autres, ne pas suivre les autres au bois, aux canaux ou à la moisson, sans même se demander s'ils n'allaient pas demain priver de leur travail les meilleurs de Marcheloup.

« Ils étaient au moins une trentaine à se pousser contre la porte de l'atelier, plus de la moitié du pays. Je regardais par la fente du volet, je n'avais plus une goutte de sang. Ton père aussi était tout pâle; je sentais bien que je n'allais plus pouvoir l'empêcher d'avancer contre eux. Mais heureusement M. Demeillers est venu à ce moment-là, sans barrette sur la tête, sa couronne de cheveux au vent. Il était dans une belle colère. Il a vu ton père dans la cour, et il lui a crié de toute sa voix sans s'arrêter: « Restez là, Chambarcaud! Restez là, je vais leur parler. » Mais déjà ils tapaient dans la porte, faisaient sauter le verrou et la barre. Juste comme M. le curé arrivait toute la bande s'élançait au dedans, et il était trop tard pour empêcher ce qui allait s'accomplir.

« M. Demeillers me l'a dit après, c'est comme ça que je l'ai su. Pascal Ferrague et le Sanglier sont allés droit aux bancs de scie, ils avaient des marteaux à la main; et Hugonin à la machine, lui aussi avec une massue de charron. Tout a volé, brisé en pièces. Ils tranchaient les courroies avec leurs couteaux de bûcherons, leurs serpes. Les lampes électriques sautaient, les carreaux des fenêtres: une dévastation à pleurer. De la maison, on entendait les coups, on voyait aux fenêtres la lumière de leurs torches, j'attendais toujours le moment où l'incendie allait jaillir. Quand je te parle de démons de l'enfer, c'est les mots que M. Demeillers s'est servi. Il y en avait un qui ne touchait à rien, qui avait gardé sa tête. Tu as peut-être deviné: Grellety. Parce qu'on n'a pas vu le vieux Ferrague de toute la nuit: c'est sa force de commander de loin. Grellety était là à sa place.

« Il laissait faire et il surveillait. C'est lui qui a arrêté M. le curé à la porte, ce mécréant noir comme un corbeau, et il a osé lui dire: « Vous n'avez rien à faire ici. Tout ça est juste, ils ont bien raison. » Il paraît que c'était terrible, ces lumières qui fumaient, le Sanglier avec son grand béret, son petit tricot

bleu et blanc, ses bras nus, et il riait en portant les coups ; Pascal fonçait à droite et à gauche, arrachait les courroies qui pendaient, martelait les engrenages d'une force à briser des arbres ; et Hugonin le plus acharné qui démolissait la machine en l'insultant comme une personne. Mon Dieu, est-il possible que des hommes s'égarent jusque-là ? Je suppliais toujours Benoit, aussi pâle à présent qu'un mort, et de grosses gouttes de sueur qui roulaient sur son front blanc. Et en même temps je priais Dieu de toutes mes forces, pour qu'il écarte du cœur de ce pauvre homme la pensée d'une vengeance coupable. Il répétait tout bas : « Assass-ins », en luttant contre cette pensée que je voyais monter dans ses yeux. Et les coups résonnaient toujours, et Benoit est retourné en courant à la maison. A ce moment ils sortaient de l'atelier ; on aurait cru qu'ils n'étaient plus les mêmes, qu'ils avaient malgré tout un peu honte. Plus de chants, leurs cris étaient finis ; sauf Mérance, mais elle-même ne criait plus si fort. Ils avaient éteint leurs torches, je les voyais bouger sur la route comme des ombres, une troupe de gens qui viennent de faire un mauvais coup.

« Alors le cœur s'est mis à me battre si fort que j'ai cru que j'allais tomber là. Je pensais moi aussi à courir vers la maison et peut-être arriver à temps ; ou bien à me jeter quand même au-devant de ces malfaiteurs et leur dire : « Faites attention, ne passez pas devant la barrière ! » Mais avant qu'ils y soient, c'est M. Demeillers qui est entré dans notre cour, on aurait dit qu'il avait tout compris ; ou sûrement le bon Dieu avait entendu ma prière et l'envoyait à temps vers nous. Il a crié dans le noir de la nuit du côté de la maison : « Chambarcaud, où êtes-vous ? » Et la voix de Benoit toute changée : « Retirez-vous, monsieur le curé, prenez garde ! » Mais M. Demeillers a continué à marcher en disant tout tranquillement : « Je viens, Benoit, je viens, je suis là. » Et tout de suite des paroles basses, à se sentir remué jusqu'au tréfonds, de la pitié, du reproche, du commandement, il y avait tout cela en même temps dans la parole de M. le curé sans même saisir les mots qu'il disait à Benoit.

Toute ma force m'en est revenue et moi aussi j'ai pu aller vers la maison. Je les ai vus l'un contre l'autre, et jamais je ne l'oublierai ; M. Demeillers avait pris le fusil et le tenait relevé droit sur lui. Et il disait : « Qu'alliez-vous faire ?



Malheureux, pensez au moins aux vôtres. » Et Benoît qui poussait des épaules en disant de sa voix étranglée : « Écartez-vous ! Écartez-vous donc ! » Mais tu sais que M. le curé est fort, et sa poigne ne lâchait pas. Et toujours il parlait à Benoît, en se forçant à rire comme si ça n'avait pas été terrible. Il lui disait qu'il savait trop bien, pour son péché, ce que c'était qu'un fusil de chasse, que c'était là un mauvais affût, que pour tirer il fallait bien voir le but, un ragot par exemple qui courait tout seul sur le champ en avant de la lisière, au clair de lune. Mais tirer au hasard son coup de chevrotines, ah ! non, un vieux chasseur comme lui ne le permettrait jamais.... Des mots qu'il disait à la suite pour détourner l'attention de Benoît, sans lâcher une seconde le canon du fusil, et lui toujours devant, exprès, et pendant ce temps-là les autres passaient devant la barrière et couraient du côté du village. Benoît pleurait de désespoir et de colère, mais déjà le grand péril était passé, il n'aurait pas ce poids sur la conscience. Mon pauvre enfant, pense à ce qui pouvait arriver, et où nous en serions maintenant ! Chaque fois que je revois ce moment, mes mains froidissent comme si j'y étais encore. Enfin M. Demeillers a repoussé ton père dans la maison, maintenant il ne résistait plus, la vue des criminels n'était plus là pour le rendre fou, et il a dit à M. Demeillers qu'il avait eu raison de l'empêcher de faire un malheur. Mais aussitôt il a voulu aller voir à l'atelier, et M. Demeillers l'a laissé y aller, et il est venu avec nous.

« Quelle pitié, cette dévastation ! Benoît du premier coup a couru à sa machine et ses yeux se sont agrandis. J'avais pris la petite lampe pigeon, et il m'a commandé d'approcher, et à partir de là, il a regardé sans rien dire avec ses yeux trop grands et brûlants. M. le curé et moi, nous étions à côté de lui sans oser seulement remuer. Je regardais Benoît en espérant qu'il me regarderait aussi, mais c'était comme si nous n'avions pas été là. Je voyais bien aussi que M. Demeillers aurait voulu le prendre dans ses bras ; il avait les yeux mouillés et il s'est approché de moi, en me disant tout bas : « Je vous plains, ma pauvre Pauline. » Benoît a fait le tour de l'atelier, à travers ce saccage et cette désolation. Mais bientôt il est revenu à la machine, il a recommencé à la regarder à pleins yeux, à la toucher, la caresser avec ses mains que je voyais trembler, en lui parlant aussi comme à une créature de chair. Alors,



mon grand chéri, j'ai saisi bien des choses que mon esprit n'avait pas devinées, ce que c'était pour lui que cette machine, autre chose que du bois et du fer, un outil qui nous avait coûté déjà beaucoup de tracas et d'argent, mais une vie arrachée de lui, qu'il sentait continuer à vivre en souffrant de sa souffrance et des blessures qu'on lui faisait, et pour les autres aussi, comme Hugonin et les vieux ouvriers du village, vraiment une créature vivante qu'ils détestaient et voulaient faire mourir. Et la pensée de tous nos malheurs m'a reprise plus amère que jamais, ceux que nous avons eus déjà, et demain quelles épreuves encore ? Malgré le calme qui est revenu, je tremble et perds mon courage, j'ai peur que l'argent ne soit rien au prix des larmes qu'Elle pourra nous coûter.

« Il faut que je te dise maintenant ce qui m'a un peu consolée (pourvu que je ne y pense pas trop). Le soir même, pendant que nous étions encore dans l'atelier, M. de Besombes est venu. Il a tout vu et son cœur d'homme de bien a été indigné. Des vandales, il les a traités de ce nom, et que ça réclamait un exemple et que, maintenant plus que jamais, il en faisait une affaire personnelle. Alors jusque dix heures du soir il est resté dans notre maison et tout a été décidé. C'est un homme tout net et carré, et tu sais qu'il veut ce qu'il veut. Il a promis qu'avant quinze jours tout serait remis en état et que l'atelier marcherait quand il faudrait faire venir des étrangers ; mais il a dit en flattant sa grosse moustache que peut-être ce ne serait pas la peine. Il était assis avec nous à notre table, et souvent je le revois encore à cette place, ses petits yeux si vifs sous ses sourcils, sa belle main blanche qui tenait le gros verre où j'avais versé notre vin, pas plus fier qu'un de nous, malgré l'honneur qu'il nous faisait. A un moment il a même ri, en se moquant de M. Demeillers : « Curé, curé, irez-vous à l'affût cet hiver dans mes bois de Saint-Liphard ? » Il a même ajouté, moitié sérieux, que ses gardes ne le rateraient pas. Mais je reviens à ce qui nous occupe.

« Sur son conseil, ton père a encore porté plainte, et cette fois on en a puni : de l'amende et des dommages à nous verser ; la somme n'est pas encore fixée, mais M. de Besombes dit que ce sera conséquent. C'est lui qui nous a choisi un avocat et qui suit tout comme si c'était pour lui. C'est une force pour nous, je ne peux pas dire le contraire, car tout seuls et petits

que nous sommes, que pourrions-nous si on nous refusait justice? L'atelier est réparé, il est venu trois compagnons de Portvieux déjà habitués aux machines; ils commencent à débiter les grumes que les hommes de Sologne ont charroyées à la fin de l'hiver. Ton père a recommencé sa machine et plus rien n'existe pour lui. Tout le pays a l'air tranquille, même Mérance qui se tait à présent. Mais je ne m'y fie pas et je sens bien que rien n'est oublié.

« Mon pauvre enfant, je t'ai presque tout dit et cela m'a un peu soulagée. Je pense à toi le long des jours; tu es bien loin, mais je pense si fort à toi que c'est comme si tu étais là. Et j'en ai bien besoin parce que je suis si seule, même depuis que Rose est revenue. Encore plus seule, c'est affreux à dire : cette croix à porter est bien lourde et la honte me brûle le front. Elle est vraiment perdue d'honneur, la malheureuse, sans pouvoir cacher sa faute et je crois bien sans repentir. Voilà huit jours mardi dernier qu'elle est rentrée à la maison, bien triste et humble devant nous, oh ! oui, notre chère fille quand même, cette petite Rose que nous aimions et le pardon déjà sur nos lèvres. Mais au bout de trois jours elle est redevenue gaie tout d'un coup et elle s'est remise à chanter, les couleurs reparues sur ses joues et les yeux brillants comme avant. Et je vois bien qu'elle a ses pensées hors de nous et que nos peines ne comptent guère pour elle; je me demande si cela est possible, mais je suis bien obligée d'y croire et je suis effrayée de la sentir perdue pour nous. Moi sa mère, elle ne me dit rien, et pourtant elle sait bien que ce n'est pas la malédiction qu'elle trouverait auprès de moi. Alors que faut-il donc qu'elle pense? Voilà ce qui tourmente mes nuits. Quand tu viendras, je me reprends à cet espoir que peut-être tu réussiras à la rapprocher de nous. Si tu étais resté ici toujours, c'est une idée qui m'est souvent venue dans nos épreuves et à présent je ne peux plus guère la chasser, il me semble que tout ce mal nous aurait été épargné. Mais tu nous reviendras aux vacances, et cette fois pour longtemps, mon chéri ! Ah ! que c'est loin encore, mon Dieu, pourvu qu'il ne soit pas trop tard !

« Allons, il faut prendre confiance, le calme d'à présent durera bien jusqu'à ton retour. Écris-moi pour me dire que oui, pour me tranquilliser en me disant que je suis folle, et surtout que tu nous aimes bien fort. »

## VI

— Monsieur, je partirai cette nuit. J'attendrai que tout le monde dorme et je m'échapperai vers dix heures. Soyez tranquille : personne ne s'en apercevra.

— Mais pour sortir du lycée ? dit Carine.

— Ce n'est pas difficile. Je connais un passage du côté de Saint-Pierre du Martroi. Une fois la nuit tombée, la petite rue est toujours déserte.

Carine demanda encore :

— Comment ferez-vous le trajet ? A cette heure-là, il n'y a plus de trains.

— J'irai à pied jusqu'à Semoy et j'attendrai le train du matin : il passe très tôt, je descendrai avant six heures à Saint-Liphard... Ici, ce sera le réveil. Alors, vous découvrirez ma fuite, et vous pourrez la signaler.

Carine lui serra les deux mains, l'enveloppa d'un regard triste et tendre :

— Bonne chance, Pierre. Ma pensée vous suivra là-bas.

Il soupira et dit encore, comme malgré lui :

— C'est peut-être la dernière fois...

Alors Pierre se pencha vers Carine et l'embrassa de tout son cœur. Et Carine balbutiait : « Mon enfant... », tandis que deux grosses larmes roulaient sur ses joues flétries.

Pierre descendit à Saint-Liphard comme les oiseaux de la forêt saluaient le retour du matin. C'était juin. L'aurore avait laissé sous les profondeurs végétales une fraîcheur bleue qui embuait les ombres. La forêt avait bien changé depuis son dernier voyage. Elle s'était faite plus lourdement touffue, elle s'était close de toutes parts, et son couvert suivait les pas comme s'il se fût constamment refermé dans l'instant où il s'entr'ouvrait : de sorte que la forêt paraissait plus vaste encore et que son épaisseur feuillue, si proche qu'elle touchait le visage, donnait pourtant une impression d'illimité.

Le soleil suivait Pierre dans l'allée. La rosée ruisselait encore sur l'herbe, la couvrait d'un réseau scintillant qui exhalait une buée odorante : c'était sûrement cette vapeur de rosée qui apportait jusqu'aux narines un air si frais, si capiteux. Il affluait dans les poumons en glaçant un peu la gorge ;

il avait quelque chose de lustral, une pureté presque bles-sante; et en même temps on y sentait des saveurs prêtes à s'exalter, des parfums sauvages déjà chauds, qui appelaient le soleil et qui montaient à sa rencontre.

Quand Pierre toucha la rive de Mourches, les chants d'oiseaux fusèrent de tous les points de l'étendue. Une nappe de lumière vermeille, ample comme une marée montante, défer-lait par dessus les arbres et s'apaisait en glissant sur l'étang. Les fleurs des nymphéas émergeaient une à une et commen-çaient à s'épanouir.

Pierre se souvenait d'une autre arrivée, dans l'allégresse d'une journée de printemps. Il ne repoussait point ce souvenir. Au contraire, il l'appelait à lui et se plaisait à le revivifier : il sentait mieux sa force présente, à se trouver si dissemblable de l'enfant qui avait passé là, deux mois plus tôt. Pareil contraste était rudement tonique : cette fois, il ne faiblirait pas en arri-vant à la maison. Il savait; il avait eu le temps de rassembler sa jeune énergie.

Il marchait d'un pas vif, régulier, dans l'épaisseur de la forêt. Depuis qu'il s'était évadé, toutes les résolutions lui paraissaient faciles, tous les actes qu'il faudrait accomplir. Il avait commencé d'agir, cela déjà le libérait de crainte, l'armait d'une force dont il lui semblait à cette heure qu'elle ne céde-rait à aucune épreuve.

Et il sorait de la forêt, revit soudain les maisons du village, le moulin, la roue à aubes sur le ruisseau. La roue tournait; un claquement vif de cascade tintait sur ses pales miroitantes.

Deux heures plus tard, de la salle commune, Pauline l'entendait rire dans la chambre de sa sœur. Et Rose elle-même riait avec lui, comme elle n'avait pas ri depuis qu'elle était partie. Pauline doutait encore, et pourtant elle entendait bien : ses deux enfants riaient à côté, on pouvait croire qu'on était revenu à un matin d'il y avait longtemps, tant le bruit des jeunes voix confondues résonnait gaiement dans la chambre.

Ils bavardaient maintenant très vite, échangeaient des répliques animées, si pressées qu'elles se bousculaient l'une l'autre. Mais le ton de leurs voix restait gai, et souvent l'un des deux riait encore, avec la même fraîcheur allègre qui sur-prenait leur mère et lui remuait délicieusement le cœur.

Enfin Pierre reparut à la porte. Il avait le teint coloré, ses

prunelles noires brillaient d'une impatiente et joyeuse ardeur.

— Je sors, dit-il, je sors tout de suite.

— Où vas-tu ? demanda Pauline.

Mais il secoua la tête et se contenta de répondre :

— Je serai revenu bientôt.

Pauline le suivit dans la cour. Il s'arrêta, se retourna vers elle :

— Maman, ne me demandez rien. Si père sortait de l'atelier et voulait savoir où je suis, vous lui direz que je fais un tour en forêt, que je serai rentré pour midi.

Et comme Pauline allait parler encore, il leva sa main droite à demi, et de tout près, d'une voie contenue et frémissante :

— J'ai bon espoir, maman ! Tout ira bien.

Il gagna rapidement la forêt, s'enfonça sous les arbres et disparut aux yeux de Pauline. Il courait presque, même à présent qu'il était seul. Un bouillonnement de force montait en lui, si véhément qu'il en avait un peu d'effroi. Il voulait se calmer d'abord, non réfléchir à ce qu'il allait faire puisque son parti était pris, mais attendre seulement que s'apaisât ce bouillonnement irrésistible. L'ombre des feuilles, le silence des halliers, la fuite des layons sous les branches, il avait besoin de leur paix, de leur vivante sérénité dans la tiédeur de ce matin de juin.

Cette grande paix, cette béatitude des feuillages étalés dans l'air immobile... Les oiseaux ne chantaient plus, il n'y avait plus d'autre bruit que le fredon des insectes ailés, une vibration doucement musicale, toujours la même, engourdissante. Il valait mieux ne pas s'arrêter, se contraindre à marcher d'un pas égal et ferme, du même pas qu'en arrivant ; et contraindre ainsi sa pensée, l'obliger à marcher solidement, un pas, encore un pas, jusqu'à ce que le cœur soit calme, tout à fait calme.

Sûrement le choc avait été plus rude qu'il ne s'y était attendu. Et même, les premiers instants avaient eu une intensité presque atroce. Des émotions violentes et troubles l'avaient assailli pêle-mêle, qui se combattaient l'une l'autre et le faisaient vraiment panteler. Une tendresse immense le jetait vers sa sœur ; et il était brutalement arrêté par une révolte de tout son être, une gêne affreuse, un sentiment d'humiliation qui touchait à la fureur. Rose était encore couchée. Elle s'était

accoudée sur un bras, et son autre bras nu lui avait enlacé le cou, l'avait attiré jusqu'à elle. C'avait été pour lui le pire moment, sa tête ainsi appuyée, malgré lui, au creux de la douce épaule; et sur sa joue, sur ses lèvres mêmes, une chaleur mouillée de larmes. Il s'était reculé d'une secousse, avait couru vers l'étroite fenêtre et l'avait brutalement ouverte.

— A la bonne heure ! On étouffait, ici.

Rose l'avait vu dans le flot de clarté, tout pâle, avec une expression méchante. Alors elle s'était redressée, assise toute droite sur sa couchette; et elle l'avait regardé bien en face, un peu pâle elle aussi, un défi dans ses yeux noirs.

— Assieds-toi là, Pierrot. Ne sois pas mauvais avec moi.

Il avait obéi, les dents si fortement serrées que ses muscles tremblaient sous la peau. Mais son regard s'était adouci.

Et Rose avait parlé sans le quitter des yeux, avec une franchise résolue, n'hésitant qu'à de rares instants, à peine, pour suivre aussitôt de la même voix tranquille. Elle ne le défiait même plus; elle semblait ne pas se soucier du mal qu'elle lui faisait peut-être, ni de ce qu'il pouvait penser d'elle. Elle parlait de soi comme s'il se fût agi d'une autre, d'une femme que Pierre ne connaissait pas encore, mais qu'il devait s'habituer à aimer, telle qu'elle était, autant qu'il avait aimé Rose. Elle lui disait :

— Je ne savais pas. C'était à lui que j'appartenais, mais je ne le savais pas. Depuis longtemps j'allais à lui, heureuse quand je le rejoignais, triste quand il se tenait loin de moi, quand la forêt le reprenait : souvent il m'évitait ainsi, comme s'il avait eu peur d'avoir un jour trop besoin de moi, de ne plus pouvoir s'en aller. Et je lui en voulais, je me mettais à le détester, j'avais envie de lui faire de la peine, beaucoup de peine, pour me venger de ce que je croyais son mépris. Pauvre Séverin ! Tu ne peux pas comprendre, Pierrot; je suis quelquefois très méchante, capable de choses vraiment laides...

Pierre ne laissait rien voir de la stupeur qu'il éprouvait : ainsi, c'était bien Rose qui prononçait de pareils mots. Il la croyait, il ne doutait même pas qu'elle ne lui dit la vérité. Mais sa sœur se trompait en lui disant qu'il ne pouvait comprendre. Il avait la révélation de ce qu'elle était devenue, une femme pour qui rien ne comptait en dehors de son propre drame. Dès ses premières paroles, cette évidence l'avait saisi;

et déjà

Oui

encore

rougiss

chait se

Feuille

Pier

stupeu

prise p

dans s

qu'elle

savait

Quelle

—

Mais à

même

le rend

tais se

que S

arrivé

nais p

taillis

douce

place

j'ai été

l'être.

il m'a

d'app

jamai

près e

mon a

presq

cédé ?

« Oui

El

—

aime

qu'il

parei

plus

et déjà il l'avait acceptée, il pouvait maintenant tout entendre.

Oui, hélas ! une chose vraiment laide. Mais il avait compris encore que Rose n'avait pas honte de sa faute, qu'elle ne rougissait pas de s'être donnée à Sautebois. Ce qu'elle se reprochait seulement, c'était de l'avoir fait alors qu'elle aimait La Feuillée, peut-être parce qu'elle l'aimait.

Pierre, tandis qu'il l'écoutait, se demandait avec la même stupeur pénible : « Est-ce possible ? Parce qu'une femme est prise par un grand amour pour un homme, amollie d'amour dans son corps, peut-elle donc se livrer à un autre homme qu'elle n'aime pas, mais qui la guette ? » C'était possible, il le savait maintenant. Ce Sautebois, ce bellâtre audacieux... Quelle tristesse !

— Quand je pensais à Séverin, disait Rose, j'avais honte. Mais à d'autres moments je ne pouvais rien regretter, j'aurais même voulu qu'il le sache. Il m'évitait de plus en plus. Si je le rencontrais encore, il me regardait sans rien dire, et je détestais ses yeux clairs, et l'envie me prenait plus fort de lui dire que Sautebois m'avait eue. Jusqu'au dimanche où tout est arrivé. C'était forcé, cela devait arriver quelque jour. Je revenais par la grande chaussée de l'étang ; il est sorti sans bruit du taillis, pas du tout comme s'il m'avait épiée. Il m'a demandé très doucement si je voulais l'accompagner un peu, jusqu'à une place où on s'était assis ensemble, bien des fois, une place où j'ai été heureuse comme je ne croyais pas que c'était possible de l'être. Ce soir-là, mon cœur fondait. J'étais triste et lasse de moi, il m'est venu le grand désir de m'asseoir encore près de lui, d'appuyer ma tête sur son bras. Je l'ai suivi, je savais que jamais encore je ne l'avais si bien aimé. Quand j'ai été assise près de lui, ma tête appuyée sur son bras, j'ai senti si fort mon amour que j'aurais voulu mourir. Et alors je l'ai entendu ; presque tout bas il m'a demandé : « N'est-ce pas que tu lui as cédé ? » Et les larmes m'ont noyé les yeux, et je lui ai dit : « Oui, Séverin. »

Elle avait haleté un peu, et repris d'une voix plus lente :

— C'est dur, c'est abominable, de perdre l'homme qu'on aime juste au moment où l'on est toute à lui, où l'on comprend qu'il n'y a rien que lui. A ce moment, il a été un homme pareil aux autres, brutal, oh ! vraiment sans pitié. Je ne veux plus penser à cette laideur. Si je suis partie, c'est sa faute.



Partir, obéir à Sautebois, maintenant ça m'était bien égal. Puisque j'étais encore sur la rive, encore vivante, et qu'il me repoussait, qu'il me refusait son pardon, je n'avais plus qu'à suivre l'autre. Et j'ai dit à Séverin : « Je m'en vais. » Et ses yeux fermés, sa voix dure : « Oui, va-t'en. »

Pierre l'écoutait toujours sans l'interrompre, sans rien trahir des émotions qui le secouaient. Rose n'avait presque rien révélé de sa vie en forêt de Sillé. Sa bouche s'était crispée un peu ; elle avait dit seulement avec un méprisant sourire que Sautebois était un lâche, et qu'il n'existait plus pour elle. Et même en cet instant, Pierre avait eu la force de se taire.

Après, presque aussitôt après, il avait vu sa sœur transfurée. Il s'en souvenait : c'était alors qu'il avait commencé à sentir sourdre dans toutes ses veines ce bouillonnement profond et chaud, cet étrange enthousiasme que soulevait tant de fougueux espoir. Rose disait, les yeux illuminés, qu'elle avait revu Séverin, et que Séverin avait tout pardonné. « Alors, maintenant, elle allait être heureuse ; rien au monde n'aurait plus le pouvoir de la séparer de lui. Et Séverin le disait comme elle. Si d'autres étaient assez fous pour se combattre et assombrir leurs jours, eux ne se souciaient plus de ces querelles insensées, ils étaient décidés à n'en plus être les victimes. Séverin, malgré le vieux Ferrague, Rose, malgré Benoit Chambarcaud, ils iraient l'un vers l'autre et sauveraient cette fois leur bonheur, ils avaient trop souffert pour le laisser briser par personne. »

Pierre, enfin, avait parlé. L'image de La Feuillée sur le bord de l'étang de Mourches avait surgi dans sa mémoire. Il avait entendu sa voix, frêle et chantante, et toute son amitié s'était de nouveau émue, plus fort même que ce soir-là. La présence de Séverin avait été sensible dans la chambre, son rire léger, la fraîche lumière de ses yeux bleus. Pierre avait dit :

— J'étais sûr qu'il te pardonnerait. Il n'y a pas un homme qui soit meilleur que Séverin.

Et à partir de ce moment, sa sœur et lui s'étaient réellement retrouvés. Et Pauline, bientôt après, les entendait rire dans la chambre. Pierre éprouvait la sensation grisante d'une délivrance inattendue. Cette joie avait comme éclaté en lui.

Elle a  
goisse  
vie. D  
malfa  
suffira  
ce soi  
droit

Il  
qui l  
ramu  
mous  
devan  
sur u  
Comb  
celle-  
pente

Pi  
recon  
haut  
marc

F  
de la  
yeux  
Ce fu  
dit d  
sible.

E

P

tait d  
drap

mêm  
qui d



Elle avait dissipé d'une rafale une longue, une étouffante angoisse, libéré d'un seul coup toutes les puissances de sa jeune vie. Des querelles insensées, oui, oui, des haines absurdes et malfaisantes. Pourquoi ? Ce cauchemar allait prendre fin. Il suffirait d'un peu d'audace, de loyauté. Tout à l'heure, avant ce soir même... Puisqu'il était maintenant délivré, il irait droit sa route, les mains nues, et il délivrerait les autres.

Il suivait à présent le chemin de lisière, le long des prés qui bordent le nord du village. A travers les trouées des ramures, il apercevait les maisons, les grands toits de tuiles moussues, et des gens dans les cours, et sur la petite place, devant la maison d'école, Pascal Ferrague et Cœurderoy debout sur un tronc de chêne qu'ils marquaient de leur cordeau. Combien de pas y avait-il encore jusqu'à la dernière maison, celle-ci toute blanche, qui dominait un peu les autres sur la pente herbue d'un vallon ?

Pierre s'arrêta pour la regarder, juste le temps de la bien reconnaître, d'être sûr qu'elle ne l'effrayait pas. Il dit tout haut : « Me voilà chez Ferrague », entra dans la clairière et marcha droit à la maison.

## VII

Ferrague, juché sur une petite échelle, sulfatait la treille de la façade. Au bruit du pas, il se retourna, cligna un peu des yeux dans le soleil. Pierre Chambarcaud continua d'avancer. Ce fut seulement lorsqu'il fut tout près que Ferrague descendit de l'échelle. Son visage maigre et pâle était resté impassible. Il dit de sa voix lente, essoufflée :

— Fais excuse, je ne t'avais pas reconnu.

Et aussitôt il lui tendit la main. Il reprit :

— Tu venais me voir ?

— Oui, monsieur Ferrague, dit Pierre.

— En ce cas, entre ; je suis tout seul.

Pierre, en entrant dans la maison, sentit le froid qui montait du sol. Le vieux décrocha d'une patère un gros paletot de drap noir, l'enfila par-dessus son gilet.

— Faut que je prenne garde, dit-il. La salle est fraîche, même en été : partout, sous le carreau, il y a des eaux folles qui dévalent.

Il alla vers la maie, y prit un verre et une bouteille de vin qu'il revint poser sur la table. Tous ses gestes avaient une lenteur méticuleuse : comme il versait le vin dans le verre, il étancha du bout du doigt une goutte qui venait de tomber.

— A ta santé, dit-il. Voilà longtemps que je ne peux plus boire de vin. Mais enfin, le cœur y est.

Pierre, assis en face de lui, le regardait de tous ses yeux. Il ne songeait pas à cacher son étonnement et sa curiosité. De Ferrague il n'avait pas attendu cet accueil. Sans doute, le vieux ne souriait pas ; mais il ne souriait jamais. Pierre le trouvait plus fragile encore, plus pitoyable qu'il ne pensait, ainsi frileusement engoncé dans ce patelot devenu trop large ; plus accessible aussi, pas redoutable le moins du monde. Ferrague, de son côté, le regardait attentivement. Pierre eût vainement cherché dans ses yeux une expression d'hostilité. Et même, par moments, il croyait bien y voir passer comme une lueur de bienveillance, une clarté bleue qui lui rappelait un peu la transparence des prunelles de Séverin.

Ils causaient, sans gênants silences : leurs répliques allaient toutes seules. Pierre, admirant le luisant des meubles, l'ordre strict qui régnait dans la salle, l'avait dit de prime saut à Ferrague. Et comme il ajoutait que « Pauline même ne ferait pas mieux », Ferrague avait aussitôt reconnu que les deux maisons du village « où le ménage était le mieux tenu » étaient celle de Pauline et la sienne.

Le temps passait ; ce n'était pas la peine de se presser. Il fallait parler de la vigne, des foin, de la sécheresse qui menaçait. Et brusquement vint le premier silence, puis une petite toux de Ferrague, brève et sifflante, et de nouveau un trou de silence.

— Tu n'en veux plus ?

Le vieux s'était levé, rapportait la bouteille dans la maie, posait le verre sur l'évier. Il revint s'asseoir sur sa chaise, son regard bleu toucha Pierre au visage.

— Et tu es déjà en vacances ?

Pierre rougit, ses yeux brillèrent d'un feu humide. Et tout à coup, dans un grand élan :

— Non, monsieur, je me suis sauvé. Il fallait que je vienne ici, que je vous voie, que je vous dise...

— En ce cas... En ce cas... murmura doucement Ferrague.

Pierre eut alors, presque physique, l'impression de courir sur une pente escarpée, à corps perdu, sans pouvoir désormais s'arrêter. Mais en cet instant même il continuait à n'avoir aucune crainte, il se sentait porté et protégé par une conviction toute-puissante : comme si, au bas de ce ravin, il eût déjà embrassé des yeux la douce vallée où s'achèverait sa course, où il ferait bon respirer, reprendre haleine dans l'air tiède et léger. Il parlait, les oreilles un peu bourdonnantes. Il engageait vraiment tout son être, son cœur même tremblait dans sa voix. C'était à peine s'il voyait Ferrague ; ou plutôt le vieillard n'était plus à ses yeux qu'une forme humaine immobile, un témoin penché sur sa course, attentif et silencieux.

— Nous aussi, disait-il, nous sommes pourtant des vôtres ! Depuis cinq ans bientôt que nous vivons comme vous, de la même vie, dans une des maisons que voilà, et la forêt autour, si belle... Je le sais bien, monsieur Ferrague, ce pays est mon pays, et même si j'y étais né je ne l'aimerais pas davantage. Quand je suis là-bas, au lycée, je pense aux miens de toutes mes forces, mais en même temps à Marcheloup, aux maisons dans le creux de forêt, à votre maison blanche aussi, avec sa treille sous le chêneau. Je vous le dis, je ne pourrais rien séparer. Chaque fois que je pense « chez nous », c'est tout cela que je vois en même temps. Alors c'est un mensonge de dire qu'il y a ceux-ci et ceux-là, et que la vie des uns peut gêner la vie des autres. Comme si, tenez, M. Demeillers et M. Marcenac ne vivaient pas en bons voisins, en s'estimant réciproquement, et la maison d'école à côté de notre clocher.

Ferrague l'écoutait sans rien dire. Parfois, comme dans une accalmie, Pierre le voyait distinctement, le buste bien droit sur sa chaise, les mains posées sur ses genoux. Il ne s'alarmait toujours pas du silence que gardait Ferrague : car il retrouvait dans ses yeux, plus nette et plus sensible encore, la lueur de bienveillance qu'il y avait tout à l'heure aperçue. Et pourtant, tout à coup, il eut besoin de davantage, d'un mot au moins d'assentiment, plus chaleureux que ce regard presque amical, mais qui demeurait à son gré trop lointain encore et trop froid. Il demanda en se penchant :

— Est-ce vrai ? Est-ce vrai, monsieur Ferrague ?

— C'est vrai, dit calmement le vieux.

Il prit un temps, et prononça de la même voix :

— D'un sens, oui, c'est la vérité.

— Alors ? poursuivait Pierre. Qu'est-ce qui nous obligerait à nous tourner le dos ? Il y a une femme, ici, qui ne se plaît que dans le mal, qui sème le mal partout où elle passe. Cette femme-là, vous qui êtes juste, vous ne pouvez pas l'estimer. A côté d'elle, ma mère est une sainte. Et pourtant, il y a des gens qui l'écoutent, qui croient aux méchancetés qu'elle dit. Mais elle vous craint, monsieur Ferrague. Si vous voulez, elle se taira. Et alors, vous verrez, les gens nous reviendront d'eux-mêmes, nous regarderont comme nous sommes et nous tendront aussi la main.

Il frémissait, les yeux brillants de larmes, et cependant souriait à Ferrague, levait sur lui un beau regard sincère et chaud.

— Un sorcier ! Voilà ce qu'elle dit de mon père. Plus qu'une méchante, c'est une malheureuse. Moi qui le vois s'oublier lui-même, user ses nuits à son travail, moi qui commence seulement à deviner son grand courage devant le sort, à comprendre, oh ! bien mal encore, ce qu'il veut faire et ce qu'il fera, je ne peux pas vous dire comme je l'admire, comme je voudrais devenir digne de lui. Plus tard, monsieur Ferrague, j'essaierai de le continuer. Et comme lui, dans mon rêve, je vois notre pays changé, plus riche, plus neuf, avec des maisons claires, et plus de vie aussi, d'animation, moins de tristesse et de pauvreté. Les machines, ah ! c'est magnifique ! Ceux qui se méfient d'elles, si je pouvais leur expliquer... On les surveille seulement, on leur commande ; et elles travaillent à la place des hommes, bien plus vite, toujours fidèlement. Leurs bras d'acier, leur force jamais lasse... Pourquoi cette peine des reins et des épaules, cette brûlure de la gouge, le soir, au creux des mains du sabotier ? Et combien d'heures pour gagner son pain, vingt-cinq ou trente pauvres sous à la fin d'une si longue journée ! On pourrait tant produire, monsieur Ferrague, que, même si la concurrence obligeait à serrer les prix, il resterait assez de marge pour tripler les salaires d'aujourd'hui. Sans compter que les hommes auraient fini de prendre la besace, de partir tous les ans se louer dans les pays de Beauce. Voilà pourtant un esclavage, une coutume dure à ceux d'ici. La machine les délivrerait.

— Ils ne se plaignent pas, dit Ferrague.

— Parce qu'ils ne savent pas, monsieur ! Vous êtes républicain, vous désirez pour eux une vie meilleure. Même si vous ne connaissiez pas mon père, vous devriez être avec lui, seulement au nom de vos idées. Si le progrès vient un jour jusqu'ici, jusque dans ce pays perdu, déshérité, pour en faire un pays nouveau, ce sera pourtant grâce à lui. Voilà encore une chose qui doit vous rapprocher de nous.

Et Ferrague dit de sa voix lente :

— Ils ne demandent pas à savoir.

Son attitude était la même, mais son regard avait changé. Pierre en perçut le froid glacial. Et aussitôt, péniblement aiguë, une sensation de crainte le traversa comme une lame. Il se tut un moment. Son silence était plein de détresse. Ferrague, les mains sur les genoux, semblait attendre qu'il parlât encore.

Et Pierre dit, soudain très pâle :

— Ce n'est pas tout, monsieur Ferrague.

Une des mains du vieillard s'était soulevée un peu, demeurait à demi suspendue. Pierre regarda cette main puissante ; il entendit encore un bourdonnement dans ses oreilles, le sifflement d'une course que rien ne pouvait arrêter. Le temps d'un éclair il pensa que peut-être il s'était trompé, que ce serait une chose terrible, irréparable. Mais déjà il parlait, se lançait plus follement devant lui. Il disait que sa sœur et le fils de Ferrague s'aimaient ; qu'ils s'étaient engagés l'un à l'autre ; qu'ils avaient eu raison de ne se fier qu'à leur amour, par delà des barrières qu'ils n'avaient même pas voulu voir. Et il disait encore qu'il suffisait de suivre leur exemple, que les barrières ne paraissaient si hautes que parce qu'on croyait à elles, et qu'un seul geste d'amitié montrerait qu'elles n'existaient pas.

— La preuve, monsieur Ferrague, c'est que je suis venu chez vous. Et je vous ai parlé, à vous, comme peut-être, ce matin encore, je n'aurais pas osé parler à mes parents. Je n'ai pris conseil de personne. C'est de moi-même que je suis venu, pour vous tendre la main et pour vous demander la vôtre.

Il s'arrêta, maintenant hors d'haleine, et regarda Ferrague avec angoisse. Le visage émacié du vieil homme semblait

s'être creusé encore. Sa main pâle et noueuse retomba sur son genou. A son tour, il regarda Pierre Chambarcaud, intensément. Et soudain il parla, d'une voix lente et résolue :

— Je veux te dire une chose, à toi, pour que tu la saches bien et que tu ne l'oublies jamais : il n'y a pas de fiel dans ma poitrine, pas de colère, pas de mauvaise envie. Tu m'as dit que j'étais un homme juste, je te réponds que je tâche d'être juste, de voir les gens dans leur vérité. Entre Mérance Clamort et ta mère, je sais qui mérite mon estime. J'estime ton père autant qu'homme ici, autant que Grellety mon ami ; cette parole n'est pas rien dans ma bouche. Et toi, Pierre, si tu étais mien, je serais fier de t'appeler mon fils. Cela, je voulais te le dire. Le reste, non.

Il se leva, signifiant qu'il avait parlé. Pierre devinait sa dure émotion. Mais il était sûr à présent de s'être tragiquement trompé. Un vertige de détresse le saisit, tandis qu'il se levait, malgré soi, obéissant au geste de Ferrague. Lorsqu'ils touchèrent au seuil, le vieux lui tendit la main.

MAURICE GENEVOIX.

*(La dernière partie au prochain numéro.)*

LE

De  
relatio  
qu'auc  
nouve  
pour l  
philos  
plus r  
patien  
soulev  
dispar  
demeu  
retenu  
situat  
kouo  
lequel  
l'U R  
peut-ê  
consé  
Russi  
Le  
du Pa  
popul  
de gra  
gieux  
marc

(1)

---

# LE PROBLÈME DU PACIFIQUE

ÉTATS-UNIS, JAPON, RUSSIE ET CHINE

Depuis l'armistice conclu à Tongkou le 30 mai 1933, les relations entre la Chine et le Japon se sont améliorées, bien qu'aucune concession n'ait été faite par Tokio au sujet du nouvel État du Mandchoukouo. Le temps, facteur essentiel pour les Extrême-orientaux, aplanira bien des choses et la philosophie innée des Chinois, dont n'ont pu s'affranchir les plus modernisés d'entre eux, leur permettra d'attendre avec patience des jours meilleurs. Toutes les inquiétudes qu'avait soulevées le conflit sino-japonais n'ont cependant point disparu, et l'espoir d'une paix définitive en Extrême-Orient demeure fragile. Deux événements récents, qui ont faiblement retenu l'attention du monde occidental, ont compliqué une situation déjà trouble : ce sont les tentatives du Mandchoukouo pour s'emparer du chemin de fer de l'Est chinois, sur lequel les Soviets ont des droits, et la reconnaissance de l'U. R. S. S. par les États-Unis. Ces deux faits, sans relation peut-être pour des esprits non avertis, sont en réalité la conséquence logique de la politique asiatique du Japon, de la Russie et des États-Unis (1).

Les raisons qui opposent les intérêts des nations riveraines du Pacifique sont connues. Le Japon souffre d'un excédent de population et d'un territoire restreint ; pour conserver le rang de grande Puissance asiatique acquis au prix d'efforts prodigieux, il cherche à étendre son influence économique sur le marché chinois et à se créer, sur le continent, une situation

(1) Voyez la carte, page 764.



militaire qui augmente sa puissance défensive et le rend pratiquement invulnérable. Les États-Unis, aujourd'hui plus qu'hier encore, ont besoin de conserver en Chine les débouchés qu'ils y ont trouvés et, par suite, ils ne peuvent accepter qu'une autre nation contrôle seule le Pacifique et ses routes commerciales et ferme à ses concurrents les portes du marché chinois. Enfin, les Soviets, poursuivant la politique tsariste en Asie, s'inquiètent du sort réservé à leur province maritime et à leur base de Vladivostok, au cas où le Japon chercherait à consolider les avantages stratégiques que lui assure déjà sa souveraineté tacite en Mandchourie.

Il suffit de regarder une carte pour comprendre que, le jour où le Japon aura en sa possession la voie ferrée qui relie Vladivostok au Transsibérien, la prise de Vladivostok sera un jeu d'enfants, et le recul des Russes jusqu'au lac Baïkal, une conséquence logique. Une guerre entre les deux pays ne semble point proche ; le Japon ne la craint certes pas, mais la Russie ne peut actuellement se permettre un tel luxe. La reconnaissance des Soviets par les États-Unis est une assurance contre une lutte qui se traduirait inévitablement par une défaite plus complète sans doute que celle de 1905.

Il n'y a pas de compétitions territoriales entre le Japon et les États-Unis ; entre eux la lutte se poursuit uniquement sur le terrain économique. Mais elle devient chaque jour plus âpre et la balance semble devoir pencher nettement au profit des intérêts nippons. Washington ne voit pas sans amertume l'évolution qui se manifeste sur le marché chinois, après avoir réussi à imposer pendant longtemps le principe de la « porte ouverte » et fait adopter ses vues par les grandes Puissances. Ce n'est certes pas d'aujourd'hui que datent les inquiétudes des États-Unis vis-à-vis du Japon. En 1905, le président Roosevelt, qui avait offert à la Russie et au Japon une médiation intéressée, déclarait que l'ère de l'Océan pacifique allait être un chapitre nouveau de l'histoire de l'humanité, et que la suprématie dans cette partie du monde devait appartenir aux États-Unis. En 1914, le canal de Panama était ouvert ; les Américains, forts des possibilités nouvelles données à leur flotte, et de la supériorité alors totale de leur industrie, pouvaient envisager une conquête facile du marché asiatique. En 1921, la politique américaine enregistrait un succès nouveau

à la Conférence de Washington, en obligeant le Japon à abandonner les avantages arrachés à la Chine au cours de la guerre mondiale et en faisant admettre le principe de la porte ouverte.

Ce n'est qu'au cours de ces dernières années que le Japon, dont les buts politiques et économiques n'ont pas varié, malgré les apparences, a pu changer l'aspect du problème à son profit. La création du Mandchoukouo n'est qu'une manifestation de ses efforts. La crise générale l'a grandement servi ; alors que les États-Unis étaient frappés au point de détourner leurs regards du vaste monde pour combattre les périls intérieurs, il a pu, grâce à une monnaie dépréciée et à un équipement industriel considérablement perfectionné, grâce surtout à la pénitence qu'une discipline rigoureuse a imposée à son peuple, concurrencer victorieusement dans toute l'Asie le commerce étranger, inquiéter même l'Angleterre aux Indes, les Pays-Bas à Java.

Aujourd'hui, la situation économique du Japon en Extrême-Orient se présente sous un jour nettement favorable. Nous verrons qu'elle s'appuie sur une situation stratégique non moins satisfaisante. Deux nations, la Russie et les États-Unis, peuvent se croire menacées par les ambitions japonaises, l'une du point de vue militaire, l'autre du point de vue économique. Ces deux pays viennent de renouer des conversations interrompues depuis longtemps. Nous ne discuterons point les conséquences politiques qui peuvent en résulter ; nous admettons seulement qu'un conflit, dont la maîtrise du Pacifique et par suite du marché chinois serait l'enjeu, peut éclater entre le Japon et les États-Unis. Quelle en serait l'issue ? Quel serait le rôle de la Russie, quel serait celui de la Chine ? C'est ce que nous essaierons d'étudier, pour en dégager le seul aspect *militaire* que présente le problème du Pacifique.

#### LA SITUATION STRATÉGIQUE DES RIVAUX DANS LE PACIFIQUE

Un conflit armé entre les États-Unis et le Japon aurait évidemment comme caractère principal celui d'une lutte entre les flottes des deux pays. Nous verrons plus loin le rôle que pourraient jouer les forces terrestres. Il convient donc de comparer les forces navales. Ce n'est point suffisant, car la



marine est dans la dépendance étroite des conditions stratégiques dans lesquelles elle doit combattre : dimensions du théâtre des opérations, étendue des côtes, existence des bases et points d'appui, des dépôts d'approvisionnement, possibilités de ravitaillement, etc... Quelle que soit la force d'une armée navale, celle-ci serait rapidement contrainte à l'immobilité, si ces conditions n'étaient pas favorables. Aussi les États-Unis et le Japon se sont-ils efforcés d'améliorer leur situation stratégique en vue d'un conflit éventuel.

La construction du canal de Panama est le couronnement des efforts des États-Unis pour s'assurer dans le Pacifique une situation favorable. Ce canal a réduit la route de l'Atlantique au Pacifique d'environ dix mille kilomètres et la durée du voyage d'une vingtaine de jours. Réduction de la distance et du temps qui entraîne pour la flotte une réduction parallèle du combustible nécessaire. Cette œuvre gigantesque avait été précédée par quelques opérations qui éclairaient les buts de la politique américaine. En 1898, la guerre avec l'Espagne se terminait par l'occupation de Cuba et l'annexion de Porto-Rico, clefs naturelles du canal dans l'Océan atlantique ; les États-Unis acquéraient en outre les Philippines, base stratégique, économique et politique, indispensable à la conquête du marché chinois. Mais la distance des Philippines aux côtes américaines, le voisinage au contraire de cet archipel et du Japon, constituaient un danger grave. Dans la même année 1898, les États-Unis prenaient possession des îles Hawaï, centre géographique de toutes les voies qui relient les points importants de l'Océan pacifique. Entre les îles Hawaï et les Philippines, l'îlot de Guam, enlevé à l'Espagne, devenait un dépôt secondaire, tandis qu'à l'est de l'archipel des Samoa, la petite île de Tutuila était aménagée pour servir aussi au ravitaillement d'une flotte.

Le canal de Panama fut ouvert le 15 août 1914, complétant admirablement les préparatifs stratégiques en vue d'un conflit futur dans le Pacifique. La participation des États-Unis à la guerre de 1914-1918 allait en outre leur permettre d'isoler politiquement le Japon à la conférence de Washington en obtenant l'abandon de l'alliance anglo-japonaise.

Malgré tous les avantages obtenus, la situation des États-Unis offre des points faibles. La côte américaine du Pacifique

compte trois bases navales principales qui sont, du nord au sud, Puget Sund, San Francisco, Port San Diégo; elle est éloignée des côtes du Japon d'environ 4 500 milles, des Philippines de 7 500 milles. La base des îles Hawaï a été au cours du *xx<sup>e</sup>* siècle fortement équipée; elle représente une position défensive de premier ordre, car elle commande, à l'exception de celles de l'extrême Nord, toutes les routes maritimes qui traversent le Pacifique. Mais les distances qui la séparent du Japon réduisent considérablement sa capacité offensive; à 2 000 milles environ de San Francisco, Pearl Harbour est à 3 400 milles de la côte nipponne, à 4 700 milles de Manille. Depuis que le mandat japonais est établi sur les anciennes possessions allemandes, Mariannes et Carolines, l'îlot de Guam, encerclé, a perdu grandement de sa valeur.

Enfin, l'éloignement des Philippines n'a pas permis l'établissement d'une base très puissante, ni le maintien de forces capables de s'opposer efficacement à l'action de la flotte japonaise tout entière. Ni les fortifications qui les protègent, ni la présence de la division navale américaine de la mer de Chine n'empêcheraient ces îles de devenir la proie du Japon avant que la flotte américaine ait eu le temps d'intervenir.

Les distances considérables qui séparent les côtes américaines et les bases du Pacifique, à la fois du théâtre probable des opérations et du continent asiatique, constituent pour les États-Unis une infériorité évidente. En revanche, ils sont en mesure de s'opposer efficacement à toute tentative d'incursion de la flotte japonaise vers les Hawaï et le Pacifique Est, mais c'est vers le continent asiatique que le Japon porte ses regards. Ainsi, le Japon se tenant sur la défensive, les États-Unis n'ont pas la possibilité de l'attaquer avec leurs seules forces navales. Nous verrons plus loin s'il leur serait possible d'envisager une autre solution.

\* \* \*

Les préparatifs du Japon ont eu, eux aussi, un caractère politique et militaire. Sa situation insulaire, les ressources limitées de son sol, l'ont contraint à acquérir une solide base terrestre et à assurer la permanence des communications avec elle. De là résulte toute la politique continentale du Japon dont les conséquences ont été : l'occupation de l'archipel des

Riu Kiu en 1874, de Formose et des Pescadores en 1895, le protectorat imposé à la Corée en 1905, son annexion en 1910, la cession par la Russie du Liao-Toung et de la partie méridionale de Sakhaline en 1905, l'œuvre entreprise en Mandchourie par la compagnie du Sud-Mandchourien, les tentatives d'établissement au Chantoung, la politique ferroviaire en Mandchourie, enfin en 1931 l'occupation des trois provinces de l'Est qu'a suivi la création du Mandchoukouo.

Actuellement, de Sakhaline à Formose, un long chapelet d'îles, sur une distance de près de cinq mille kilomètres, constitue pour le Japon une position stratégique formidable qui assure, non seulement l'interdiction absolue de la mer du Japon, mais aussi le contrôle de la mer de Chine jusqu'au détroit de Formose. Cette barrière naturelle est renforcée par l'occupation de la Corée et de la presqu'île du Liao-Toung ; à ces deux points d'appui s'ajouterait vraisemblablement celui de Tsingtao, où les Japonais ont conservé des intérêts qu'ils sont prêts à défendre. D'autre part, on ne peut parler réellement ni d'armée navale, ni de bases maritimes chinoises et aucun danger ne serait à craindre venant des côtes de Chine.

Il n'existe qu'un seul obstacle à la maîtrise totale du Japon sur les eaux qui s'étendent de l'embouchure de l'Amour à la Chine du Sud : le port de Vladivostok. Mais la Russie n'a pu doter cette base de l'équipement et de l'armement nécessaires pour s'opposer à une flotte puissante. Nous avons dit déjà dans quelle situation isolée serait Vladivostok, si le chemin de fer de l'Est chinois était entre les mains des Japonais. Le Japon ne peut négliger cette position sur ses arrières et on peut admettre qu'en cas de conflit avec les États-Unis, et quelle que soit l'attitude des Soviets, il saurait prendre les précautions indispensables à sa sécurité et au maintien intégral de ses communications avec le continent.

La politique navale du Japon a consisté à faire de la mer du Japon une véritable mer intérieure, dont toutes les entrées sont barrées par des défenses appropriées. Il est inutile d'énumérer toutes les bases qui s'échelonnent depuis l'île septentrionale de Hokkaido jusqu'à Kiu-Siu, prolongées par les organisations de Formose et complétées, sur le continent, par celles de la côte coréenne et de Dairen.

La situation stratégique du Japon est donc, du point de

vue défensif, exceptionnellement forte; elle ne présente de points faibles qu'aux ailes, selon le terme employé en stratégie militaire : d'une part au nord de Sakhaline, où l'entrée dans la mer d'Okhotsk est sous le contrôle russe, d'autre part, au sud, dans la partie méridionale de la mer de Chine.

#### LES FLOTTES COMPARÉES

La conférence de Washington de 1921 a accordé au Japon la proportion de trois à cinq par rapport aux forces navales des États-Unis; celle de Londres, en 1930, a limité les « flottes légères » et prescrit une diminution graduelle des flottes respectives. Sans préjuger de la durée des accords conclus, nous indiquerons l'état actuel des deux marines.

#### ÉTATS-UNIS

*Bâtiments de ligne* (1). — La flotte américaine compte dix-huit cuirassés ou croiseurs-cuirassés, dont les plus récents datent de 1923 et les plus anciens de 1912; la construction des grosses unités a été abandonnée à la suite de la conférence de Washington.

Les derniers construits sont : un *Colorado*, deux *Maryland*, trois *West Virginia*, d'un tonnage d'environ 32 000 tonnes, d'une vitesse de vingt et un nœuds et dont l'armement principal est constitué par huit canons de 405 millimètres et vingt de 127 millimètres. Viennent ensuite deux *California*, trois *New Mexico*, deux *Pennsylvania*, d'un tonnage et d'une vitesse analogues aux précédents, mais dont les canons de gros calibre, au nombre de douze, sont des 356 millimètres. Les navires plus anciens sont deux *Oklahoma*, deux *New York*, construits de 1914 à 1916, d'un tonnage de 27 à 33 000 tonnes et armés de dix canons de 356 millimètres. L'ancêtre est l'*Arkansas*, qui date de 1912 et est armé de douze canons de 305 millimètres.

Le tonnage total des bâtiments de ligne est de 550 000 tonnes.

*Croiseurs*. — Les croiseurs sont au nombre de trente-sept, dont cinq en construction, d'un tonnage variant de 7 à

(1) Les chiffres donnés sont ceux qui ont été publiés dans l'annuaire de la Société des nations.



10 000 tonnes, d'une vitesse de trente-trois à trente-cinq nœuds; les plus gros sont armés de dix canons de 203 millimètres, les plus faibles de dix canons de 152 millimètres. Pas plus que pour les bâtiments de ligne, nous ne ferons état de l'artillerie de petit calibre et des tubes lance-torpilles, voulant seulement comparer, dans chaque catégorie, la puissance et l'armement des unités.

Le tonnage total en croiseurs est de 325 000 tonnes.

*Autres unités.* — L'armée navale des États-Unis comporte en outre quatre porte-avions, deux cent trente destroyers, quatre-vingt-quatre sous-marins et deux cent onze unités diverses (dragueurs de mines, patrouilleurs, chasseurs de sous-marins, etc.).

Le tonnage total de la marine américaine représente ainsi un peu plus de 1 400 000 tonnes.

Il faut enfin ajouter les forces aériennes destinées à collaborer avec l'armée de mer; elles comprennent cent quatre-vingt-quatre avions embarqués et mille vingt-six appareils dans les bases maritimes.

#### JAPON

*Bâtiments de ligne.* — Le Japon possède dix cuirassés : deux du type *Nagato*, construits en 1920, d'un tonnage de 32 700 tonnes, d'une vitesse de vingt-trois nœuds, armés de huit canons de 406 millimètres et de vingt canons de 140 millimètres; deux du type *Ise*, qui datent de 1917, d'un tonnage de 29 800 tonnes, d'une vitesse de vingt-trois nœuds, armés de douze canons de 356 millimètres; deux *Huse* (1913) d'un tonnage de 29 300 tonnes, d'une vitesse de vingt-deux nœuds et demi, armés comme les *Ise*; trois *Kongo*, d'un tonnage analogue, mais d'une vitesse de vingt-six nœuds, moins bien protégés et armés de huit canons de 356 millimètres; enfin, le *Hei*, d'un tonnage de 26 000 tonnes, analogue aux *Kongo*.

Le tonnage total des bâtiments de ligne japonais est de 300 000 tonnes.

*Croiseurs.* — La marine japonaise compte trente-quatre croiseurs et deux en construction. Huit d'entre eux ont un tonnage de 10 000 tonnes, une vitesse de trente-trois nœuds, un armement principal constitué par dix canons du calibre de

203 millimètres; quatre ont un tonnage de 7 100 tonnes, une vitesse de trente-trois nœuds et sont armés de six canons de 203 millimètres; quatorze autres, lancés de 1919 à 1923, ont un tonnage de 5 000 tonnes, une vitesse de trente-trois nœuds et sont armés de sept canons de 140 millimètres. Les autres unités de cette catégorie sont, d'une part, deux vieux bâtiments de 8 100 tonnes, armés de quatre canons de 203 millimètres, d'autre part, des croiseurs légers de 3 000 tonnes, armés de six canons de 140 millimètres.

Le tonnage total des croiseurs est d'environ 220 000 tonnes.

*Autres unités.* — La marine japonaise comprend encore trois porte-avions et un en construction, quatre-vingt-dix-huit destroyers et onze en construction, cinquante-sept sous-marins et onze en construction, et un certain nombre de petites unités.

Au total, le tonnage de la flotte japonaise est de 870 000 tonnes.

En plus des avions embarqués et dont le nombre est variable (les quatre porte-aéronefs pourront recevoir deux cents appareils), l'aéronautique maritime comprend une quinzaine d'escadrilles, cent quatre-vingts avions environ.

La comparaison entre les flottes américaine et japonaise donne à la première une supériorité appréciable en tonnage et en armement. Par ailleurs, nous admettrons que les qualités du matériel et du personnel ainsi que celles des méthodes tactiques sont égales. Il n'en est pas moins vrai que les États-Unis, par suite de la distance de leurs bases, de la nécessité de garder leurs lignes de ravitaillement, ne pourraient engager, contre la flotte japonaise, qu'une partie, — la plus récente et la plus rapide, — de leur armée navale. Le Japon, au contraire, pourrait se présenter à la bataille toutes forces réunies. La grosse difficulté pour la flotte japonaise serait toutefois le ravitaillement en combustible et en mazout.

Quelle serait la physionomie de la lutte entre les deux pays? Bien qu'il soit osé de faire des pronostics à ce sujet, ce que nous avons dit plus haut des conditions stratégiques exclut, semble-t-il, d'un côté comme de l'autre, la possibilité d'une offensive ayant pour but l'attaque des bases adverses et les tentatives de débarquement.

Le Japon seul peut envisager, — et il le ferait sans aucun doute, — une action offensive qui consisterait à occuper les Philippines dès l'ouverture des hostilités. Cette entreprise, si l'on tient compte du temps nécessaire à la flotte américaine pour venir au secours du territoire menacé, du peu de résistance que pourraient offrir les organisations de défense, de la faiblesse de la division navale stationnée dans les mers de Chine, semble facile. L'occupation de l'îlot de Guam ne le serait pas moins. Ainsi le Japon pourrait, dès le début du conflit, accroître merveilleusement sa puissance défensive en dressant, dans la partie ouest de l'Océan pacifique, une longue barrière. Il deviendrait réellement le maître de la mer de Chine et aurait, avec le continent asiatique, des communications sûres. Le maximum de ses forces serait disponible pour la lutte sur mer.

Il semble inutile de montrer, par des arguments techniques, combien il serait difficile aux États-Unis de rechercher une solution au problème par une lutte entre les deux armées navales; il suffirait de calculer la somme des approvisionnements nécessaires à la flotte américaine, le nombre des navires de transport qui en résulterait, la quantité de bâtiments armés indispensables à la garde des convois, à la protection des bases et des routes maritimes, pour voir que les États-Unis ne se présenteraient à la bataille qu'avec des forces inférieures. Tenteraient-ils le blocus de l'adversaire sans rechercher l'attaque décisive? Ils ne pourraient le faire qu'à distance et un blocus laissant libre la mer du Japon et la mer de Chine serait sans effet; d'autre part, une telle menace légitimerait l'occupation par le Japon de la côte chinoise.

Le Japon semble donc invulnérable à une attaque venant de la mer et les États-Unis sont dans l'impossibilité d'obtenir une décision par une guerre navale.

#### LE RÔLE DES FORCES TERRESTRES

Si nous envisageons maintenant l'éventualité d'une attaque ayant pour objectifs les points faibles de la défense japonaise, au nord et au sud, la question change d'aspect, car la lutte mettrait en jeu tous les moyens de guerre des deux pays.

Sans entrer dans les détails, nous admettrons, en faisant

appel aux souvenirs de la guerre mondiale, que le Japon et les États-Unis pourraient mobiliser des forces terrestres sensiblement égales. Toutefois, le Japon devrait distraire des unités importantes pour occuper la Corée, la Mandchourie, les points essentiels de la côte chinoise et sans doute les Philippines. Au contraire, les États-Unis pourraient consacrer la totalité de leurs forces, — compte tenu des difficultés de transport, — à opérer des débarquements sur le continent asiatique pour y rencontrer l'armée japonaise, occuper les bases adverses, couper les communications de l'adversaire et réaliser ainsi un blocus réel. L'action combinée des forces navales et terrestres américaines pourrait être dirigée soit contre le flanc nord, soit contre le flanc sud. Dans quelles conditions pareille entreprise peut-elle être imaginée ?

a) *Opérations contre le flanc nord.* — La route qui servirait aux transports et à la flotte chargée de les protéger serait celle qui, de la base de Puget Sund, passe par l'archipel des îles Aléoutiennes et aboutit, au sud du Kamtchatka, au port soviétique de Petropavlosk, en tous temps accessible aux gros navires. La distance qui sépare les deux bases est de 3 600 milles, moindre que celle qu'eurent à franchir les convois américains au cours de la dernière guerre. Les mouvements de la côte américaine à la côte asiatique pourraient être inquiétés par la flotte japonaise; mais on peut admettre que l'organisation de points d'appui, au sud de l'Alaska, aux extrémités est et ouest des îles Aléoutiennes, la protection par des mines, des sous-marins, faciliteraient le rôle de la flotte chargée d'assurer la sécurité des transports. D'autre part, les unités japonaises croisant dans la partie septentrionale du Pacifique seraient exposées à des attaques venant des îles Hawaï, distantes seulement de 2 500 milles des Aléoutiennes.

On peut donc admettre comme possibles, de la part des États-Unis, des débarquements de troupes importants à Petropavlosk. Ceci suppose évidemment une entente avec les Soviets, que pourrait justifier la crainte commune aux deux pays d'une trop grande extension de l'influence japonaise sur le continent asiatique. L'occupation et l'organisation de la base de Petropavlosk ne seraient qu'une première étape. Il s'agirait ensuite de franchir la mer d'Okhotsk, environ 1 000 milles, et de trans-

porter les contingents américains dans la région la plus favorable, celle de l'embouchure de l'Amour. Aussi la neutralité bienveillante de la Russie serait-elle insuffisante : car, pour s'opposer à une menace venant de la Sibérie, le Japon serait contraint d'occuper lui-même la province maritime. Pour que le plan des États-Unis pût réussir, les Soviets devraient participer à la lutte et offrir une résistance suffisante aux tentatives du Japon. Le rôle joué par eux serait par suite d'une importance capitale ; en prenant part au conflit, ils obligeraient les Japonais à étendre considérablement leur occupation des rivages asiatiques et à consacrer, au théâtre nord des opérations, une partie importante de leur flotte et de leur armée.

Les Soviets pourraient-ils apporter aux États-Unis une aide efficace et offrir une résistance suffisamment longue ? C'est peu probable, pour l'instant du moins. Ce n'est ni la base de Vladivostok, ni celle encore moins armée de Nikolaïevsk-sur-Amour qui pourraient arrêter la flotte nippone. L'armée soviétique serait un obstacle plus sérieux, mais connaîtrait de nombreuses difficultés, car, le chemin de fer de l'Est chinois devenu ligne japonaise, il serait aisé, par un coup de main rapide, de couper le Transsibérien à l'est de Tchita et d'isoler ainsi les troupes des provinces maritimes. Pour que son action fût réellement efficace, il faudrait non seulement augmenter les effectifs stationnés au delà du lac Baïkal, mais les doter d'un matériel et d'un armement puissants, et intensifier le rendement des voies de ravitaillement ; à ces conditions, il serait peut-être possible aux Soviets de conserver assez longtemps la seule voie de communication existante. Toutefois, — il faut insister sur ce fait, — la présence de l'armée soviétique entraînerait de la part du Japon l'emploi d'une grande partie de ses moyens pour assurer la sécurité de ses arrières.

Une lutte entre les États-Unis et le Japon, ayant pour champ la Sibérie orientale et la Mandchourie, n'est pas une hypothèse due à une imagination trop fertile. Les États-Unis l'ont sans doute envisagée ; en 1919, ils avaient, prétendent certains auteurs, tenté d'obtenir de Koltchak la cession de la presqu'île du Kamtcharka. Un écrivain militaire japonais, Kaioto Sato, dans un article paru en août 1919, dans le *Tokyo Asahi*, mettait en garde ses compatriotes contre les visées améri-

caines. « Considérez sur une carte, disait-il, la position de Petropavlosk ; si une flotte américaine s'établissait en ce point, la maîtrise du Pacifique nord passerait en entier aux mains des États-Unis (1). »

b) *Opérations contre le flanc sud.* — L'attaque du Japon par le sud ne peut être envisagée que si les États-Unis disposent, dans la partie méridionale de la mer de Chine, d'une base qui soit à l'abri de la flotte japonaise et qui permette le débarquement de troupes à proximité de la Chine du sud. Les Philippines, nous l'avons dit, seraient occupées rapidement et la route qui les relie aux Hawaï est trop exposée aux coups de l'adversaire. La seule base que pourrait utiliser la flotte américaine est une base étrangère : Singapour. Nous ne parlons pas de Hong Kong, car, si l'Angleterre se rangeait aux côtés des États-Unis, le Japon, après avoir occupé, en face de Formose, la côte du Foukien, pourrait s'emparer de la possession anglaise ou tout au moins la bloquer.

Il serait donc indispensable aux États-Unis de contracter une alliance avec l'Angleterre pour pouvoir agir par le sud contre le Japon, et, pour opérer des débarquements de troupes à proximité de la Chine du sud, ils devraient obtenir l'assentiment de la France. Ce n'est, en effet, que par l'Indochine que les forces terrestres pourraient être dirigées en toute sécurité vers Canton et le Foukien. Cela étant admis, quelle serait la route suivie par la flotte et les convois américains, de San Francisco à Singapour ? La seule suffisamment sûre est celle du Pacifique sud, qui des Hawaï passe par Samoa, les Nouvelles Hébrides, le détroit de Torrès et la mer de Java. On peut aussi envisager le transport des troupes américaines par l'Atlantique, la Méditerranée et l'Océan indien ; la route n'est guère plus longue et offre l'avantage d'une sécurité absolue.

L'étude détaillée d'une opération dirigée par les États-Unis contre le flanc sud de l'adversaire en montrerait toutes les difficultés : temps nécessaire pour le transport des moyens à pied-d'œuvre, quantité de navires, de combustible, d'approvisionnements. Il est aisé de concevoir que le Japon bénéficierait de délais suffisants pour organiser une défense efficace. Toutefois, pareille entreprise est possible, avec le concours de

(1) Cité par A. Andogsky dans *Means of solving the problems of the Pacific Ocean*.

l'Angleterre et de la France. Elle pourrait d'ailleurs être combinée avantageusement avec une attaque contre le flanc nord, obligeant ainsi le Japon à étendre considérablement sa ligne de surveillance et à disperser ses moyens de défense.

Nous ne discuterons pas l'éventualité de l'entrée en jeu de la France. Est-il fantaisiste d'imaginer une alliance anglo-américaine ? Nous ne le pensons pas. L'Angleterre a, comme les États-Unis, quoique à un degré moindre, besoin du marché chinois et, depuis le boycottage du port de Hong Kong, la politique anglaise vis-à-vis de la Chine a été extrêmement conciliante, conformément aux désirs des maîtres de la Cité. De plus, l'hégémonie du Japon en Extrême-Orient ne serait point sans danger pour la paix dans l'Inde et le maintien intégral de l'Empire. Enfin, il est indéniable qu'en cas de conflit entre Washington et Tokio, les Dominions prendraient parti contre les Japonais. Il n'y a qu'à relire les déclarations faites, il y a quelques années, soit par le général Smuts, soit par William Hughes, et à considérer les relations entre le Canada et les États-Unis pour deviner quelle serait l'attitude de l'Empire britannique.

#### LA CHINE ET LA RUSSIE

Nous n'avons pas parlé du rôle que serait appelée à jouer la Chine, directement intéressée cependant au conflit possible. Actuellement, ni l'armée, ni la flotte chinoise ne seraient en mesure de prendre une part effective aux opérations, en faveur de l'un ou l'autre des adversaires. Et cependant l'attitude de la Chine ne serait pas négligeable. On pourrait croire que, poussée par le désir de venger les affronts récents qu'elle a subis en Mandchourie, la Chine se rangerait immédiatement aux côtés des États-Unis. Ce serait bien mal connaître la mentalité de son peuple et de ses hommes politiques. Elle sait quel attrait son immense territoire et ses ressources exercent sur les Puissances, Japon, États-Unis, Angleterre et autres. Consciente de son incapacité présente à s'opposer aux appétits du capitalisme étranger, elle a su admirablement jouer des rivalités entre les concurrents ; elle était parvenue, en 1931, à recouvrer presque intégralement sa souveraineté et avait entrepris avec succès l'abolition des traités inégaux. Le Japon, aidé par



la crise mondiale qui a empêché les États-Unis en particulier d'intervenir efficacement, a brusquement interrompu les succès politiques indéniables du gouvernement nationaliste. Mais la Chine sait et peut attendre. Elle n'a de préférences ni pour sa voisine asiatique, ni pour les États-Unis, ni pour une nation européenne quelconque; elle pense, — avec raison sans doute, — qu'un jour viendra où, son peuple ayant pris conscience de sa grandeur et de sa force, elle pourra à son tour faire entendre sa voix dans le concert des grandes Puissances.

Ainsi que nous l'avons indiqué, les belligérants, pour obtenir une décision, seraient amenés, le Japon à occuper les côtes chinoises, les États-Unis à opérer des débarquements en Chine pour y combattre l'armée japonaise. La Chine ne s'opposerait ni à l'une ni à l'autre de ces tentatives, militairement tout au moins. Mais elle retirerait certainement, de sa neutralité bienveillante envers les deux parties, des compensations fructueuses, quelle que soit l'issue de la lutte.

Si une telle attitude semblait impossible à un observateur étranger, il suffirait de rappeler que le conflit récent en Mandchourie et les événements de Changhaï n'avaient interrompu ni les relations diplomatiques et commerciales entre la Chine et le Japon, ni les manifestations d'amitié entre les représentants des deux pays. Cela n'est peut-être pas très conforme aux usages de la diplomatie occidentale, mais très caractéristique de la mentalité extrême-occidentale.

Nous n'avons fait qu'esquisser le rôle de la Russie dans l'hypothèse d'un conflit entre le Japon et les États-Unis. Il semble bien qu'il serait impossible aux Soviets de demeurer neutres. Le Japon serait fatalement amené à occuper Vladivostok et les côtes sibériennes jusqu'à l'embouchure de l'Amour. La Russie pourrait difficilement accepter purement et simplement cette mainmise sur son territoire, prélude de l'abandon forcé de ses rêves asiatiques. Elle devrait logiquement prendre parti pour les États-Unis. Nous avons vu que son appui, à l'heure actuelle du moins, serait faible, mais non pas négligeable. On peut du moins supposer qu'un conflit auquel ils devraient s'associer, n'est point souhaité par les Soviets, plus peut-être pour des raisons politiques que pour des raisons militaires. Leur attitude très conciliante dans

l'affaire du chemin de fer de l'Est chinois le prouve; il est également probable qu'au cours du voyage de M. Litvinoff à Washington, le problème du Pacifique a été évoqué.

#### Y A-T-IL UNE SOLUTION AU PROBLÈME DU PACIFIQUE?

Quand on examine un problème asiatique, il est très aventureux de présenter des conclusions précises. Nous avons essayé de poser le problème du Pacifique avec ses données actuelles. Il semble que nous soyons arrivés à une conclusion négative : c'est qu'il n'y a pas de solution apparente.

Le Japon intensifie ses efforts pour obtenir la suprématie sur le marché chinois; à ce but économique, il en joint un autre, d'ordre stratégique, qui complète d'ailleurs le premier et qui consiste à s'assurer, sur le continent asiatique, une base solide. Les derniers événements ont couronné magnifiquement une politique entreprise dès la fin du siècle dernier. Le Japon peut maintenant adopter, vis-à-vis de son concurrent américain, une attitude défensive, tout en consolidant les progrès réalisés.

Viendra-t-il un jour où les États-Unis seront obligés de rechercher par la force cette liberté sur le marché chinois qu'ils avaient fait admettre à Washington en 1921 et qui leur échappe? Nous avons vu qu'ils ne peuvent obtenir une décision favorable à la suite d'une lutte armée dont le seul théâtre serait la mer. Pour vaincre, il leur faudrait mettre en jeu toutes leurs forces navales, terrestres, aériennes; et pour que cela fût possible, l'alliance avec l'Angleterre et ses Dominions, avec la Russie, avec la France même, serait nécessaire. Le marché chinois sera-t-il le prétexte d'une nouvelle guerre qui aurait sans doute des conséquences plus graves encore que le dernier conflit mondial?

On peut espérer que la sagesse humaine ne s'arrêtera pas à pareille conception. Mais les disciples de Confucius eux-mêmes ne donnent-ils pas parfois l'impression d'oublier les antiques préceptes? Les Américains, dont l'industrie considère la liberté économique sur le continent jaune comme une question de vie ou de mort, admettront-ils que cinq cents millions de clients leur échappent à jamais?

Peut-être une des formes de la sagesse consisterait-elle à se

rappeler qu'il existe une doctrine de Monroe, à laquelle les États-Unis pourraient se référer. Il y a déjà, dans le monde asiatique, un fort courant d'opinion qui se traduit, chaque année, par la réunion d'un congrès pan-asiatique. Les Japonais n'en sont pas les moins tièdes animateurs, et, le 1<sup>er</sup> mars 1933, le général Araki, qu'on se plaît à représenter comme incarnant l'âme du Japon actuel, assistait à Tokio à l'inauguration de la « Société de la plus grande Asie ». Il n'est pas insensé d'imaginer la constitution future d'un bloc asiatique, dont le Japon serait vraisemblablement le « leader » qui, conscient de sa puissance, répondrait par un veto absolu aux demandes des nations étrangères, américaines ou européennes. Qui oserait se heurter à pareille coalition? Ne serait-ce pas du moins un obstacle qui éviterait au monde le retour des jours sanglants de 1914 à 1918?

Ainsi, on peut prévoir que les peuples asiatiques fermeront un jour leurs portes aux représentants de la race blanche. Au xix<sup>e</sup> siècle, siècle du progrès, l'Occident a imposé à l'Asie sa tutelle et l'a guidée, un peu malgré elle, dans les voies nouvelles de l'humanité. Le xx<sup>e</sup> siècle, siècle de la vitesse, qui a supprimé les distances, verra-t-il ce retour des choses paradoxal : le monde jaune opposer à ses maîtres d'hier une barrière infranchissable?

HENRY CASSEVILLE.

---

# LES CARNETS

## DE LUDOVIC HALÉVY

### IV <sup>(1)</sup>

#### THÉÂTRE ET POLITIQUE

23 juin 1869. — Aux innocents les mains pleines. Je suis allé voir au Théâtre Cluny le drame d'Erckmann-Chatrian : *le Juif Polonais*. C'est un véritable succès obtenu par les moyens simples. Du théâtre à la George Sand. Une audace extrême dans l'ingénuité. Jamais homme de théâtre n'a osé quelque chose d'aussi peu osé. De petites scènes d'intérieur, des Alsaciens qui boivent de la bière et du vin chaud, une Alsacienne qui aime un gendarme et qui l'épouse, une petite valse dansée et chantée le plus gentiment du monde, une grande scène de mélodrame bien vulgaire pour finir, et la salle est pleine tous les soirs. Et nous, gens du métier, nous nous épuisons à chercher des choses violentes ou compliquées. Nous faisons les pièces les plus risquées, les plus extravagantes ; on les joue : nous avons affaire à un public que rien n'émeut, que rien n'étonne, et c'est ce même public qui s'attendrit sur les amours de la petite Annette et du gendarme Christian. Le succès, quelle singulière chose !

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1933 et des 1<sup>er</sup> janvier et 1<sup>er</sup> février 1934.

6 juillet. — Si les irréconciliables ne font pas beaucoup parler d'eux, le Tiers-parti qui jusqu'à présent ne s'était guère composé que d'Émile Ollivier, de La Tour-Dumoulin et de Maurice Richard, se remue, prend corps, et devient quelque chose. MM. Buffet, de Talhouët, Segris, Louvet, Chevandier de Valdrome et une soixantaine d'autres membres de la Chambre sont en train de constituer un véritable centre-gauche. Ils doivent aujourd'hui même déposer un amendement par lequel ils demandent la responsabilité ministérielle et le droit pour la Chambre de faire elle-même son règlement. Tout le régime parlementaire est là.

8 juillet. — Nous ne l'entendrons pas pendant la petite session, Gambetta. Les réunions électorales ont brisé cette voix retentissante, Gambetta ne peut plus parler, Gambetta va prendre les eaux de Canterets. Gambetta est parti hier matin. Elle est crevée, cette trompette éclatante qui sonnait la charge sur les hauteurs de Belleville et qui devait sonner l'assaut contre l'Empire. En revanche, nous avons eu les débuts de Raspail et de Bancel. Raspail s'est levé. « J'ai été condamné à mort à vingt-neuf ans par l'infâme Restauration... J'ai été indignement persécuté par le ridicule Louis-Philippe... » Par malheur, à ce mot la Chambre s'est récriée, et mon Raspail a dû s'arrêter au moment où il allait parler du 13 mai (1) et bien certainement couvrir d'injures Ledru-Rollin.

M. Rouher continue, dit-on, à jouer le rôle honorable qu'il joue depuis quelques années. « Je suis prêt à tout, dit-il à l'Empereur. Que Votre Majesté dans sa sagesse décide, et je ferai, moi, selon sa décision. Faut-il marcher pour la liberté, me voici. Faut-il marcher contre elle, me voici encore. Cela m'est absolument égal. Que l'Empereur décide. »

Puis, après huit jours d'irrésolution et de négociations, le *Journal officiel* accouche ce matin d'un ministère. MM. Niel, Forcade de la Roquette, Rigault de Genouilly, Magne et Grassier restent aux affaires. M. Duvergier remplace M. Baroche; M. de Chasseloup-Laubat, M. Vitry, M. de La Tour d'Auvergne, M. de Lavalette et le doux, paternel et onctueux Alfred

(1) Ludovic Halévy regrette ici que Raspail ait été arrêté au moment où ses récriminations allaient atteindre les journées et les hommes de 1849.

Le Roux, prenant la moitié des attributions de M. Grassier, devient ministre de l'Agriculture et du Commerce. Le ministère d'État est supprimé, Duruy passe son portefeuille à Bourbeau, et M. Bourbeau n'a pas signé le fameux amendement des 115 (1). Pas un des 115 ne profitera de cette crise ministérielle. Voilà ce que j'aimerais, moi qui aime les bonnes comédies. Je sais bien que tous ceux des 115 qui convoitaient un portefeuille commencent à dire qu'on leur a offert un ministère, qu'ils ont refusé, que le moment n'est pas encore venu, qu'il faut des réformes plus complètes et, en les attendant, un cabinet de transition avec des ministres de paille... Je sais cela, mais j'ai l'esprit mal tourné et je crois que si le plus petit ministère leur avait été offert, tous avec avidité se seraient précipités dessus.

21 juillet. — M. Rouher ce matin est nommé par décret président du Sénat. Voilà qui passe tout. Gâchis des gâchis ! Le Sénat va être appelé à délibérer sur des réformes libérales et à modifier dans le sens parlementaire la constitution de l'Empire. Or, l'homme qu'on choisit pour diriger ces débats est précisément l'homme qui a dû quitter le ministère parce qu'il y représentait la politique du gouvernement personnel. L'Empereur décidément se fait vieux. Il ne sait plus ce qu'il veut. Il cède il y a huit jours, renvoie M. Rouher, puis tout de suite se repent et reprend de la main gauche ce qu'il regrette avoir donné de la main droite. Ce qui perdra l'Empire, ce ne sera pas tant sa mauvaise politique que l'absence de politique. Il n'y a plus à proprement parler de gouvernement en France depuis quelques années. Il y a sur le trône un homme pas mauvais du tout, plein des meilleures intentions, mais cet homme en ce moment, et depuis pas mal de temps déjà, a la *déveine* : il vieillit, et il a certainement beaucoup perdu de cette confiance qu'il avait en lui-même.

Les événements d'ailleurs sont faits pour le déconcerter. L'Empire est sorti d'une lassitude générale du pays et de son dégoût pour les agitations politiques, à la suite de la crise de

(1) C'est l'amendement dont il a été question à la date du 6 juillet, et qui avait réuni 115 signatures. Les républicains avaient été nommés au nombre de quarante, les monarchistes au nombre de cinquante. L'empire autoritaire n'avait plus de majorité.

1848. Plus de liberté, plus de régime parlementaire, plus de bavardage, plus d'avocats, un pouvoir fort, très fort, voilà ce qu'on demandait, voilà ce que l'Empire a donné. C'est tout autre chose à présent. Tout ce qu'on a mis sous les pieds de l'Empereur en 1850, le pays le redemande et l'Empereur se prépare à nous rendre une façon de gouvernement parlementaire. Je dis *une façon*, car il est certain qu'il y aura bien des réserves et des retenues dans les nouvelles concessions de l'Empereur.

15 août. — Enfin Meilhac est décoré. C'est au *Moniteur* ce matin. Que de gens ont été décorés avant lui qui n'auraient dû l'être qu'après... ou même ne jamais l'être! Il y a déjà quatre ou cinq ans que Meilhac devrait avoir eu la croix. J'étais véritablement gêné quand je le voyais sans ce bête de petit ruban rouge que j'ai, moi, à la boutonnière depuis pas mal de temps déjà. Et je puis dire que je ne l'avais pas volé, car j'ai fait pendant dix ans un dur métier au ministère de l'Algérie et des Colonies, à la Chambre. Ce n'étaient pas là des sinécures (1).

Maintenant que voilà Meilhac décoré, il faut absolument que je tire *Froufrou* des mains de M<sup>lle</sup> Antonine. Non, je ne laisserai pas gâcher cette pièce. Il faut une *vraie* femme pour jouer *Froufrou*, et M<sup>lle</sup> Antonine n'est pas cette femme.

Le Tiers-parti est couvert de cordons de commandeur. Tous commandeurs, tous, tous, Talhouët, Segris, La Tour-Dumoulin, etc... C'est une pluie. Cela vient un peu vite, on aime mieux leur donner cela que des ministères.

Amnistie générale, absolue. Crimes et délits politiques, peines, coalitions, colportage, librairie, imprimerie, tout, tout,

(1) La décoration de Meilhac avait été lente à venir. Sur cette lenteur, Ludovic Halévy s'exprimait avec vivacité dans une lettre adressée à sa mère, le 12 août 1867. « Le *Moniteur* de ce matin publie les croix. Camille Doucet, commandeur, et M. Robert Fleury, également. A. Dumas fils, Léon Laya et A. Royer, officiers. Jules Cohen, chevalier. Belot et Delacour, chevaliers... Et pas Meilhac... Cela est véritablement révoltant et j'en suis désolé... Il y a un parti pris de traiter nos pièces en parades et en farces de tréteaux... Je sais bien que le succès est là qui nous venge, mais cette affaire de croix attriste Meilhac et le décourage. Il y a vraiment un peu de quoi. Si on ne décorait personne, bien, mais Belot, mais Delacour, mais Laya officier... »



tout. Rochefort peut rentrer. Ledru-Rollin peut rentrer. Tous les détenus politiques sont mis en liberté.

## COMMENT ON DEVENAIT DÉPUTÉ SOUS LE SECOND EMPIRE

Les *Carnets* de Ludovic Halévy renferment à différentes dates de nombreuses et curieuses informations sur les mœurs électorales dans les dernières années du second Empire. Les secrets de la candidature officielle, des négociations et manœuvres qu'elle implique, secrets sur lesquels la « grande Histoire », qui s'inspire des documents officiels, n'apporte souvent que peu de révélations, sont ici dévoilés en quelques notes.

*Avril 1869.* — Rencontré Albert Huet l'autre jour. Albert Huet, c'est l'ancien directeur du cabinet de Billault (1). Il était il y a six mois juge d'instruction au tribunal de la Seine; mais la politique a toujours été l'ambition de sa vie, il a sollicité une candidature officielle, — cela se demande comme une place, — l'a obtenue, s'est présenté dans le Charolais et a été nommé. Donc le voilà député. Il vient me voir :

— Restez à déjeuner.

— Volontiers.

— Vous déjeunerez fort simplement.

— Oh ! tant mieux, tant mieux. J'ai tant mangé et tant bu depuis quelques mois, que peu manger et peu boire est un véritable bonheur pour moi. J'étais gros avant mon élection, regardez, je suis énorme. J'étais un rougeot, je suis cramoisi. Voilà ce que c'est que le suffrage universel. Je ne finissais de déjeuner que pour commencer à dîner et cela se passait en Bourgogne, dans des torrents des grands crus du pays. Il est chaud, vous savez, le vin de Bourgogne. Par bonheur je suis grand mangeur et fort buveur. Cela m'a été fort utile. Je suis véritablement un candidat de suffrage universel. Les gens du Charolais le disaient bien : « C'est notre homme, ce gars Albert, il mange ferme et boit sec. Vive le gros Albert ! »

Et je le regardais, le gros Albert, et je comprenais pourquoi il avait eu dix-neuf mille voix pendant que Paradol en avait mille neuf cents. Paradol, lui, n'est pas un candidat de suffrage

(1) D'abord président du Corps législatif, puis, en 1854, ministre de l'Intérieur; en 1863, ministre d'État.

universel. Dans ses tournées aux environs de Nantes, il se faisait accompagner d'un médecin qui, au nom de la Faculté, lui défendait de boire. Deux verres de vin, il aurait été gris, trois, il eût été malade. Et il osait se présenter. Il méritait bien ce qui lui est arrivé.

Il a bu, mangé et harangué pendant quatre mois, il a dépensé vingt-cinq mille francs, il est député et il n'est qu'à moitié content, mon ami Huet. Ce qui le dégoûte du métier, ce sont les cent cinquante lettres qu'il reçoit tous les matins : « Mon fils doit tirer au prochain, je compte sur vous pour qu'il ne parle pas... — J'ai demandé pour mon fils Pierre la main de Jeanne Béchu, de Corniche-les-Anis; le père a refusé. Ces jeunes gens s'aiment et sont malheureux. Arrangez-nous donc cette affaire-là, monsieur le député... — Monsieur not-maire nous a dit qu'il n'y aurait plus d'impôts à payer si vous étiez nommé. C'est pour ça que tout Gardel-Chopinas a voté pour vous comme un seul homme, et cependant v'là que la perception me réclame quatorze francs. Je vous renvoie l'avertissement du percepteur. Ça vous regarde, monsieur le député... — Not-maire nous a dit que les salaires seraient augmentés et les heures de travail diminuées si vous aviez l'unanimité à Mont-Pétard. Vous l'avez eue et cependant mon patron me fait toujours labourer douze heures par jour et ne me donne que quarante-quatre sous comme par le passé. C'est moi qui n'aurais pas voté pour vous si je m'étais douté de ça. J'aurais voté pour le candidat de l'opposition qui donnait dix-huit francs comptant... » Ce malheureux Huet est accablé de pétitions, sollicitations, recommandations, et du matin au soir il court les ministères en l'honneur de ses électeurs.

Je l'écoute :

— Et je n'ose plus retourner chez moi à la campagne (il a une petite terre dans le Charolais) : je leur ai promis pas mal de choses et on leur a promis bien plus encore en mon nom. Jamais je ne pourrai tenir tout ça. Je serai très mal reçu là-bas quand je repartirai. C'est agréable pour un homme qui aime la campagne !

Huet était avocat quand M. Billault le prit pour secrétaire particulier, pour en faire bientôt au ministère d'État le directeur de son cabinet. Huet, qui était jeune et intelligent et riche et ambitieux, était donc pressé d'arriver très rapide-

ment à quelque grande situation politique. Les choses en étaient là; M. Billault meurt et M. Rouher le remplace, voilà mon Huet sur le pavé : on ne le décore même pas, et il a toutes les peines du monde à arracher des mains de M. Baroche (1) une nomination de juge au tribunal de la Seine, ce qui du reste était fort honorable et fort beau. Mais l'ambition de Huet était ailleurs; il ne rêvait qu'une chose, la vie politique; il en avait un peu tâté et à toute force voulait y revenir. De longue main, une année au moins avant les élections de 69, il se mit en quête d'une circonscription électorale et de l'appui du gouvernement devant les électeurs. Il s'en alla trouver le petit Pinard, qui était alors ministre de l'Intérieur :

— Casez-moi quelque part, lui dit-il, donnez-moi la candidature officielle dans une bonne circonscription; vous savez que je suis élève de M. Billault : j'aime l'Empereur. Le dévouement absolu, le dévouement quand même, voilà ma devise, voilà ma règle.

Le petit Pinard sauta sur le gros Huet :

— Vous êtes mon homme, lui dit-il, et j'ai votre affaire, la circonscription de Charolles dans Saône-et-Loire, mon pays à moi; je désire avoir là quelqu'un qui soit de mes amis, et capable en même temps, s'il le faut, de parler à la Chambre. Allez, partez, préparez votre élection, vous êtes dès maintenant candidat du gouvernement dans le Charolais.

Mon Huet immédiatement se met en campagne; il part au cœur de l'hiver, commence la campagne électorale la plus pénible et la plus coûteuse. Réunions, banquets, petits cadeaux aux communes, bannières aux orphéons, médailles d'or aux pompiers. Moyennant beaucoup de fatigue et beaucoup d'argent, tout commençait à marcher assez bien pour lui dans le Charolais quand il reçoit une dépêche télégraphique du petit Pinard : « Vite, revenez à Paris, disait celui-ci, il faut que je vous parle. » Huet accourt.

— Voilà ce qui se passe, lui dit Pinard, je quitte le ministère. M. Forcade me remplace, je refuse le Sénat, je veux le Corps législatif; je ne puis représenter que le Charolais, c'est mon pays; il me le faut, rendez-le moi.

— Que je vous rende le Charolais? s'écria Huet, jamais de la vie.

(1) Ministre de la Justice de 1863 à 1869.

— Comment, vous ne voulez pas me rendre le Charolais? Mais c'est moi qui vous l'ai donné, le Charolais; mais, sans moi, vous ne seriez rien du tout dans le Charolais!

— Tout ça, répondit Huet, ce n'est pas la question; voilà bientôt trois mois que je m'éreinte dans le Charolais; vous m'avez donné la circonscription, je la garde. Je ne suis pas d'humeur à aller recommencer le même métier dans un autre pays, je m'y ruinerais fortune et santé.

— Ce que vous m'aviez dit cependant : dévouement absolu, dévouement quand même, élève de M. Billault...

— Je le suis toujours, monsieur Pinard, mais c'est au gouvernement, puisque vous n'êtes plus ministre. Il faudrait que l'Empereur, l'Empereur lui-même, entendez-vous bien, parlant à ma personne et non pas par la bouche d'un de ses ministres, il faudrait que l'Empereur, dis-je, me demandât mon désistement en votre faveur, et alors sans discuter et sans hésiter, je me retirerais.

— C'est à merveille, répondit Pinard, l'Empereur vous le demandera.

— C'est bien, dit Huet, j'attends.

Il attendit et ne vit rien venir, si ce n'est au bout de huit jours une audience de M. Forcade de la Roquette, le nouveau ministre de l'Intérieur.

— Ah! bien, monsieur Huet, lui dit celui-ci, vous êtes donc disposé à vous retirer en faveur de M. Pinard?

— Qui vous a dit cela, monsieur le ministre?

— Mais M. Pinard lui-même.

— Ce n'est pas vrai.

— Mais, monsieur Huet...

— Je vous répète, monsieur le ministre, que ce n'est pas vrai. J'avais dit à M. Pinard que je ne me retirerais que si l'Empereur lui-même me demandait mon désistement.

— Mais si je vous le demandais au nom de l'Empereur.

— Non, non, monsieur le ministre, n'équivoquons pas; j'ai dit l'Empereur lui-même parlant à ma personne et non pas par la bouche d'un de ses ministres; cela est suffisamment net, je pense.

— Très net, mais vous me permettrez de vous le dire, vous êtes un peu dur pour M. Pinard; c'est lui en somme qui vous a pris par la main et qui a fait de vous un candidat officiel. Il

vous a donné une circonscription dans laquelle il a toutes ses relations, tous ses intérêts. M. Pinard sera certainement nommé dans le Charolais et vous échouerez peut-être. D'ailleurs, qu'est-ce que c'est que la députation pour vous? Pas grand chose, vous n'êtes pas un homme politique, tandis que, entrer à la Chambre ou n'y pas entrer, c'est pour M. Pinard une question de vie ou de mort.

— M. Pinard m'a donné le Charolais, répondit froidement Huet, j'ai déjà profondément travaillé le Charolais, je ne me laisserai point reprendre le Charolais.

— Vous êtes bien absolu, monsieur Huet; voyons, il me semble pourtant qu'il serait bien facile de s'entendre: ainsi, tenez, quand je vous regarde, je m'aperçois, non sans étonnement, qu'il n'y a pas de ruban rouge à votre boutonnière.

— Une injure, monsieur le ministre, ceci est une véritable injure, ce n'est pas la première fois qu'on me la fait; je vous ai refusé mon désistement, je ne vous le vendrai pas pour un bout de ruban.

— Laissons cela, alors, laissons cela, je ne voulais pas vous blesser, tant s'en faut, ne parlons plus de la croix. Mais enfin, voyons, cherchons. Il y a autre chose que la croix, vous êtes, je crois, juge au tribunal de la Seine.

— Oui, monsieur le ministre, je suis juge au tribunal de la Seine.

— Eh bien! il y a des vice-présidents au tribunal de la Seine.

— Nouvelle injure, monsieur le ministre, et plus forte encore que la première...

— Mais, monsieur Huet...

— Oui, plus forte que la première. Quoi? c'est un ministre de l'Intérieur qui propose à un magistrat... Mais ce que vous m'offrez, monsieur le ministre, on l'a offert à M. X. et M. X. l'a accepté, et savez-vous ce qu'il est advenu? c'était un homme estimé de tous que M. X., et maintenant au Palais, quand il passe, on s'écarte de lui. Je ne veux point qu'il en soit de moi comme de M. X. Ma fortune me permet de garder une attitude digne et indépendante. Je ne veux ni de votre ruban, ni de votre vice-présidence, et si je ne représente plus le Charolais, je resterai simple juge au tribunal de la Seine.

— Eh bien! vous avez raison et vous êtes un homme, me

répondit M. Forcade. Allez, allez, battez-vous, soyez nommé, et M. Pinard s'arrangera comme il pourra.

« Là-dessus, poursuit Huet, je suis parti, je suis retourné dans le Charolais et j'ai été nommé avec 19 000 voix. J'ai eu pour moi tous les emboucheurs du Charolais. Vous ne savez sans doute pas ce que c'est que les emboucheurs du Charolais ? Ce sont des gens qui prennent à bail les prairies qui longent la Loire. Ils achètent des bœufs maigres et les mettent dans ces prairies. Les animaux passent la moitié de leur journée à se remplir de verdure et l'autre à dormir au soleil dans les sables de la Loire. Ils engraisseront très vite à ce métier-là et très vite également enrichissent les emboucheurs qui les revendent. Oui, tous étaient pour moi, mais de tous, celui qui a fait le plus beau discours en mon honneur et qui m'a gagné le plus de voix, c'est le gros Bridoux de Thonion-sur-Araux. Il est monté sur un tonneau, sur la grande place de Thonion, au plus fort de la foule, pendant le marché, et voici son discours :

— C'est bientôt les élections ; il ne serait pas mal d'en causer un peu, des élections. Nous avons quatre candidats, il y en a trois qui ne veulent pas dire ce qu'ils veulent ; mais moi, je vais vous le dire. Il y en a un qui veut la république, c'est-à-dire le gâchis. Il y en a un qui veut Henri V, c'est-à-dire la prêtraille. Il y en a un autre, le troisième, qui veut le petit Louis-Philippe, c'est-à-dire rien du tout. Il y en a un quatrième, c'est le petit Huet. Celui-là, il le dit carrément : « Je veux l'Empire et je veux l'Empereur. » Je voterai pour lui et je vais vous dire pourquoi. Vous me connaissez tous et vous savez comme j'étais misérable il y a quinze ans, c'est-à-dire que je n'avais pas seulement vingt francs à moi. Eh bien ! aujourd'hui, tenez, regardez (et il tire de sa poche une grosse poignée d'or), tenez, regardez encore (et de l'autre poche, de la même façon, il tire une autre poignée d'or). Oh ! c'est pas pour vous, c'est à moi, c'est pour moi, et si tout l'argent que j'ai était comme ça en or, je vous promets qu'il n'y aurait pas assez de toutes vos mains et de toutes vos poches pour le tenir. Je suis bien sûr que j'ai à moi au moins... Mettons... Ah ! mais, au fait, pas besoin de vous dire ça, et tout ce que je peux vous dire, c'est que je crois bien que je suis un des plus riches du canton. Eh bien ! comment ai-je pu gagner tout ça ? Parce que nous sommes tranquilles depuis dix-huit ans, parce

que rien ne m'a gêné dans mes affaires et dans mon travail de tout ce temps-là, parce qu'il n'y a eu ni révolution, ni émeutes, ni barricades à Paris, parce que Paris tranquille, c'est la campagne riche. C'est l'Empire qui m'a enrichi, et c'est pour ça que je voterai pour le candidat de l'Empereur.

« Voilà le discours de Bridoux. Un des patrons les plus résolus de ma candidature avec Bridoux, a été M. le comte de X..., un grand vieillard de soixante-quinze ans, sec, énergique et bien portant. Le comte de X... m'a raconté son histoire, et, devant la comtesse :

— J'ai eu, m'a-t-il dit, soixante-douze enfants naturels, et quand ils se sont mariés, je leur ai donné à chacun dix mille francs; puis j'ai fait une fin moi-même, et, me présentant la comtesse: « Voici ma dernière bergère, m'a-t-il dit, que j'ai épousée. » Il n'y a pas dans tout l'arrondissement de femme capable de mieux tenir un salon. De la comtesse, j'ai eu deux fils, légitimes ceux-là. Léopold, qui va descendre dîner avec nous, qui votera pour vous, car il est bonapartiste comme moi; c'est mon cadet. Quant à l'aîné, Philibert, vous n'allez pas le voir, il a été gâté par tous les petits nobliaux du pays qui en ont fait un légitimiste. Il n'osera pas cependant voter contre vous, il s'abstiendra, je suis sûr d'obtenir cela de lui.

## FROUFROU

31 octobre 1869. — Hier *Froufrou, Froufrou, Froufrou, Froufrou*. Que je suis heureux! Un grand, grand, grand succès. Un vrai, vrai, vrai succès. *Froufrou, Froufrou, Froufrou, Froufrou, Froufrou*.

7 novembre. — *Froufrou, Froufrou, Froufrou...* Ah! quel bruit agréable, quel joli bruit fait le succès! Se promener sur le boulevard depuis huit jours et voir tout le monde venir à vous naturellement, franchement, ouvertement. Ce ne sont pas là de ces compliments de commande et de politesse, non, ce sont de larges et sincères poignées de mains. Et les journaux tout unanimes, qui impriment ce gros mot: *Chef-d'œuvre! Froufrou, Froufrou!* Ah! qu'il est gentil, ah! qu'il est doux, le bruit que fait le succès. *Froufrou, Froufrou!*

Il ne faut pas se griser cependant. Avons-nous réellement



fait un chef-d'œuvre ? Voilà ce que très franchement et très réellement nous nous demandons tous les soirs, Meilhac et moi. Quand à répondre à la question, nous sommes embarrassés. Voilà deux ans que je l'adore, moi, cette pièce, deux ans que je la défends contre tout ce qui me paraissait pouvoir en empêcher le succès. L'année dernière à pareille époque, je me disais : « Meilhac va laisser jouer *Froufrou* par n'importe qui. Et *Froufrou* n'aura pas de succès. » Oui, j'adorais *Froufrou*, mais cependant si quelqu'un m'avait dit : Huit jours après la première représentation de *Froufrou*, on dira que c'est un chef-d'œuvre, j'aurais répondu froidement à ce quelqu'un : « Ayez, monsieur, la complaisance de ne pas vous moquer de moi. » Cette réponse, je la ferais encore ; mais après l'épreuve de huit représentations admirables, voici mon opinion : « Non, *Froufrou* n'est pas un chef-d'œuvre ; *Froufrou*, qui débute par trois actes d'excellente comédie, se termine par deux actes de mélodrame de grand effet, mais d'un effet un peu cruel et un peu violent. Non, *Froufrou* n'est pas un chef-d'œuvre, mais *Froufrou* est, je crois bien, une très exacte et très fidèle peinture de la société actuelle, — je parle des trois premiers actes. » Nous avons un grand succès, succès d'honneur, succès d'argent. Essayons de faire encore deux ou trois *Froufrous*. Voilà l'important.

Montigny (1) voulait faire jouer la pièce par Antonine en août dernier. Les journaux *l'avaient annoncé*. Je résistais, Mirault m'approuvait. « Il y a bien là une femme qui répète *Diane de Lys*, me dit-il, elle a beaucoup de talent, mais elle n'est plus toute jeune. Entrez donc un peu l'entendre. » J'entre, je m'assieds entre Dumas fils et Montigny. Au bout d'un quart d'heure, Montigny me regarde, je le regarde, nous nous comprenions. « *Froufrou*, me dit-il, oui, *Froufrou*. » Nous étions sauvés. Je suis rentré chez moi. J'ai tout de suite écrit à Meilhac qui était à Argentat dans la Creuse. Une *Froufrou*, lui disais-je, une *Froufrou* ; une actrice bizarre, originale, qui ne ressemble pas aux autres femmes, quelque chose enfin. Après le deuxième acte, je monte sur le théâtre. Dumas fils causait avec Desclée (2). Dumas me présente et moi je dis à Desclée :

(1) Adolphe Montigny, 1805-1880 ; d'abord acteur, puis directeur de la Gaité, il devint en 1844 directeur du Gymnase.

(2) Aimée Desclée, 1836-1874, débuta au Gymnase en 1856, alla en Russie,



— Comme vous avez du talent et comme je suis heureux de cela !

— Vous êtes bien bon, me dit-elle.

— Non, vous ne pouvez pas savoir comme je suis content.

Et là-dessus je pars. De *Froufrou*, elle ne savait rien et ne pouvait rien savoir. Montigny, qui d'abord avait à se dégager vis-à-vis d'Antonine, ne parle du rôle à Desclée que quelques jours après, et jusque là (Desclée me l'a conté depuis) elle s'était demandé pourquoi ce monsieur manchot (1) avait paru si heureux qu'elle jouât bien la comédie.

## HENRI ROCHEFORT

*Novembre 1869.* — Aujourd'hui, à une heure, ouverture des Chambres. Discours de l'Empereur. Moi, je le trouve excellent, ce discours. Des lieux communs, dit-on. Et, s'il vous plaît, en de pareilles harangues, comment les éviter ? Une phrase sur l'ordre, une autre sur la liberté et des variations là-dessus, l'ordre avec la liberté, la liberté avec l'ordre, c'est bien usé, c'est bien connu. Mais enfin, que dire, sinon cela ? L'Empereur ne peut pourtant pas crier : « Vive la République ! » et abdiquer en faveur de Rochefort.

*30 novembre.* — Rochefort, je l'ai vu aujourd'hui. Il y avait bien longtemps que nous ne nous étions rencontrés. C'était, si j'ai bonne mémoire, une quinzaine de jours avant la publication de la première *Lanterne*.

— Je ne connais pas Paradol, m'avait-il dit un jour, et je voudrais bien le connaître.

— Rien de plus facile. Quel jour voulez-vous dîner avec lui ?

Jour avait été pris. J'avais invité Rochefort, Paradol et Cavé. Nous avions dîné tous les quatre chez Brébant. Rochefort, je m'en souviens, était arrivé fort tard, après sept heures. Il venait des courses, fort agité, il avait parié et avait

puis en Belgique d'où elle revint en 1869, appelée par Dumas fils. Dès lors commença son éclatante et courte carrière. Desclée mourut en 1874 ; elle avait trente-huit ans.

(1) Ludovic Halévy venait d'être victime d'un accident de cheval et s'était brisé la clavicule ; il avait dû pendant de longs jours porter un appareil.

perdu quinze ou vingt louis. Nous dinâmes comme on dîne chez Brébant, c'est-à-dire fort bien. Rochefort, pendant le dîner, fut tout simplement Rochefort. On parla des courses, de la pièce jouée la veille, etc... Au dessert, cependant, Rochefort lâcha quelques phrases absurdes sur le problème social, sur la misère, sur le luxe d'en haut ; la démocratie perçait déjà. Tout cela nous parut un peu bête de la part d'un homme qui venait de perdre vingt-cinq louis aux courses et qui buvait du vin de champagne. Il nous annonça qu'il avait l'intention d'être très violent dans *la Lanterne*. Il le fut, vous savez la suite ; ses procès, ses condamnations, sa fuite en Belgique, son élection.

Aujourd'hui, je vais à la première séance de la Chambre. A deux heures vingt minutes, presque tous les députés étant déjà à leurs places, Rochefort fait son entrée. On le regarde un peu, on chuchote, mais très discrètement. Moi, je le regardais monter à son banc, l'auteur de *la Vieillesse de Brididi*, et je me disais : « C'est un homme d'esprit cependant, qui a passé sa vie au milieu de nous, et ça va bien l'ennuyer d'aller s'asseoir à côté de Raspail. » Il y alla, et je vous promets qu'il sentit dès les premières minutes le ridicule de la situation. Être seul, bien, ce serait une attitude cela, mais être deux et avoir Raspail pour second, ça doit être un peu dur. Au bout d'un quart d'heure, Raspail se précipita à la tribune, prononça le discours le plus burlesque, puis regrimpa à son banc, et sollicita l'aide de Rochefort pour la rédaction d'une motion de mise en accusation du ministre Forcade La Roquette... et Rochefort collabore avec Raspail, lui qui autrefois collaborait avec Lambert Thiboust, Wolff, Choler et Siraudin. La séance s'acheva, on sortit Rochefort se perdit dans la foule des députés. Il n'avait pas demandé la tête de l'Empereur, au grand désappointement de la maréchale Canrobert qui était devant moi. Elle était fort agitée, la maréchale Canrobert. « Il se lève, disait-elle, non, il s'assied, il se relève, il se rassied, il va parler, il ne parlera pas. » Enfin il n'a pas parlé, et il a bien fait. Je sors avec le public et dans la salle d'attente je tombe sur Rochefort. Il me voit et vient à moi, avec l'air heureux d'un homme qui se retrouve dans son monde, et il me prend les mains, et de grands compliments sur *Froufrou*, etc... il était allé voir la pièce, etc... Nous avons causé ensemble pendant

cing minutes, et je l'ai vivement exhorté à descendre un peu des hauteurs de Belleville.

— Oui, m'a-t-il dit, on va me revoir. J'aurai bientôt repris mes anciennes habitudes.

Reste à savoir si ses électeurs ne se fâcheront pas quand ils sauront qu'il a déjeuné avec Gil-Perès (1) et qu'il redine avec Blum (2).

*3 décembre.* — Je l'ai revu ce matin, Rochefort. J'arrive chez Brébant.

— Voulez-vous voir le tribun, me dit un des garçons. Il est là qui déjeune.

J'entre, je trouve un Rochefort très calme.

— J'ai l'intention d'être très modéré, etc...

Reste toujours à savoir si les gens de Belleville autoriseront cette modération.

— Vous étiez à la première séance ?

— Oui.

— J'ai eu raison, n'est-ce pas, de ne pas parler ?

— Pleinement raison.

— Je ne pouvais d'ailleurs m'associer à la proposition de Raspail : il a demandé la mise en accusation des ministres. Je ne peux, moi, demander que la mise en accusation de l'Empereur, car c'est lui qui est responsable.

— Ne parlons pas de cela, n'est-ce pas, nous ne serions pas du tout d'accord. Je vous approuve de ne pas vous être associé à la motion Raspail. C'est d'abord et surtout parce qu'un homme intelligent comme vous ne doit pas emboîter le pas à ce vieux Bobèche. Soyez tout seul, mais pas d'association avec ce personnage grotesque.

— Il est ridicule, oui, je l'ai bien vu, l'autre jour ; enfin, vous verrez, je serai très modéré, et je vais d'abord tout bonnement prendre un peu l'air du bureau.

— Et puis revenez donc un peu dans les coulisses du Palais-Royal et des Variétés.

(1) Acteur comique, 1827-1882, joua notamment au Palais-Royal où il resta pendant vingt-cinq ans.

(2) Ernest Blum, auteur dramatique et journaliste, 1836-1907.

L'EMPEREUR ET L'IMPÉRATRICE A *FROUFROU*

12 décembre. — L'Empereur et l'Impératrice étaient hier soir à *Froufrou*, l'Empereur pour la seconde fois. L'Impératrice a pleuré, pleuré, pleuré, pleuré, je crois, plus qu'aucune femme ne pleure à *Froufrou* et c'est beaucoup dire, je vous assure. D'ordinaire les larmes les plus hâtives ne partent qu'à la scène des deux sœurs; l'Impératrice, elle, a commencé à s'essuyer les yeux pendant la scène de Sartorys et de Gilberte au commencement du troisième acte. Cette scène a dû bien certainement réveiller en elle quelque souvenir personnel. Elle a été un peu cocodette, l'Impératrice, en son jeune temps et l'Empereur l'a peut-être alors un peu grondée. Bref, elle a commencé de pleurer et ne s'est arrêtée qu'à la mort de *Froufrou*. Au cinquième acte, c'étaient deux ruisseaux de larmes. L'Impératrice se tenait immobile, atterrée, portant par un geste machinal et régulier son mouchoir à ses yeux... Quand l'Empereur essayait de lui parler, elle ne répondait pas et ne tournait même pas la tête. Au quatrième acte, l'Empereur, qui riait franchement de la tirade de Poniatowski et de la phrase sur les duels, a cherché à tirer l'Impératrice de son désespoir, mais elle, qui ne voulait pas rire, l'a arrêté d'un regard qui signifiait clairement : « Laissez-moi, cela m'amuse bien plus de pleurer. » Quand Derval (1) après le spectacle est allé dans la loge impériale, il a trouvé l'Impératrice en larmes, les yeux rouges comme du sang.

— Jamais, a-t-elle dit à Derval, jamais je n'ai été aussi violemment émue au théâtre. Je regrette bien de n'avoir pu rester dans la loge, à la fin, pour applaudir les artistes, mais je n'ai pas osé me montrer dans l'état où je suis.

— La vérité est, ajouta Derval en me racontant cela, qu'elle n'était pas dans un fort bel état; tout son maquillage, rouge, noir et blanc, avait été bouleversé par les larmes et elle avait sur la figure des zigzags de toutes les couleurs... L'Empereur, lui, pendant ce temps, regardait l'Impératrice en souriant et se moquait de l'excès de sa douleur. Après quoi il dit à Derval :

(1) Hyacinthe Dobigny de Ferrières, dit Derval (1804-1885), comédien distingué qui joua pendant vingt-sept ans au Palais-Royal, puis entra au Gymnase où Montigny lui confia l'administration du théâtre.

— Le fait est que c'est bien joli, bien spirituel et bien touchant.

De grands compliments pour Desclée, naturellement ; elle les mérite bien. Voici venir la cinquantième représentation et elle joue tous les soirs avec plus de talent, plus de soin, plus d'esprit et plus de succès.

17 décembre. — Mais ça va très bien, *les Brigands* (1). Rien de bien original dans la pièce, sauf les carabiniers et le caissier, mais c'est très gai et certainement très amusant. Le second acte est devenu en huit jours le meilleur des trois. Car je l'avais toujours annoncé et je suis un peu fier de l'avoir prédit.

#### LE MINISTÈRE OLLIVIER

30 décembre 1869. — Et le ministère Ollivier. Le voilà fait, ou du moins en train de se faire. Mais il y a bien des difficultés pour le premier chef d'un cabinet homogène et responsable sous l'Empire. La lettre de l'Empereur est absolument correcte au point de vue parlementaire. L'Empereur ne nomme plus de ministres. Il charge un député de lui désigner des ministres. Voilà où commencent les embarras d'Émile Ollivier. Il y a huit portefeuilles à distribuer et personne, à ce qu'il paraît, n'en veut, de ces fameux portefeuilles. M. Buffet a refusé. Il est devenu chef du centre-gauche. Il a quarante-cinq députés derrière lui ; c'est peu, mais c'est beaucoup ; on n'est pas la majorité, mais on peut à volonté la faire ou la défaire. Et puis M. Buffet ne veut pas reconnaître Émile Ollivier pour chef. M. Brame (du centre-gauche) a refusé les Travaux publics. Enfin, venons au centre-droit. Là MM. Louvet, Segrès, Talhouët, Mège, etc... ont peur. Ils savent que la Chambre n'est pas commode à manier et reculent devant une besogne qui ne sera certainement pas facile. Il ne reste à Émile Ollivier que Maurice Richard. En somme, Ollivier va probablement marcher avec la plupart des anciens ministres : Magne, Chasseloup-Laubat, Lebœuf, Bourbeau, Rigault de Genouilly, etc... Il prendra Maurice Richard, puis La Guéron-

(2) Opérette de Ludovic Halévy et Meilhac, musique d'Offenbach, jouée pour la première fois en 1869.

nière et Chevreau, et nous aurons ainsi un cabinet homogène et libéral!

Par qui je sais tout cela? Par Robert Mitchell, qui, le vent soufflant dans les voiles d'Ollivier, est en passe de devenir un personnage dans l'État. Je ne demande pas mieux. Robert Mitchell est un garçon très intelligent et qui, ministre, vaudrait autant et plus que la plupart des hommes d'État ci-dessus dénommés. Robert, avant-hier, avait couru après Paradol, mais Paradol est dans le Midi pour huit jours, et c'est moi qui, hier matin, suis allé trouver Mitchell pour savoir ce qu'il avait voulu dire à Paradol. Il voulait tout simplement lui offrir le ministère de l'Instruction publique. J'ai, comme vous le pensez bien, refusé ce portefeuille. J'ai répondu que Paradol ne désirait qu'une chose : entrer à la Chambre. Que le ministère Ollivier ne l'empêche pas d'être député, si faire se peut, voilà son ambition. Robert Mitchell m'a déclaré qu'Émile Ollivier serait tout prêt à faciliter l'entrée de la Chambre à Paradol. Nous verrons bien. Il m'a demandé d'arranger, dès mon retour, un dîner chez moi, avec Ollivier et Paradol.

Mitchell a ajouté qu'Émile Ollivier voulait faire arriver les jeunes. A Hervé (1) on offrira le Conseil d'État, à Weiss (2) le secrétariat général de l'Instruction publique, à About une préfecture. About, préfet... Nous verrons ce qui sortira de tous ces beaux projets. Moi, je crois qu'il en résultera les mêmes ministres, les mêmes conseillers d'État, les mêmes secrétaires généraux, les mêmes préfets, avec Ollivier à leur tête, au lieu de Rouher. — Enfin, attendons.

*2 janvier 1870.* — De plus en plus gaie, la crise parlementaire. Hier matin, un ministère était fait. Ce matin, rien ne va plus. Voici toute l'histoire. Elle vaut qu'on la raconte. Cela est de la comédie et de la meilleure. Dès qu'Ollivier fut en possession de sa fameuse lettre, il courut chez Segris, Talhouët, etc... « Lisez, lisez, leur dit-il, je suis premier

(1) Hervé, qui sera après la chute de l'Empire le journaliste attiré et le conseiller des princes d'Orléans.

(2) Il s'agit de J.-J. Weiss, écrivain exquis, qui pour son malheur aimait la politique et n'y eut aucune fixité. Il se rallia à l'Empire, l'Empire étant au bord de la chute, fut monarchiste en 1873 jusqu'au refus du comte de Chambord, mac-mahoniste fervent au temps du 16 mai, et directeur des Affaires étrangères dans le ministère où Gambetta ruina sa fortune.

ministre, prenez ce qui reste pour vous... » Ils firent un peu la grimace, les coryphées du centre-droit, mais enfin, tout d'abord, ils ne dirent pas non positivement. Ils demandèrent seulement que le centre-gauche fût représenté dans le cabinet. A merveille ! Ollivier courut chez Buffet. « Soit, dit Buffet, mais je n'entrerai pas seul, il me faut Daru (1). — Daru ? — Oui, Daru. Sans lui, ne compte pas sur moi. » Ollivier, malgré ses pleins pouvoirs, alla aux Tuileries prendre le mot d'ordre. « Jamais Daru », répondit l'Empereur. Ollivier retourna chez Buffet : « Daru, pas possible. — Alors, bien le bonsoir. » Ollivier, tout penaud, s'en revient à Segris, Talhouët, etc... « Avez-vous Buffet ? — Non, il veut Daru. — Eh bien ! donnez-lui Daru. — Je ne puis lui donner Daru. — Enfin, il n'entre pas ? — Non, il n'entre pas. — Bien le bonsoir, alors. » Voilà Ollivier encore une fois dans la rue. Parmi les membres du centre-droit, Chevandier de Valdrome avait été le plus ardent à dire à ses amis Segris, Talhouët, etc... : « N'acceptez pas le ministère sans Buffet, rien sans Buffet. » Chevandier de Valdrome (2) ! Encore un nouveau grand homme. Nous avons tant de nouveaux grands hommes depuis une quinzaine de jours ! Il est vrai qu'on ne lui offrait pas de portefeuille, à ce malheureux Chevandier.

Malgré son intrépide résolution d'être à tout prix premier ministre, Ollivier faillit perdre courage, quand il se vit à ce point délaissé. Il passa une vilaine nuit. Mais le matin on sonne chez lui. C'est Chevandier de Valdrome. « Vous êtes dans l'embarras ? — Pardieu, et grâce à vous qui les avez poussés. — Ne parlons pas de ça. — Parlons-en au contraire. — Non, non ; vous êtes dans l'embarras enfin ? — Dans le plus horrible embarras. — Eh bien ! je viens à votre aide. Donnez-moi le ministère de l'Intérieur. — Quoi ! vous voulez bien ? — Avec le plus grand plaisir. — Sans Buffet ? — Je me moque pas mal de Buffet. — Vite, vite alors ; organisons un petit ministère. » Et alors on organisa quelque chose de délicieux. Quel malheur que cela ait manqué ! Il y avait Gaudin,

(1) Comte Daru, 1807-1890, ancien pair de France sous Louis-Philippe, arrêté lors du Deux-Décembre, député de la Manche en 1869, il devint en 1870 ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Émile Ollivier.

(2) Chevandier de Valdrome, 1810-1878, député de la Meurthe de 1850 à 1869, ministre de l'Intérieur dans le cabinet Émile Ollivier, démissionna en août 1870.



Chevandier de Valdrome, Bourbeau (qui restait), Maurice Richard, Clément-Duvernois, La Guéronnière, Magne (il était de toutes les combinaisons, ce Magne). Parfait enfin, ce cabinet. C'était décidé. Mais ce diable de Magne au dernier moment se ravisa. Il a de l'esprit, M. Magne (1) (être de toutes les combinaisons n'est pas le fait d'un imbécile); il a du mérite, sait parler, connaît les affaires, a vécu dans les Chambres. Ça l'ennuyait de faire partie de ce drôle de ministère. « Je vais me rendre ridicule, se dit-il; et puis il y a autre chose, nous ne tiendrons pas huit jours devant la Chambre avec un pareil personnel. Soyons sérieux. » Il va trouver Émile Ollivier : « Est-ce que nous allons véritablement nous mettre autour d'une table pour faire les affaires de la France avec ces gens-là? — Mais certainement. — Merci bien, décidément je n'en suis plus. J'aime mieux m'en aller tout de suite de moi-même que m'en aller dans huit jours sur un vote de la Chambre et sur un éclat de rire des journaux. Il n'y a pas de ministère possible en ce moment sans l'appui du centre-droit et du centre-gauche réunis. Faites un dernier effort. L'Empereur consentira à tout, je vous en réponds. Vous êtes libre de lui amener qui vous plaira. Allez voir vos amis et faisons un ministère plus sérieux. »

Ollivier suit ce conseil qui était fort sage. « Eh bien! nous consentons, répondent tous ces messieurs (Buffet, Daru, Segrès, Talhouët, etc.), mais à une condition. — Laquelle? — M. Magne s'en ira. — Mais c'est lui qui m'envoie ici. — Il y a quelque petite perfidie là-dessous et, n'y en eût-il pas, nous ne pouvons garder pour collègue un homme qui, depuis vingt ans, est dans les conseils du gouvernement impérial. Qu'il sorte, et nous entrons. — A merveille, je vais lui écrire. » Et on assure qu'Émile Ollivier a écrit à M. Magne : « Tout est arrangé, ils acceptent; mais vous, mon cher ami, allez-vous en. » Quelle admirable comédie politique à faire avec tout cela, si on était seulement Molière ou Beaumarchais!

*4 janvier.* — Mon petit récit d'avant-hier est inexact en un point. Il n'est pas du tout vrai que l'Empereur au commence-

(1) Magne était un administrateur de grande valeur, spécialisé dans les finances. Il fut ministre avec le duc de Broglie en 1873; il a laissé d'intéressants *Mémoires*.



ment de la crise ait dit à Ollivier : « Pas Daru, je ne veux pas de Daru. » Voici ce qui s'est passé. M. Daru avait vu Ollivier et lui avait répondu qu'il désirait avoir une audience de l'Empereur avant de prendre aucun parti.

— Vous savez, dit-il à Ollivier, ce qui m'est arrivé en décembre 1851 ; une protestation contre le coup d'État, mon arrestation, etc... J'ai besoin de causer avec l'Empereur, il y a là une question de convenance. Je ne puis accepter de portefeuille et entrer ainsi au Conseil sans une explication préalable très nette et très franche.

Émile Ollivier rapporta ces paroles à l'Empereur qui répondit :

— Je n'ai pas à voir M. Daru, j'ai pleine confiance en sa droiture ; il a fait en 1851 ce qu'il a cru devoir faire, c'est très bien. S'il accepte un portefeuille aujourd'hui, c'est avec l'intention de servir loyalement mon gouvernement. Je vous ai, d'ailleurs, chargé, vous M. Ollivier, de constituer le cabinet. Vous avez de pleins pouvoirs. Faites votre ministère. Apportez les décrets, je signerai.

Jamais, il faut le dire, les choses ne se sont passées aussi correctement en France. Louis-Philippe n'a jamais laissé un cabinet se former sans y mettre la main et de très près. Rien de plus intéressant et de plus extraordinaire que ce calme parfait de l'Empereur au milieu de cette crise parlementaire. Voilà un homme qui, il y a six mois, avait, on peut le dire, la France dans la main. Il y avait lui, lui, et encore lui, et toujours lui. Il a tranquillement tout lâché, tout rendu, tout abandonné. Les familiers sont atterrés, l'Impératrice irritée. L'Empereur ne voit autour de lui que visages inquiets et assombris.

— Qu'avez-vous donc ? dit-il à tout son monde. Jamais on n'a été aussi tranquille pendant une révolution.

Le mot est joli et vrai. Le calme est absolu, malgré la presse extrêmement libre.

Et Rochefort ! Qui parle aujourd'hui de Rochefort ? *La Marseillaise* ne se vend pas.

L'Impératrice, elle, n'est pas contente. On dit qu'elle ne comprend rien du tout à ce qui se passe et que le régime parlementaire n'est aucunement de son goût.

## HISTOIRE D'UNE SUBVENTION

5 janvier. — Ce qui est bien joli, bien joli, c'est l'histoire *authentique* du journaliste Z... Depuis deux ans, Z... était chargé du courrier politique quotidien d'un grand journal. Deux colonnes tous les jours, pas maladroitement tournées. Z... a du mérite et sait son métier. Il était fort largement payé à son journal et recevait en même temps une subvention du ministère de l'Intérieur. Tout le monde s'en doutait bien, mais les détails de l'affaire ne sont connus que depuis quelques jours et vous allez voir qu'ils méritent d'être racontés.

Donc, un jour, M. Pinard est nommé ministre de l'Intérieur. Il se fait présenter la comptabilité des fonds secrets et voit que Z... touche tous les mois sept cent cinquante francs. M. Pinard, qui n'a pas été un grand ministre, mais qui est un fort honnête homme, très net et très droit, se récrie à cette découverte : « Sept cent cinquante francs à M. Z... qui attaque le gouvernement tous les matins ? — Oh ! répond le directeur de la presse, Z. attaque sans attaquer. — Vous avez beau dire, il fait de l'opposition. — Oui, c'est de l'opposition, mais de *l'opposition dirigée*. Il faut bien que Z... ait l'air indépendant, aussi est-ce pour cela que de temps en temps il met certaines petites choses contre le gouvernement. — Mais, interrompit Pinard, il a salué ma nomination par l'article le plus désagréable. — Pour avoir l'air indépendant, monsieur le ministre, pour avoir l'air indépendant, et ce premier article donnera plus de prix à des éloges qui viendront plus tard. C'est, je le répète, de l'opposition dirigée et bien dirigée. Z... s'attaque surtout au parlementarisme. Le tiers-parti et M. Ollivier, voilà nos vrais ennemis. Ceux-là, jamais Z... ne les a ménagés. C'est l'essentiel. — Je ne suis pas de cet avis, et j'efface la pension de M. Z... — Vous devriez d'abord en parler à M. Rouher qui est généralement ménagé par Z... M. Rouher considère qu'il faut avoir de grands égards pour le journal de Z... — C'est bien, j'en parlerai à M. Rouher. »

M. Pinard, en effet, le lendemain vit Rouher au Conseil et lui parla de la chose. M. Rouher au premier mot se récria : « Cela ne me regarde aucunement, je ne sais de quoi il s'agit, je ne connais pas M. Z... Je me soucie bien de son journal

et de ce qu'il peut dire ! Effacez ces sept cent cinquante francs, vous avez parfaitement raison et d'ailleurs ce sont là vos affaires. — Très bien. »

Mon Pinard efface, mais pendant qu'il effaçait, Z... était appelé au ministère d'État et Rouher lui apprenait ce qui se passait : que Pinard faisait du puritanisme et avait effacé l'indemnité de neuf mille francs, mais que lui, Rouher, avait arrangé la chose et que l'allocation portée à douze mille francs serait payée tous les mois par le ministère d'État. Z... sortit de là enchanté et plein d'indignation contre le malheureux Pinard. Aussi tous les matins Pinard fut-il, pendant toute la durée de son ministère, tympanisé de la belle façon par Z... Mais ce n'est rien encore que cela. Rouher avait promis douze mille francs, c'était bien, mais il fallait les payer ces douze mille francs, et Rouher n'avait certainement pas l'intention de les donner de sa poche. Il ne perdit pas la tête. Il alla tout simplement trouver Pinard.

— Voici ce dont il s'agit, lui dit-il ; une grande infortune s'adresse à l'Empereur, mais l'Empereur n'est pas riche, vous le savez, il donne beaucoup, il donne trop, bref, la liste civile ne peut pas trouver les douze mille francs nécessaires pour le soulagement de cette grande infortune. L'Empereur a pensé que vous pourriez peut-être les trouver sur les fonds secrets, ces mille francs par mois...

— Comment donc, mais certainement je les trouverai.

— Je comptais là-dessus. Eh bien ! un employé de mon cabinet touchera l'argent et le fera parvenir le 1<sup>er</sup> de chaque mois à cette grande infortune.

— C'est entendu.

Et voilà comment Pinard subventionna Z... qui tous les matins lui donnait une pleine volée de bois vert. Le directeur du journal savait tout cela, mais ne disait rien. Z..., à cette époque-là, réussissait, mais Z... s'est fatigué, il est devenu monotone. Il avait de gros appointements, et il y a huit jours, un beau matin, le directeur lui a donné son congé. « J'aime beaucoup M. Émile Ollivier, a-t-il écrit à ce Z... Voilà deux ans que vous l'accablez de sottises... C'est-à-dire assez longtemps. Séparons-nous et permettez-moi de confier à un nouveau rédacteur mon bulletin politique. »

*6 janvier.* — Ce matin, au *Journal officiel*, M. Haussmann, relevé de ses fonctions, est remplacé par M. Henri Chevreau. C'est un grand événement. Voilà cinq années que l'Empereur protégeait M. Haussmann contre les plaintes et les attaques incessantes de M. Rouher. L'Empereur aimait beaucoup ce M. Haussmann qui a fait, il faut en convenir, de très grandes et très belles choses à Paris. Le Conseil des ministres s'est réuni avant-hier sous la présidence de l'Empereur. La question de la Ville de Paris s'est posée la première. L'Empereur a demandé que M. Haussmann fût maintenu provisoirement et qu'on lui laissât le temps de liquider sa situation. Le Conseil à l'unanimité a décidé que M. Haussmann devait immédiatement donner sa démission. L'Empereur s'est incliné et la chose cependant lui tenait fort à cœur. Mais M. Haussmann a refusé de donner sa démission. « Qu'on me révoque », a-t-il dit. Il croyait peut-être qu'on n'oserait pas, on a osé et il est révoqué.

L'œuvre de M. Haussmann est incomparable, tout le monde est d'accord là-dessus. Paris est une merveille, et M. Haussmann a fait en quinze ans ce qu'un siècle n'aurait pas fait. Mais en voilà assez pour le moment. Il y aura un vingtième siècle. Laissons-lui un peu de besogne.

Weiss est secrétaire général du ministère des Beaux-Arts. Faute grave. Weiss, qui est un journaliste de grand talent, ne devait pas se donner au gouvernement pour une sinécure de vingt-cinq mille francs. Secrétaire général d'un ministère sérieux, conseiller d'État, préfet, c'était bien; mais secrétaire général du ministère des Beaux-Arts sous la direction de M. Maurice Richard, ce n'est pas bien.

*10 janvier.* — La rente monte, monte, monte. Voilà le 3 pour cent à 75 francs, cours inconnu depuis le règne de Louis-Philippe. Cette joie du capital est un peu inquiétante. Les ouvriers doivent être bien mécontents pour que le bourgeois soit aussi content.

#### L'AFFAIRE VICTOR NOIR

*18 janvier.* — Un rapport spécial d'Émile Ollivier a proposé à l'Empereur de comprendre Ledru-Rollin dans la dernière amnistie. L'Empereur a approuvé. Ledru-Rollin est à

Paris, mais on prétend qu'il est fort engraisé et qu'il ne pourrait plus passer par le vasistas du Conservatoire des Arts et Métiers (1).

On annonce la mort de Raspail. Raspail s'était mis dans son lit le 12 janvier. Tout de suite les plaisanteries de pleuvir. Il n'est pas malade du tout, mais il a deux cent mille livres de rente, n'aime plus les bagarres et ne se soucie pas d'aller se jeter dans la foule à Neuilly (2). Mourir, c'est répondre victorieusement à ces plaisanteries.

20 janvier. — Voilà que Raspail n'est pas mort et que Ledru-Rollin n'est pas à Paris. Et les plaisanteries d' reprendre. On dit bien que Raspail est très malade, quoique vivant, mais la nouvelle trouve des incrédules. Quant à Ledru-Rollin, il hésite beaucoup, paraît-il, à rentrer à Paris. Il vit très grandement à Londres avec la grande fortune qu'il doit surtout aux expropriations de M. Haussmann et il ne se soucie guère, âgé et engraisé, de venir se mettre aux ordres de la démocratie. C'est un service un peu dur : une manifestation demain, une émeute après-demain.

Pauvre Victor Noir... Il était brave, doux et fort. Il était devenu l'Auvergnat de la démocratie. On l'emmenait pour les grosses besognes qui demandaient de l'audace et de la poigne. C'est lui qui a aidé Rochefort à battre l'imprimeur Rochette. Il était tous les huit jours partie ou témoin dans un duel. Ni orthographe, ni français, mais de bonnes jambes et de bonnes oreilles. Il courait, rapportait des nouvelles au *Rappel* ou à la *Marseillaise*; on arrangeait cela et lui, à ce métier, gagnait son pain et risquait sa peau. Victor Noir avait ses entrées aux *Variétés*. Il y passait toutes ses soirées. Je m'étais promené pendant une heure avec lui, devant les *Variétés*, trois ou quatre jours avant le coup de revolver qui l'a tué. Hervé, dans le *Journal de Paris*, a fait de Victor Noir un portrait qui est très vrai et très touchant.

(1) C'était par un vasistas que Ledru-Rollin s'était échappé de la mairie du IV<sup>e</sup> arrondissement où il s'était retranché au cours du malheureux essai insurrectionnel d'avril 1849.

(2) Paris était à ce moment violemment ému par la mort de Victor Noir dont il va être question plus loin. Le prince Pierre Bonaparte, qui avait tiré sur Victor Noir, demeurait à Neuilly, où manifestaient de grandes foules.

Ce qui s'est passé chez le prince Pierre, à mon avis, le voici : Noir et Fonvielle (1) sont entrés, le verbe haut, en casseurs d'assiettes... Des démocrates en face d'un prince, un peu d'insolence était absolument nécessaire. Ce Bonaparte est un vrai Corse qui a toujours eu des revolvers plein ses poches. Il attendait des témoins de Rochefort. Il voit venir des témoins de M. Paschal Grousset. Ça l'étonne. « Je me battraï avec Rochefort, pas avec d'autres. » Ici éclate la querelle, et très probablement, bien qu'il s'en défende, le Prince prononce les mots *crapules* et *charognes*. Victor Noir saute là-dessus et lui donne un soufflet. Le Prince tue Victor Noir. Fonvielle éperdu se cache derrière un fauteuil, tire son revolver de sa poche, essaie de s'en servir et dans son trouble ne réussit pas même à l'armer : le Prince lui envoie un coup de revolver. Fonvielle s'enfuit sans demander son reste et sans s'inquiéter de son camarade qui, déjà à demi mort, a cependant la force de se sauver par une autre porte. Une balle du prince Pierre court encore après Fonvielle et ne l'atteint pas.

Phrase prononcée par M. Millière (2) sur la tombe de Victor Noir : « Un vent favorable souffle enfin dans les voiles de la démocratie. » (Textuel.) Quelle oraison funèbre!

#### PRÉVOST-PARADOL ET LA LÉGATION DE WASHINGTON

30 janvier 1870. — Dans un mois, très probablement, Paradol va nous quitter pour s'en aller représenter la France aux États-Unis. Émile Ollivier, il y a un mois, lui offrait le ministère de l'Instruction publique. Il était impossible d'accepter, et moi, avant que Paradol eût répondu de Nice où il était alors, j'avais répondu et refusé pour lui. La situation n'était pas assez nette. Aujourd'hui il n'y a plus rien à dire. Le régime parlementaire existe en France dans les conditions les plus sincères et les plus larges. Voilà quinze ans que Paradol déclare qu'il ne demande pas autre chose et qu'il lui importe peu de tenir de Pierre ou de Paul, des Bonaparte ou des d'Orléans, de la République ou de l'Empereur, le rétablissement

(1) Ulric de Fonvielle, 1833-1911, journaliste, frère de Wilfrid et d'Arthur de Fonvielle qui, tous les trois, menèrent la lutte contre le Second Empire.

(2) Millière, publiciste, homme politique, député de Paris en 1871, fut fusillé sur les marches du Panthéon le 26 mai 1871.

de la liberté en France. Le moment paraissait donc venu pour lui de mettre enfin la main aux affaires de son pays, mais par quelle porte entrer? Simple député, cela aurait mieux valu que tout. Paradol a vu Émile Ollivier. Ils ont été d'accord sur ce point qu'un siège à la Chambre était bien ce qu'il fallait. Il est certain qu'elle n'accomplira pas passivement les six années de son mandat et qu'une dissolution sera nécessaire. Mais quand cette dissolution? Après la nouvelle loi électorale votée, et cette loi bien certainement ne sera pas faite cette année. Les députés traineront en longueur devant cette réforme. Ils savent ce que coûtent les élections et combien dur est le métier de courtisan du suffrage universel. Il fallait que Paradol attendit un an, deux ans, trois ans peut-être, l'occasion, incertaine d'ailleurs, d'entrer à la Chambre. Non, mais encore une fois par quelle porte passer?

Il a pris son parti et, très probablement, d'ici un mois il s'en ira représenter la France aux États-Unis. Les choses sont très avancées. Ollivier en a parlé à l'Empereur, et voici le récit qu'il a fait à Paradol de sa conversation avec l'Empereur : « Je lui ai dit que j'avais une communication à lui faire... Les phrases de ce genre épouvantent toujours l'Empereur, qui pense qu'on va lui demander quelque nouvelle concession ou quelque nouveau sacrifice. Son visage se rembrunit et il attend, inquiet... Moi, j'ai continué : « Il s'agit de M. Prévost-Paradol. — Ah! (et déjà son visage s'est éclairé). — Oui, M. Prévost-Paradol approuve pleinement ce qui s'est passé et n'éprouverait plus aucun embarras à accepter une situation dans votre gouvernement. » Second : Ah! et la figure cette fois s'illumine pleinement. « Mais, dit l'Empereur, que désire M. Prévost-Paradol? — Aller représenter la France aux États-Unis. — A merveille, c'est fait... J'en parlerai à Daru. *M. Paradol est un homme de grande valeur et sa nomination fera le meilleur effet en France et en Europe (sic).* Seulement savez-vous ce qui serait tout à fait bien? Il faudrait, en même temps que nous enverrions M. Paradol aux États-Unis, envoyer le prince Albert de Broglie à Constantinople. Mais, je vous le répète, pour M. Paradol, de toute façon, c'est fait. »

Et voilà comment, sauf les événements imprévus, Anatole est ambassadeur.



*Février.* — Un mot charmant ; le duc Albert de Broglie (il est duc depuis la mort de son père) le racontait tout à l'heure à Paradol. Tous deux parlaient des progrès du socialisme et de cette division nette et définitive de la société en deux classes : ceux qui possèdent et veulent garder, ceux qui n'ont rien et qui veulent prendre. Et le duc se rappelait ce mot d'un paysan en 1848. Un duc de Montmorency se présentait aux élections, et ce paysan se s'écrier : « Non, non, pas de Montmorency ; nous ne voulons plus de bourgeois. »

J'avais envie de lui raconter ce joli mot attribué à Henri IV. Je ne sais quel gentilhomme se révoltait contre un ordre à lui donné et disait : « Je n'ai jamais obéi qu'à moi-même. — Vous avez là un sot maître », lui dit le roi.

Alexandre Dumas fils, il y a quelques jours, rencontre Rochefort à l'Hôtel des Ventes. Dans le courant de l'été de 1868, Rochefort avait dîné chez Dumas. *La Lanterne* commençait. Vinrent les poursuites de *la Lanterne*, Rochefort s'en alla en Belgique, etc... Bref, dix-huit mois passèrent, et Rochefort n'avait pas revu Dumas depuis le dîner. Ils s'abordent :

— Je vous dois toujours une visite de digestion, mais vous savez, depuis quelque temps...

— Vous avez été fort occupé, trop occupé même, avouez-le.

— J'ai de grands devoirs à remplir...

— Certainement, mais vos amis... Ils ne sont pas toujours agréables, vos amis.

— Oh ! ma vie est un peu dure, je le reconnais. Voilà bientôt six mois que je n'ai dormi paisiblement une nuit.

— Eh bien ! revenez donc dîner avec nous un soir. Il n'y aura que des ennemis à vous ; tout le monde chez moi vous exècre, mais on vous laissera tranquille, vous passerez une soirée charmante et je suis sûr que vous dormirez après.

*7 février.* — Paradol hier a vu le comte Daru, ministre des Affaires étrangères, et a dîné chez Émile Ollivier avec le prince Napoléon. Voilà sa vie officielle qui commence. Il en était un peu troublé ce matin et avait un désir vague d'envoyer au diable la légation des États-Unis.

M. Daru l'a reçu à bras ouverts.

— Vous voilà donc des nôtres, je suis ravi, etc... mais je



suis dans un grand embarras. D'abord M. Berthémy, que vous remplacerez à Washington. Que vais-je faire de lui ? Je n'ai pas une ambassade vacante. Dès mon entrée au ministère, j'ai écrit à tous les représentants de la France à l'étranger... Je leur ai fait connaître quel changement radical avait lieu dans nos institutions intérieures, etc... Je croyais qu'il y en aurait au moins deux ou trois qui m'offriraient leur démission. Pas un n'a bronché. Ils se sont tous déclarés prêts à servir l'Empire parlementaire avec le même entrain que l'Empire personnel. Je serai obligé de demander à l'Empereur de faire quelques sénateurs.

Passons maintenant au dîner Émile Olliver. C'est M<sup>me</sup> Ollivier qui, par un petit billet, avait invité Anatole. Dîner intime, dans notre *home*, disait la lettre. Paradol arrive ; il trouve About, Girardin, Hervé, Robert Mitchell... Puis la porte s'ouvre : Son Altesse Impériale, le prince Napoléon. Présentation, on dine, on cause, Girardin déraisonne. Le prince parlait peu. De temps en temps un sourire ou un regard qui disaient clairement : « Que de bêtises, mon Dieu, que de bêtises ! » Il a beaucoup d'esprit, de bon sens, le prince Napoléon. Paradol a échangé avec lui quelques courtes répliques après le dîner. C'était de la situation et du nouveau ministère qu'il s'agissait :

— Les intentions sont excellentes, a dit Paradol.

— Oui, mais ils ne font rien, rien, rien. Six semaines déjà perdues.

— Faire quelque chose n'est pas commode.

— Ne rien faire est se perdre. Quel pays que celui-ci ! Quelle affaire que d'essayer de le gouverner !

Tout cela dit par le prince Napoléon avec un grand air de détachement et d'indifférence. On dirait qu'il parle de la Chine quand il parle de la France, et de la famille du grand Turc quand il parle de sa famille. Il paraît assister à l'Empire comme à un spectacle, mais il faut ajouter qu'il ne paie pas sa place et qu'elle lui rapporte au contraire un million.

11 février. — La situation politique est vraiment bien curieuse depuis six mois. Il y a évidemment à Paris cent mille hommes qui veulent la République. Cent mille hommes qui lisent tous les matins des journaux qui ne cessent de crier : « En

voilà assez, finissons-en, aux armes, vive la République! » Et tout cela produit des émeutes ridicules. Les choses n'allaient pas ainsi sous Louis-Philippe. Il y avait alors un parti républicain, peu nombreux, mais composé de gens fermes, résolus, prêts à tout, qui ne disaient pas tous les matins : « Nous mourrons ce soir pour la République », — mais qui construisaient des barricades sérieuses et qui se faisaient tuer dessus. Aujourd'hui, tout se passe en cris et en déclamations. Paradol hier, je crois, m'en donnait la vraie raison : les républicains d'il y a trente ans étaient des classiques; ceux de maintenant sont des romantiques.

A qui la place de Rochefort? Jules Ferry est bon premier pour le moment. M. de Kératry est second. Depuis deux jours ils se font rappeler à l'ordre à qui mieux mieux... Mais encore une fois, c'est Jules Ferry qui a risqué les plus gros mots et qui a soulevé les plus gros orages. Quant à Gambetta, il ne répond pas du tout aux espérances de Belleville. Il n'a pas les violences qu'on attendait de lui. Il est vrai qu'il a fait il y a quelques jours un très remarquable discours. C'est décidément quelqu'un que Gambetta. Tant mieux s'il a beaucoup de talent, car Gambetta, sous son aspect un peu farouche, cache un brave et honnête homme. Nous aurons un jour ou l'autre besoin de républicains pour nous défendre contre la République.

Le grand mal de ce temps, mal qui ne fera que s'accroître, c'est le journalisme. On s'est beaucoup moqué de la phrase de M. Prudhomme : *La presse est un sacerdoce*. On a eu raison, mais enfin, entre 1815 et 1848, il y a beaucoup d'écrivains qui ne cherchaient dans le journalisme que le plaisir et l'honneur de soutenir baument leurs convictions. On ne s'enrichissait pas autrefois, mais avec du talent on devenait quelqu'un et à la suite de cela quelque chose. On se hâtait alors de sortir du journalisme pour être M. Thiers, M. Mignet, etc... Le journalisme aujourd'hui devient un métier. On y gagne beaucoup d'argent, on fait un traité avec le directeur d'un journal, on signe pour un an, deux ans, trois ans, avec faculté de résiliation au bout de la première année si le journaliste ne réussit pas. Mais il réussit le plus souvent, on l'augmente avant même le terme du contrat. Ainsi

fait le directeur de l'Opéra avec une première chanteuse ou un ténor... Et alors, cet engagement pris, il faut écrire, écrire tous les jours, avoir de l'esprit tous les soirs, pour amuser les lecteurs tous les matins. Il faut parler de tout avec un égal aplomb. On est un *reporter*, on reçoit vingt, trente, quarante mille francs par an : il faut gagner son argent. Que d'excellents et charmants esprits sont en train de sombrer dans le journalisme!

Paradol a été imprudent. Toute cette affaire d'Amérique aurait dû se traiter secrètement. Paradol a parlé. Sa nomination a été annoncée par tous les journaux, on s'est tout de suite ému et agité autour de M. Daru, et voilà que tous les journaux qui passent pour recevoir les inspirations du ministère des Affaires étrangères démentent très nettement et très sèchement le bruit de la *prétendue* nomination de M. Paradol à Washington. Émile Ollivier est toujours très ardent. L'Empereur sera consentant à cela, comme à tout ce que lui proposent ses ministres. Nommer Paradol lui sera certainement moins pénible que révoquer Haussmann. Le véritable adversaire de Paradol, c'est M. Daru, par deux motifs dont l'un est très naturel, et l'autre très singulier. Le motif naturel est que Daru, une fois devenu ministre, a été pris par ce que j'appellerai le *hiérarchisme*. Pas un nouveau ministre n'échappe à cela, d'autant que sous l'Empire la hiérarchisation a pris des proportions absurdes et déplorables au point de vue de la composition du haut personnel diplomatique et administratif. Nommer d'emblée ministre plénipotentiaire un simple journaliste qui n'aura été ni attaché non payé, ni attaché payé, ni troisième secrétaire, ni deuxième secrétaire, ni premier secrétaire, quel scandale! On fait valoir les droits acquis, etc... Bref, le ministre recule devant la nomination extra-hiérarchique et finit par nommer hiérarchiquement un incapable. M. Daru cette fois aurait peut-être l'énergie de sauter par-dessus la hiérarchie, mais il a peur, lui orléaniste avéré, de paraître s'entourer de trop d'orléanistes. Le voilà plus bonapartiste que l'Empereur qui, lui, avait tout de suite dit *oui* pour la nomination de Paradol. « J'aurais l'air d'un traître qui travaille pour le comte de Paris », se dit M. Daru, et il hésite.

Voilà où en sont les choses. Je conseille à Paradol de ne

pas laisser trainer les choses et de mettre nettement Daru en demeure. Que diable, il n'en a pas grand besoin, après tout, de cette ambassade d'Amérique. Il restera M. Paradol... et nous le garderons à Paris. Cela vaudrait bien mieux.

M. Thiers, ces jours-ci, racontait un mot bien joli de Napoléon sur Beugnot. Celui-ci avait sept pieds de haut et Napoléon avait la petite taille que vous savez. « Et cependant, disait Napoléon, quand je parle à Beugnot, je suis toujours obligé de me baisser. »

Ai-je écrit quelque part dans ces notes un mot charmant de Montguyon à Lavalette? Je ne sais trop, et dans le doute voici le mot en première ou en deuxième édition. C'est M. de Morny qui me l'a conté. Talleyrand venait de mourir. Lavalette au bras de Montguyon passait devant l'hôtel Saint-Florentin. Lavalette était alors petit secrétaire d'ambassade, très beau garçon, fort à la mode, grand, ambitieux, et d'une sottise achevée par-dessus tout cela. Le voilà pris d'un mouvement de joie en passant devant cette maison où était le cadavre de Talleyrand. « Enfin, s'écrie-t-il, nous voilà débarrassés de cet homme, etc... » Longue tirade. Montguyon ne l'interrompt pas, mais dès qu'elle est finie : *Il vous gênait*, dit-il à Lavalette.

12 février. — Rien de fait encore pour Paradol. Il a vu Daru hier. Grandes protestations de tendresse de la part de celui-ci. Mais la chose ne peut se faire ainsi en vingt-quatre heures. Daru a besoin de deux places, afin de comprendre dans un même mouvement Paradol et un premier secrétaire nommé également ministre. Une place au choix, une à la hiérarchie... Mais où prendre ces deux places? Lavalette est accroché à Londres et n'en veut pas bouger. M. Daru, d'ailleurs, ne tient pas beaucoup à avoir Lavalette à Paris. Malgré son absence totale de mérite, Lavalette est remuant et dangereux.

Puis, s'il quittait Londres, il faudrait envoyer là-bas à sa place M. de La Tour d'Auvergne qui est très aimé de tout le monde (à Vienne, je crois) et qui convient à merveille à la situation. C'est M. Benedetti, notre ambassadeur à Berlin, que M. Daru voudrait enterrer au Sénat, mais M. Benedetti se débattrait comme un diable. Il a là-bas cent vingt mille francs,

une grande situation, etc... Le Sénat tout sec, après cela, c'est court. Cependant M. Daru paraît résolu à se débarrasser de Benedetti. M. Baudin, ministre à La Haye, ira à Berlin, M. Berthemy de Washington à La Haye, et Paradol de Paris à Washington. Il y a ensuite une recette générale destinée à un ministre chargé de famille et mûr pour la retraite. Cela fera la place du premier secrétaire. Voilà les projets de Daru.

M. Guizot, l'autre soir chez lui, a relevé très vivement un petit attaché des Affaires étrangères qui s'étonnait de voir M. Prévost-Paradol se rallier aussi facilement et arriver par là du premier coup, etc... « Il n'y a rien de plus honorable, a dit M. Guizot, que la conduite de M. Prévost-Paradol. Tous les honnêtes gens doivent soutenir le gouvernement dans les circonstances actuelles. M. Paradol d'ailleurs rendra les plus grands services en Amérique. Il a ce qu'il faut pour réussir là-bas. *Il est à la fois familier et hautain*, etc... » Rien de plus vrai et de plus joli que ces mots de M. Guizot.

*Mars 1870.* — Nouvelle commission, il y a quelques jours, au *Journal officiel*. M. Guizot la préside. Paradol en fait partie. Il s'agit de la question de l'enseignement supérieur. La Commission s'est réunie hier pour la première fois. Très cléricale au fond.

— Nous sommes à peine quatre ou cinq libéraux, me disait ce matin Paradol. Je ne voulais pas parler dès la première séance, mais je n'ai pu laisser passer sans réponse un discours très fin et très ardent du Père Captier, le supérieur de l'école des Dominicains d'Arcueil. Nous sommes tous d'accord pour concéder la liberté de l'enseignement supérieur, mais quant à la collation des grades, mon avis est que l'État ne doit pas s'en dessaisir. Que le clergé accepte la séparation de l'Église et de l'État, et alors rien de mieux. Se suffisant à lui-même avec ses propres forces et ses propres ressources, il aura ses Universités et fera des docteurs... Mais avoir sans cesse recours au budget et à la protection de l'État et ne vouloir en échange reconnaître aucun droit et aucun privilège à l'État, voilà qui est inadmissible.

« Je n'ai pas mal parlé, ajoutait Paradol, on m'écoutait. Ce sont là des expériences très utiles pour moi. *Je m'essaie* et je ne suis pas trop mécontent de moi. J'allais, j'allais, j'allais,

parlant de l'enseignement supérieur, et même à propos de cela, de plusieurs autres choses. « Mon sentiment, ai-je dit en terminant, est qu'il faut faire à ses adversaires toutes les concessions imaginables, c'est le meilleur moyen de les désarmer ; on leur enlève ainsi toute occasion de plainte légitime. J'aurais voté la loi sur les coalitions et Dieu sait cependant si je suis socialiste ! Mais une fois que la limite extrême des concessions est atteinte, il faut s'arrêter et alors on peut résister, sans aucun remords de conscience. »

— Et M. Guizot, que dit-il ?

— Il ne dit rien, il préside, ça lui suffit. M. Guizot est un homme qui a toujours aimé conduire ou avoir l'air de conduire. Que la voiture aille à dia ou à hue, qu'elle roule dans des ornières ou tombe dans des fossés, peu lui importe, s'il est sur le siège. L'honneur est satisfait. Thiers me l'a dit bien souvent : « La différence entre M. Guizot et moi, c'est que lui se contente de l'apparence des choses. Moi, je vais droit aux choses elles-mêmes. »

3 mars 1870. — J'ai diné, il y a quelques jours, avec Henri Martin, cet homme de mérite et de patience qui nous a donné une *honnête* histoire de France. Henri Martin est républicain, mais républicain solennel, républicain écrivant dans *le Siècle*, cela dit tout. Après le dîner, je fumais paisiblement dans un fauteuil. Henri Martin pérorait et annonçait formellement le très prochain avènement de la République. Cela m'était bien égal, mais voici que tout à coup Henri Martin éclate en grosses invectives contre notre génération. Ma foi, la colère m'a pris :

— Laissez donc notre génération un peu tranquille, ai-je dit à M. Henri Martin. N'avez pas tant de mépris pour nous : où avez-vous appris à nous connaître ? Peut-être sommes-nous capables de faire quelque chose qui vaudra mieux que votre République de 1848. Je ne suis, moi, qu'un vaudevilliste, et je pourrais me considérer comme parfaitement en dehors de la question ; mais qui vous dit que les choses n'iront pas mieux qu'elles ne vont le jour où les hommes de quarante ans pourront enfin mettre la main à la politique ? J'en connais, moi, parmi nous, et beaucoup, qui bien certainement sont supérieurs aux génies du *Siècle* et du *Rappel* et de la *Marseil-*

*laisse...* Vous parlez de notre indifférence et de notre scepticisme... Indifférents, pas tant que vous le pensez; nous sommes très sensibles à l'effacement actuel de la France et au rôle médiocre que depuis quelque temps elle joue dans le monde. Et d'où vient-elle, cette diminution de la France? De la révolution de Février qui a amené les journées de Juin qui ont amené l'Empire... C'est au milieu de toutes ces bêtises, de toutes ces horreurs et de toutes ces violences, que nous sommes entrés dans la vie. Cela nous a fait prendre en une égale haine et le despotisme de tous, et le despotisme d'un seul. Nous cherchons quelque chose au milieu. Ce n'est pas commode à trouver, grâce à votre admirable invention de suffrage universel, etc...

4 mars. — Paradol ce matin a reçu un mot d'Émile Ollivier: « Venez ce soir à huit heures. » Il y est allé, Ollivier lui a offert le Conseil d'État. Paradol a refusé et il a bien fait. Daru rencontre certainement de grandes difficultés pour envoyer Paradol à Washington. Il cherche alors autre chose pour Paradol, mais cette autre chose, Paradol ne doit pas l'accepter. Ambassadeur en Amérique ou journaliste à Paris. Député vaudrait mieux que tout cela, mais quand aura lieu la dissolution?... Et puis Paradol, heureusement pour lui, n'a pas les mérites qui plaisent au suffrage universel. Il aura toutes les peines du monde à se faire nommer.

5 mars. — Je me souviens de ce mot attribué à Chateaubriand à l'occasion de l'élection d'un député jacobin auquel les royalistes avaient donné leurs voix: *Il est indispensable de faire avaler au Roi quelques Jacobins pour lui faire rendre les ministériels qu'il a dans le ventre.* Rien de nouveau sous le soleil, et Rochefort a été évidemment la pilule qui a déterminé l'Empereur à évacuer Rouher. Seulement Charles X et Louis-Philippe, qui avaient les entrailles plus tenaces, n'ont voulu évacuer ni Polignac ni Guizot... Et ils en sont morts.

LUDOVIC HALÉVY.

(A suivre.)

---

## LES BESOINS DE L'ÉTAT MODERNE<sup>(1)</sup>

Les hommes traversent en ce moment une de ces difficiles périodes où les institutions retardent sur les inventions. Au cours du siècle dernier, les savants ont conquis sur l'univers des pouvoirs nouveaux; les transformations techniques ont amené des transformations sociales, et celles-ci, à leur tour, ont rendu nécessaires des transformations politiques. Nous cherchons encore les méthodes et les lois qui permettront d'adapter l'État moderne à un rôle plus complexe. On voudrait essayer ici de définir ce rôle, de comprendre pourquoi il s'est accru, et enfin d'indiquer, non la solution du problème, mais les directions dans lesquelles il semble qu'elle puisse être un jour trouvée.

### ÉTAT ET SOCIÉTÉ

Le trait essentiel qui distingue l'État moderne, sous les régimes les plus divers, des monarchies, oligarchies et démocraties qu'étudia Montesquieu, est la prédominance des fonctions économiques. L'État est aujourd'hui chargé de mille services qui jadis étaient assurés par l'économie privée. Il faut se demander comment s'est fait ce transfert de puissance.

Le monde de l'économie libérale, tel que nous l'avons

(1) Conférence faite à un cercle d'études politiques, le 16 janvier 1934.



encore observé dans une grande partie de la France vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, était mû par un mécanisme rustique et solide. Sur toute la surface de la planète, en des entreprises innombrables, banques, fermes, boutiques, échoppes, des hommes poursuivaient la fortune. Ils la poursuivaient sans plan d'ensemble, mais par la somme des passions, des besoins, des imprudences et des repentirs de ces millions d'êtres, l'équilibre se rétablissait à chaque instant. Les crises ne manquaient pas et elles étaient, comme aujourd'hui, accompagnées d'un cortège de maux : chômage, faillites et ruines, mais assez vite la violence de la crise apportait le remède. Chaque chef d'entreprise, examinant les courbes des crises antérieures, consultant ses souvenirs et ceux de ses aînés, comprenait que les prix avaient atteint un niveau si bas que l'on pouvait enfin acheter sans crainte. Dans les affaires anciennes et familiales qui, au moins en France, étaient les plus nombreuses, on supportait sans grand effroi ces tempêtes périodiques. Les embarcations tenaient bien la mer. Elles n'étaient pas chargées de capitaux trop lourds. Pour les industriels patriarcaux de ce temps-là, être débiteur en banque semblait un crime. Si ce malheur arrivait, on restreignait le train de vie de la famille jusqu'à ce que « le trou fût comblé ». Les besoins de l'affaire l'emportaient sur ceux de l'homme, ou, plus exactement, l'homme faisait corps avec l'affaire et ne pouvait être heureux que si celle-ci restait prospère. Il y avait, dans ce dévouement d'un homme à une entreprise, un aspect mystique qui en faisait la force et la beauté (1).

Le grand patron de Lyon, de Roubaix ou de Normandie, n'eût jamais pensé à se grouper avec des rivaux pour supprimer une concurrence, moins encore à recourir aux secours de l'État en cas de crise. Ses concurrents étaient pour lui des ennemis et, s'il acceptait de les rencontrer dans la vie sociale, ce qui était rare, il ne parlait devant eux qu'avec contrainte et méfiance. Avec préfets et ministres, il n'avait de rapports que pour faire protéger une usine en temps de grève. En revanche, l'État ne s'occupait guère des problèmes économiques. Les idées, plus que les intérêts, divisaient les partis. La vie économique était entretenue par les réactions des individus et

(1) Pour un exposé plus complet de cette évolution économique, voir Lucien Romier : *Si le capitalisme disparaissait*.

celles-ci, étant liées à des instincts très simples, se produisaient spontanément.

Beaucoup de services importants étaient alors assurés par cette vie spontanée de la société. Pour n'en donner qu'un exemple, dans la plupart des villes industrielles, l'enseignement technique avait été organisé par des professeurs bénévoles, dans des locaux prêtés par les villes. Les Sociétés de secours mutuels, dont les présidents et trésoriers, hommes de condition modeste, travaillaient le dimanche, sans rétribution, pour tenir les comptes à jour, constituaient, sans aucun frais pour l'État, un service d'assurances sociales, incomplet, mais autonome, honnête et sûr. En Angleterre et en Amérique, le rôle des institutions privées dans la vie du pays était encore plus grand. Les Universités avaient leur fortune; les hôpitaux même étaient indépendants.

Le développement des sociétés anonymes fut le trait le plus remarquable d'un second stade, qui d'ailleurs coexista (et coexiste encore) avec certains éléments du premier. La société par actions permettait à un homme sans fortune de trouver des capitaux et d'acquérir les machines de plus en plus coûteuses qu'exigeait la technique moderne. Elle rendait possible la participation des petites gens aux grandes affaires. Mais elle favorisait le développement d'affaires immenses dont les actionnaires étaient partout et le chef responsable nulle part.

L'émission, l'achat et l'échange de papier produisirent bientôt, surtout aux États-Unis et en Allemagne, des profits plus grands que les usines, mines et entreprises réelles. Les affaires devinrent des opérations abstraites qui n'avaient plus aucun lien avec les difficiles et dures actions des hommes. La fortune qu'un homme pouvait accumuler au cours de sa vie par son travail, comme industriel, commerçant ou agriculteur, avait jusqu'alors été limitée par sa puissance de travail ou de surveillance, mais la fortune que l'on pouvait gagner en un trait de plume par des groupements d'affaires, des échanges d'actions, devint sans limites. Le pouvoir, dans le monde économique, passa aux mains d'une classe nouvelle, classe dont les intentions n'étaient peut-être pas plus mauvaises que celles des autres hommes, mais qui allait faire plus de mal parce qu'elle avait moins de contacts humains avec le réel.

Après la guerre, le monde économique devint, surtout en

Amérique et en Allemagne, un monde féerique et nuageux sur lequel régnaient quelques apprentis sorciers. Les réactions spontanées se trouvaient retardées, annulées, par la concentration des entreprises. En même temps la résistance des syndicats ouvriers enlevait toute élasticité aux salaires. L'État essayait, en certains pays de protéger, en d'autres de limiter la production; l'ignorance des spéculateurs ralentissait le mécanisme avant-coureur des crises, et augmentait par là l'intensité de celles-ci. La société montrait bien encore par quelques mouvements qu'elle conservait « une mourante vie », mais dans les pays les plus atteints l'ankylose gagnait peu à peu toutes les articulations du monstre.

Cette absence de réactions spontanées aurait eu moins d'importance si les dirigeants des grandes affaires s'étaient montrés capables de les remplacer par un plan conscient de production. On pouvait concevoir une économie dirigée par ses chefs naturels. Les plus sages d'entre eux en cherchaient les lois. Mais d'autres, plus nombreux, avaient des tempéraments de grands féodaux et préféraient la lutte à la sécurité. Observons les États-Unis : là les banquiers ont laissé le public se lancer dans la folle hausse de 1930 sans freiner, sans avertir. Ils ont accumulé fausses prédictions sur fausses prédictions. Ils ont pratiqué une politique insensée de prêts à l'étranger, sans en étudier les possibilités de remboursement. Ils n'ont même pas vérifié la comptabilité d'un Kreuger. Un des conseillers du président Roosevelt pouvait dire qu'une des premières institutions dont aurait besoin l'Amérique serait une école de banquiers.

Tout naturellement, quand les apprentis sorciers se sont reconnus impuissants à limiter l'écroulement de leurs édifices d'enchantement, ils se sont, eux, leurs employés et leurs clients, adressés à l'État. C'est lui qui devait les protéger par des droits, les occuper par des commandes, les employer en créant des postes, mettre fin aux crises en manipulant la monnaie, remplacer les institutions privées par des services publics. Le troisième stade, ou stade du recours à l'État, fut amené à la fois par les exigences des masses et par la démission des capitalistes.

Ainsi, au début du processus que nous venons de décrire, au temps de Montesquieu et même encore au temps de Balzac,

on se trouvait en présence d'une société, c'est-à-dire un ensemble organique et vivant. Des cellules innombrables, fermes, échoppes d'artisans, petites usines, échangeaient des produits, se nourrissaient les unes les autres et formaient les tissus différenciés de cette société. Certains groupes assuraient des fonctions plus complexes d'assurance, d'éducation et de charité. De la réunion de toutes ces cellules était faite la nation, grand corps vivant dont l'État était le cerveau, mais de même que le cerveau ne règle pas la chimie intérieure des cellules du corps, l'État ignorait la chimie intérieure des entreprises; il n'était qu'un agent de liaison entre les éléments de la société, entre cette société et les peuples étrangers.

A la fin du processus, un grand nombre de cellules sociales succombent, asphyxiées, et demandent au cerveau et au système nerveux de remplir leurs fonctions. En France, le mal est loin d'être sans remède; la société agricole, artisanale, commerçante, y reste vivante; pourtant, comparez les fonctions assurées par l'État en 1834 et en 1934, vous verrez que chez nous comme ailleurs, la machine gouvernementale est devenue infiniment plus complexe et qu'elle se trouve, en des temps très difficiles, chargée d'un travail qui avait été celui d'organismes indépendants. Est-elle apte à faire ce travail?

#### DÉFORMATIONS DE L'ÉTAT

Toute action collective exige un chef. Qu'il s'agisse de combattre un ennemi ou de poser un rail, l'instinct des hommes leur fait sentir qu'il leur faut alors se soumettre à un commandement. Mais un chef que ne retiendrait aucune règle serait un danger pour la sécurité et pour le bonheur des individus. D'où le conflit, aussi vieux que les sociétés humaines, entre deux besoins qui semblent contradictoires : l'autorité et la liberté. Suivant les circonstances, les peuples oscillent de l'une à l'autre. Quand ils ont une tâche difficile à remplir, l'accent est mis sur l'autorité; dès que l'œuvre est faite, la liberté réclame ses droits.

Si l'on veut un exemple de telles oscillations, la féodalité, réaction autoritaire, est née de l'anarchie qui l'avait précédée. Elle a été longtemps acceptée, malgré ses exigences, parce qu'elle représentait en son temps le salut du peuple. Dès que

l'ord  
amen  
à un  
insti  
mass  
lois s  
et me

U  
mieu  
une  
La m  
teme  
triple  
et so  
qu'el  
de sù

D  
miqu  
Dans  
que  
effica  
payer  
deven  
d'une  
deme  
ces  
comp  
donn  
gouv  
blait  
les fo  
dispe

C  
puis,  
furen  
a  
maie  
miqu  
polie  
faire

l'ordre parut à peu près assuré, le désir d'obtenir plus de justice amena les hommes à demander protection à la loi, au Roi, à un Parlement. Rien n'est plus inexact que de représenter les institutions féodales comme imposées par la seule force à une masse mécontente. Le mécontentement naquit du succès. Les lois sont faites pour des êtres vivants; elles évoluent, croissent et meurent comme ceux-ci.

Une forme d'État est d'autant plus durable qu'elle combine mieux la vigueur dans l'action, le respect de la vie privée, et une faculté d'adaptation rapide en cas d'usure des institutions. La monarchie parlementaire, telle que l'avait conçue et lentement transformée l'Angleterre, répondait assez bien à ce triple idéal. Elle s'était montrée à la fois respectueuse des lois et soucieuse du bonheur des individus. Elle était stable parce qu'elle possédait, en cas d'irritation populaire, des soupapes de sûreté.

Dans le monde politique comme dans le monde économique, un organisme sain doit avoir des réactions spontanées. Dans la monarchie parlementaire avec suffrage restreint, telle que la connut le *xix<sup>e</sup>* siècle, la soupape financière semblait efficace, puisque les électeurs étaient les contribuables. Le payeur lui-même contrôlait la dépense et freinait, si celle-ci devenait excessive. Mais le système restait imparfait, faute d'une représentation des masses. L'émeute et l'insurrection demeuraient alors les seules soupapes ouvertes à la volonté de ces masses. En France une révolution, en Angleterre un compromis installèrent le suffrage universel. Idée simple qui donna longtemps à tout citoyen l'illusion de participer au gouvernement. Un parlement élu au suffrage universel semblait comme « une insurrection permanente »; représentant les forces réelles du pays, comptées en bras et en fusils, il les dispensait de se mesurer dans les rues.

Ce mécanisme tourna sans heurts pendant quelque temps; puis, comme il arrive toujours, des chocs le faussèrent. Quelles furent les principales causes de friction ?

a) Non seulement les inventions techniques transformaient, comme nous venons de le montrer, le régime économique, mais aussi elles bouleversaient la nature des forces de police à l'intérieur d'un pays. Les méthodes qui permettent de faire régner l'ordre, les puissances relatives des groupes,

changent avec les découvertes de la science et avec les croyances des hommes, de sorte que les mérites des institutions dépendent de facteurs variables. Le régime féodal était seul capable de maintenir l'ordre en un temps où le cavalier bien protégé par une armure semblait invulnérable et où le château-fort demeurait inexpugnable. L'invention des armes de jet, puis celle de l'artillerie, devait amener la monarchie absolue, puis le règne des masses. Certains se plaisent à croire que les armes nouvelles, avions, chars d'assaut, en permettant à une élite de techniciens de tenir en respect les masses, reconstitueront une chevalerie (1). Ajoutez que les moyens de diffusion de la pensée (cinéma, radio) permettent à un chef de parti de s'adresser au peuple, par-dessus les assemblées, presque aussi facilement que dans les petites républiques antiques.

b) La combinaison du suffrage universel et de l'hypertrophie de l'État a produit la démagogie financière. Ce n'est plus le contribuable qui, par ses représentants, contrôle les dépenses, c'est le bénéficiaire. Une des soupapes les plus sûres se trouve ainsi bloquée. La réaction spontanée du payeur est efficace quand le paiement est conséquence évidente et immédiate de son vote. C'est la raison pour laquelle une petite commune, une petite société, sont presque toujours bien administrées. Dès qu'un pouvoir inconnu, lointain, distribue pensions et traitements, l'homme de la rue cesse d'apercevoir le lien entre l'impôt et la faveur. Le rapport du budget au revenu du pays grandit au delà de toutes limites raisonnables. L'État dévore la société dont il vit.

c) Par une naturelle déformation, démagogie engendre ploutocratie. La corruption est un vice aussi vieux que la nature humaine, mais, dans l'économie libérale, elle n'atteint que difficilement les milliers de petits organismes qui forment alors la société réelle. Chacun dirigeant sa propre entreprise, les intérêts et les vertus coïncident. Si au contraire commandes et subventions sont distribuées par quelques chefs irresponsables, dont les intérêts personnels sont distincts des intérêts généraux qui leur ont été confiés, les défaillances sont inévitables. Les plus honnêtes résistent, mais les lois ne doivent

(1) H.-G. Wells.

pas être faites pour les plus honnêtes. Encore si la soupape de l'opinion publique fonctionnait librement, le danger serait-il moindre, mais l'opinion publique est aisément formée par ceux même qui ont intérêt à la tromper. Les masses ont peu d'esprit critique et des minorités actives, sans scrupules, ne peuvent que trop facilement les guider.

d) Enfin la confusion des pouvoirs supprime les derniers éléments de différenciation, de vie et de contrôle. En théorie, dans un gouvernement parlementaire, le peuple choisit des représentants; les représentants choisissent les chefs du pouvoir exécutif qui gouverne par ses ministres, et l'opinion publique contrôle les ministres par l'intermédiaire des chambres élues. En fait, les représentants deviennent assez vite, par une invincible accoutumance, des professionnels blasés qui sollicitent plus qu'ils ne contrôlent, et les ministres, accablés de requêtes, harcelés non seulement par les assemblées, mais par des commissions permanentes, plus stables qu'eux, toutes-puissantes et irresponsables, cherchent, non à gouverner, mais à durer.

Ainsi au moment même où, par la décomposition de la société, l'État se trouve appelé à recueillir une succession si difficile, il est devenu, lui aussi, sans autorité, sans souplesse de réaction et sans continuité de dessein.

#### EXEMPLES ÉTRANGERS

Le succès, en d'autres pays, de doctrines d'autorité donne en ce moment à toute critique de nos institutions un caractère plus âpre et plus dangereux. Que des événements particuliers puissent transformer les idées générales, l'histoire le montre. Les victoires de l'Angleterre, monarchie parlementaire, détournèrent au début du *xviii*<sup>e</sup> siècle beaucoup d'esprits de la monarchie absolue. « La flotte britannique et Marlborough donnèrent à Locke et aux philosophes anglais leur vogue sur le continent. » La chute de Napoléon renforça le courant qui portait les pays européens vers les institutions anglaises. La réussite commerciale et industrielle de la Grande-Bretagne au cours du *xix*<sup>e</sup> siècle, le rapide relèvement de la France entre 1870 et 1885, la victoire des alliés en 1918, augmentèrent encore le prestige du parlementarisme libéral. Aucun des nou-



veaux États créés par les traités ne pensa pouvoir se passer de ses deux Chambres. L'Afrique, l'Asie elle-même semblèrent alors gagnées par cette contagion.

L'impuissance des alliés à rétablir l'équilibre en Europe au cours de la décade 1920-1930 ruina ce prestige. Le succès du fascisme italien, le génie personnel de son fondateur, la révolution russe créèrent une mode toute contraire. L'Allemagne, d'abord tentée d'imiter les lois de ses vainqueurs, se donna, elle aussi, un dictateur. Les philosophes politiques commencèrent à chercher de bonnes raisons pour condamner ce qu'ils avaient adoré.

De telles imitations internationales il serait difficile de dégager les lois. La contagion s'arrête à certaines frontières. Beaucoup d'Anglais, au moment de la Révolution française, craignirent ou souhaitèrent son triomphe universel. Il ne se produisit pas. En 1925, de bons esprits ne concevaient pas que l'Allemagne pût échapper à la contagion russe. Les événements démentirent leurs prévisions. Mais il arrive que, sans révolution apparente, des peuples empruntent à leurs voisins des institutions nouvelles parce qu'elles répondent à des besoins réels et à une transformation générale des mœurs. On a pu dire que l'événement le plus important de l'histoire d'Angleterre au *xix<sup>e</sup>* siècle avait été la prise de la Bastille. On pourrait dire que l'événement le plus important de l'histoire d'Allemagne depuis la guerre a été la marche sur Rome.

Pourtant, s'il est vrai que les idées sont contagieuses, il est non moins vrai qu'elles se déforment en se déplaçant. Les institutions qui réussissent confèrent une puissance propre de suggestion à des mots et à des symboles qui pénètrent par osmose dans les pays voisins. Le nom de l'Empire et celui même de César ont eu vingt siècles d'efficacité. La tenue et le vocabulaire du fascisme italien ont été copiés dans le monde entier. Mais tout peuple qui croit adopter la constitution d'un autre peuple la transforme en vertu de son propre génie, lequel est lui-même fonction de son histoire. La République française continua, qu'elle le voulût ou non, l'œuvre centralisatrice de Louis XIV et de Napoléon. Le socialisme marxiste dut accepter en Russie la tradition bureaucratique du tsarisme. En Allemagne, le fascisme romain devint païen et romantique. La confusion des vocabulaires crée la confusion



des esprits en donnant à penser que l'identité des mots employés suppose l'identité des institutions.

Beaucoup de ceux qui parlent, pour les louer ou pour les maudire, des institutions parlementaires, semblent croire qu'elles sont les mêmes dans tous les pays qui les ont adoptées. En fait, le système importé d'Angleterre par la France et par les États-Unis a pris, dans chacun de ces trois pays, une apparence particulière. La constitution britannique reposait sur le droit de dissolution, qui faisait la puissance et la stabilité de l'exécutif, sur l'existence de grands partis loyaux envers leurs chefs, et sur le loyalisme des chefs de partis envers le Roi. Aux États-Unis, le Président est devenu un monarque infiniment plus puissant que le roi d'Angleterre, mais électif, tandis que le Congrès est loin d'avoir les mêmes pouvoirs que la Chambre des communes. L'individualisme français a rendu impossible la formation de partis stables et un accident historique, l'aventure de Mac Mahon, a fait de la dissolution une arme vaine. Ainsi, à l'intérieur même d'un pays, une constitution qu'aucune loi nouvelle n'a transformée évolue sous l'influence des événements.

Il serait donc inexact d'opposer démocratie et dictature, liberté et autorité, comme des formes fixes et définies. Encore une fois, tout régime oscille, suivant un rythme naturel et complexe, entre la liberté et l'autorité. Aucune démocratie ne peut se passer d'autorité, aucune dictature ne pourrait exister longtemps sans le consentement d'une grande partie des gouvernés. « On peut tout faire avec des baïonnettes, disait Talleyrand, sauf s'asseoir dessus. » Aucun chef ne pourrait fonder un régime durable sur une garde prétorienne sans le consentement, ou au moins sans l'indifférence de la majorité des citoyens. Le prestige le plus éclatant ne permettrait pas à un chef de conduire un peuple à contre-courant de sa tradition historique. Le succès en des pays voisins de régimes neufs peut, par contagion et imitation, incliner la vie politique d'une nation tantôt vers la liberté, tantôt vers l'autorité; après des écarts douloureux, elle continuera sa propre histoire.

Le problème est donc, pour la France, non point de copier les institutions russes, italiennes, allemandes, produits d'une histoire autre que la sienne et qui d'ailleurs valent ou non par

les qualités des hommes qui les ont appliquées, mais de reconnaître en ces nourritures étrangères ce qu'elle peut transformer en sa propre substance et, mieux encore, de chercher par l'étude du jeu de ses lois quels sont les points de friction.

Il se peut d'ailleurs que, par suite de la négligence de ceux qui auraient pu réparer à temps la machine, celle-ci se trouve mise hors de service. Une solution ne vaut que pour un moment et pour une situation définie. En cet instant, une politique de réformes légales semble encore facile et serait populaire; il serait imprudent de croire qu'on en puisse retarder indéfiniment le choix et la mise en œuvre.

#### LA RÉFORME NÉCESSAIRE

Des changements simples apportés aux lois peuvent-ils avoir une action profonde sur la vie d'un pays et le mal n'est-il pas dans l'âme des citoyens plus que dans les lois de la cité?

Il est vrai que la loi peut faire, en certains moments, ce que jamais n'eût fait la loi. Il est vrai que, de nos maux, l'affaiblissement des principes moraux est responsable autant que la vieillesse de nos institutions. Il est vrai, comme l'écrivent beaucoup de jeunes hommes de ce temps-ci, que « la révolution nécessaire » est surtout une révolution spirituelle. M. Paul Valéry, dans sa préface à Montesquieu, a exposé comment, dans les périodes de prospérité, l'homme oublie les vertus qui seules ont permis ses succès et comment, les jours de détresse revenus, il en vient à honorer de nouveau les qualités sans lesquelles une société ne peut vivre. Mais la réforme des institutions est seule capable d'assurer la durée des changements produits par de tels revirements sentimentaux.

Bâtir l'avenir d'un peuple sans autres fondations que l'enthousiasme serait dangereux. L'enthousiasme soulève les peuples au-dessus d'eux-mêmes; si les obstacles opposés par le réel se révèlent infranchissables, la chute est terrible. Un régime qui a fait de grandes promesses et n'obtient que de maigres résultats voit lentement s'affaïsser les émotions soulevées et se trouve jeté dans des aventures extérieures pour faire oublier l'échec intérieur. Créer de grands espoirs est nécessaire, mais un grand espoir n'est efficace que s'il est

accompagné des travaux patients et précis qui, de cet espoir, feront une réalité.

« Les hommes, écrivait Spinoza dans son *Traité politique*, sont nécessairement sujets aux passions. L'État sera donc très peu stable lorsque son salut dépendra de l'honnêteté d'un individu et que les affaires ne pourront y être bien conduites qu'à condition d'être entre des mains honnêtes... Peu importe, quant à la sécurité de l'État, que ce soit par tel ou tel motif que les gouvernants administrent bien les affaires, pourvu que les affaires soient bien administrées. La liberté ou la force de l'âme est la vertu des particuliers, mais la vertu de l'État, c'est la sécurité. »

Ajoutons donc à notre définition de la saine constitution ce corollaire : une constitution est bien faite quand elle est telle que ceux qui participent au gouvernement soient amenés, non seulement par l'enthousiasme, par la vertu ou par la raison, mais par leurs instincts et par leurs intérêts, à agir comme l'exige l'intérêt général.

Il serait facile de donner des exemples de cette action automatique des lois sur les passions. Quels sont les motifs simples qui, en France, mettent en danger la stabilité des gouvernements? Comparez ce que doivent être, en supposant les hommes des deux pays doués à peu près également d'ambition et de patriotisme, les sentiments du député français et ceux du membre du Parlement anglais à l'égard du ministère au pouvoir. Que peut espérer le parlementaire anglais qui voterait contre son parti et contribuerait à renverser le cabinet? Rien de bon. Il se placera hors du parti, ce qui rendra sa réélection difficile, sinon impossible. Il n'aura aucune chance de remplacer un des ministres, puisque le cabinet recourra presque certainement à une dissolution. Enfin cette dissolution l'obligera à faire, avant le temps normal, les dépenses d'une élection. Si, par une vacance partielle, il devient ministre sans dissolution, un excellent usage lui impose de se représenter devant ses électeurs. S'il trahit un parti, il ne peut le faire qu'en entraînant sa circonscription. Ce n'est pas facile. Donc l'intérêt personnel du parlementaire anglais pèse dans le plateau de la stabilité. Il n'y a pas, en Angleterre, de prime au renversement des ministères.

En France, cette prime existe et l'intérêt personnel du

député pèse dans le plateau instabilité. Qu'a-t-il à craindre, s'il contribue à renverser le ministère? Sera-t-il obligé de courir à nouveau les risques d'une élection? Certainement non, puisque nous avons vu que l'usage s'est établi de ne jamais dissoudre. Sera-t-il exclu par son parti? C'est possible, mais les partis sont si nombreux à la Chambre qu'il en trouvera tout de suite un autre. Remplacera-t-il au contraire le ministre renversé? Il faut avouer qu'il a des chances. Les chefs de gouvernement tiennent souvent compte, en formant leur ministère, de l'appui que leur a donné tel ou tel député par une manœuvre adroite contre le précédent cabinet. Ils aiment mieux avoir avec eux que contre eux un homme connu pour dangereux. Les usages ont, chez nous, créé une prime au renversement des ministères.

On sait que, comme dans certaines machines bien construites, une erreur de l'ouvrier ou un défaut de la pièce déclenchent automatiquement un mouvement qui dégrène l'outil, ainsi, dans une constitution parfaite, les fautes des gouvernants déclencheraient automatiquement des sanctions. Et sans doute, il faut bien penser que la constitution parfaite n'existera jamais et que, même si l'on pouvait la concevoir, elle cesserait rapidement d'être adaptée à des mœurs toujours mouvantes. Mais au moins y a-t-il des lois détestables et des lois efficaces.

Comment faudrait-il modifier les nôtres? Je vous ai promis un exposé, non une solution du problème. Si étonnant que cela puisse paraître, l'établissement d'un projet de réforme n'est pas la véritable difficulté. Si vous vous entretenez avec des hommes politiques de tous partis, et en particulier avec ceux qui ont présidé des assemblées ou des ministères, vous remarquerez que, sur la nature des changements souhaitables, ils sont d'accord, avec quelques variantes. Ce qu'il faudrait faire? Ce qu'il faudrait interdire? Ils le savent. Mais la volonté et la confiance manquent aux meilleurs. Ce qui importe, ce n'est donc pas d'esquisser un projet que les professionnels, le jour où ils auront compris qu'ils doivent le faire, mettront sur pied mieux que nous, c'est de donner au pays le sentiment que les institutions gardent quelque souplesse et peuvent encore s'adapter à des circonstances nouvelles; c'est aussi d'exiger que ce travail, dont le succès importe à tous, soit fait rapidement

et dans des conditions telles que les résultats n'en puissent être considérés comme une défaite par aucun parti raisonnable, mais comme une victoire pour la France.

## VERS UNE SOCIÉTÉ CORPORATIVE

Aurait-on ainsi remédié au grand mal moderne ? Aurait-on rendu l'État capable de suppléer à la carence de l'économie spontanée ? Non, et je ne crois pas qu'un tel résultat soit possible, ni souhaitable. Une économie dirigée par l'État serait infiniment dangereuse. Les travaux y deviendraient bureaucratie ; la prévoyance collective y serait insuffisante, parce que les maux futurs émeuvent peu lorsqu'ils semblent impersonnels ; la pression des intérêts l'emporterait toujours sur celle des besoins et des devoirs. L'État politique peut exercer utilement une fonction de contrôle ; les faits ont prouvé qu'il ne peut diriger la production sans déléguer ses pouvoirs.

Alors, que faire ? Ressusciter une société à peu près semblable à celle que nous avons connue au dix-neuvième siècle ? Favoriser la renaissance de la petite ferme et de la petite entreprise qui constituaient en temps de crise un si merveilleux volant ? Recréer des institutions autonomes dans le cadre de la région ? On l'essaie en différents pays. Aux États-Unis, en Allemagne, en Italie, les gouvernements encouragent la création de fermes qui ne soient plus « des affaires », mais simplement des lieux de vie et de subsistance. En France même, partout où l'industrie est liée au sol, là où les ouvriers ont un jardin, comme aux environs de Lyon, le chômage est moins douloureux. A Limoges, l'industrie de la chaussure émigre vers la campagne. En Amérique, on constate que petites et moyennes entreprises se relèvent plus facilement que les géants de l'industrie. Qu'il faille encourager ce retour à un mode de vie qui fut viable, qu'il faille le conseiller aux jeunes gens, cela est certain. Trop longtemps nous avons donné comme idéal à la jeunesse une production accrue, le « gigantisme », la réussite, la fortune. On peut concevoir une génération qui chercherait une vie de loisir et de culture, soutenue par des travaux plus simples.

Mais ce n'est là qu'un des éléments du problème. La nature

de certaines techniques est telle qu'elles ne peuvent être appliquées qu'en de vastes usines. La concentration des moyens de transport, celle des industries lourdes, la puissance des syndicats de fonctionnaires sont des faits. On peut désapprouver, on peut regretter, on ne peut nier. Faut-il donc s'adresser pour conduire ces machines géantes aux institutions professionnelles, syndicats patronaux et ouvriers? Ces associations ont été constituées pour la défense d'un groupe, pour la lutte contre un autre groupe et elles ont rarement montré dans le passé le souci de l'intérêt national que la sagesse eût exigé. Elles ont formé des corps passionnés, sentimentaux, dont les chefs, ne cherchant que l'approbation de leurs pairs, ignoraient les besoins du pays et les raisons de leurs adversaires.

Et pourtant c'est dans ces associations professionnelles que se trouvent les hommes compétents. Serait-il utile de les consulter sans les associer au pouvoir? On l'a essayé sous diverses formes, et toujours avec des résultats médiocres ou nuls. Rien n'est plus mort qu'un comité consultatif. Ses membres savent leur impuissance et se lassent d'un travail sans objet. « Celui qui désire sans agir engendre la pourriture. » Les séances sont peu suivies, les décisions sans effet. Un comité produit des rapports et non des actes.

On en arrive, ayant écarté toutes les autres, à une idée qui a déjà été appliquée dans deux grands pays : les États-Unis et l'Italie. C'est celle des corporations. Il ne faut pas que le mot, si ancien, évoque des institutions moyenâgeuses. De quoi s'agit-il? De donner aux hommes compétents, dans chaque profession, un pouvoir d'organisation réelle en leur demandant de siéger, non plus par ordres séparés, mais tous ordres réunis. En groupant ceux qui doivent participer aux décisions finales, les représentants du patronat, ceux des ouvriers, ceux des consommateurs et ceux de l'État, ne formerait-on pas un conseil où les passions des uns seraient neutralisées par celles des autres? Une industrie ne pourrait-elle alors se donner à elle-même un code, des institutions? Cela ne paraît pas impossible. Il faut attendre, pour savoir ce que l'on peut espérer de telles méthodes, les résultats des expériences faites par les États-Unis et par l'Italie. Si ces résultats sont favorables, on pourrait trouver en des institutions analogues le

moyen de faire régler la production par des ententes entre producteurs et de reconstituer, sous une forme nouvelle, une société vivante. Dès à présent, de tels corps pourraient assurer, à l'intérieur de chaque profession, le respect d'une moralité nécessaire.

Je me résume. Des inventions techniques, une transformation des mœurs, la naturelle usure du corps politique ont rendu nécessaire une réforme de nos institutions. Sur l'étendue de cette réforme, les avis diffèrent. Sur sa nécessité et son urgence, des hommes appartenant aux groupes les plus divers se trouvent d'accord. « Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent, avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà la condition essentielle pour être un peuple... L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de la vie. » Renan, en ce texte célèbre, indique avec raison que le plébiscite quotidien qui fait un peuple suppose un programme commun. Nul ne peut vivre sans quelque avenir dans l'esprit. L'homme d'État qui ferait entrevoir aux Français : bourgeois, ouvriers, paysans et fonctionnaires, une œuvre précise et hardie de reconstruction nationale éveillerait en eux l'espoir, l'abnégation et le bonheur que donne seule l'action créatrice.

ANDRÉ MAUROIS.

---

## LÉOPOLD I<sup>ER</sup> INTIME

*Le regretté baron Beyens, à qui M. Cambon, dans notre précédent numéro, rendait un si complet hommage, se proposait de donner à la Revue les portraits des trois souverains qui se sont succédé sur le trône de Belgique. De ces trois portraits celui-ci est le seul que la mort lui ait permis d'achever. On lira avec émotion ces dernières pages de l'éminent diplomate, qui y a mis, avec toute sa finesse et la distinction de son noble esprit, la haute élégance de son talent d'écrivain.*

De nombreux ouvrages et quelques beaux livres ont fait connaître Léopold I<sup>er</sup>, chef de la dynastie qui a donné successivement à la Belgique trois grands rois, phénomène sans précédent dans l'histoire de l'Europe moderne. Je n'entreprendrai pas, après tant d'autres, de retracer l'image de ce prince, en tant que modèle des souverains constitutionnels au XIX<sup>e</sup> siècle, guide vigilant de la nation belge dans la voie de l'indépendance, conseiller de sa nièce, la reine Victoria, et l'un des politiques les mieux instruits des questions européennes.

Cette haute figure, avant d'être livrée au jugement de l'histoire et aux commentaires des mémorialistes, a été popularisée dans son âge mûr par la peinture et la statuaire : un homme beau encore, aux traits sculpturaux, à la taille droite et fort élevée, au regard profond, où respirait un grand air de noblesse, d'intelligence et de majesté.

Il existe au palais de Bruxelles un autre portrait de Léopold I<sup>er</sup> par un peintre anglais, qui nous le montre dans la fleur de sa fascinante jeunesse, sous l'uniforme rouge d'un feld-



maréchal britannique, les cheveux ramenés en coup de vent, les joues ombrées de minces favoris, les yeux sérieux et pensifs, portrait très séduisant d'un prince romantique, tel qu'on aime à se figurer les héros de l'époque du premier Empire. La vive impression qu'il laissait a été ressentie par son contemporain le plus illustre, Napoléon : « Le plus beau jeune homme que j'aie vu aux Tuileries », dira-t-il de lui à Sainte-Hélène.

Quand j'étais attaché, très jeune encore, au cabinet de Léopold II, je me suis arrêté souvent à contempler et à interroger ce portrait, en lui demandant quelle avait été sa vie intime, qui m'intéressait autant, je le confesse, que sa vie politique, quelles que fussent mon admiration et ma reconnaissance pour les services qu'il avait rendus à sa patrie d'adoption. Il était fait pour inspirer des passions, non seulement par sa beauté virile, mais aussi par son intelligence, la culture de son esprit, la distinction de ses manières, tant de dons réunis, rares chez les princes comme chez les particuliers. C'est ainsi qu'il avait conquis le cœur de l'héritière la plus en vue à cette époque; il avait failli partager avec elle, comme prince consort, le trône d'Angleterre, un des plus beaux de l'Europe. Sur cette première partie de sa vie les témoignages abondent, récits, mémoires, correspondances. Il n'est que de les lire attentivement pour se la représenter telle qu'elle a été.

Déçu par la mort prématurée de sa femme dans son amour et dans ses légitimes ambitions, il a végété tristement pendant quatorze ans, attendant une revanche de la destinée. Elle s'est présentée enfin, lorsqu'il avait dépassé la quarantaine, sous la forme d'une couronne, qu'aucun souverain avant lui n'avait portée, et sous l'aspect d'un autre foyer conjugal, qui fut paisible, fécond et heureux.

Mais comment ce prince d'aspect romantique avait-il supporté les déceptions et les amertumes de sa jeunesse? J'aurais voulu connaître les particularités de son existence sentimentale pendant cette longue période et dans ce veuf malheureux découvrir l'homme et son cœur humain. Comme j'interrogeais curieusement sur ce sujet M. Jules Devaux, mon chef très paternel, qui avait été son secrétaire avant de diriger le cabinet de son successeur, il me tendit un jour un livre qui venait de paraître à Londres, en m'assurant que j'y trouverais des renseignements intéressants. « Lisez-le avec précaution, me

dit-il. Par ce que vous savez déjà de Léopold I<sup>er</sup>, vous n'aurez pas de peine à démêler la part de vérité qu'il contient. » Ce livre est intitulé *Posthumous Memoirs of Caroline Bauer. From the German, in two volumes*. London, 1884.

Qu'était-ce que Caroline Bauer? Une jolie actrice cobourgeoise, cousine du baron Christian de Stockmar, médecin et homme de confiance du prince Léopold, puis conseiller intime de la reine Victoria et retiré dans sa vieillesse à Cobourg, où il a composé des mémoires qui furent publiés par son fils Ernest. Caroline Bauer a partagé pendant un an, en Angleterre, l'existence du prince Léopold. Elle raconte longuement dans le premier volume ses débuts et ses succès sur quelques scènes allemandes, avant d'être présentée au principal héros de son livre. Sa liaison avec lui aurait bien pu finir par un de ces mariages morganatiques qui étaient de mode chez les personnages princiers de ce temps-là, si les circonstances politiques et les caractères des deux amants s'y étaient prêtés. Quelque court qu'il ait été, cet épisode romanesque projette un certain jour sur la psychologie du premier roi des Belges, et c'est à ce titre qu'il m'a intéressé.

La vie sentimentale de Léopold I<sup>er</sup> ne s'est pas terminée avec son second mariage. Quel fut l'intérieur de ce ménage royal qui avait eu la politique pour marraine? A cette question la lecture d'un livre récemment paru permet de répondre aujourd'hui. Ce sont des extraits de la correspondance de la première reine des Belges avec ses parents, le roi Louis-Philippe et la reine Marie-Amélie, des fragments de lettres, sortis des archives de M<sup>me</sup> la duchesse de Vendôme et publiés par le comte Hippolyte d'Ursel, qui ont tiré de l'ombre la personnalité charmante et volontairement effacée de Louise-Marie d'Orléans.

Le roi Léopold n'a pas laissé de mémoires, et sur sa vie privée il n'était pas homme à faire des confidences à la postérité. Mais des témoignages, la plupart féminins, peuvent suppléer à cette lacune, d'autant mieux qu'ils servent aussi à mettre en pleine lumière les femmes qui ont le plus marqué dans sa vie. C'est donc à l'aide de souvenirs où il est parlé de la princesse Charlotte d'Angleterre, des confessions de Caroline Bauer et des lettres de la reine Louise, que je vais essayer de reconstituer la physionomie intime du chef de notre dynastie.

## LE PREMIER MARIAGE

Dans les derniers mois de l'année 1813, pendant la campagne décisive qui allait mettre un terme à la domination de Napoléon, la cour d'Angleterre, loin du bruit des batailles qui remplissait le reste de l'Europe, s'occupait de marier l'héritière du trône, la princesse Charlotte, âgée de dix-huit ans. Son père était le prince Georges de Galles, l'aîné des douze enfants de Georges III et de la princesse Charlotte de Mecklembourg-Strelitz; sa mère, la princesse Caroline de Brunswick. Le beau prince de Galles, qualifié par ses flatteurs de premier gentleman d'Angleterre, à cause de son luxe, de son élégance et de ses folles prodigalités, ne s'était résigné à cette union que pour obtenir une fois de plus du Parlement le paiement de ses dettes. Le mariage à peine consommé, il était retourné à ses maîtresses et à ses débauches accoutumées. La princesse, raillée, insultée à sa propre table devant les compagnons de plaisirs de son mari, n'avait pas tardé à se consoler et la rumeur publique lui attribuait plus d'un amant.

Étrange famille royale que cette maison anglo-allemande de Hanovre au début du XIX<sup>e</sup> siècle : un vieux Roi débonnaire, presque aveugle et à moitié dément, et une vieille Reine sèche, formaliste et renfrognée; un prince de Galles dissolu et une princesse excentrique qui s'exécraient; six autres fils, dont deux seulement étaient mariés, mais sans enfants, tous se jalousant ou se haïssant, la plupart criblés de dettes comme leur aîné. Au milieu des intrigues, des disputes, des scandales de cette famille désunie, la petite princesse Charlotte avait grandi, comme une fleur au milieu des épines et des chardons. Son éducation devint un sujet de discordes de plus entre ses parents. En 1805, Caroline de Brunswick, séparée de sa fille, fut accusée d'adultère par son mari, quoiqu'il vécût publiquement avec ses maîtresses. Pendant l'enquête confiée à quatre ministres, la petite princesse fut appelée à témoigner contre sa mère. Aux questions les plus insidieuses, elle répondit par des protestations d'amour et de respect. Quelques années plus tard cependant, elle avouait à Stockmar, qui l'a rapporté dans ses mémoires : « Ma mère a mal vécu, mais elle n'eût pas si mal vécu, si mon père n'eût vécu bien plus mal encore. »

Il n'est pas étonnant qu'avec ce fonds de piété filiale et cette indépendance d'humeur, elle n'ait pas craint de résister ouvertement à son père, quand la complète démence de Georges III eut décidé le Parlement, en février 1811, à investir par un bill le prince de Galles de la régence. A dix-sept ans, elle ose s'adresser par lettre au premier ministre, lord Liverpool, en réclamant, au lieu de sa gouvernante, des demoiselles d'honneur et une installation indépendante de celle de son père, qui soit digne de la princesse royale d'Angleterre. Le Régent a beau convoquer un conseil de famille pour la faire morigéner sévèrement par la vieille Reine, et par les princesses, ses tantes, Charlotte oppose à leurs remontrances un silence glacial, et elle finit par obtenir à force d'obstination une résidence séparée à Warwick House et deux demoiselles d'honneur. On lui donne pour diriger sa maison la duchesse de Leeds, chargée aussi de l'espionner. Le 6 février 1813, au premier drawing-room de la saison, elle est présentée officiellement à la Cour. Mais cette présentation ne fut pas faite, selon l'usage, par sa mère, à qui l'accès des drawing-rooms était interdit.

Lady Charlotte Bury, *lady in waiting* de la princesse de Galles, a dépeint la jeune princesse dans son journal, au moment où elle débutait dans le monde et dans la vie. « Elle est d'une taille au-dessus de la moyenne. Elle a la poitrine belle et bien formée, un teint de neige, un visage charmant et expressif, des pieds et des mains d'un modèle aristocratique. Son caractère est un mélange singulier de caprice, de volonté, d'opiniâtreté, et aussi de bonté de cœur, d'intelligence et d'emballement. Il semble qu'elle aimerait mieux être admirée comme jolie femme que comme héritière du trône. C'est une nature vigoureuse et richement douée, dont les qualités surpassent les défauts. » Et lord Brougham a complété cette peinture par quelques touches qui achèvent moralement le portrait : « C'était une personne possédant des dons remarquables et assez développés. A la vivacité de sa mère elle joignait une plus grande finesse de jugement; elle avait hérité d'elle un courage résolu et un caractère très décidé. Son tempérament était impulsif et facilement irritable, disposition naturelle, que ni ses propres efforts ni ceux de ses maîtres ne parvenaient à dominer. Mais rien de bas dans sa nature, de mesquin, ni

de méchant. » Une gravure anglaise en couleurs que je possède témoigne de la beauté de la princesse : des yeux bleus et fiers, un nez mince, droit, délicat, un teint éblouissant qui rivalise de fraîcheur avec une couronne de roses posée sur ses cheveux blonds. Cette rose d'Angleterre, cette fleur royale, quel serait le prince assez heureux pour la cueillir ?

Ce ne fut pas le premier candidat à sa main, le prince d'Orange, fils aîné du prince souverain des Provinces-Unies, bientôt roi des Pays-Bas. Le prince d'Orange avait servi bravement en Espagne, comme aide de camp de lord Wellesley. Il était arrivé à Londres, porteur de dépêches de son général. Il n'avait pas de dons extérieurs assez reluisants pour séduire l'impressionnable héritière de la Grande-Bretagne, mais un ton familier, des manières trop libres de jeune officier de cavalerie et, de plus, un penchant pour la boisson, ce qui n'était pas pour déplaire au Régent. Celui-ci l'agréa tout de suite comme son futur gendre, dans un dessein politique, a-t-on prétendu, afin d'augmenter l'influence de son pays sur le continent et sur les bouches du Rhin et de l'Escaut par une union intime avec la Hollande, et plus vraisemblablement pour se débarrasser de sa fille, dont la popularité grandissait dans le pays et n'était pas sans l'agacer, lui qui se savait impopulaire. La princesse Charlotte se laissa fiancer à ce médiocre prétendant, parce qu'elle était désireuse d'échapper à la tyrannie de son père. Leurs fiançailles furent annoncées officiellement en janvier 1814 et un projet de contrat fut dressé, par lequel la princesse s'engageait à suivre son mari dans les Pays-Bas, au moins pendant quelques mois. Or elle n'entendait d'aucune manière quitter l'Angleterre, et c'est la raison majeure qu'elle fit valoir pour rompre elle-même, après de violentes discussions, ses fiançailles.

Plutôt que de s'incliner devant la colère de son père qui menaçait de l'enfermer dans un château, elle s'échappa de sa résidence de Warwick House dans une voiture de place et chercha un refuge auprès de sa mère, persuadée que le bon peuple de Londres prendrait son parti et ne la laisserait pas enlever. Il ne fallut rien de moins que les pressantes prières du duc de Sussex, son oncle, et les conseils de lord Brougham, le célèbre avocat de sa mère, qui lui représenta que, si elle

faisait appel à la populace, il s'ensuivrait une effusion de sang, dont elle ne pourrait jamais plus se laver, pour qu'elle se soumit à l'autorité paternelle. Le Régent lui fit expier sa désobéissance par une rigoureuse claustration à Carlton House, puis à Cranborne Lodge, qui n'était qu'un changement de prison. Elle perdit en même temps l'appui qu'elle avait trouvé jusque-là chez sa mère et chez les amis de cette princesse. Caroline de Brunswick, lassée des avanies que lui infligeait son époux, jugeant une réconciliation impossible et n'en voulant même à aucun prix, s'était décidée, contre l'avis de ses plus surs conseillers, à quitter l'Angleterre et à mener une libre existence sur le continent.

• La princesse Charlotte avait à peine repris sa parole et congédié si lestement le prince d'Orange, qu'elle ressentit une vive inclination, — le classique coup de foudre, réservé d'ordinaire aux particuliers, — pour un rival qui n'était autre que le prince Léopold de Saxe-Cobourg, dont la fière tournure, les manières élégantes, la conversation pleine de charme et d'intérêt, firent sur son cœur une décisive impression. Il avait combattu avec vaillance dans l'armée russe pendant les campagnes précédentes et était de la suite de l'empereur Alexandre, venu à Londres avec l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, sur l'invitation du prince régent, après l'abdication de Napoléon. Il ne fut pas présenté à la princesse royale dans les fêtes données aux souverains étrangers, d'où, comme sa mère, elle était exclue, mais dans une maison particulière, chez la grande-duchesse Catherine de Russie, veuve du grand-duc d'Oldenbourg et sœur d'Alexandre 1<sup>er</sup>, qui s'était récemment établie à Londres. La grande-duchesse favorisa les rencontres des deux jeunes gens par sympathie pour la princesse Charlotte et aussi dans le dessein de la marier à un prince allemand, client de la Russie. Peu de temps après, ils se fiancèrent chez la duchesse d'York qui patronnait également ce roman princier. Charlotte voulait que Léopold fit immédiatement sa demande. Mais il savait qu'elle aurait été repoussée par le Régent, furieux du renvoi de son candidat hollandais, et il résolut d'attendre un moment plus propice. L'attente se prolongea jusqu'en 1816, dix-huit mois, pendant lesquels ils purent correspondre par l'entremise d'un autre frère du Régent, le duc de Kent, complice aussi de leur intrigue amoureuse.

C'est ici qu'apparaît un coin du caractère de Léopold très particulier, une sage prévoyance et un jugement réfléchi, peu communs assurément chez un jeune homme de vingt-quatre ans sincèrement épris, mais déjà maître de lui-même, comme il le sera sa vie durant, et ne laissant rien au hasard. Cadet de famille, ne disposant que de ressources insuffisantes pour soutenir son rang, il était allé, la guerre finie, chercher fortune en Angleterre. Il n'en pouvait rêver de plus belle que celle qui s'était offerte à lui. Au lieu de compromettre par une précipitation bien naturelle la réalisation de son bonheur, il n'hésite pas à s'éloigner de sa fiancée. Il rentre en Allemagne et se rend ensuite à Vienne pour défendre devant le Congrès qui va s'y réunir les intérêts de son frère, le duc régnant de Saxe-Cobourg, car il est plus habile que son aîné et plus capable de plaider auprès des maîtres de l'heure, le Tsar et Metternich, la cause de ce petit duc saxon qui réclamait une augmentation de territoire en compensation des pertes que lui avait fait subir Napoléon.

A Vienne, le beau Léopold fut un des héros mondains de cet extraordinaire congrès de souverains et d'hommes d'État qui faisait alterner les plaisirs et les galanteries avec d'âpres discussions politiques. Il y observa une conduite irréprochable, si l'on en croit la chronique de l'époque, et aucun bruit fâcheux sur son compte ne parvint à Londres. Aux Cent Jours, il commande une division de cavalerie russe de réserve et ne prend pas part à la campagne. Après Waterloo, le voilà installé pendant tout l'automne à Paris, sans se risquer à franchir le détroit, car il attend toujours, avec un calme surprenant, un revirement en sa faveur dans l'esprit du Régent. Au mois de janvier 1816, il est à Berlin, s'occupant encore des affaires de son frère. C'est là enfin qu'il reçoit une lettre du Régent, l'invitant à se rendre en Angleterre et une note du ministre des Affaires étrangères, Castlereagh, qui lui annonçait que son maître consentait à lui accorder la main de sa fille. La constance de Charlotte et l'intérêt palpitant que le peuple britannique prenait au bonheur de sa chère princesse, avaient eu raison de l'entêtement de cet intraitable père. S'il nous faut admirer la maturité de jugement et la maîtrise de soi déployées par Léopold dans ces circonstances où tout son avenir était en jeu, non moins remarquables, il faut en convenir, furent la



patience de Charlotte et la fidélité de son attachement. Combien de jeunes princesses, voire de simples jeunes filles, douées d'un tempérament aussi impulsif, auraient eu la persévérance qu'elle a montrée?

Une fois agréé comme fiancé, Léopold fut traité par le gouvernement du Régent avec cette largesse qui est de tradition en Angleterre envers les membres de la famille régnante, lors même que la nation souffre, comme en 1816, d'une misère économique causée par une longue guerre. Le Parlement vota un projet de loi allouant aux fiancés une somme de 60 000 livres sterling, pour leur entrée en ménage, et une rente annuelle de 60 000 livres également, dont 10 000 étaient réservées à l'usage personnel de la princesse. Le contrat de mariage stipulait que le prince continuerait de jouir d'un revenu de 50 000 livres, s'il survivait à sa femme. Pour loger le jeune couple, le gouvernement fit l'acquisition de Marlborough House à Londres et d'une résidence d'été, le château de Claremont, près de Windsor. Aussitôt après les fiançailles, un projet de loi, voté à l'unanimité, avait accordé à Léopold la nationalité anglaise, tandis que le Régent lui conférait le grade de feld-maréchal; mais la Chambre des lords refusa de lui reconnaître la dignité de pair du royaume. Le mariage fut célébré le 2 mai, chez le Régent, à Carlton House, au milieu de la joie générale et des acclamations populaires.

De nombreux témoignages nous sont restés sur la princesse Charlotte au début de sa vie conjugale. Le prudent Stockmar dans ses *Souvenirs*, la comtesse de Boigne dans ses piquants *Mémoires*, l'archiduc Jean, frère de l'empereur d'Autriche, qui faisait alors un séjour en Angleterre et en a tenu un journal, s'accordent à son sujet. Ils la représentent comme une femme aussi intelligente que vive et spirituelle, d'allures quelque peu garçonnières, d'une gaieté naturelle, d'une volonté voisine de l'entêtement et qui n'en voudrait faire qu'à sa tête. L'archiduc Jean mentionne ce pronostic : tout le monde prédit qu'elle donnera du fil à retordre à son mari.

Mais on se trompait. Autrès du sage Léopold, Charlotte se transforma, s'humanisa, s'appriivoisa. Il lui arriva encore de se livrer à quelque espièglerie ou quelque impertinence envers des personnes qu'elle recevait et qui n'avaient pas l'heur de lui plaire, mais elle s'appliquait à se corriger sous la tendre



discipline que lui imposait son mari bien aimé, sans oublier pourtant qu'elle était fille de roi et qu'elle voulait être une seconde Élisabeth d'Angleterre. Quant à lui, il se préparait, en étudiant l'histoire et les institutions du peuple britannique, à devenir le conseiller et le guide de la future Reine des trois royaumes et à gagner la confiance des hommes d'État anglais.

La comtesse de Boigne, fille du marquis d'Osmond, ambassadeur de France auprès de la cour de Saint-James, nous a fait pénétrer dans leur intimité au château de Claremont. Rien de somptueux, ni même de recherché dans leur intérieur, car tous deux avaient le goût de la simplicité. Le lit conjugal n'avait que des rideaux de toile, doublés de percale, et tous les meubles, plus solides qu'élégants, étaient à l'avenant. Ils donnaient des diners, auxquels étaient conviés les ambassadeurs étrangers. M<sup>me</sup> de Boigne assista à deux de ces réceptions. Dans la première, la princesse Charlotte ne voulut pas se mettre en frais de politesse, malgré tous les efforts de Léopold. La seconde fois, sermonnée par son mari, elle distribua ses grâces entre les convives, causant familièrement avec tout le monde, tandis que le prince respirait plus à l'aise et semblait jouir du succès de ses sermons. Dans une troisième visite, elle fit à M<sup>me</sup> de Boigne, avec beaucoup de gaieté, de piquant et d'esprit, la peinture d'un mari de la Reine. « Mais, ajouta-t-elle en s'animant, Léopold ne sera pas exposé à cette humiliation ou mon nom n'est pas Charlotte. Si on voulait m'y contraindre, je renoncerais plutôt au trône et j'irais chercher une chaumière où je puisse vivre selon les lois naturelles, sous la domination de mon mari. Je ne veux, je ne puis régner sur l'Angleterre qu'à condition qu'il régnera sur nous deux. »

« La princesse, conclut M<sup>me</sup> de Boigne, après avoir dépeint « cette nature sauvage vaincue par l'amour », aurait-elle toujours invoqué cette loi naturelle qui soumet la femme à la domination de son mari ? Je me suis permis d'en douter. Mais, au moment où elle me l'assurait, elle le croyait tout à fait et peut-être le prince le croyait aussi. Probablement, après l'avoir perdue, il n'a retrouvé dans sa mémoire que les belles qualités de sa noble épouse. »

Qu'eût-elle été sur le trône d'Angleterre ? Peut-être une souveraine, tenant le milieu entre la reine Élisabeth, dont elle

n'avait ni la superbe ni la volonté hautaine, et la reine Victoria, dont elle ne possédait pas la douceur et la docilité exemplaire à se plier aux conseils de son mari.

Les princes avaient établi leur résidence à Claremont, pour y savourer pleinement leur bonheur, ne faisant que des apparitions à Londres, sous prétexte que leur maison n'était pas arrangée. Des promenades à cheval, des lectures en commun, beaucoup de musique, car tous deux en raffolaient et chantaient agréablement, ainsi s'écoula leur longue lune de miel. Avant son mariage, dans son obstination à être toujours en contraste avec son père, Charlotte ne voulait voir aucune des personnes de l'entourage du Régent; en revanche, elle prodiguait ses sourires et ses poignées de main aux membres de l'opposition. Léopold réussit à la raccommoder avec le Régent, mais non à vaincre son animosité contre sa grand mère et ses tantes. Il s'efforçait de la dresser au rôle difficile qu'elle aurait à remplir, tant auprès des princes de sa famille qu'au-dessus des partis politiques.

Aucune princesse anglaise n'avait joui d'autant de popularité, parce qu'elle était la fille du pays. Aussi l'annonce de sa grossesse, au printemps de 1817, excita-t-elle des transports d'allégresse. Le pari étant pour le peuple anglais une institution nationale, de grosses sommes furent engagées sur le sexe de l'enfant si joyeusement attendu.

Cependant le régime, auquel l'avait astreinte sir Richard Croft, le seul médecin en qui elle eût pleine confiance, l'avait réduite à un état d'anémie inquiétant, de sorte que, le moment de la délivrance étant venu, elle n'eut pas la force de supporter un travail qui dura plus de cinquante heures. Elle mit au monde un enfant parfaitement constitué, un garçon mort de fatigue. Cinq heures après, elle-même avait cessé de vivre. La désolation publique s'en prit au malheureux praticien, qui avait appliqué la méthode en usage en Angleterre, sans recourir à des moyens artificiels. Le Régent le fit remercier des soins qu'il avait donnés à sa fille. Mais malgré ce témoignage officiel, sir Richard tomba dans un abattement tel que, trois mois plus tard, ayant à pratiquer un accouchement difficile, il se tira un coup de pistolet.

## LES ANNÉES DE VIE SOLITAIRE

Léopold n'avait pas quitté d'un instant le chevet de sa femme pendant ses douleurs. Après la naissance de l'enfant, la voyant soulagée, épuisé lui-même, il était allé se reposer sur un sofa dans la chambre voisine. Stockmar vint l'avertir que la princesse expirait. Il ne voulut pas croire à l'affreuse réalité tant qu'il n'eut pas baisé les mains glacées de la morte, et, fou de désespoir, il s'écroula au pied de son lit.

Il fut lent à se remettre de ce coup terrible. Sa santé en fut altérée pendant plusieurs années au point qu'il se crut phthisique. Il restait confiné à Claremont, entouré des souvenirs de sa femme, dans ce parc qu'ils avaient tant de fois parcouru ensemble. Il avait toujours aimé les occupations sérieuses qui enrichissent l'esprit. Il se plongea dans l'étude de la botanique, science qui passe pour avoir des vertus calmantes, auxquelles, avant lui, un malheureux écrivain de génie, Jean-Jacques, avait demandé l'apaisement de ses continuels soucis.

La mort de Charlotte l'avait rapproché du Régent et leurs relations s'établirent sur un pied amical. Elle excita, d'autre part, une vraie fureur de mariage chez les oncles de la princesse, jaloux de donner un héritier au trône. Le duc de Clarence, le duc de Kent, qui avaient dépassé la cinquantaine, le duc de Cambridge, qui s'en rapprochait, coururent chercher femme en Allemagne. Le duc de Kent épousa une princesse de Cobourg, sœur de Léopold et veuve d'un prince de Leiningen. De cette union naquit Victoria, future reine de la Grande-Bretagne et impératrice des Indes. L'an d'après (1820), le duc de Kent mourut d'une pneumonie et, six jours plus tard, le 20 janvier, s'éteignait le Roi octogénaire, George III, aveugle et dément. Le prince de Galles lui succéda sous le nom de George IV.

A cette nouvelle, sa femme, Caroline de Brunswick, dont les excentricités et les désordres étaient la fable de l'Europe, accourut en Angleterre, afin de faire valoir ses droits à la couronne. Elle fut accueillie par le peuple avec enthousiasme, mais le nouveau Roi lui fit refuser, le jour de son couronnement, l'accès de Westminster, tandis qu'une accusation d'adultère était portée pour la troisième fois contre elle devant la

Chambre des lords. Ces scandales créèrent une violente agitation dans Londres, où le populaire prit bruyamment parti contre le Roi. La position du prince Léopold entre le souverain qui le traitait avec bienveillance et la mère de sa femme, que celle-ci n'avait jamais cessé d'aimer, devint fort délicate. Tant que le procès suivit son cours, il s'abstint de la voir, mais lorsque Caroline eut été déclarée non coupable par manque de preuves, il lui fit une visite qui eut beaucoup de retentissement dans le public. George IV en conçut un vif ressentiment. Vindictif comme il l'était, il ne pardonna jamais à son gendre. Léopold jugea prudent dans ces circonstances de s'éloigner de la Cour. Il quitta l'Angleterre pour faire de longs séjours sur le continent, à Cobourg, à Vienne, en Italie, à Paris. Quand il revint, la malheureuse Caroline était depuis longtemps morte et oubliée.

L'existence de Léopold paraît singulièrement digne de compassion pendant ses longues années de veuvage, dans les pèlerinages qu'il fait à l'étranger, comme le héros de lord Byron, et ses retours en Angleterre, où le rappellent le souvenir lancinant des jours heureux et l'affection qu'il porte à sa sœur, la duchesse de Kent, et à sa nièce, la petite Victoria. Son oisiveté pèse lourdement à cet homme d'action. Il a perdu, avec son foyer conjugal, l'avenir auquel il se préparait, l'ambition qu'il nourrissait de remplir à côté de sa femme un rôle prépondérant dans la politique anglaise et les luttes des partis. A quoi employer désormais son expérience et ses talents ? Les ministres de George IV et toute l'Angleterre le tenaient en haute estime, mais ne faisaient pas appel à ses services.

Non moins cruelle était cette vie solitaire pour un homme au cœur sensible et habitué à des succès féminins. Il aimait les femmes et il en était aimé. Plus d'une était disposée à être la consolatrice de ce prince mélancolique, à qui ses malheurs prêtaient un charme poétique, bien fait pour émouvoir des âmes féminines. A en croire Caroline Bauer, curieuse de fouiller dans le passé du prince Léopold et renseignée, d'ailleurs, par Stockmar, il eut des liaisons, dont la plus décevante avec une trop célèbre beauté, lady Ellenborough, au visage d'ange encadré de boucles blondes. Cette candeur apparente cachait une soif d'aventures, d'amours passagères, qui remplit la société anglaise de l'écho de ses scandales, pendant plus de

vingt ans. Lady Ellenborough, divorcée, remariée plusieurs fois, finit, comme sa compatriote, lady Esther Stanhope, par se fixer en Orient et elle acheva à Damas sa folle existence.

Dégouté des grandes dames capricieuses, intéressées ou excentriques, Léopold se sentit plus seul que jamais. Se remarier, il y songea sans doute. Toutefois il ne pouvait épouser sans déchoir qu'une princesse de son rang. De plus, un second mariage lui aurait fait perdre la position qu'il occupait en Angleterre et les avantages matériels très considérables qui y étaient attachés. Un second mariage était donc impossible, s'il ne s'y fût ajouté une situation d'honneurs et de fortune complètement indépendante.

Il n'avait pas abandonné, au surplus, l'espoir de jouer un grand rôle politique, de devenir lui-même un chef d'État, de posséder une couronne, à laquelle il se jugeait destiné plus que tout autre prince sans emploi. Quand l'intervention des grandes Puissances, Angleterre, France et Russie, en faveur des Grecs révoltés contre le Sultan, lui fit prévoir la création d'un nouvel État, il tint les yeux fixés sur la Grèce, où l'appelaient le prestige de l'Orient et l'idée généreuse d'initier cette petite nation d'un passé illustre aux bienfaits de la civilisation moderne.

Mais le désir de cet avenir actif et bienfaisant, de cette situation digne de lui, ne remplissait pas toutes ses pensées et ne lui faisait pas paraître moins amère sa solitude présente. Comment n'eût-il pas soupiré parfois après une intimité paisible, discrète, à l'écart et dans l'ombre de sa vie officielle, avec une jeune femme, dont le dévouement et la tendresse auraient ensoleillé ses dernières années de jeunesse ? Cette vision consolante, il n'eut pas le courage de la repousser, lorsqu'il vit pour la première fois à Potsdam Caroline Bauer et que, de plus, il se sentit violemment attiré vers elle par son extraordinaire ressemblance avec la princesse Charlotte, qu'il avait tant pleurée.

Elle n'était pas une enfant de la balle, mais la fille d'un officier, Henri Bauer, capitaine dans un régiment de cavalerie badois, lequel mourut d'une blessure reçue à la bataille d'Aspern, en combattant les Autrichiens sous les drapeaux de Napoléon. Il laissait une jeune veuve et quatre enfants, n'ayant pour vivre que sa pension d'officier et un très modeste héri-

tage. Caroline, la dernière, née en 1807, fut néanmoins élevée avec soin; elle apprit à parler couramment le français, à chanter, à jouer du piano et de la harpe.

#### LE ROMAN DE CAROLINE BAUER

Sa mère voulait en faire une institutrice, mais, à quinze ans, elle ne rêvait que succès de théâtre, confiante dans sa beauté naissante, dans sa jolie voix et dans l'assurance avec laquelle elle débitait dans des réunions de société des morceaux de poésie. A cette vocation irrésistible, le cousin de sa mère, Stockmar, appelé en consultation, jugea qu'il était inutile de s'opposer et il prédit même à l'aspirante comédienne une belle carrière artistique, si bien qu'à dix-sept ans elle débuta sur le théâtre grand-ducal de Karlsruhe. Elle y fut tout de suite en butte aux poursuites d'un ancien brave des guerres de Napoléon, un comte de Bismarck, marié à une princesse de Nassau. Autant pour préserver Caroline de poursuites pareilles dans cette cour galante de Bade, où le grand-duc passait pour le plus dissolu des princes allemands, que pour améliorer sa situation pécuniaire, M<sup>me</sup> Bauer accepta pour sa fille un engagement à Berlin au nouveau théâtre de la Koenigstadt. Elle ne fit qu'y passer, avant d'être engagée au théâtre royal de comédie, situé alors comme aujourd'hui sur la place des Gendarmes entre deux églises et appelé par des âmes puritaines: le diable entre les deux anges.

Berlin, au sortir des guerres de l'indépendance, dans les vingt-cinq dernières années du long règne de Frédéric-Guillaume III, n'était encore qu'une médiocre capitale, moins attrayante, moins riche en monuments, que ses rivales Dresde et Munich. Pas de maisons qui fissent pressentir les somptueuses bâtisses du règne de Guillaume II; rien non plus de la vie large, tapageuse, dispendieuse, inaugurée sous le dernier des Hohenzollern. C'était encore le temps de l'Allemagne vertueuse et sentimentale, chère à M<sup>me</sup> de Staël, de la vieille Allemagne de la « Gemütlichkeit ». L'autocrate qui gouvernait d'une main ferme ses fidèles sujets, après les avoir appelés à la liberté contre le tyran étranger et leur avoir fait des promesses libérales qu'il n'avait eu garde de tenir, Frédéric-Guillaume, avait doublé le cap, périlleux pour certains hommes, de la

cinquantaine. Les malheurs de sa jeunesse et l'usure des ans ne l'avaient pas physiquement trop éprouvé. On le disait inconsolable de la mort de sa femme, la belle reine Louise, la poétique victime de Napoléon ; cela ne l'empêchait pas de chercher pour son âge mûr une jeune et agréable compagne. Il ne l'asseoirait pas sur le trône, il se contenterait d'une union morganatique. Il jeta d'abord les yeux sur une Française, la fille du comte Dillon, ministre de Louis XVIII à la Cour de Dresde et frère de la comtesse de Boigne, qui nous rapporte ce projet d'alliance. Elle en déclina l'honneur, qui l'aurait privée dans cette cour luthérienne de pratiquer ostensiblement la religion catholique. Ce fut pourtant une catholique, une comtesse Karrach, que Frédéric-Guillaume épousa en 1824, au grand mécontentement de ses enfants, et qu'il nomma princesse de Liegnitz et comtesse de Hohenzollern. Les sarcastiques Berlinoises la qualifiaient autrement : Reine la nuit et Princesse le jour. Elle n'était point belle, mais fraîche et accorte, et elle occupa discrètement auprès du Roi une situation ambiguë.

Frédéric-Guillaume, d'ailleurs, n'a qu'une passion : il adore le théâtre et encore plus les artistes de sa troupe d'opéra, de comédie et de ballet. Été comme hiver, il assiste aux représentations et même aux répétitions, quand il le peut. Qu'il soit à Potsdam, à Pfauinsel, à Charlottenbourg, il n'hésite pas à parcourir dans sa calèche jaune attelée de chevaux noirs la route qui mène à sa capitale, pour être présent, à six heures précises, au lever du rideau, et il ne se fatigue pas d'écouter dix fois la même pièce du fond de sa baignoire, face aux artistes. Ou bien il convoque quelques-uns d'entre eux, ses favoris, à Potsdam, pour lui donner la comédie sur le petit théâtre du nouveau Palais. Il aime les jolis minois. Pendant les entr'actes, il se rend par une porte dérobée dans les coulisses et adresse d'aimables paroles aux acteurs : il tapote les joues et les bras des actrices et caresse de rondes épaules, mais il ne va pas plus loin. Ce roi caresseur ne veut être qu'un père pour sa famille théâtrale. Le fonctionnaire royal, chargé de veiller sur la troupe, le chambellan privé Timm, le bon papa Timm, comme l'appelle Caroline Bauer, est le chef eunuque de cet étrange harem. Quand il propose d'engager une nouvelle artiste, le Roi s'enquiert de sa réputation. Si

elle n'est pas tout à fait intacte, il refuse son consentement.

Sa générosité à l'égard de ses belles pensionnaires ne dépasse pas les bornes d'une sage économie, suivant les bons principes de la Maison des Hohenzollern. Des fleurs et des fruits des serres de Potsdam, quelques objets de toilette venant de Paris, voilà à quoi se limitent ses largesses. Il ne fit d'exception que pour Henriette Sontag, l'idole des Berlinoises, la cantatrice célèbre, applaudie sur toutes les grandes scènes de l'Europe, à l'égal de la Malibran et de la Pasta. Un jour, elle fut l'objet des mordantes attaques d'un critique musical. Le bon Roi envoya le coupable méditer dans la forteresse de Spandau sur l'avis suivant : les critiques d'art sont permises, les personnalités interdites. Sous ce règne paternel, les réprimandes et les punitions gardaient quelque chose de la rudesse du Roi sergent.

Pendant les cinq années, — de 1824 à 1829, — qu'elle fut comédienne de la Cour, Caroline Bauer jouit de la faveur de Frédéric-Guillaume. Elle dut même recourir à sa protection pour défendre sa vertu contre les tentatives de séduction d'un membre de la famille royale, le prince Auguste, bien connu pour la passion que lui avait inspirée M<sup>me</sup> Récamier. Il était fils du dernier et du plus insignifiant frère de Frédéric II. Il tenait de sa mère un tempérament ardent, une belle figure bronzée, qui le différenciaient des autres Hohenzollern, et avait hérité de son oncle, le prince Henri, une grosse fortune. Son frère unique, le prince Louis, était tombé à Saalfeld, en 1806. Qui ne sait que le prince Auguste avait rencontré à Coppet, en 1807, M<sup>me</sup> Récamier et entamé avec elle, sous les encourageants auspices de M<sup>me</sup> de Staël, un roman d'amour, à la suite duquel la sensible Juliette écrivit à son mari pour solliciter son consentement à un divorce qui lui permit d'épouser le prince prussien ? Il fut heureux pour elle que ce projet n'eût pas abouti : elle se fût donné un maître brutal et inconstant. En prenant de l'âge, le chevaleresque prince Auguste était devenu un don Juan banal qui s'attaquait aux vertus les moins farouches de la société et des théâtres de Berlin. Caroline eut le malheur d'attirer son attention et de provoquer un caprice d'autant plus vif que la conquête était plus difficile, M<sup>me</sup> Bauer menant bonne garde autour de sa fille. Quoique ses fleurs, ses cadeaux, ses offres d'argent eussent



été refusés, il réussit, avec la complicité d'une ancienne maîtresse, à l'attirer dans le rez-de-chaussée d'une maison qu'il possédait. Elle lui échappa en sautant par la fenêtre et courut, toute pleurante, au palais royal où, par l'entremise du papa Timm, elle obtint une audience du Roi et implora sa protection. « Vous aurez satisfaction, mon enfant, promit Sa Majesté, mais pas de scandale par égard pour moi. » Le prince Auguste fut éloigné pour quelque temps de la capitale et laissa en paix la jeune comédienne, dont la réputation de vertu, après cet esclandre, se trouva solidement établie.

La vie de société était alors à Berlin gaie et animée ; la vie publique, ses passions et ses discussions, totalement inconnues. Société où tout le monde se connaissait comme dans les villes de province, société de mœurs paisibles, de fortunes médiocres et de prétentions modestes, mais société artiste, littéraire et plus encore musicienne, qui aspirait à recueillir la succession de Weimar, où Goethe planait dans sa vieillesse, comme un aigle solitaire. Les maisons les plus accueillantes étaient celles de deux familles israélites, les Mendelssohn et les Beer, qui, toutes deux, ont pu s'enorgueillir au siècle dernier d'un musicien illustre, Félix Mendelssohn et Giacomo Meyerbeer. Ce dernier, pendant son séjour en Italie, avait italianisé son prénom de Jacob et ajouté à son nom patronymique celui d'un riche M. Meyer, dont il était l'héritier. Chez les Mendelssohn, tous les enfants, filles et garçons, étaient doués pour la musique, et ce don s'est perpétué dans leur descendance, comme j'ai pu m'en convaincre, étant ministre à Berlin, aux après-dîners musicaux de Franz von Mendelssohn, où chacun de nos hôtes tenait sa partie. Comme les transformations sociales et politiques, ce qui marquait la dissemblance du Berlin de cette époque d'avec le Berlin d'aujourd'hui, c'étaient la place qu'y occupaient les familles juives les plus respectables et la considération dont étaient entourés leurs plus remarquables représentants. On eût bien stupéfait en cet heureux temps ou égayé les Berlinoises, en leur bourrant les oreilles de théories racistes, d'invectives antisémitiques, et en leur vantant leurs fameux ancêtres aryens.

Dans cette société choisie M<sup>me</sup> Bauer et sa fille avaient accès, de même que tous les artistes d'une moralité éprouvée. Caroline y déployait ses talents de comédienne, de chanteuse et de

pianiste. Elle nous raconte qu'elle eut l'honneur de jouer à quatre mains avec Félix Mendelssohn, plus jeune qu'elle et déjà célèbre, et de chanter des duos avec Henriette Sontag. Mais, si simples que fussent leurs toilettes, ces dames n'arrivaient pas à suffire à leurs dépenses avec les maigres appointements de la pensionnaire de Sa Majesté. Et, d'autre part, le théâtre ne donnait pas à Caroline tout ce que son juvénile enthousiasme avait rêvé. A Berlin, comme ailleurs, la vie théâtrale était empoisonnée par des rivalités, des jalousies et des cabales. A Berlin aussi, les chefs d'emploi ne permettaient pas aux jeunes talents de se produire dans les premiers rôles qui leur étaient réservés. A ces ennuis de métier, à ces amères désillusions, s'ajoutait le souci constant de dettes qui allaient grossissant. Enfin, *last but not least*, Caroline avait un frère aîné, Karl, lieutenant de cavalerie badois, dont les demandes d'argent affolaient sa mère et sa sœur. Aussi n'est-il pas étonnant qu'elles se prissent à songer à une situation plus stable, à un mariage riche, qui ne leur semblait pas une chimère, vu la beauté de Caroline et le nombre de ses admirateurs.

Elle était courtisée en ce moment par un jeune Russe, un comte Samoilow, qui s'était introduit dans la société de Berlin comme un réfugié politique. Il lui offrit de l'épouser et lui promit une large indemnité pour le cas où sa famille ne consentirait pas à cette mésalliance. Mais à peine les fiançailles étaient-elles publiques, le prétendu comte fut démasqué par la police. Il n'était qu'un imposteur et un escroc, le domestique d'une famille russe qui l'avait renvoyé pour son inconduite. On juge de l'humiliation de la malheureuse Caroline et des railleries dont l'accablèrent les envieuses de ses succès. Pour y échapper et gagner de quoi payer ses dettes les plus criardes, elle obtint un congé de plusieurs mois, en vue de remplir un engagement avantageux que lui offrait le théâtre impérial de Saint-Petersbourg. C'est au retour de cette tournée en Russie, d'où elle revenait les poches garnies de quelques milliers de thalers, qu'elle fut mise en présence de l'homme qui allait jouer un rôle capital dans sa vie.

BARON BEYENS.

(A suivre.)

---

# EN ÉTHIOPIE

## II <sup>(1)</sup>

### LE NÉGUS ET SA CAPITALE

#### *AMHARIQUES OU HIMYARITES*

L'Hôtel de France, où je suis descendue, à Addis-Abeba, est dirigé par un Français. Immeuble et sol sont à lui :

— Notez-le, m'a-t-il dit, c'est exceptionnel. Il n'y a pas dix terrains, à Addis, qui appartiennent à des étrangers. Ménélik les a donnés, jadis, en remerciement d'un service rendu. La loi éthiopienne en effet s'oppose à l'appropriation par un Européen de la moindre parcelle du sol. L'Empereur a le domaine éminent sur tout son royaume.

La chambre qu'on m'a préparée est sommairement meublée, mais elle embaume. Il y a des iris, dans un vase; le parquet a été fraîchement encaustiqué.

Sous ma fenêtre, les passants aux pieds nus glissent sans éveiller le silence. Tous donnent, par leur beauté, l'idée d'une civilisation ancienne. Les hommes sont grands et minces avec des attaches fines : « Non des Hercules, disait le comte de Gobineau des Somalis qui leur ressemblent, mais des Apollons. » Hormis leurs lèvres trop épaisses, il n'y a rien de plus parfait, de mieux proportionné que leur visage.

Les femmes ont des fronts purs que surmonte le diadème des cheveux dressés en un sombre kakochnick. Leur peau a la couleur ocrée du bord de certains coquillages. Des épaules tombantes leur prêtent une grâce fragile. Quand elles passent

(1) Voyez la *Revue* du 1<sup>er</sup> février.

avec un fardeau, on imagine de merveilleuses princesses ravallées par un méchant enchanteur à ce rôle de porteuses.

Depuis l'aube jusqu'au crépuscule, tous vont du même pas allongé avec de beaux gestes dont rien ne dérange l'harmonie. Quelle hâte les pousse ? Ont-ils donc dans les veines le sang du Juif errant ?

— Qui sait ! dit M. Durand. Nous ne sommes plus dans le Harrar, chez les Gallas, mais dans le Choa, chez les Amhariques.

— Un vieux peuple ?

— Un très vieux peuple. La Bible l'appelle celui des Himyarites ou Sabéens : « C'étaient des hommes de haute taille. » Ils vivaient dans le sud du Yémen, du côté de Mareb. J'ai été par là, autrefois. Les habitants, imaginez-vous, y gardent encore le souvenir de la reine Belkis qui visita Salomon. Ils comptent les années par la rupture d'une digue que leurs pères avaient enostruite pour irriguer le pays et qui fut détruite peu après l'ère salomonienne. Des inscriptions que j'ai trouvées, à Mareb, frappent par leur ressemblance avec les caractères de l'alphabet éthiopien... Que les Himyarites soient venus en Afrique, il n'y a pas lieu de s'en étonner. Tous les jours, les Arabes passent la mer Rouge, sur de mauvais boutres. En certains endroits, il ne faut pas six heures quand le vent est bon. Sur la côte africaine, les Himyarites trouvèrent des populations gallas. Ils n'avaient pas emmené leurs femmes, vous pensez bien ; ils épousèrent les filles des Gallas et ne songèrent plus à retourner chez eux. Plus tard, ils poussèrent vers le sud. Ils arrivèrent au pays d'Ophir qui est aujourd'hui la Rhodésia. Vous devinez ce qu'ils y trouvèrent ?

— De l'or.

— Ils l'exploitèrent. Les tours ovales qui jalonnaient les étapes de leurs caravanes montrent encore leurs murailles solides, en pierres sèches. Près des mines, des excavations s'offrent avec leurs rampes d'accès soigneusement dallées, leurs feuillures pour les herses qu'on rabattait, la nuit, sur les esclaves employés au travail des mines. Quand Salomon eut besoin d'or pour le temple de Jérusalem, il s'adressa aux Phéniciens qui, à leur tour, s'adressèrent aux Himyarites.

— Ils leur passèrent la commande.

— Nous sommes d'accord et vous ne me contredirez pas,

je le vois, si j'ajoute que la reine Belkis ne s'est pas rendue à Jérusalem poussée uniquement par le désir de contempler Salomon, dans toute sa gloire, elle avait des visées plus pratiques.

— Lesquelles ?

— La conclusion d'un bon traité de commerce.

#### LA CLASSE MILITAIRE

Étendue sur une chaise-longue, je laisse les heures couler :

— Ménagez-vous, m'a-t-on conseillé ! N'imitiez pas Waterloo.

— Waterloo ?

— Un jeune fou : « Oh ! disait-il, moi, je ne crains rien ! »

Le lendemain de son arrivée, il jouait au tennis, au football.

Deux mois ne s'étaient pas écoulés qu'on le réemballait pour la côte avec le cœur forcé.

Addis-Abeba est une des plus hautes capitales du monde : 2400, 2600 mètres. Je m'en aperçois. Monter un escalier, soulever une valise, quelle fatigue ! De mon crâne devenu trop étroit, la cervelle veut s'échapper par les oreilles. Je ne dors plus.

Heureusement, j'ai la distraction de la route, son grouillement, sa continuelle surprise. Autos, cavaliers et piétons s'y pressent. Dans le scintillement doré, la poussière monte. Les indigènes s'en préservent comme ils peuvent : tampons d'ouate dans les narines, morceau d'étoffe ou, tout bonnement, petite feuille d'arbre roulée en cornet et qui montre son bout vert.

Les « enchainés » sont si nombreux, qu'après les avoir plaints, bientôt on n'y prête plus attention. En voici un, pourtant, un vieux tout courbé, avec un noir visage aux ombres violettes et de grandes mains maigres. Il s'arrête à chaque pas, toussé pour s'éclaircir la voix, fait un bruit terrible avec ses chaînes :

— Aidez-moi ! Pour Dieu ! Pour Mariam ! (La Vierge Marie.)

Presque tous lui donnent : quelques grains d'orge, une carotte, un piment ; parfois une petite piastre ou une cartouche qu'il revendra. « Celui qui a compassion des malheureux rend honneur à Dieu », disent les Proverbes. Sur leurs

revenus, l'Empereur et les dignitaires prélèvent la dime, comme Moïse l'ordonnait.

Balancées au pas de leur mule, les indolentes *oïseros* vont visiter une amie. Un chef passe, traînant à sa suite ses serviteurs, ses soldats. Tous sont en chama et pieds nus; mais les soldats ont un fusil.

En Éthiopie, le pouvoir civil et le pouvoir militaire se confondent. Chaque dignitaire est titulaire d'un haut grade. Rien de plus simple que le mode de recrutement. Point de visite médicale ni de limite d'âge. Le chef engage un soldat comme il ferait d'un serviteur. Aussi bien, le soldat est-il bon à toutes besognes domestiques. La seule formalité pour l'engagé est de présenter un garant qui sera responsable de ses actions et plus encore des armes et des munitions qui vont lui être confiées.

Cet état de volontaire constitue le premier stade de la carrière militaire; stade dans lequel la plupart passent leurs années de service. Un second stade et qui revêt le caractère d'une obligation définitive est celui du soldat-propriétaire. L'ère des conquêtes est finie; cependant des terres peuvent encore être distribuées. Des troubles ont-ils lieu, une guerre éclate-t-elle? Les soldats-propriétaires sont les premiers appelés. Ils constituent le noyau de la défense du pays.

« Voilà, dira-t-on, une organisation bien archaïque! » Il convient d'en excepter la garde du Négus. Une mission belge vient de l'instruire; elle est parfaitement constituée.

La plus belle des « pagayes » qui se puisse voir, c'est un défilé de soldats, leur départ en campagne. Tout se bouscule: hommes, femmes, mules, chevaux et bourriquets. C'est à qui ne se laissera pas distancer; à qui ira le plus vite. Point d'intendance. Chacun emporte son ravitaillement: farine de viande, boulettes de céréales grillées avec du beurre et séchées au four. A l'étape, les femmes vont chercher l'eau; s'il y a des blessés, elles les pansent. Infatigables et toujours de bonne humeur, ce sont de courageuses créatures.

Quelle valeur de telles troupes ou, plutôt, de telles bandes peuvent-elles avoir? Les soldats ne savent que manier leurs armes et utiliser le terrain. Mais la rapidité avec laquelle ils gravissent les pentes et entourent une position tient du prodige.

L'instant du combat venu, les troupes adverses se déploient

face à face et tirent. Un peu, très peu. Elles n'ont que quelques cartouches. Poussant leur cri de guerre, elles se jettent les unes contre les autres avec une bravoure sauvage. En un quart d'heure, tout est fini. Tués ou blessés, un tiers des combattants jonche le sol.

Aux qualités de sobriété, d'endurance, de courage que possède l'Abyssin, il convient d'ajouter une haute valeur morale. La discipline, au sens où nous l'entendons, le soldat éthiopien l'ignore, mais il suit son chef partout où celui-ci le mène; il lui est totalement dévoué. Tant que le chef tient, les troupes ne lâchent pas pied.

Dans cette valeur morale, il entre du patriotisme, beaucoup d'orgueil, un peu de xénophobie. De la mystique, aussi. Les Éthiopiens sont sûrs de tuer et, s'ils sont tués, sûrs d'aller en Paradis : « L'Éthiopie est le pays des hommes libres, disent-ils. Dieu ne permettra jamais qu'elle appartienne à un autre peuple. »

Bien équipé, bien conduit, et au cours d'une guerre défensive, le soldat éthiopien serait un adversaire redoutable.

#### LE MARCHÉ

Dans la transparence de l'aube, les toits, ce matin, scintillent d'un dur éclat diamanté. De la neige? Ce mot-là n'existe pas dans la langue amharique. Une mince couche de givre seulement. Les premiers rayons du soleil la feront fondre. La température deviendra délicieuse. Dix-huit à vingt degrés centigrades. C'est un des bienfaits de l'altitude.

Des charognards font leur ronde en rase-motte. A eux revient le service de la voirie. Ce sont de zélés fonctionnaires. S'il arrive, parfois, qu'une carcasse encombre la chaussée, ce n'est pas à eux qu'il faut s'en prendre.

Quelques enseignes amusent : « Au grand Chic de Paris ». La porte poussée, je trouverais une compatriote. D'autres commerçants sont Italiens ou Allemands.

Ces derniers, dit M. Durand, deviennent de plus en plus nombreux. Jusqu'ici, ils détenaient, en quelque sorte, le monopole de tout ce qui concerne la machinerie, l'électricité, la photographie; mais ils ont fatigué leur clientèle par leur appétit sans scrupules et la mauvaise qualité de leur marchan-

dise. Peu à peu l'industrie française supplante, en Éthiopie, l'industrie allemande, notamment pour les moteurs.

Depuis quelques mois, des Japonais ont surgi à Addis. Pour leurs textiles spécialement, ils essayent de trouver un nouveau débouché. Leurs produits sont d'un bon marché qui déconcerte. La concurrence qu'ils font à ceux des autres Puissances a éveillé les inquiétudes des Italiens. Leurs journaux ont mené, sans résultat, d'ailleurs, une campagne contre la pénétration japonaise en Abyssinie. Les Abyssins désirent vivre en bons termes avec tous les États...

— Oh ! regardez cet indigène qui vient vers nous ! Avec son chama jaune, son caleçon jaune, c'est le plus avantageux des canaris.

— Eh bien, quoi ! Il est en deuil. Tout ce qui est couleur est deuil. Faites attention au prêtre. Vous le voyez avec son haut bonnet blanc et sa croix d'argent, à la main.

Un passant l'arrête, ploie le buste, marmotte des paroles : « Absolvez-moi. »

— Qu'Il t'absolve !

— Cette façon de se confesser est tellement passée dans les habitudes, dit M. Durand, qu'elle est devenue une formule de politesse envers les prêtres.

— Et la pénitence ? Il n'y en a pas ?

— Tout au contraire. Pour certaines fautes, et il semble que les seules qui comptent soient la violation du jeûne, l'homicide, le vol, les pénitences sont extrêmement dures : les psaumes à réciter cent fois, le jeûne à observer pendant plusieurs années : ni poisson, ni beurre, ni œufs, ni lait ; uniquement des légumes cuits à l'eau, généralement des pois chiches. Les pénitents s'en tirent grâce à leurs parents, à leurs amis qui prennent à leur compte une partie de la pénitence. C'est à charge de revanche.

Nous approchons du marché. Sous le grand soleil, sous le ciel où s'amassent les nuages annonciateurs des « petites pluies », c'est un magma de bêtes et de gens. La poussière suffoque. Pour me voir de plus près, des femmes accourent. Elles sont toutes là ; celles qui ont un enfançon au creux du bras, celles qui cachent leur front sous un bandeau de mousseline, celles dont les yeux sombres brûlent comme des lampes, celles qui rient à dents éclatantes et dont les mille cadenettes sau-



fillent à chaque mouvement. Elles se pressent, palpent mes vêtements; mais si je prends mon face à main, les voilà qui s'affolent, crainte du mauvais œil et qui se sauvent.

Suspendues à des tringles, des chemises claquent dans le vent. Plus loin, il y a des pots profonds comme des amphores et débordant de miel; il y a de larges galettes noires. En avez-vous jamais vu de pareilles? Comestibles? Quelle horreur! C'est de la bouse de vache. Il y a desalebasses pleines de beurre. La marchande les vide entre les mains des acheteurs et râcle le pourtour avec ses doigts qu'elle essuie sur ses cheveux.

Les mendiants nous harcèlent. Beaucoup sont aveugles. L'enfant qui les guide ne sait que deux mots de français : « Merci, madame, merci... »

M. Durand n'a pour eux que du dédain.

— Des capitalistes! L'un d'eux, l'an dernier, a laissé, en mourant, vingt-cinq mille thalers.

— Ces choses-là n'arrivent pas qu'en Éthiopie.

#### LA CATHÉDRALE : GUIORGIOUS

Une vaste place, — la plus grande de la ville, — rejette avec violence toute la chaleur, toute la lumière. En plein, dans les yeux, on reçoit le rayonnement fulgurant d'une statue en or depuis la couronne du souverain jusqu'aux sabots du cheval.

— Celle de Ménélik, dit obligeamment M. Durand.

Je m'en doutais.

Sur son emplacement, il y a quelques années, un figuier sauvage, un chola, enfonçait ses racines patientes. C'était un de ces arbres magnifiques, dont on entoure le tronc en se mettant à sept ou huit et en nouant une chaîne avec ses mains. Il servait de gibet. Toujours, les exécutions avaient lieu le vendredi; ainsi les gens qui, le lendemain, venaient au marché, rentraient chez eux, le cœur rempli d'une crainte salutaire.

Je monte vers Guiorgius. Guiorgius est octogonale. Imposante, d'ailleurs. C'est la cathédrale. Une coupole la surmonte avec une étoile dorée dont les sept branches portent un œuf d'autruche, afin d'enseigner qu'il convient de garder son âme du mal comme l'autruche garde ses œufs du danger.

Autour de l'église, un terrain qu'enferme une double enceinte. Sous un des arbres, un mort est roulé dans une natte. Auprès de lui, à croppetons, ses parents attendent placidement que la fosse soit creusée. Ni chants, ni prières : l'enterrement d'un pauvre. Dans quarante jours, le repas de funérailles aura lieu : le Teskar. Des malheureux se privent toute leur vie pour offrir un « Teskar » honorable. Cela marque un beau souci de dignité !

— J'avais un vieux domestique, dit M. Durand. Au moment de mourir, il m'a fait appeler.

« Écoute, monsieur, voilà quarante thalers pour mon « teskar » et dix thalers pour Guiorgius, mon patron. »

C'étaient toutes ses économies.

Cette église Guiorgius, Ménelik l'a construite. Le couronnement de Hailé-Sélassié y a eu lieu. Pour la circonstance, le Négus avait acheté un des anciens carrosses de Guillaume II. La nuit qui précéda la cérémonie, l'Empereur, l'Impératrice restèrent en prières. Le lendemain, quand la longue cérémonie fut terminée, ils semblaient épuisés.

Le suave parfum de l'encens emplit l'église. Dans l'enceinte du centre, derrière un rideau, le « tabot », la pierre de l'autel. Un prêtre vient vers nous sur ses pieds nus. Sa longue barbe grise lui donne l'air d'un patriarche, mais on voudrait pouvoir le savonner, lui, son turban et sa kâba. Il nous fait les honneurs des lieux. Des fresques s'étalent sur les parois de l'enceinte. Le vieux prêtre crasseux croit montrer des chefs-d'œuvre. C'est une illusion qu'il lui faut laisser. Aucune imagination de la part du décorateur. Ce sont les mêmes visages, les mêmes attitudes raidies sur les mêmes fonds désaccordés : bleus secs et jaunes crus. Cette médiocrité monotone crée vite un remarquable ennui. On n'a qu'un désir : retrouver le grand ciel, l'air libre. Pour m'amener à rester ici, il faudrait un miracle et ce n'est guère probable. Cependant, le vieux diacre me désigne une fresque. La légende qui l'a inspirée plaît aux visiteurs. Le diacre le sait et les rides de son visage sourient :

— Il y avait un homme si cruel qu'il se nourrissait de la chair des autres hommes. Il avait mangé ses enfants. Un jour, il rencontra un lépreux. Il s'appêtait à le dévorer quand il recula de dégoût ; mais le malheureux ayant dit : « Donne-moi à boire », l'homme eut pitié.

A quelque temps de là, il vint à mourir. Au tribunal de Dieu, on pesa ses fautes. Il allait être précipité en enfer, lorsque la Vierge laissa tomber dans le plateau vide, les gouttes d'eau qu'il avait données au lépreux. L'équilibre se rétablit. L'homme entra au Paradis.

#### VIVRE SANS PLAIDER...

Pas une fois, je ne suis sortie sans rencontrer des indigènes attachés l'un à l'autre par le pan de leur chama. M. Durand disait :

— Encore deux qui ont fait « tchik-chik ».

Peu de gens sont aussi susceptibles que les Éthiopiens. L'irritation d'un coudolement involontaire allume aussitôt la colère dans leurs âmes passionnées. Une injure jaillit :

— Imbécile !

— Ba Ménelik, tu m'as insulté.

Un gardien de la police surgit, noue les pans des chamas pour que les contestants ne s'échappent pas, les emmène au tribunal. Celui-ci n'est jamais loin. A chaque carrefour, les juges président un *chilot*.

Près de l'hôtel, du matin jusqu'au soir, trois d'entre eux se tiennent constamment assis sur un banc de bois qu'abrite un auvent en tôle ondulée. Ce sont des hommes d'âge. Le plus vieux montre un crâne sombre, luisant comme du buis poli. Deux touffes de cheveux blancs s'épanouissent en bouquets sur ses oreilles, sa barbiche est taillée en pointe. Dans sa toge, il a la dignité d'un Romain. La plaidoirie commence. Tout se passe comme il y a des siècles et des siècles. Ce qui rend si attachant ce pays, c'est qu'on y trouve une civilisation disparue partout ailleurs, un peuple enraciné dans ses traditions et qui se moque du modernisme, qui vit exactement comme le faisaient ses pères.

Tous les gestes, ici, sont rituels. Le plaignant avance de trois pas vers les juges, il tend le bras droit, il écarte les doigts. Pour lancer ses arguments, il a, il doit avoir la violente torsion du buste que nous voyons au joueur de base-ball. Il vocifère d'une voix de gorge. Quel rhéteur ! Tout cela n'est que convention et il est plus vrai que nature. Cependant, autour des contestants, les badauds font cercle, se passionnent.

L'Éthiopie entière n'est qu'un immense tribunal. Sur le procès en cours se greffent des paris qui engendrent d'autres procès : « Tu dis que mon père a prêté au tien deux cents thalers, telle semaine de telle année, au moment de la pleine lune ; je te parie un gombo de miel que, cette semaine-là, il n'y avait pas pleine lune. »

Un procès abyssin dure des années. Quand il semble fini, il ne l'est pas ! Un parent du condamné a toujours le droit de le reprendre.

Chaque maître de maison commence sa journée en tenant un chilot où il juge les différends que ses gens ont eus la veille. Les Éthiopiens disent que l'obligation de rendre la justice est aussi impérieuse que celle de défendre le pays en danger.

Deux fois par semaine : le mercredi, le vendredi, le Négus préside le « chilot » du Ghébi. De toutes les institutions du royaume, celle-ci, peut-être, est la plus vénérable. Elle évoque, pour nous, les temps où le souverain, participant directement à la vie de son peuple, montrait une savante et prudente intelligence. La séance se déroule avec simplicité. Chaque assistant a le droit d'exprimer son avis. Nul souci d'être en contradiction avec l'Empereur. Moi-même, quoique étrangère et si je savais l'amharique qui est bien l'une des langues les plus difficiles du monde, je serais autorisée à faire connaître ma façon de penser. Point d'huissier, de greffier, de procédure. La sentence est rendue conformément à l'usage qui est, presque toujours, l'usage hébraïque : « Abraham a dit... Moïse conseille... Salomon a écrit (1)... »

Les affaires qui viennent devant le « chilot » impérial sont parfois infimes et nous nous étonnons, nous les Européens, qu'on dérange le souverain, dont la tâche est lourde, pour savoir à qui revient un thaler ou un demi-thaler.

En vertu d'une très ancienne coutume, lui seul peut condamner à mort. La loi du talion, la vieille loi juive, hier encore, était appliquée : fracture pour fracture, œil pour œil, dent pour dent. « Il faut souffrir le même mal que l'on aura fait souffrir », dit expressément le Lévitique.

Le fameux jugement de Ménélik n'est peut-être qu'une

(1) Il n'y a aucune loi écrite, sauf celle sur le prêt. Elle a été faite par M. de Bellefonds qui était conseiller du gouvernement.

sorte de galéjade. S'il n'a pas été inventé, il méritait de l'être.

En tombant d'un arbre, un homme tue une femme. Les parents de celle-ci exigent la mort du maladroit.

« J'y consens, dit Ménélik, mais l'un de vous montera dans l'arbre et s'en laissera choir. »

Le plus proche parent de la victime a le devoir d'être le bourreau du meurtrier. Henry de Monfreid m'a raconté avoir assisté à une exécution dans l'intérieur du pays. La mère de la victime a épaulé un fusil et appuyé sur la gâchette. Le condamné était à genoux dans un champ. Le coup a passé sans l'atteindre. Les gardiens sont accourus. Après avoir pris l'arme, ils l'ont tournée et retournée, ont ramassé la cartouche, l'ont examinée, ont discuté, se sont décidés à aller en chercher une autre, à recharger le fusil. Tout ceci avait pris bien du temps. Avec une stupéfiante indifférence, le condamné s'était assis sur ses talons, écoutait ses gardiens et regardait les gens passer sur la route.

Selon l'usage judaïque, le prix du sang peut être payé. Il n'est pas toujours accepté. Voici un fait récent. A la suite de la révolte du Ras Hailou, ses biens ont été confisqués par l'Empereur. Le fils du Ras n'accepta pas la sentence : « Hailé-Sélassié n'a pas le droit de me dépouiller de ce qui vient de mes ancêtres », et il mit à l'abri ce qu'il avait de plus précieux. Le reste fut pillé. Entraîna qui voulait. Un jeune Gourraghé, dont le butin avait tenté, fut attaqué sur la route et assassiné. Le meurtrier comparut devant le chilot. La famille du Gourraghé était venue et demandait justice. Vainement, le frère du meurtrier essaya de le sauver, en offrant le prix du sang : cinq mille thalers. Condamné à neuf heures du matin, le coupable était fusillé et mis en terre, à deux heures de l'après-midi.

Jamais il n'y a rémission. La vengeance vient à son heure. Au temps de Ménélik, un Européen, charpentier de l'Empereur, aperçoit, un soir, en rentrant chez lui, un individu en train de se glisser dans la clôture d'épines de son terrain. Il tire. Ce n'était pas un malfaiteur, mais un malheureux qui cherchait un abri. Le chilot condamne le charpentier à mort. Il est sauvé par l'Empereur :

« Celui-ci n'a pas tué volontairement. C'est un de mes hommes, je défends qu'on y touche. »

La famille semble s'incliner ; du temps passe. Une des filles

du mort entre au service du charpentier. La plupart des femmes éthiopiennes connaissent l'art de doser habilement les poisons extraits de certaines plantes. Le « mauvais café » se boit encore, en Abyssinie. C'est ce qui dut advenir au pauvre charpentier. Il était en excellente santé quand, tout soudain, on apprit qu'il avait trépassé.

### UN DINER ÉTHIOPIEN

Dans le salon de l'hôtel, un jeune Abyssin au teint de bistre s'incline devant moi avec une correction parfaite. C'est le secrétaire particulier de Blaten-Ghéta-Sahlé-Sedalou, ministre de l'Instruction publique et vice-président du Sénat :

— Son Excellence, madame, vous prie à dîner. Quel est le jour qui vous conviendra ?

A tout hasard, je dis :

— Demain.

— Impossible ; c'est *tom* (jeûne).

— Après-demain, alors.

— Impossible encore, c'est *tom* également.

— Nous ne sommes pourtant pas à la veille d'une fête chrétienne.

Le secrétaire s'incline de nouveau et sa réponse, une fois de plus, me cause cet étonnement de nature toute spéciale que j'éprouve quand il m'est donné de retrouver, en Éthiopie, la fidèle observance de la loi mosaïque mêlée, comme une force obscure et toute-puissante, à la vie quotidienne : « Lorsque Jonas sortit du ventre de la baleine, hommes, femmes, enfants et animaux jeûnèrent pendant trois jours. » Les Éthiopiens commémorent ce souvenir.

Le dîner sera à la mode abyssine. Je l'ai demandé. Aura-t-il lieu dans une toucoule avec une jouchée d'herbes fraîches où s'asseoir ? Je le voudrais, mais c'est peu probable.

L'auto roule sous le ciel tranquille. Des huttes apparaissent entre les eucalyptus qui balancent leurs arômes nocturnes.

Au fond d'une cour, une bâtisse se dresse, tout unie, sans étage. La lune est dans son plein : sous ses rayons, la toiture en tôle ondulée se change en un lac merveilleux où nagent des poissons d'argent.

Quelques marches mènent au seuil. Un serviteur, plus noir

d'avoir un chama d'une blancheur parfaite, m'introduit dans la plus banale des antichambres européennes.

Pourvu que Son Excellence ne soit pas en smoking et en souliers vernis !

Le serviteur pousse une porte. Me voici dans une pièce avec un canapé en rotin, quelques chaises cannées. Une table ronde, au milieu, est couverte d'un tapis formé de petits morceaux de soieries multicolores assemblés. On voit cela dans les parloirs de certains couvents. Un rayonnage garni de livres couvre l'un des murs. Sahlé-Sedalou parle très purement le français. A plus d'une reprise, il est venu en France où il a charmé par sa distinction. Que peut-il bien lire ? Tiens, tiens ! Un Bergson... *La Revue des Deux Mondes*...

Du bruit derrière moi :

— Madame...

Dieu soit loué ! A Addis-Abeba, mon hôte a le bon goût de s'habiller à l'éthiopienne. Ses pieds nus s'enfoncent dans de minces sandales de cuir. Le long caleçon de cotonnade blanche serre ses chevilles. A chacun de ses mouvements, sa kâba de drap noir laisse voir une éblouissante doublure en peluche émeraude.

D'autres convives arrivent : une demi-douzaine, tous Éthiopiens et tous en chama. Sahlé-Sedalou s'assied à côté de moi. Il est très grand, extrêmement mince. Beaucoup d'allure. Les yeux sont magnifiques. Du goudron où il y aurait de l'or.

— J'ai invité le Révérend Père Azais. Il n'est à Addis que depuis hier soir ; il repart après-demain matin. Toujours à travers le pays pour ses recherches archéologiques, la constitution du musée que Sa Majesté veut créer.

La porte de nouveau s'ouvre. Un Éthiopien entre. Dans l'antichambre, par l'entrebâillure, je vois un officier se débarrasser de sa pèlerine. Une carrure d'homme solide ; jusqu'à mi-poitrine, la belle barbe fougueuse du Moïse de Michel-Ange. Des mèches de cheveux grisonnants frôlent le col de sa tunique en gabardine kaki. Il a des bottes de cuir fauve. Quelque colonel des anciennes armées du Tsar. Présentations : Le Révérend Père Azais, capucin ! Je tombe de la lune et ça se voit. Le Père rit :

— Vous aussi, madame, vous y avez été prise... Tout le monde y est pris. J'ai conservé mon uniforme d'aumônier

militaire. Pour mes expéditions dans la brousse, c'est plus commode.

Le Père s'assied à la place que Sahlé-Sedalou lui cède. Je demande :

— Comment avez-vous été amené à vous occuper d'archéologie, à devenir un savant ?

Devant ce mot, tout de suite, le Père se récrie :

— Je ne suis qu'un savant improvisé. Les circonstances m'ont servi. Avant la guerre, quand j'étais à la léproserie de Harrar, j'aimais, pendant mon mois de vacances, à m'aventurer dans le pays.

Une fois, vers le sud, dans une région ingrate, le Père arrive au bord d'une énorme excavation. Des falaises la murent. Des falaises hautes de plusieurs centaines de mètres. Dans l'une d'elles, une grotte se devine. Pour y parvenir, il faut suivre la crête, descendre dans la cuve et remonter. Un berger accepte de servir de guide. Glissades, efforts, rétablissements à la force des poignets pendant plus d'une heure. Le Père Azaïs arrive au pied de la falaise. Un escalier y a été taillé. Pour des Titans. Chaque degré n'a pas moins de quatre-vingts centimètres de haut. Le Père en escalade quelques-uns, mais le vertige l'oblige à redescendre...

Des années passent, des années au cours desquelles il y a la guerre. Engagé comme brancardier, puis titularisé aumônier, le Père Azaïs est décoré de la Légion d'honneur, de la croix de guerre. Plusieurs citations.

La guerre terminée, le Père retourne en Éthiopie. Sur les conseils de M. Edmond Pottier, de l'Institut, mis au courant de découvertes antérieures de dolmens, de stèles funéraires, le Père Azaïs reprend ses recherches.

L'escalier prodigieux qui lui est apparu en plines montagnes sauvages pique sa curiosité. Sur son ordre, les gens du pays établissent une rampe de fortune. Le Père se lance dans l'aventure. Le dernier bloc franchi, il se trouve sur un étroit palier. Une faille s'ouvre au fond de laquelle, à cent cinquante mètres, gronde un torrent. Pour la franchir, des poutres ont été jetées. Une quinzaine subsistent. Elles sont en gabro. C'est un bois imputrescible, aussi dur que le teck. D'où les a-t-on apportées ? En quels temps lointains ? La gabro ne pousse pas dans la région.



A hauteur de la main, le long de la falaise, la roche est polie, luisante, le sol a été aplani; au bas de l'escalier, le Père recueille des débris de verre irisé.

Que des foules, jadis, aient passé ici, comment en douter? Vers quel but allaient-elles, quel sanctuaire magique et secret? Quelle idée les poussait, leur faisait supporter la fatigue harassante, l'escalade vertigineuse, la chaleur du ciel chauffé à blanc, la torture de la soif dans ces grandes roches incandescentes?

### LE MAUSOLÉE DE MÉNÉLIK

Pourquoi ai-je dit :

— Il n'y a pas de monuments à Addis-Abeba?

Tout de suite, on me rétorque :

— Et le mausolée de l'empereur Ménélik!

— On peut le visiter?

— Il faut une autorisation.

En même temps qu'elle m'est accordée m'arrive l'avertissement que Sa « Béatitude », l'*Abouna*, le Père, me recevra, ce matin même, à l'Archevêché.

Dix heures! Sous l'exaltation du soleil, les lacs d'ombre des eucalyptus paraissent plus frais d'avoir été désirés. Au bord du ravin, sur les pierres plates, des femmes à la grâce ployante étendent les longs chamas qu'elles ont lavés.

A l'entrée du Ghébi, des sentinelles ont l'air de garder le silence. L'Empereur est à Djibouti. Le Ghébi est désert. L'auto roule.

Dressé dans une solitude nécessaire : le mausolée de Ménélik. Quand le grand empereur mourut après de longues années d'une paralysie générale, son corps fut transporté à Dobré-Libanos, la ville sainte. Pour le conserver, on avait coulé autour de la cire.

Une rotonde avec un dôme. C'est une belle chose d'être architecte et Allemand! on construit des monuments florentins sous le ciel de l'Éthiopie.

Nous entrons. Une claire lumière. Des vapeurs d'encens lentes à se défaire. Des chants qui déferlent, en s'élargissant. Dans l'une des enceintes autour de l'autel, les diacres s'appuient contre la muraille. Leur sistre doré au carillon

limpide est entre leurs doigts comme un jouet brillant.

Plus loin, tassé dans un fauteuil de velours, un vieillard semble le figurant obligatoire de ces lieux mortuaires. Sa robe noire colle à ses maigres épaules, un pan d'étoffe violette laisse voir un visage marron gros comme le poing où les yeux flamboient derrière des bécicles. Un livre sacré est devant lui, sur un lutrin. Tout en le lisant, il ne cesse de l'épousseter avec un chasse-mouche.

Je le salue et son regard me transperce. Avant qu'on l'ait nommé, qu'il ne m'ait adressé quelques paroles, j'ai deviné qui il était : « l'Etchequié », le plus haut dignitaire ecclésiastique avec l'Abouna et qui a sur celui-ci l'avantage de connaître les mœurs et le caractère du peuple, car il est toujours choisi parmi les indigènes.

Une trappe s'ouvre devant nous. Des marches. La clarté mouvante de quelques cierges. Des tombeaux l'un près de l'autre. Trois. En marbre blanc. Très simples. Des moulures, des colonnettes. L'empereur Ménélik repose entre sa femme, l'impératrice Taitou, et sa fille, l'impératrice Zaouditou.

Au-dessus du tombeau de Ménélik, une peinture est accrochée. Un portrait. Celui qui fut le puissant souverain est là, dans un fauteuil, la tiare en tête ; à ses pieds, le lion de Juda.

#### CHEZ L'ABOUNA

— Ainsi, vous aimez cette maison ? me demande M. Durand. Elle vous plaît ? Je le dirai à son architecte, M. Pène : c'est un de nos compatriotes.

Comment ne l'aimerais-je pas ? Sa tonalité grise, — celle des pierres du pays, — se marie à la verdure bleuâtre des eucalyptus. Quatre colonnes doriques font son seul ornement. Heureuse dans ses proportions et d'une sobriété qui s'allie à un air de grandeur, elle convient à la dignité de l'Abouna pour qui elle vient d'être construite.

On n'a pas encore eu le temps de la meubler complètement. Dans le salon, il n'y a qu'un canapé, quelques chaises et deux fauteuils recouverts d'une « perse » à grosses fleurs avec des oiseaux. Aux murs, une photographie de Sa Majesté Haïlé-Sélassié et le portrait de Matheos, prédécesseur de l'Abouna.

La porte s'ouvre : Sa Béatitude l'Abouna.

Discrètement, j'examine Sa Béatitude. Quel âge peut-elle avoir? Soixante ans, tout au plus. Sous le bourrelet de soie noire, les yeux sont vifs, le front est haut, le teint est clair. Sur la poitrine, s'étale une barbe carrée, abondante, soignée.

— Soyez la bienvenue, me dit l'Abouna; et, pour ajouter à la cordialité de l'accueil, ses mains, qu'il avait jointes, s'ouvrent largement.

Deux serviteurs sont entrés. Pieds nus et le pan de leur chama rejeté sur l'épaule droite. Sur un plateau, ils nous présentent des tasses minuscules emplies d'un café épais comme du chocolat, où je trempe les lèvres.

Depuis le <sup>ve</sup> siècle, depuis Eutychès, les chrétiens d'Éthiopie constituent, avec les Coptes d'Égypte, l'Église dite Alexandrine. Ils sont monophysites, je le sais. Tout le monde le sait. Ma science ne va pas plus loin. L'occasion n'est-elle pas favorable pour me renseigner?

— Notre religion, m'explique Sa Béatitude, est la même que la vôtre. Vous reconnaissez au Christ deux natures : celle qui est divine, celle qui est humaine. Nous disons, nous, monophysites : le Christ fut parfaitement homme et est parfaitement Dieu. Ses deux natures ne sont pas mêlées. Restées distinctes, mais indissolublement unies, elles en forment une seule. Nous croyons les mêmes vérités que vous. Seuls, les termes dont nous les exprimons diffèrent.

— Cependant, les chrétiens d'Éthiopie ne reconnaissent pas l'autorité du Pape.

— Ils relèvent du patriarche d'Alexandrie qui réside au Caire, mais ils vénèrent le Saint-Père comme chef des catholiques, ils le considèrent comme le plus grand prélat des chrétiens. Nous avons, comme vous, sept sacrements. Nous croyons, comme vous, qu'après la consécration, le pain et le vin deviennent la chair et le sang du Sauveur.

— Dans la récitation du *Credo*, intervient M. Durand, vous dites que le Saint-Esprit ne procède que de Dieu le Père.

— Comme les Orthodoxes dont nous sommes plus près que des Catholiques. Ainsi que les Orthodoxes, nous pratiquons la confirmation après le baptême; nous avons des prêtres laïques pouvant se marier et des moines, voués au célibat. Nous avons des jeûnes plus longs, plus fréquents que les vôtres.

Sur cette dernière question, j'aimerais que Sa Béatitude

pût s'étendre; j'aimerais tenir d'elle quelques détails sur la grande dévotion que les Abyssins marquent à la Vierge : trente-trois fêtes, par an, en son honneur; mais, voilà que M. Durand éprouve le besoin de raconter que nous avons assisté, au « Temkett ». Il dit la danse des prêtres : « celle de David devant l'Arche ».

— Les paroles que l'on chante, rectifie l'Abouna, ne sont pas celles du Roi des Juifs. Pour la danse, elle n'est pas seulement une commémoration, elle exprime la jubilation de l'âme, en ce jour de fête.

— Beaucoup de souvenirs judaïques, dit M. Durand, se retrouvent chez les Éthiopiens.

— Ils sont restés dans les coutumes, reprend l'Abouna; ils se sont conservés par tradition; ils ne sont pas imposés par la religion.

#### *ENTOTTO, ANCIENNE CAPITALE DE MÊNÉLIK*

Une colline rouge comme si elle regorgeait de sang, chaude comme si elle recélait du feu.

La route monte en grandes pentes rapides. Ménélík la fit établir quand il eut la révélation qu'une église à Notre Dame Marie devait être construite à Entotto. Lui-même aida les ouvriers à tailler les pierres, à les porter.

L'église terminée, on la bénit. Quelle fête ce fut ! La tête vous tourne à lire les préparatifs du guébeur (festin) que la reine Taitou résolut de donner.

Tous les jours, pendant plusieurs mois, quarante à soixante femmes vinrent préparer l'hydromel, dans la « maison de l'hydromel » où se font toutes les boissons. Six cents autres leur apportaient de l'eau. Elles commençaient leur travail de bon matin et le continuaient jusqu'au soir. Ensuite on prépara des pétrins dont chacun pouvait contenir quatre-vingt-dix litres et on se mit à pétrir. De son côté, l'intendante des provinces s'était rendue, avec toutes ses aides, dans la province de Guéren où pousse le berbérié. Des bourriquets le transportèrent. Il fut moulu et les femmes le déposèrent dans des jarres, en y ajoutant des épices. Pour le beurre, le « père des vaches » (1) en fit apporter de toutes les étables, dans des outres

(1) Le chef des pasteurs.

suspendues à des perches. On le clarifia et on le mit, dans les greniers, avec le beurre et le miel. Les potiers fabriquèrent des fours ; on éleva un *das* (1) pour cuire les « indjeras ». On rassembla, par centaines, les bœufs les plus gras. Et, de chaque point du royaume, les dignitaires, leurs soldats, leurs esclaves se mirent en marche. Tous les cœurs étaient en fête ; tous les pieds couraient vers la joie (2)...

Sur le plateau qui couronne la colline, l'église consacrée à Marie offre l'apparence d'un casino de bains de mer. Galerie et balustres sont en bois peint de couleurs vives. Un perron grimpe. C'est dimanche. Une vingtaine de fidèles assistent à la messe. On les dirait momifiés. Dans leur visage d'ombre, les yeux brillants, les grands yeux nous suivent, inquiétants comme ces prunelles d'émail qu'on voit aux statues.

Derrière l'autel, un des prêtres tient une haute croix d'argent ; un autre s'abrite sous une ombrelle d'andrinople rouge.

Des enfants frottent contre nous leur crâne où frisent des touffes de laine ; des hommes nous harcèlent. Notre arrivée a été signalée. Leurs voix couvrent les chants des diacres :

— Bakchich, bakchich...

Notre aumône les fait taire mais, les laisse insatisfaits. Ceux qui ont reçu un thaler remercient à leur façon :

— Tu devais m'en donner deux...

Allons-nous en ! La troupe des mendiants s'accroche à nous :

— Bakchich, bakchich !

Les voix, autour de nous, grondent, menaçantes. Une bande de chamas crie que nous ne sortirons pas de l'enceinte. Ils sont une quarantaine. Il leur faut, à chacun, un thaler.

D'une main vigoureuse, mon compagnon empoigne un grand diable, deux fois haut comme lui, et le secoue d'importance. L'homme en perd les morceaux d'andrinople qu'il s'était fourré dans les narines, contre la poussière. La troupe s'égaille.

Nous vaquons sur le plateau. Ménélik y a résidé avec sa cour, quelques milliers de gens. C'était sa capitale ; mais il n'y avait ici que des toucoules. Tout en a disparu.

(1) Sorte de hangar couvert en chaume et en cotonnade.

(2) Chronique du règne de Ménélik II.

## DEVANT LE PORTIQUE DU GHÉBI

Grande nouvelle pour moi ! Depuis hier, l'Empereur est de retour !

Coup de téléphone d'Ato Tasfaï Tagagne (1) :

— Sa Majesté vous recevra cet après-midi, à cinq heures. Je viendrai vous prendre à quatre heures et demie.

Dans la voiture qui nous emmène, Tasfaï Tagagne me dit le souci d'exactitude que montre l'Empereur : non seulement parce que cela doit être, mais pour donner le bon exemple à son peuple, lui apprendre le prix du temps.

— Récemment, un étranger qui était en retard a vu le Négus tirer sa montre, et a été accueilli par ces mots : « Il n'est pas trois heures, monsieur ; il est trois heures et quart... »

Une file de cavaliers qui s'allonge. Les innombrables escortes de soldats, de serviteurs. Devant le portique du Ghébi, le moutonnement d'une foule qui se presse. Des mules tenues en main et couvertes de housses écarlate, contre le mauvais ciel. Des domestiques chargés de boucliers d'apparat, de fusils dans des enveloppes de velours grenat... Chaque jour, c'est la même affluence.

Dignitaires et solliciteurs (parmi ces derniers, il y a des Européens) n'hésitent pas à « tenir la porte » et montrent une patience que rien ne rebute. Comme, jadis, à Versailles, chacun ici guette l'occasion de parler à l'Empereur, de s'en approcher ou, simplement, de s'en faire voir.

Seule, je n'arriverais à passer qu'après de longues formalités ; mais Ato Tasfaï Tagagne est connu, au Ghébi. L'auto franchit une première enceinte, gravit une pente. Des bâtiments ont poussé sur le plateau, comme ils ont voulu. Les plus importants ressemblent à des kiosques.

Serviteurs, soldats, dignitaires, membres du clergé, — jusqu'à deux eunuques hérités de l'impératrice Zaouditou, — plus de deux mille personnes vivent au Ghébi, font de la politique, brassent des nouvelles, suscitent des rumeurs, s'agitent, intriguent, s'échauffent, perpétrent des disgrâces, obtiennent des faveurs ou la distribution des emplois. Au gré de la sympha-

(1) Ministre d'Éthiopie à Paris. Il se trouvait alors à Addis-Abeba.

thie, de l'intérêt personnel, des coteries se forment, se défont, se dressent les unes contre les autres, et les femmes, les prêtres ne sont pas les moins actifs à jouer de leur influence.

Au cœur de cette ville, dans ce monde qui, à l'Européen le mieux informé, demeurera toujours secret, infiniment mystérieux, l'Empereur est, de beaucoup, l'homme le plus occupé de tout son peuple. Réceptions de ministres et audiences se succèdent de l'aube jusqu'à la nuit. Jamais de promenades. Les seules et rares sorties sont pour visiter une église ou se rendre compte de travaux en cours. Rien ne se fait, rien ne se passe, rien ne s'ordonne dans le palais, que Sa Majesté n'en soit informée.

### LUTTE CONTRE LES PRIVILÉGIÉS

Il faut considérer avec une attention extrême et curieuse ce qui se passe actuellement, en Éthiopie. Je veux dire la lutte de l'Empereur contre les privilégiés.

Insensiblement, adroitement, depuis qu'il est sur le trône, Haïlé-Sélassié travaille à diminuer le pouvoir des « grands ». Une province devient-elle vacante ? Il y nomme, lui-même, tous les chefs subordonnés avant de désigner le gouverneur principal. Les gouverneurs deviendront de simples fonctionnaires à traitement fixe. Les pouvoirs civils et militaires seront séparés. La dernière révolte, celle du Ras Hailou, en mai 1932, l'Empereur l'a maîtrisée. Dans le même temps, il a su s'attacher un autre de ses grands féodaux : Seïhoun, roi du demi-Tigré, en acceptant la fille de celui-ci pour son fils, le Prince héritier. Ainsi, soit par la méthode forte, soit par celle des alliances, la soumission des grands a été obtenue.

Mais ils ne sont pas les seuls privilégiés. Il y a les prêtres ; il y a les soldats.

Les premiers sont des adversaires redoutables. Leur esprit arriéré, leur ignorance crasse, constitue un des principaux obstacles à la modernisation du pays à laquelle l'Empereur travaille avec l'inébranlable volonté d'assurer l'avenir de son peuple. En contact permanent avec les populations, le clergé exerce sur elles une influence profonde. Par leur parole, les cent mille prêtres du pays sont capables de provoquer un

soulèvement contre le souverain. L'Empereur osera-t-il les déposséder ?

La piété de Haïlé-Sélassié est exemplaire. Chaque jour, assisté du « Père de son âme », il donne de longues heures à ses exercices de dévotion. Il observe tous les jeûnes prescrits, les nombreux et très rigoureux jeûnes. Jusqu'ici, il a entretenu avec les évêques et les prêtres les relations les plus édifiantes. Respectueusement, il s'est toujours incliné devant le chef de l'Église. Que se passera-t-il le jour où il voudra unifier le pays ? L'étendue des terres du clergé est immense. Un tiers du royaume échappe à l'administration commune. Haïlé-Sélassié laissera-t-il subsister cet « État dans l'État » ? Reculera-t-il, lui si pieux, devant la menace redoutable de l'excommunication ? ou, comme nos rois jadis, entrera-t-il hardiment en lutte et, dans cette lutte, de quel côté sera le vainqueur ?

#### L'EMPEREUR

Pour franchir la seconde, la troisième enceinte, il suffit à Ato Tasfaï Tagagne d'agiter la main à la portière. Dans le jardin où nous pénétrons, la nature est plus libre que dans les nôtres ; mais, dans les plates-bandes, la profusion des œillets n'a pas poussé au hasard. Leurs tons qui se heurtent composent la plus belle des enluminures.

Quelques arbres au tronc épais disent la puissance généreuse de cette terre : sous leur parasol, des vieillards sont assis. Dans leur décrépitude, leurs pâles draperies, ils font penser à ces héros retirés des combats que chante Homère. Au bruit de la voiture, ils n'ont même pas tourné la tête. Quelles confidences se font-ils ? De quel passé lointain parlent-ils fraternellement ?

C'est l'heure où les oiseaux se rassemblent. Leur chant liquide, frais comme une source, occupe tout l'espace. Soudain, ils se mettent à tourbillonner, à tourner. La lumière dorée qui reste dans le ciel fait étinceler leur corps d'acier bleu. Ce sont des merles métalliques.

Mais un secrétaire m'aborde, me guide vers un pavillon. Son toit à grosses côtes est aussi brillant que l'argent ; toutefois, je ne suis pas assez éblouie pour ne pas voir qu'il n'est qu'en tôle.



Le secrétaire et deux serviteurs montent à toute allure un escalier extérieur aux balustres bariolés, roses, bleus, verts. J'ai le souffle coupé à les suivre. Nous longeons une galerie et lorsque je pense aboutir à quelque pièce d'attente, brusquement je me trouve à l'entrée d'une salle qui s'étire très loin, qui n'en finit plus. Combien de mètres? Ah! je n'en sais rien! Ce n'est pas mon affaire. Par terre, c'est la chaude tonalité, la douce laine des tapis. A l'extrême bout, la salle se perd sous quelque chose de haut, de majestueux, de royal, drapé de soie vieil or, de damas incarnat avec de lourdes retombées, des glands et des crépines. Sous ce dais, un trône? Non. Un canapé en cuir rouge. L'Empereur y est assis.

Presque tous ceux qui ont été admis à le voir, l'ont trouvé vêtu de la kâba en drap noir doublée de velours cerise; aujourd'hui, il s'enveloppe dans un ample manteau dont la peluche bourrue et d'un ton de feuille morte laisse à découvert la blancheur luisante du pantalon.

Appuyée sur son coude droit qui repose sur un coussin de satin bleu ciel, les pieds sur un coussin de maroquin rouge, Sa Majesté me regarde venir.

Tandis que je traverse la longueur de la pièce, je songe aux audiences d'autrefois : le souverain couronné de la tiare d'or incrustée d'émeraudes. Autour de lui, debout, vêtus de longues robes de soie rouge brochée d'or, couronne d'or en tête : les Ras. Derrière eux, les seigneurs, les guerriers, la lance au poing, le sabre à la main, le bouclier au bras. Pour que rien ne manquât au tableau, un lion se tenait, menaçant, les griffes allongées, aux pieds de son maître. On approchait dans le tremblement; on se prosternait; on baisait la terre et le souverain vous donnait sa main sur laquelle on posait les lèvres, en dehors, puis en dedans...

Tout simplement, Hailé-Sélassié me tend la sienne, me désigne un fauteuil, en contre-bas du dais. Debout, à côté de moi, un interprète. L'Empereur, qui a connu à Harrar Mgr Jarousseau, parle très bien français. Ah! bien mieux que l'interprète! Mais le protocole exige, qu'en Éthiopie, il n'use que de l'amharique. Par moments, toutefois, il n'y peut tenir. Quand l'interprète ne traduit pas exactement les nuances de sa pensée, brusquement il le coupe et, tourné vers moi, il exprime lui-même ce qu'il a voulu me dire.

Plaisante et grave petite frimousse qu'éclairent deux grands yeux d'eau sombre, un enfant est assis à la gauche du Négus : son second fils, le prince Makonen. On l'a habillé d'un complet européen ; on a lissé ses cheveux et tiré ses chaussettes ; maintenant, il s'applique à jouer correctement son rôle. Ses mains sont posées sagement sur ses genoux. A l'âge où les autres garçons imaginent, entre eux, des jeux bruyants et simples, lui, comme distraction, assiste à la visite d'une étrangère dont il n'entend pas la langue ! Ce n'est pas drôle, tous les jours, d'être prince !

Mais Haïlé-Sélassié s'est tourné vers moi. Sa voix est douce, un peu basse. La question banale : « Comment trouvez-vous l'Éthiopie?... » Sa Majesté, Dieu merci, me l'épargne ! Et quand je lui dis mon désir d'être fixée, par elle, sur les points essentiels qui concernent le royaume, tout de suite, elle aborde l'une des questions primordiales :

— On nous a donné soixante ans, à la Société des nations, pour supprimer l'esclavage ! Dans vingt ans, ce sera chose faite.

Cette question de l'esclavage est extrêmement complexe. Libérer d'un seul coup trois ou quatre millions d'esclaves abyssins, ce serait, — sous couleur de philanthropie, — condamner autant de malheureux à la misère. Ce serait peupler les prisons. Plutôt voler ou tuer que mourir de faim. Le pays serait livré au brigandage, à l'anarchie. La seule bonne manière est celle qu'on emploie : opérer progressivement par extinction et par la poursuite impitoyable des trafiquants d'esclaves. Dès maintenant tout esclave peut être affranchi s'il le veut. Il lui suffit de se présenter au « bureau de libération ».

A ces mesures, une autre s'ajoute :

— Une société anti-esclavagiste est en formation, dit l'Empereur. Elle instruira l'opinion publique ; elle fera une active propagande pour l'abolition de l'esclavage.

Les « gabarres » qui maintenaient le servage, dans le pays, le *dergho* qui ruinait les paysans, un décret de novembre 1932 les a abolis. La classe des militaires ne pourra plus opprimer ceux qui cultivent le sol.

— Il faut laisser à l'Éthiopie, dit l'Empereur, le temps de se transformer. Les difficultés sont grandes, pour un pays, de passer, en quelques années, de l'état féodal à l'état moderne.

Les velléités ambitieuses que nourrissent certaines Puis-

sances européennes, les appétits qu'excite l'Abyssinie, le Négus n'en ignore rien. Les coupures de l'Agence Havas, que lui apporte chaque courrier, il les dépouille lui-même, les lit attentivement. Quelques articles de la presse italienne l'ont justement alarmé. L'idée d'un conflit italo-éthiopien est dans l'air. Remplis du souvenir du miracle d'Adoua, la plupart des Abyssins envisagent d'un cœur léger la possibilité d'une telle guerre. Dans leur ignorance, ils ne soupçonnent pas que, depuis 1897, l'Italie a acquis, par de dures expéditions coloniales, une expérience qui lui épargnerait les erreurs de jadis.

L'Empereur est mieux informé. Il dit combien il désire que la France demeure aux côtés du Gouvernement abyssin pour maintenir l'intégrité du royaume. Avec les États-Unis, la France est la seule grande nation dont le Négus ne se méfie pas. Il sait que notre pays ne forme aucun dessein de domination politique ou d'agrandissement territorial. L'indépendance de l'Éthiopie est une garantie de l'équilibre des forces européennes dans le centre africain et cette indépendance ne doit pas être aliénée.

Tandis que je parle, le regard profond de l'Empereur ne me quitte pas :

— Outre le respect des frontières du pays, observe-t-il, il y a son développement économique. Addis-Abeba a besoin de gagner la mer.

— Le chemin de fer franco-éthiopien répond à cette nécessité. Djibouti est le port naturel d'Addis.

— Sans doute, consent Haïlé-Sélassié. Je viens de passer à Djibouti, quelques semaines. J'ai été heureux de respirer l'air de la mer, mais ce plaisir, je ne puis en jouir que dans un pays étranger.

— Qu'importe, si celui-ci est un ami?...

L'Empereur a un geste de la main... Nul n'ignore que, dans l'espoir de détourner, à leur profit, le commerce de l'Éthiopie, les Italiens ont concédé au gouvernement impérial un port franc, à Assab, sur la mer Rouge. On objectera :

— Les routes manquent pour s'y rendre.

Les routes se font... Les camions automobiles s'achètent... Songeons aussi que, sur ses côtes de la Somalie, l'Angleterre peut donner à l'Éthiopie le port qu'elle ambitionne.

Peut-être conviendrait-il que nous accordions à l'Abyssinie certaines satisfactions...

Mais la conversation dévie sur des sujets d'ordre privé.

Prochainement, l'impératrice Manen entreprendra le voyage de Jérusalem pour la pose de la première pierre d'une église copte, dans les lieux saints.

Puis il est question du jeune prince Makonen. L'âge est venu, pour lui, de recevoir une éducation européenne. Bientôt, on doit le conduire à Vevey. En disant cela, l'Empereur perd son expression distante. Il n'est plus qu'un père qui parle de son petit garçon.

De son côté, le Prince a compris qu'il s'agit de lui. « Vevey! » Ce nom, plus d'une fois, il l'a entendu prononcer. Sûrement, il y rattache l'idée d'un long voyage vers un pays mystérieux. Rien ne bouge dans son visage enfantin, mais une lueur plus vive frémit dans ses yeux.

Digression, maintenant, sur les lacs suisses : Lausanne ; Genève ; la Société des nations : cap dangereux ! L'Empereur le tourne, en vantant le pittoresque de la vieille cité calviniste.

Je me lève. Sa Majesté me tend la main, me souhaite une agréable traversée, un heureux retour en France :

— J'espère que vous conserverez un bon souvenir de l'Éthiopie.

A nouveau, je parcours toute la longueur de la salle. Par la baie large ouverte, mes yeux s'enchantent de la vue qui s'offre à l'Empereur. Addis, dans sa forêt, se laisse deviner comme une ville de songe. Les crêtes lointaines, les montagnes pierreuses sont baignées de vapeurs d'un bleu léger ; mais, déjà, ce bleu s'assombrit, devient du violet : c'est la fin du jour.

HENRIETTE CELARIÉ.

---

## LA GUERRE RELIGIEUSE EN ALLEMAGNE

---

### I

## LE SCHISME DE L'ÉGLISE PROTESTANTE

Au moment où l'Allemagne se rendait solennellement à son nouveau chef, le chancelier Hitler, l'écho des luttes ardentes qui divisaient l'Église protestante allemande venait troubler ce chœur si bien réglé. Depuis plusieurs mois on assiste à une tragi-comédie qui ressuscite au sein de l'État « unanime » les dissensions les plus profondes de « l'époque révolue » du libéralisme.

L'intérêt de ces luttes dépasse largement celui d'un simple incident. La discussion qu'a suscitée parmi les protestants allemands l'intrusion de la politique dans la religion met en cause les bases philosophiques du régime hitlérien. Groupés dans le mouvement des « chrétiens allemands » les nationaux-socialistes ne prétendaient pas seulement, en s'emparant par la force de la direction de l'Église, fixer à nouveau les limites du temporel et du spirituel et consolider l'autorité de l'État. Ils allaient beaucoup plus loin : pour eux, le nouvel État, dans sa prétention à l'unanimité, ne pouvait s'arrêter devant l'Église, mais devait la pénétrer et la faire servir en premier lieu à une œuvre nationale. L'État ne peut se désintéresser du contenu de la foi, car il fait de la politique une véritable religion qui trouve ses dogmes dans le principe métaphysique de la race.

L'étude du problème religieux éclaire ainsi de lumières nouvelles la situation politique. Nous voyons lutter et se définir sous nos yeux la philosophie politique de l'Allemagne hitlérienne, et ce travail de gestation nous fait découvrir dans le camp national-socialiste des oppositions profondes que nous ne pouvons que soupçonner sur le terrain politique : modérés, opportunistes, purs, s'affrontent, l'injure à la bouche. Par delà ces oppositions, nous pouvons mesurer la large et profonde résistance de tout un passé acquis, de toute la force d'une croyance traditionnelle : la résistance de l'individualisme protestant à l'État total hitlérien.

### Un précédent : Ludendorff voulait fonder une nouvelle religion

Les « chrétiens allemands » n'ont rien inventé. Le racisme et le pangermanisme ont toujours eu, depuis qu'ils hantent les cervelles allemandes, un caractère religieux, et le grand « aryen » blond qui est le soldat de Dieu sur la terre n'est pas une invention nationale-socialiste. Mais ce qui caractérise le mouvement des chrétiens allemands, c'est que, comme son but est avant tout politique, il se place franchement sur le terrain de l'Église; les autres mouvements qui avaient voulu faire du racisme la base du sentiment religieux, ou bien répudiaient le christianisme, ou bien ne tentaient que mollement de l'adapter à leurs théories.

Le *Tannenbergbund* du général Ludendorff offre le plus bel exemple de paganisme « héroïque ». Créée au lendemain de la guerre, cette association tient son nom de la victoire de Tannenberg dont le général Ludendorff, fut, aux côtés de Hindenburg, le véritable artisan. La femme du général est la grande théoricienne du mouvement : dans une longue série d'épais ouvrages, dont certains sont écrits en vers, Mathilde Ludendorff expose la mission sur terre de « l'homme-lumière », de l'aryen de race nordique. « Il se tient dressé et ne veut ni pitié ni miséricorde; il n'attend pas son salut du sacrifice d'un autre. » Le Dieu qu'on implore en pleurant, qui commande d'aimer son mari et de pardonner les offenses, est le dieu des Juifs; son enseignement est immoral et porte la marque de la pusillanimité juive. Les idées de l'indignité de l'homme, de

la récompense attendue, de la rédemption sont contraires à la dignité du héros germanique qui, en cultivant les vertus patriotiques, reste en étroite communion avec son Dieu. Il faut donc répudier résolument le christianisme et rechercher la pureté primitive en revenant aux sources des vieilles croyances germaniques.

L'activité du *Tannenberghund* est actuellement paralysée en raison de l'hostilité du gouvernement qui a eu à se plaindre de l'indépendance de ton du général Ludendorff.

### Autres tentatives pour créer une religion purement allemande et nordique

Mais le paganisme a d'autres ardents défenseurs qui, sous la direction du comte Reventlow, sont réunis dans la puissante organisation de l'*Arbeitsgemeinschaft der deutschen Glaubensbewegung* (Union de travail pour la création d'une religion allemande); ce mouvement a pris dans les derniers mois une importance notable et possède dans tous les centres importants des « groupes de combat ». Il s'efforce, par une critique méthodique, de dégager des différentes croyances une religion purement allemande, libérée de toute influence juive et de toute influence étrangère en général.

Les théories de Günther et celles de Hermann Wirth, le fondateur de la « Société pour l'étude des origines et de la préhistoire germanique », complètent ce petit tableau des adorateurs de Wotan. Ces auteurs démontrent à l'aide de raisonnements à prétentions scientifiques que l'établissement de l'empire allemand sur la terre est la volonté de Dieu.

De semblables théories avaient, bien avant les chrétiens allemands, trouvé des défenseurs au sein même de l'Église protestante. Le mouvement de « l'Église allemande » date de 1917; il se défend de former une secte, mais s'efforce, à l'intérieur des communautés, de répandre les idées racistes. Les membres de « l'Église allemande » sont gens de ressource, ils ont trouvé une solution fort élégante : le Christ, expliquent-ils, était un aryen et *par sa race et sa formation intellectuelle il était de caractère nettement nordique !*

### Le mouvement chrétien allemand

La *Glaubensbewegung der Deutschen Christen* (Mouvement religieux des chrétiens allemands) se distingue de ces différents mouvements. Les chrétiens allemands sont une émanation directe du parti national-socialiste : afin de respecter le principe de la neutralité du parti en matière religieuse tel qu'il se trouve exprimé dans le vingt-quatrième point du programme, les chrétiens allemands ont toujours formé une organisation indépendante. Leur programme se résume en leur volonté de faire pénétrer le national-socialisme dans l'Église protestante. C'est le thème du livre de Wienecke paru en 1930 : *Christianisme et national-socialisme*, qui est comme le manifeste du mouvement. Le rôle des chrétiens allemands est d'accomplir cette tâche qu'Alfred Rosenberg désignait comme nécessaire : « Un mouvement religieux allemand devra expliquer que l'idéal de l'amour du prochain doit nécessairement être subordonné à l'idée de l'honneur national, ...qu'aucun acte... ne peut être réputé juste s'il ne tient pas compte en première ligne de la nécessité de sauvegarder l'unité nationale », écrit le chef de l'office de politique extérieure du parti national-socialiste dans son livre *le Mythe du XX<sup>e</sup> siècle*.

La préoccupation essentielle des chrétiens allemands est de nature surtout politique. Il s'agissait, une fois que le triomphe du national-socialisme eut fait la fortune du mouvement, d'établir dans l'Église l'autorité de l'État selon le principe du chef. Mais cette volonté de conquête brutale posait tout de suite les problèmes essentiels de la foi : l'introduction du principe autoritaire dans une Église qui depuis Luther se gouverne selon des méthodes démocratiques, est autre chose qu'une simple réforme administrative. En outre, les chrétiens allemands apportaient avec eux tout un bagage d'idées, dont l'éternel et irritant antisémitisme n'était pas la moins lourde de conséquences.

Tous ces problèmes qui naissaient du contact du protestantisme et du national-socialisme, il n'y avait pas moyen de les éluder. Les chrétiens allemands ne songeaient pas d'ailleurs à refuser le combat : sans doute sous-estimaient-ils la résistance qu'ils allaient rencontrer. Au cours des orageuses



séances du premier Congrès national des chrétiens allemands réuni à Berlin du 3 au 5 avril de l'année écoulée, on finit par se mettre d'accord sur dix thèses : Dieu agit par la nature, — par l'histoire, — et par l'Église ; — l'homme allemand et le germanisme sont l'œuvre de Dieu ; — c'est un péché que de se détacher de la communauté allemande, — qui exprime la volonté de Dieu ; — l'Église ne peut exister que sur la base nationale, — et son organisation doit s'inspirer du principe du chef ; — le juif converti ne peut être que chrétien juif ; — l'Église allemande ne peut accepter de considérer la conversion des juifs comme son devoir.

Pendant la discussion apparurent les idées qui allaient être l'origine des difficultés ultérieures : l'Ancien Testament doit être répudié dans tout ce qui n'est que l'histoire nationale des juifs et la religion chrétienne doit être complètement dégagée de l'influence juive. Le Christ allemand est le Christ victorieux. Il s'oppose à la conception du Christ souffrant sur la croix. Aimer ses ennemis est le fait des lâches : le héros allemand gagne le Ciel par ses vertus patriotiques et par sa foi dans le Führer.

Le chef des chrétiens allemands, le pasteur Hossenfelder, déclarait : « De même que Luther disait qu'un laboureur avec sa charrue pouvait approcher de la sainteté plus près qu'un moine avec ses prières, de même nous disons que le soldat hitlérien dans sa lutte est plus agréable à Dieu qu'une Église qui ne répondrait pas avec enthousiasme à l'appel du III<sup>e</sup> Reich. »

#### Protestation du calviniste Karl Barth

Mais dans le même temps que l'attaque se précisait, la résistance s'organisait. Pourtant résister n'était pas chose facile : on était encore en pleine « révolution nationale » et toute accusation d'opposition ou même de tiédeur menait rapidement au camp de concentration. De plus, la grande majorité des fidèles ne se sentait nullement menacée dans sa conscience et admettait même la nécessité de l'unification de l'Église que les chrétiens allemands mettaient d'abord en avant : aussi, le groupe d'opposition des « jeunes réformateurs », le plus agissant et le plus cohérent, n'osait-il pas nier

complètement la nécessité d'adapter l'Église au nouvel État, tout en essayant d'opposer une barrière aux intrusions de la politique dans le domaine de la foi.

Une seule protestation s'éleva au nom de l'absolue universalité du christianisme : Karl Barth avait vu le danger et ne craignait pas de le dénoncer. Professeur de théologie à l'université de Bonn et calviniste, Karl Barth n'admet pas de compromission et, dès les premiers mois du nouveau régime, il mit résolument toute son autorité au service de l'orthodoxie de la Réforme. C'est dans ce dessein qu'il fait paraître une série de brochures dont la dernière parue porte le titre significatif « La Réforme en tant que choix définitif. » Saluons en passant le courage de cet auteur, courage qui est, hélas ! bien rare en Allemagne. « L'Église évangélique dans le sens de la Réforme, écrit-il, est là et n'est que là où l'unique souci est l'enseignement des vérités chrétiennes, là où toute la vie de l'Église n'est que l'accomplissement de cet unique devoir. »

Plus politiques, — et peut-être plus naïfs, — les jeunes réformateurs croyaient pouvoir résister en faisant la part du feu. Les chrétiens allemands parlaient-ils d'une nouvelle constitution de l'Église allemande ? Ils acceptaient de la discuter. Voulaient-ils un évêque suprême du Reich ? Ils se hâtaient d'en nommer un à leur convenance. Pensaient-ils que les chrétiens allemands allaient avaler l'affront ? C'était beaucoup de naïveté. Sans doute la nomination de l'évêque von Bodelschwingh était-elle parfaitement régulière, sans doute l'élection s'était-elle déroulée dans les formes prévues d'accord avec les chrétiens allemands, ceux-ci ne s'en sentirent pas moins provoqués et ne firent pas longtemps attendre leur réponse.

#### L'hitlérisme entend briser les résistances

L'Église se défendait, mais les chemises brunes n'étaient-elles pas là pour briser les résistances ? La méthode avait déjà fait ses preuves : on les plaça aux pieds des autels, on accrocha des croix gammées un peu partout dans les églises, on obligea les pasteurs à saluer à la romaine, et gare au camp de concentration !

Tout cela pouvait encore passer pour un mouvement « spontané » de noble indignation populaire, mais l'État, avec

le consentement tacite du chancelier Hitler, finit par prendre parti : le 24 juin, un commissaire était nommé pour régler avec pleins pouvoirs les questions religieuses. L'évêque Bodelschwingh n'avait plus qu'à se retirer et le nouveau commissaire, M. Jæger, déclarait dans une ordonnance : « Nous devons rendre grâces à Dieu d'avoir, par son organe Adolf Hitler, détourné de nous le chaos bolchéviste. L'Église ne saurait exister que sur la base de la nation. En conséquence, je retire à tous les fonctionnaires élus par l'Église tous leurs pouvoirs et je transmets ces pouvoirs à mes représentants. »

Et pendant ce temps, le pasteur militaire Müller, l'homme de confiance d'Hitler, spécialement chargé de réaliser l'union des Églises allemandes, un instant évincé par Bodelschwingh, prononçait des discours et célébrait des services entouré de S. A. (sections d'assaut) et de S. S. (sections spéciales). Ainsi le 27 juin, au cours d'un sermon prononcé dans la chapelle du château de Königsberg, il s'écriait : « L'heure de Dieu a sonné pour l'Allemagne. Sans elle, le ciel se serait effondré sur nous. Le mouvement qui est né correspond à l'éveil religieux du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il a été une véritable résurrection. Le chancelier populaire se sent personnellement responsable vis-à-vis du Dieu puissant. » Un orchestre composé de membres des sections spéciales en uniforme soulignait le caractère héroïque de ces déclarations. Les chrétiens allemands, de leur côté, proclamaient leur satisfaction de la tournure des événements : « L'Église doit prêcher l'évangile pour le siècle et dans le siècle. Il faut que le cœur de l'Église batte à l'unisson avec le cœur nouveau de la nation allemande, en cette heure où celle-ci vient d'être appelée par Dieu à une nouvelle vie. Aussi les chrétiens allemands apprécient-ils les mesures prises par le gouvernement contre l'Église évangélique, orgueilleuse et hostile aux nouvelles forces nationales. Nous autres, chrétiens allemands, nous voyons clairement dans les événements de ces derniers jours le doigt de Dieu écrivant l'histoire. »

### L'opposition se ressaisit

Ces manifestations oratoires n'arrangeaient pas les choses. Un moment déconcertée par la brutalité de l'attaque, l'opposition se ressaisissait et le synode des Églises protestantes de

Prusse réuni à Eisenach s'adressait directement au gouvernement du Reich pour protester contre l'introduction de la politique dans l'Église. On eut soin d'ailleurs de cacher soigneusement ce fait à l'opinion publique allemande. D'autre part, des troubles se produisirent à l'intérieur même des églises; des pasteurs étaient assiégés par leurs ouailles révoltées; les arrestations se multipliaient.

Tout ce tumulte finit par réveiller le maréchal Hindenburg qui se reposait en Prusse orientale dans son domaine de Neudeck; il fut troublé dans sa conscience et s'adressa directement au chancelier Hitler. Celui-ci se décida alors à essayer de liquider la question en tentant de retirer de l'aventure le bénéfice politique d'une Église unie, soumise à son autorité, ce qui était au fond la seule chose qui lui importait. Il provoqua la réunion d'un collège qui rédigea la nouvelle constitution de l'Église, laquelle fut acceptée par les délégués des différentes Églises.

### Création d'un évêque du Reich

Cette constitution est un compromis : elle n'est encore conçue qu'en termes généraux. Le seul fait positif est la création d'un évêque du Reich qui doit être élu par un synode national composé des délégués des synodes des différentes Églises. En vue de cette élection on prévoit le renouvellement de tous les synodes. On insiste sur le fait que la nouvelle Église n'est pas une Église d'État et que l'indépendance des trois confessions luthérienne, réformée et unie est respectée. L'évêque du Reich est assisté d'un ministère ecclésiastique composé de trois théologiens représentant les trois confessions. Ni les questions de dogme, ni la question des chrétiens non ariens n'étaient réglées. On donnait une satisfaction de principe à l'idée du chef, mais la nouvelle Église ne serait que ce que serait l'autorité de ce chef, elle ne pourrait vivre que si elle savait trouver à toutes les questions posées des solutions propres à calmer tous les esprits.

Les élections pour le renouvellement des synodes dans tout le Reich eurent lieu après. On eut la surprise, en plein III<sup>e</sup> Reich, d'une campagne électorale où l'opposition, — la liste des jeunes réformateurs, — avait la permission de coller

quelques affiches et de distribuer quelques tracts; mais que faire contre les chrétiens allemands qui bénéficiaient du prestige du national-socialisme et qui disposaient pour leur propagande de tout l'appareil de l'État? Ils remportèrent les deux tiers des suffrages.

Le 27 septembre, le synode national, réuni à Wittemberg, nommait le pasteur militaire Müller évêque du Reich. C'était le triomphe des chrétiens allemands.

### Disputes à propos des non-aryens

Triomphe apparent. Car si la masse des fidèles donnait son approbation aux chrétiens allemands, la majorité des pasteurs et toute la pensée protestante leur déclaraient ouvertement la guerre. Trois mille pasteurs formaient un *Notbund*, une « Association d'assistance mutuelle », qui refusait de reconnaître l'autorité de l'évêque Müller. A Wittemberg même, pendant le synode national, plus de mille pasteurs appartenant à ce groupe avaient voulu organiser une réunion de protestation et, faute de trouver une salle, avaient affiché leur déclaration sur les troncs d'arbres. Ce fait, lui aussi, fut caché à l'opinion.

Le terrain des luttes les plus ardentes était celui de l'application du fameux paragraphe aryen, c'est-à-dire l'application dans l'Église de la règle qui exclut des postes publics toute personne « non aryenne »; cette désignation s'applique à toute personne dont l'un seulement des grands-parents est juif. La question n'avait pas été réglée par la nouvelle constitution : les synodes des différentes Églises se mirent à légiférer à leur guise. Ainsi le synode général de la vieille Union prussienne, réuni à Berlin le 4 septembre, après avoir procédé à l'expulsion de la minorité jeune réformatrice, votait l'application pure et simple du paragraphe aryen dans l'Église, c'est-à-dire l'exclusion immédiate des pasteurs d'origine juive. Des mesures semblables étaient prises dans d'autres Églises et recevaient un commencement d'exécution. Dans certaines communautés même, des juifs convertis furent expulsés des Églises.

De telles décisions, accompagnées de trop d'actes d'arbitraire, provoquaient dans l'Église une tempête de protestations. « Toute distinction entre les membres de la communauté, déclarait la Faculté théologique de Marburg, est contraire à la

doctrine chrétienne; l'Église honore comme une vertu le patriotisme, mais elle admet dans son sein tous les fidèles sur un pied de parfaite égalité. » « Certes, réplique la Faculté d'Erlanger, pour Dieu il n'y a pas de différence entre un juif et un non juif. Mais l'Église qui est nationale est obligée de tenir compte de l'état d'esprit de la nation et est libre de ne pas admettre parmi ses ministres des hommes d'une autre race. » Les plus radicaux, de leur côté, déclaraient que les juifs n'avaient rien à faire dans une Église allemande.

Pour mettre le comble à la confusion, il apparaissait de plus en plus clairement que les chrétiens allemands eux-mêmes n'étaient pas d'accord. Ils se montraient incapables de résoudre les questions qu'eux-mêmes avaient posées. Ils hésitaient entre deux tendances. Pour les uns la foi religieuse ne fait qu'un avec la foi politique; les événements politiques portent la marque de la volonté de Dieu, dont le Führer est l'instrument. Dans cette théorie la Patrie et Dieu finissent par être fondus en un seul objet de foi; le croyant n'a plus le choix: il trahit s'il ne consent pas à une adhésion totale, irréfléchie. C'est la rupture complète avec la tradition protestante de l'esprit de libre examen. La seconde théorie est celle des modérés, des opportunistes: ils voient le danger que font courir à la belle unanimité allemande les violences apostoliques des « purs » et estiment prudent de ne pas se mettre une guerre de religion sur les bras.

### Le « gauleiter » Krause contre l'esprit du christianisme

L'affaire Krause fit éclater aux yeux de tous ces divisions que seules soupçonnaient les personnes bien informées. Le 13 novembre le *Gauleiter* (chef ou *leader* régional) des chrétiens allemands de Berlin, Krause, prenait la parole à une réunion organisée au Sportpalast. Dans un discours d'une violence peu commune, Krause déclara qu'il était temps de répudier l'Ancien Testament, « ce livre de marchands de bestiaux et de souteneurs »! Nous voulons, continua-t-il, aux acclamations de l'assistance, une religion lavée de toute influence étrangère (lisez: juive); nous réclamons la révision du Nouveau Testament et la suppression des superstitions comme, en particulier, la théologie du péché et de l'humilité du « rabbin

Paul ». Nous voulons un christianisme où, à la place de l'âme humiliée et implorante, se dresse l'homme fier qui comme enfant de Dieu se sent lié au divin qui est en lui et dans son peuple. Les hommes de sang étranger (les Juifs) n'ont rien à faire ni dans les chaires ni dessous.

C'était sous une forme peu diplomatique et légèrement plus accentuée, après tout, le credo des chrétiens allemands. Mais les temps étaient révolus : Müller qui, il ne faut pas l'oublier, restait toujours en étroite relation avec le chancelier, donna immédiatement le signal de la retraite. Krause fut suspendu de ses fonctions dans l'Église. Müller le blâma et, lui qui devait sa fortune aux chrétiens allemands, fit plusieurs déclarations sur « la pureté » de l'enseignement de l'Église protestante allemande. Puis, voyant que ses affirmations d'orthodoxie ne suffisaient pas à calmer l'immense vague de colère qui menaçait de renverser la concession, il suspendait l'application du paragraphe aryen dans toutes les églises jusqu'à la promulgation d'une réglementation générale pour le Reich.

#### La discorde au camp des chrétiens allemands

Mais rien n'y faisait : le dimanche 19, trois mille pasteurs membres du *Notbund*, lisaient en chaire une protestation solennelle contre les paroles de Krause. L'action du *Notbund* trouvait d'autant plus d'écho que les chrétiens allemands étaient en pleine dissolution. Hossenfelder, le chef du mouvement, perdait toute autorité : il avait d'abord hésité et n'avait relevé Krause de ses fonctions dans le mouvement qu'avec un certain retard. C'est que le pauvre homme se trouvait dans une situation bien difficile et qu'à quelques nuances près il pensait au fond comme Krause. Maintenant, ses hésitations lui valaient d'être attaqué furieusement des deux côtés.

Le 21 novembre, le groupe des chrétiens allemands de Hambourg marquait sa défiance à l'égard de Muller en réclamant la réunion du Synode national.

La comédie fut à son comble à Munich où se réunirent deux jours après les chefs du mouvement. Le malheureux Hossenfelder multipliait les appels à la discipline ; peine perdue, il se trouvait pris entre deux fronts irrémédiablement



**opposés.** Les chrétiens allemands de la Thuringe reprochent à Hossenfelder de ne pas oser suivre Krause et refusent de se soumettre à son autorité : « De nouvelles révélations frappent à la porte de l'Église et demandent aux théologiens s'ils ont une réponse pour l'heure présente ou si, aveugles et sourds, refusant de voir le chemin de Dieu à travers notre temps, nous devons toujours chanter les cantiques de jadis?... Pour nous, la révélation divine n'est pas un fait du passé. Nous voyons Dieu vivant parmi nous et en notre chef Adolf Hitler l'instrument qu'IL s'est choisi ! » L'autre front, le plus nombreux, reproche à Hossenfelder de ne pas s'être désolidarisé avec assez d'éclat de Krause. C'est ainsi que les groupes de Bavière, de Bade, de Hesse et de Wurtemberg quittent le mouvement. Les démissions individuelles suivent en masse, tandis que beaucoup d'évêques appuient ouvertement le *Notbund*.

### Tentatives d'apaisement

Müller s'engage alors résolument dans la voie que lui indique probablement Hitler : sauver l'intérêt politique que retire l'État d'une Église disciplinée, sous un chef unique, en faisant cesser les querelles théologiques et en sacrifiant au besoin les chrétiens allemands. Le 30 novembre, le ministère ecclésiastique, où Hossenfelder représente l'Église unie, est obligé de démissionner. Hitler déclare, le 2 décembre, qu'il n'interviendra pas dans la lutte et, le 3 décembre, à la place de l'intronisation de Müller qui devait avoir lieu à cette date et qui a été décommandée, un nouveau ministère ecclésiastique est formé, dont les membres n'ont pas d'attaches avec les chrétiens allemands et sont pourvus de pouvoirs commissariaux accrus. Le lendemain, interdiction est faite à tous les membres dirigeants des Églises d'appartenir à un mouvement politico-religieux quelconque : Müller lui-même renonce à son protectorat sur les chrétiens allemands.

Quelques jours après, une nouvelle série de décisions importantes est prise : les conflits sur le dogme seront soumis à une discussion d'arbitrage et ne devront plus être discutés publiquement. L'œuvre de l'unification de l'Église est continuée par la préparation de la fusion des petites Églises locales. Enfin la question de l'application du paragraphe aryen



paraît trouver une solution satisfaisante : pour devenir pasteur, il faudra avoir fait des études universitaires. Or les « non aryens » ne sont admis dans les universités que dans la faible proportion de 1,5 pour 100 ; cependant ici on n'est pas considéré comme non aryen, si l'un seulement des grands-parents est juif. Il y a donc là un adoucissement certain, d'autant plus que cette mesure n'a aucun effet rétroactif et ne concerne aucunement les membres de la communauté qui conservent les mêmes droits que les chrétiens aryens.

Ces mesures d'apaisement doivent rétablir le calme, pense Müller ; rien n'empêche maintenant de travailler à l'affermissement de l'emprise politique de l'État sur le peuple évangélique.

Et d'abord la jeunesse : car jusqu'alors subsistaient encore les associations de jeunesses protestantes qui comptaient 1200 000 membres ; on n'avait pas osé y toucher. Le 18 décembre, on publiait un accord entre Müller et Baldur von Schirach, le chef de la Jeunesse hitlérienne, qui prévoyait dans un délai de deux mois le passage de tous les membres des jeunesses protestantes âgés de moins de dix-huit ans, avec armes et bagages, dans les jeunesses hitlériennes. C'était pour celles-ci un apport de 700 000 à 800 000 membres nouveaux.

Puis, le 24, on apprenait la refonte de l'organisation des chrétiens allemands. Hossenfelder, abandonné de tous, disparaissait et son successeur Kinder annonçait une réorganisation sur la base de l'unité des fidèles.

Toutes ces mesures semblaient indiquer que Müller était redevenu maître de la situation. Sans doute y avait-il des rumeurs, mais comme le mot d'ordre était « la paix dans l'Église » et que la presse faisait le silence, les bruits de dissension n'arrivaient que très affaiblis aux oreilles des observateurs les plus attentifs.

### Révolte contre l'emprise hitlérienne

Brusquement, le décor changea : on apprenait que le ministre ecclésiastique Weber avait démissionné le 22 décembre. Puis, le 4 janvier, l'évêque Müller publiait une ordonnance « pour le rétablissement de la paix dans l'Église ». Interdiction faite aux ecclésiastiques de faire de la politique à

l'Église et de critiquer les autorités suprêmes de l'Église, sous peine de révocation immédiate. Les mesures prises antérieurement étaient suspendues : cela signifiait que l'on renonçait à l'heureuse solution qu'avait trouvée la question du paragraphe aryen et que, en principe, les synodes des différentes Églises retrouvaient leur liberté de légifération en cette matière, Curieuse méthode pour rétablir la paix dans l'Église !

Le 11 janvier, il n'y avait plus de ministère ecclésiastique et jusqu'à ce jour il n'a pas été remplacé.

Que s'était-il passé ?

En fait, Müller avait peut-être eu tort de lâcher ses anciens amis, car cela ne lui avait pas servi à grand chose : l'opposition n'avait fait que grandir chaque jour et en trois mois le *Notbund* des pasteurs était passé de trois mille membres à près de dix mille, soit plus de la moitié de la totalité des pasteurs allemands. Ces pasteurs mus d'une noble ardeur gagnent chaque jour le terrain qu'ils avaient d'abord perdu par surprise. Ils se sentent assez forts pour refuser absolument de collaborer avec Müller ; celui-ci feint de les ignorer et refuse de recevoir leurs délégations dont l'une assiégea un jour sa porte pendant plusieurs heures.

Et ce n'est pas là le seul souci du Führer de l'Église, car cette fusion de la jeunesse protestante, annoncée avec fierté, n'est faite que sur le papier. Encore cet accord de principe n'a-t-il été obtenu que par l'exclusion du chef des Jeunesses protestantes, Stange, dont Baldur von Schirach a demandé l'exclusion du parti national-socialiste par une procédure accélérée. Il paraît en outre régner un certain vent de révolte chez ces jeunes qui ne veulent pas se laisser absorber et les parents reçoivent des circulaires les invitant à interdire à leurs enfants d'adhérer aux jeunesses hitlériennes.

Mais cette résistance-là est certainement plus facile à vaincre que celle du *Notbund*. Car que peut faire Müller : vait-il révoquer les dix mille pasteurs du *Notbund* ? Le 8 janvier se déroula à Berlin une manifestation significative. Un service de protestation qui devait avoir lieu le soir au Dom fut interdit par la police. Une foule estimée à dix mille personnes se massa dans le Lustgarten ; au moment où la police allait se mettre en devoir de disperser cette foule manifestement hostile, ce qu'on n'aime pas beaucoup dans le III<sup>e</sup> Reich, les protesta-

taires se jetèrent à genoux et récitèrent à haute voix le *Pater noster*, puis ils s'en retournèrent paisiblement chez eux. Müller aurait-il réalisé le tour de force de faire de ce peuple, qui n'a pas montré dans ces derniers mois beaucoup de courage civique, un peuple de martyrs ?

### Hitler réduit aux concessions

C'est plutôt Müller qui ira au supplice. Rien ne lui sert en rouvrant délibérément la question juive dans l'Église de tenter de reprendre des forces dans le mouvement dont il est sorti. Les chrétiens allemands ne sont plus une force vivante ; Krause et sa *Volkskirche Glaubensbewegung* (Mouvement de l'Église raciste) ont seuls conservé l'étincelle qui donnait au mouvement sa signification. Müller après tout n'est-il pas un traître ? Sa position, en tout cas, n'est plus tenable et il faudra bien qu'il se décide à partir ; on parle déjà de son successeur et, suprême humiliation, on nomme von Bodelschwingh...

Ces dissensions, qui aboutissent à l'heure actuelle à un véritable schisme au sein de l'Église protestante allemande, sont intéressantes à différents points de vue. Elles marquent d'abord l'échec absolu de la tentative la plus complète faite jusqu'à ce jour par les nationaux socialistes pour définir leur conception philosophique de l'homme. « La révolution, disait jadis M. Goebbels, ne s'arrêtera que lorsqu'elle aura marqué chaque Allemand du sceau de la croix gammée ! » La révolution s'est arrêtée devant l'Église, et l'individualisme de Luther a résisté victorieusement à la poussée de la philosophie hitlérienne vers la communauté totale de la nation.

Mais ce serait s'engager sur une piste dangereuse que de vouloir donner à ces conflits intéressants une trop grande signification politique. Il est certain que le problème religieux est une des plus sérieuses difficultés que rencontre actuellement le gouvernement hitlérien ; mais il semble assez probable qu'après le départ de Müller, Hitler, qui s'obstine rarement, saura faire les concessions nécessaires qui permettront l'établissement d'un *modus vivendi* entre l'Église protestante allemande et le gouvernement national-socialiste.

PASCAL COPEAU.

---

# POÉSIES

---

## PRIMITIFS

*Et in pulverem...*

A la cime du roc abrupt et solitaire  
Qu'encadrent les replis d'un immense horizon,  
Sous les cyprés, parmi la mousse et le gazon,  
S'écroule lentement l'antique monastère.

Car tout vient de la terre et retourne à la terre...  
Mais les moines, aux murs de leur blanche prison,  
Ont écrit, magnifique et touchante oraison !  
Leur beau rêve d'espoir, d'amour et de mystère.

Indifférent, le temps efface chaque jour  
La flexible volute au suave contour,  
Le fleuron délicat ou la souple arabesque.

Mais aux arceaux déserts du cloître dévasté  
Brille encor, dans l'azur plus pâle de la fresque,  
Le nimbe rayonnant du Dieu ressuscité.

## LA JOCONDE

Astre mystérieux, soleil d'un autre monde,  
Au firmament de l'Art bravant l'éternité,  
Des injures du temps chef-d'œuvre respecté,  
Tu brilles, toujours jeune, ô divine Joconde !

Sur ton âme penché comme sur l'eau profonde,  
Silencieux miroir plein d'ombre et de clarté,  
L'artiste t'interroge avec avidité  
Et cherche vainement la voix qui lui réponde.

Dans l'azur immobile et sombre de tes yeux  
Rien, ô Monna Lisa ! n'est triste ni joyeux,  
Tu rêves, tel le Sphinx en son désert de sable...

Et jamais à l'amant qui te quitte à regret,  
Mais que poursuit encore un songe insaisissable,  
Ton sourire immortel n'a livré son secret.

## LA LECTURE DE LA BIBLE

D'après Gérard Dow.

Le village s'endort. Au loin tout est paisible.  
C'est la fin d'un beau jour... Pour l'oraison du soir  
Les époux, vers le seuil étant venus s'asseoir,  
Avec recueillement se penchent sur la Bible.

Et le Verbe éternel, mystère inaccessible,  
Sublime vérité qu'on ne peut concevoir,  
Monte de l'humble toit comme un hymne d'espoir,  
Comme un acte de foi vers le Maître invisible...

Dans la chaumière obscure où s'entr'ouvrent les cieux,  
Le vénérable aïeul, grave et silencieux,  
Incline avec respect son front ridé par l'âge.

L'ombre baigne les murs du logis délabré,  
Mais le dernier rayon qui tombe sur la page  
Fait resplendir encor le vieux Livre sacré.

## LA POURVOYEUSE

D'après Chardin.

Dès l'aube, en jupon court et simple camisole,  
La bonne Ménagère apprête le repas.  
Puis, brossant une veste ou repaisant un bas,  
Embrasse les enfants qui partent pour l'école.

Jamais de temps perdu ni de vaine parole !  
Elle va, n'épargnant sa peine ni ses pas ;  
Et sur le vieux dressoir, déjà, du haut en bas  
Tout brille, broc, chaudron, marmite ou casserole.

Alerte sous sa coiffe et son blanc tablier,  
Chaque jour en rentrant, d'un geste familier,  
Elle pose la miche au coin de la crédence,

Et sur le meuble fruste et poli par les ans,  
De son large cabas croulent en abondance  
Les oignons satinés ou les poireaux luisants.

## LES ORIENTALISTES

A L. Caniccionni.

Las d'un horizon gris, d'un ciel toujours voilé,  
Las d'un climat morose et d'un monde incolore,  
Ils rêvaient, vers les flots où se lève l'aurore,  
D'une terre éclatante au rivage brûlé.

Sous le firmament clair ou l'azur étoilé,  
Ils évoquaient, là-bas, aux pentes du Bosphore,  
Et la blanche terrasse et le vieux Café more  
Et les fumeurs assis autour du narghilé.

Ravis, ils contemplaient, au seuil de la Mosquée,  
Le Chamelier poussant sa monture efflanquée  
A travers les rochers d'un sol aride et nu.

Et, pareil à la mer immense qui moutonne,  
Ils regardaient au loin le Désert monotone  
S'endormir sous les feux d'un soleil inconnu.

## L'ODALISQUE

D'après Ingres.

Tandis que les jets d'eau pleurent dans les bassins  
Où l'immuable azur de l'Orient se mire,  
Au fond du vieux Sérail, la vierge de Palmyre  
Rêve dans la tiédeur soyeuse des coussins.

Et des tapis profonds aux somptueux dessins,  
Des tissus précieux, damas ou cachemire,  
L'effluve pénétrant de l'ambre et de la myrrhe  
Monte et fait palpiter la rose de ses seins.

Dans la pénombre, au son d'une voix douce et lente,  
Le corps voluptueux de la belle indolente  
Languissamment se cambre en un suprême effort,

Et sous l'œil somnolent et morne de l'eunuque,  
Indifférente, un bras replié sous la nuque,  
Au rythme d'un refrain barbare, elle s'endort...

## LA SOURCE

D'après Ingres.

Sous la voûte sonore et fraîche du rocher  
Où tu rêves dans l'ombre, ô Nymphé rose et blanche!  
Ton beau bras nu soutient l'amphore d'où s'épanche  
L'onde, espoir de la plaine et terreur du Nocher.

Ton torse, plus brillant que la fleur du pêcher,  
S'enfle en un rythme pur qui fait saillir la hanche;  
Et tu souris au ciel de ton œil de pervenche  
Où l'étoile du soir parfois vient se pencher.

Dans la nuit transparente et verte du rivage,  
Le rayon qui se glisse à travers le feuillage  
Fait jouer sa lumière errante sur ton sein;

Et son mouvant reflet s'éteint et se rallume,  
Tandis que le cristal fluide du bassin  
Baise tes pieds d'argent de sa lèvre d'écume.

ANTONY TRONCET.

---

# LE ROMAN

## DU CARBURANT NATIONAL

UNE CONSÉQUENCE DE LA GUERRE

La guerre aura appris l'importance du pétrole, de l'alcool et de ce qu'on nomme les combustibles liquides. Avant 1914 le pétrole n'était guère considéré que comme article d'épicerie. Si nous avions pu prévoir que bientôt il deviendrait l'âme de la guerre! Nous n'en avons goutte dans notre sol ni dans nos colonies, et notre ravitaillement était presque uniquement transatlantique : il est vrai qu'il en allait de même pour l'ennemi.

On aurait pu parer à cette insuffisance par l'alcool, carburant de moindre puissance. Mais savions-nous qu'il était devenu l'élément constitutif des poudres? Deux sortes d'alcools : ceux dits « naturels », provenant de la distillation des vins, cidres et marcs, soit 350 000 hectolitres ; ceux qualifiés « industriels », tirés principalement des betteraves, soit plus de deux millions et demi d'hectolitres.

En dégrevant au début du siècle les boissons hygiéniques et surtout en envisageant techniquement la possibilité de son emploi comme carburant, on avait montré les bases d'une politique de l'alcool, mais sans s'attacher à la réalisation : les producteurs d'alcool industriel ne visant qu'à s'ajouter à l'excès, dans la « consommation de bouche », aux alcools naturels ; le fisc, insoucieux de l'hygiène, voyait cela avec faveur. En 1913, « la bouche » était le grand débouché de l'alcool industriel ; de ces deux millions et demi d'hectolitres le tiers seulement allait à la fabrication des poudres et autres emplois industriels.



Comme le charbon, comme le minerai de fer, cet alcool-là était presque concentré sur la frontière du nord : après l'invasion sa production tomba, de chute en chute, jusqu'à 932 000 hectolitres, alors que les besoins toujours accrus de la guerre nous obligèrent d'en importer deux millions et demi d'hectolitres, sans compter 117 000 tonnes de poudre.

Plus grave encore était notre situation quant au pétrole ; à un moment, elle fut même tragique. Nous et nos alliés, étions presque totalement tributaires du pétrole américain, or les méfaits sous-marins et les rivalités de nos fournisseurs en rendaient le ravitaillement de plus en plus difficile : en décembre 1917, nos stocks ne correspondaient plus qu'à la consommation de trois semaines... On comprit alors la nécessité d'une politique des combustibles liquides.

Le fonctionnaire français est à l'ordinaire travailleur et probe, son grand défaut est de se confiner trop étroitement dans sa partie et de croire indiscret de regarder chez le voisin. Les compartiments administratifs étant étanches, on y pare par des commissions qui établissent sur des points particuliers le contact et la coopération de services trop divisés : dans le cas présent, elles firent la meilleure, bien que la plus obscure besogne.

Notre politique des carburants montre ce que peut une administration quand elle a un but et une conduite suivie : ici même il y fut rendu témoignage (1).

Le but : réduire pour le pétrole notre dépendance de l'étranger. Politique, à cette fin, multiple : politique de production qui, par la seule mise en œuvre de nos ressources dans le proche Orient, nous doit assurer à bref délai le tiers de notre consommation ; — politique de ravitaillement qui quintupla depuis la guerre notre outillage de réception, remplaça la primitive distribution par bidons par l'appareillage actuel, permit la création de toutes pièces d'une industrie de raffinage d'un potentiel de cinq millions de tonnes ; — politique d'approvisionnement qui équilibra les diverses sources de production et disciplina les prix ; — politique de transport qui décupla le tonnage de notre flotte pétrolière ; — enfin politique de succédanés pour associer à l'essence étrangère des carburants d'origine nationale.

(1) Voyez la Revue du 15 juillet 1933 : G. de Labarrière, *la Politique française des pétroles*.

Il était difficile de mieux prévoir et on a fierté à enregistrer ces résultats, qui peut-être n'eussent pas été acquis, s'il ne s'était rencontré un petit capitaine d'infanterie, que l'indisponibilité d'une glorieuse blessure mit « aux pétroles » pendant la guerre, et qui y est resté, véritable oblat qui sacrifia à cet idéal tout espoir de carrière, et aussi un simple vérificateur de la régie, que la mobilisation mit « aux alcools » et qui n'en bougea plus. De l'effort de ces deux modestes fonctionnaires, qui ont figure de grands commis, devait sortir le carburant national, l'alcool allié à l'essence, véritable révolution dans l'économie des combustibles, mais qui n'eût pas été possible sans un « animateur » parlementaire pour mettre en branle le lourd appareil législatif par lequel doivent passer toutes les réalisations.

Cette politique du carburant national est déconcertante et même extravagante; ses initiateurs, s'ils savaient ce qu'ils voulaient, ne surent pas toujours où ils allaient, car leurs voies divergeaient... mais cela s'arrangea, l'idée juste redressant les moyens douteux. Le carburant national est et restera la plus curieuse manifestation de l'empirisme constructeur.

#### LES DEUX ALCOOLS ET LEURS MONOPOLES

Le problème de l'alcool se posa, de façon pressante, dès le début de la guerre. On réquisitionna ce que l'invasion nous avait laissé; mais, dans notre démocratie, il fallait tenir compte des servitudes électorales, que la guerre n'avait pas abolies.

Grands et petits producteurs d'alcool naturel restaient sur leurs positions particulières; on s'accorda pour réserver « à la bouche » les seuls alcools naturels et livrer les autres à l'État en vue des usages de guerre; une loi du 30 juin 1916 consacra cette séparation et attribua à l'État le monopole d'achat de l'alcool industriel. L'alcool naturel y trouva son compte: sans doute les distillateurs et bouilleurs de cru virent leur privilège étroitement réglementé, mais, débarrassés de la concurrence de l'alcool industriel, ils avaient le monopole de fait de « la consommation de bouche ». Le prix de l'alcool naturel augmenta considérablement et les trois-six de Béziers, de 480 francs l'hectolitre avant la guerre, montèrent jusqu'à

1200 francs. L'hygiène eut aussi satisfaction, puisque la consommation humaine de l'alcool diminua de 65 pour 100.

La médaille eut pourtant son revers. Cette production si avantagée multiplia les distilleries : d'où accaparement des fruits, valorisation de l'alcool naturel et hausse consécutive des vins et des cidres ; les « buveurs hygiéniques » en firent les frais, mais l'agriculture en tira bénéfice.

La loi de 1916 ne devait être que pour la durée de la guerre ; aussi, quand le terme s'en fit entrevoir, ces producteurs, surtout ceux du Midi, voulurent faire consolider ce précieux état de choses et la loi provisoire devint la loi organique de l'alcool.

Dans le même temps, on avait la hantise du pétrole, devenu l'un des éléments essentiels de la guerre ; notre défense nationale commandait que nous ne restions pas dans une dépendance trop absolue de l'étranger : l'alcool ne serait-il pas le moyen de libération ? Pour associer l'alcool à l'essence, l'appel au législateur était indispensable ; ce législateur se trouva : M. Édouard Barthe, député de Béziers, une curieuse figure.

Une émeute viticole, vers 1910, le tira de sa pharmacie pour le porter à la Chambre sous les couleurs socialistes ; mais, en ce pays-là, les étiquettes politiques courent la même marchandise, la vigne, et le député socialiste de Béziers devint vite le souverain pontife de l'alcool. Donna-t-il son agitation à ses électeurs ou la reçut-il d'eux ? Toujours est-il qu'il la communiqua au Parlement, car il a la foi qui soulève les assemblées. Nul plus que lui n'aura aimé la vigne, et s'il ne boit pas le vin des siennes, il sait le faire boire aux autres : il a été l'homme de cette seule idée, qu'il a servie fixement pendant un quart de siècle. Ses lois viticoles feraient un code, et bien que disparates, elles constituent une politique qui, partie d'intérêts particuliers, s'est trouvée par les circonstances de la guerre dans le cadre de l'intérêt général. Suprême paradoxe, ce socialiste, pour le bien de ses électeurs, se fit le protecteur du capitalisme « alcoolier » et, convaincu pacifiste, l'un des grands préparateurs de la guerre.

Sans qu'elles l'eussent cherché, la guerre enrichit ces régions viticoles du Languedoc et de la Narbonnaise dont les déboires avaient si lourdement pesé sur toute l'économie de la France. Le monopole de fait de la loi de 1916 enleva comme par enchantement leurs récoltes pléthoriques.

Ces producteurs chanceux étaient anxieux quant à la durée de leur privilège, et redoutaient d'autant plus un retour offensif de l'alcool industriel qu'un notable écart existait entre les cours. Le monopole d'État avait pu maintenir les prix des alcools de betteraves dans les limites de cent à cent trente francs, alors que ceux de fruits avaient été portés au décuple. La production d'alcool industriel, largement déficitaire, retrouverait nécessairement son niveau d'avant la guerre : ne le dépasserait-elle pas ? On chantait alors l'hymne à la production et à l'abondance : Béziers était inquiet, mais son député veillait et il parvint à fixer les faveurs de la fortune par la plus prodigieuse opération de diplomatie et de stratégie parlementaire, qui d'ailleurs devait coûter cher.

#### L'ACCORD DE BÉZIERS (1922) ET LE CARBURANT NATIONAL (1923)

L'idée du carburant national est fille, tout au moins adoptive, du génie de M. Édouard Barthe, mais elle ne lui vint pas, comme au tambourinaire, son compatriote, « en écoutant chanter le rossignol ». Pharmacien, il s'intéressait naturellement aux choses de la chimie et avant la guerre, le souci électoral aidant, il avait été frappé par les expériences allemandes d'alcool carburant, et l'idée l'obséda. Il en parla avec des savants pendant la guerre, et y vit la solution pratique des difficultés jointes de la défense nationale et de ses vigneron. Il avait été l'un des initiateurs de la loi de 1915 sur la séparation des alcools : « l'alcoolisme, péril national ; l'alcool, richesse nationale !... » criait-il. Il n'eut plus qu'un objectif : le maintien de cette loi, dès lors, si bienfaisante pour les siens.

En novembre 1918, quelques jours avant l'armistice, M. Édouard Barthe constituait et présidait une commission technique des carburants nationaux à laquelle il communiqua son ardeur. De grands savants furent mobilisés, Daniel Berthelot dirigea leurs recherches et mit au point la formule d'un mélange d'alcool et d'essence.

Il fut établi que l'alcool et l'essence sont susceptibles d'être mélangés en toutes proportions, mais que leur mélange est d'autant plus stable que la proportion d'alcool est plus grande, que jusqu'à 25 pour 100 point n'est besoin de modifier le carburateur pour obtenir une marche régulière et satisfai-

sante ; mais pour plus de sûreté on conseillait le mélange dans la proportion de 43 à 50 pour 100 d'alcool.

Ce mélange à 50 pour 100 pouvait indifféremment se faire avec la même proportion d'essence lourde ou de tourisme, mais à le généraliser on n'eût pas trouvé les quantités requises d'alcool. Force était de se modérer : aussi prudemment limitait-on l'application à l'essence lourde.

La découverte de ce nouveau débouché pour l'alcool souleva dans le Languedoc viticole un vif enthousiasme : fait assurément unique, ces vignerons socialistes voulurent faire les frais de l'expérience et mirent 200 000 francs au service de cet engin de défense nationale.

Restait à communiquer l'enthousiasme biterrois à ceux du Nord, qui replantaient des betteraves et amplifiaient leur culture ; c'était plus délicat. M. Édouard Barthe se montra grand manœuvrier. L'affaire devait se régler au Parlement et il avait pour lui les gros bataillons. La production de la betterave se concentre dans une douzaine de départements du Nord, celle des alcools de fruits existe dans les deux tiers du territoire. La force parlementaire était à l'inverse de la puissance de production, et les deux tiers des sénateurs étaient « bouilleurs de cru », leurs électeurs l'étant. Pour bien organiser ses positions, le député de Béziers obtint en 1920 de la Chambre la création d'une grande Commission qui, sous le vocable trivial de Commission des boissons, devint la citadelle des tenants de l'alcool naturel dont il avait réalisé l'unité de front.

Il alla donc en médiateur vers ceux du Nord, leur fit comprendre que, même avec l'alliance des entrepositaires et des débitants urbains, ils n'auraient pas le dessus, et qu'au lieu de batailler, mieux valait s'accorder. Le carburant national, leur dit-il, a des perspectives illimitées ! car la puissance de l'alcool en calories étant moindre que celle de l'essence, il en faudra davantage ; l'avenir de l'alcool est dans la carburation ; le patriotisme commande de secouer le joug du pétrole étranger, l'alcool le peut, il le doit... Appuyant sur la corde nationaliste, il leur forgea une félicité qui les fit pleurer de tendresse.

Il n'était plus que de mettre les fers au feu ; on choisit Béziers, où se réunirent en mars 1922 les plénipotentiaires de tous les alcools, venus de tous les points de l'horizon politique,

et ces hautes parties contractantes signèrent l'accord de Béziers, véritable traité de l'alcool, qui celui-là, est intangible. Il stabilisait les bases de la loi de 1916 : « la consommation de bouche » à l'alcool naturel; l'alcool industriel aux usages industriels et principalement à la carburation; l'État, continuant d'en être l'acheteur unique, le vendrait à haut prix aux autres tributaires pour le pouvoir céder au prix inférieur de l'essence aux « pétroliers » qui en feraient le mélange.

L'accord restait unilatéral; l'État payeur avait été tenu en dehors et le traité était pour lui un vrai *diktat* : accepterait-il la combinaison? Les parlementaires s'en portaient forts, l'écart des prix, d'ailleurs, n'était pas alors très considérable : cent trente et cent vingt francs.

Un autre obstacle demeurait : l'agrément des « pétroliers » vendeurs d'essence, à qui l'on proposait simplement de réduire le chiffre de leurs ventes. Le Parlement établissait alors leur statut et ils étaient conciliants, car ils avaient position d'otages, par la concession par l'État des licences d'importation comme aussi par l'épouvante, savamment entretenue, du monopole d'importation. Et puis le pétrole, les trusts sonnaient mal aux oreilles parlementaires. On ferait marcher ces puissances d'argent!... Mais pourraient-elles, elles, faire marcher leurs clients? Il s'agissait de changer une habitude, — le risque d'une panne écarte l'automobiliste des nouveautés, — le carburant national ne serait-il pas considéré comme une essence inférieure, de la mauvaise essence?

M. Édouard Barthe ne s'arrêta pas à ces diverses considérations. Le 28 février 1923, il faisait voter la première loi du carburant national imposant aux importateurs d'essence l'obligation d'acquérir de l'État une quantité d'alcool proportionnée aux quantités d'hydrocarbures par eux dédouanées, et de le mélanger à l'essence dans la proportion de 50 pour 100, sous peine du retrait aux délinquants de leur licence d'importation.

Pour permettre cette cession à perte de l'alcool carburant, l'automobiliste devait payer une nouvelle surtaxe de cinq francs par hectolitre d'essence au profit du Service des alcools. Soit un tribut annuel de 60 millions au début et qui, la consommation de l'essence passant en dix ans de 9 millions à plus de 30 millions d'hectolitres, allait bientôt atteindre 350 millions.

## LE PRIX DE L'ALCOOL INDUSTRIEL A LA PARITÉ DU SUCRE

L'État ne devait pas tarder à s'apercevoir qu'il était le mauvais marchand. Aux « alcooliers » pressés de connaître la félicité promise, les débouchés ne suffisaient pas, il fallait aussi les plus hauts prix, et ce fut l'épisode capital du roman : la fixation de ce prix à la parité du sucre.

Avant la guerre, les marchés du sucre et de l'alcool étaient indépendants ; le cours de l'alcool industriel s'établissait très en-dessous des eaux-de-vie naturelles, qu'il concurrençait, et cet alcool-là était tenu comme un sous-produit, ou tout au moins comme un produit secondaire ; « les alcooliers » étaient les parents pauvres, les « sucriers » les grands seigneurs.

La guerre finie, les choses prirent un autre tour. On se trouva devant un déficit du sucre et de l'alcool. L'État, acheteur unique des alcools de betteraves, d'abord fixa le prix de cet alcool en légère relation avec celui du sucre pour exciter la production. Pendant la guerre, ces prix, fixés par le monopole, allèrent de cent à cent trente et un francs pour les alcools de betteraves, et cent cinquante-neuf francs pour ceux de mélasses. En 1919, le ministre des Finances prit la main et chargea une commission spéciale de fixer le régime provisoire de l'alcool, commission composée de fonctionnaires et de représentants des industries intéressées, dont les « sucriers », contre qui les « alcooliers » lancèrent l'exclusive : c'était la reprise d'un vieux conflit.

On ne s'en émut pas ; l'alcool était alors primé par le sucre : le Service des alcools, outre ses stocks, ayant la ressource des prestations en nature de l'Allemagne, la reconstitution de la production betteravière fut orientée vers le sucre, et en 1920 toute liberté rendue à son industrie. Les prix s'élevèrent et les planteurs cultivèrent naturellement les betteraves les plus riches en sucre. Comme compensation, on accorda à l'alcool une majoration calculée sur le prix progressif du charbon, et la distillerie en usant moins que la sucrerie, on y ajouta une prime spéciale, qui s'augmenta lors de l'établissement de l'impôt sur le chiffre d'affaires... tant et si bien qu'en 1922 le prix de l'alcool dépassait largement celui du sucre.

Ce ne fut pas assez : ces « alcooliers », signataires du traité



de Béziers, prétendirent s'égaliser aux « sucriers », qui tenaient les prix de la betterave, et réclamèrent que le prix de leurs alcools fût fixé non d'après l'état du marché ni sur un juste profit, mais d'après les bénéfices des « sucriers » ; ils voulaient au moins le traitement de l'industrie la plus favorisée.

Très habilement ils mirent dans leur jeu la culture. Les planteurs, qui subissaient les prix de la sucrerie, voyaient avec faveur cette prétention qui ne pouvait que faire hausser les cours de leurs racines ; ils entrèrent allègrement dans la conjuration et, comme ils étaient le nombre et que les élections générales approchaient, ils firent sur leurs parlementaires la plus efficace pression.

Le ministre des Finances prit peur : ses représentants à la Commission des prix firent observer que rien dans la loi n'autorisait cette fixation du prix de l'alcool à la parité du sucre, que les conditions des deux industries et la destination des produits n'étaient pas comparables, que, l'alcool allant principalement à la carburation, la logique commandait d'apparier son prix à ceux des combustibles liquides, et qu'à l'égaliser à celui du sucre, on le mettrait à un niveau hors de proportion avec celui des carburants, auxquels il devait se mêler. C'était la sagesse, mais le démon électoral veillait.

Cette solution logique eût renversé les tractations de Béziers. Le cours de l'alcool industriel était, en 1923, de 250 francs, le double du prix de guerre, mais ces « alcooliers » voyaient les hauts cours des trois-six de Béziers qui battaient leur plein et, s'étant interdit de leur faire concurrence, ils voulaient s'en rapprocher le plus ; affaire de prestige... Les « sucriers » se désintéressaient de l'affaire, pensant peut-être que, si les prix devenaient très avantageux, il leur serait loisible d'adjoindre des distilleries à leurs sucreries. L'État paierait...

Le ministre des Finances se trouva seul avec la raison. A la veille des élections de 1924, un parlementaire du Nord fit voter que le prix d'achat de l'alcool serait calculé en parité de celui du sucre ; Nord, Ouest, Midi s'associèrent d'enthousiasme à ce pillage, et la loi fit presque l'unanimité.

Restait à établir les conditions que le vainqueur imposerait au vaincu. On devait aboutir à ce résultat que le producteur fixerait lui-même à son acheteur unique et obligé, l'État, les prix où il lui céderait son produit, mais les voies



furent compliquées et dérobées au regard du profane.

Naturellement une commission fut nommée ; elle fut tripartite, c'est-à-dire composée de représentants de l'administration, des producteurs et des usagers de l'alcool : les « sucriers » furent exclus comme indésirables, ceux de l'alcool avaient les deux tiers des voix. Une sous-commission eut à rechercher « une formule telle que la somme des valeurs des produits tirés d'une même tonne de betteraves fût égale dans chaque industrie à la valeur de cette tonne de betteraves, augmentée des frais de fabrication et du bénéfice du fabricant ».

Ici nous entrons dans le domaine de la Kabbale, et je ne puis qu'exposer sans expliquer, ayant renoncé à comprendre.

Par le jeu de cette formule :

$$0,987 (122 \text{ p.s} + (18.0,95) + 2,50 (\text{xps} + 57,85) = (0,987 + 3,50) \\ (\text{xps} + 86,50) \quad 87 (\text{xps} + 86,50)$$

le prix de l'hectolitre d'alcool de betteraves put être porté, en 1926, à 305 francs, et, en 1927, à 384 francs.

Mais par la magie de cette autre :

$$125,5 \text{ pst} + (18\text{m} + \text{p}) \frac{98 (\text{xps} + 77,54) - (\text{xps} + 113,87)}{100} \frac{88 \text{ p}}{100} \\ \text{Pa} = \frac{89,28 (\text{xps} + 113,87)}$$

M. Piétri, ministre du Budget, put en 1931 ramener le prix dudit alcool à 266 francs, alors que le prix de l'essence, à laquelle pour partie il devait se substituer, restait à 412 francs.

#### L'INTEMPÉRANCE « ALCOOLIERE » MET A MAL LE MONOPOLE

Ce qui devait arriver, arriva. Les avantages du prix du sucre d'abord, de celui de l'alcool ensuite, développèrent exagérément la culture de la betterave. Ses planteurs, qui avaient appuyé la revendication des « alcooliers », voulurent leur part quand le gain fut venu et ils fondèrent, à côté des distilleries industrielles, des distilleries agricoles, qui, par les privilèges de la coopération, furent les plus fortunées : d'où ressentiment des « alcooliers », meneurs du jeu, et qui s'exaspéra quand des « sucriers », alléchés eux aussi par la sûreté du gain, adjoignirent des distilleries à leurs sucreries.

On vit alors le plus extraordinaire emportement de la production alcoolique. La quantité des betteraves mises en œuvre,

de 6 millions de tonnes avant la guerre, atteignit 9 millions en 1931, et la production des alcools de betteraves et mélasses achetée par le Service des alcools, de 800 000 hectolitres pour la campagne 1926-1927, sautait en 1930-1931 à 2 millions 400 000 hectolitres, et crevait le plafond en 1932-1933 avec 3 millions 220 000 hectolitres.

Car, ce ne fut pas seulement de la betterave qu'on tira de l'alcool; les mélasses, résidu de la production sucrière, en firent également : le chiffre des alcools de mélasses, de 150 000 hectolitres en 1923-1924, monta à 620 000 en 1929-1930, à 910 000 en 1930-1931, pour s'établir à 825 000 en 1932-1933, — tant et si bien que, pour assurer l'alimentation de notre bétail, nous dûmes recourir aux mélasses étrangères pour un contingent annuel de 50 000 tonnes.

En 1930, sur les 2 400 000 hectolitres d'alcool achetés par l'État, la moitié à peine allait à la carburation. La loi de 1923 sur le carburant national faisait faillite : seul le Service des transports en commun parisiens lui restait fidèle ; mais les autres et même ceux d'État ne voulaient rien savoir, si bien que les « pétroliers », pour écouler les quantités d'alcool imposées d'office, les utilisaient à ravitailler en essence leurs postes. Et le flot montait toujours, et submergeait le Service des alcools.

L'ordre de choses nouveau était le désordre.

La grande distillation d'alcool de fruits avait pris, pour la « consommation de bouche », la place qu'avant la guerre avaient les alcools de betteraves ; toutefois les proportions étaient plus de moitié moindres : 7 à 800 000 hectolitres au lieu de 2 millions. Mais un sérieux déséquilibre s'observait dans la fabrication industrielle des divers alcools de fruits, car celle des bouilleurs de cru, de beaucoup moindre, échappait, bien qu'« exercée », à une exacte évaluation.

Alors que la production des alcools de vin, très irrégulière, tendait à décroître (316 000 hectolitres en 1924, 180 000 en 1925, 90 000 en 1927), celle des alcools de cidre allait grandissant (185 000 hectolitres en 1920, 350 000 en 1924, 483 000 en 1929 au lieu de 74 000, chiffre moyen d'avant la guerre) : toute une industrie de distillation de fruits était issue de la loi de séparation des alcools. D'où de grandes variations des cours des alcools de bouche et surtout des trois-six : de 480 francs

en 1926, ils sautaient à 1 500 francs en 1927 et à 1 600 francs en 1928, où la production viticole était déficitaire.

Les vignerons qui devaient acquérir du monopole l'alcool de betteraves pour le « vinage » et le « mutage » de leurs vins, étaient mécontents, car le monopole, — dont c'était le principal bénéfice, — le leur faisait payer au-dessus de 1 000 francs pour compenser une partie de la perte qu'il subissait sur la cession à la carburation. Béziers se demandait s'il n'avait pas laissé faire une trop bonne affaire aux autres et à ses dépens.

Par malchance, la récolte de 1929-1930 en excédent amena une production d'alcool naturel de 233 000 hectolitres, au lieu de 90 000 l'année d'avant, et qui par suite fit baisser les cours des trois-six. La nécessité surexcita le génie législatif de M. Édouard Barthe, et nous eûmes quelques nouvelles lois, assorties de nombreux décrets, pour « éponger », suivant la formule, cette inondation.

Avril 1930 : c'était cette période de facilité où l'on dissipait les fameux 19 milliards amassés par M. Poincaré. Le député socialiste de Béziers faisait au gouvernement une opposition sévère et malgré cela, sinon à cause de cela, il obtint de faire mettre par le Trésor 250 millions à la disposition du Service des alcools pour résorber les alcools de vin en souffrance ; on ajoutait un affluent au fleuve débordé ! Cet alcool devait être revendu par le monopole sur le marché libre : l'idée de derrière la tête de M. Édouard Barthe était de substituer l'alcool de vin à l'alcool de betteraves pour le « vinage » et le « mutage ». Les « petits vignerons » avaient été mis en avant ; on leur paya leur alcool 750 francs l'hectolitre et l'on vit, le marché ainsi dégagé, les cours des trois-six remonter jusqu'à 1 500 francs, alors que l'alcool de betteraves n'était acheté que 295 francs.

Les électeurs bitterois rendirent grâce au savoir-faire de leur représentant, mais les autres régions viticoles trouvèrent que le Languedoc abusait : l'Algérie voulut sa part... Les « alcooliers » du Nord auraient dû être inquiets, car on savait le budget de leur acheteur unique, le monopole ; mais tout à leur intempérance de production, ils n'aperçurent pas le danger. Très subtilement, en effet, M. Édouard Barthe allait réparer par une nouvelle loi le coup de canif qu'il avait donné

au contrat de Béziers et qui, sans qu'il s'en fût avisé, pouvait ouvrir la voie au monopole total de l'alcool.

Le carburant national défaillait de plus en plus, personne n'en voulait et la production d'alcool montant toujours, le monopole stockait à outrance... Vint en juillet 1931 la discussion de cette loi sur la viticulture et le commerce des vins, agréable à certains viticulteurs du Midi, car elle tendait à protéger les mauvaises vignes en contingentant les bonnes. M. Louis Loucheur, pour sauver les intérêts unis du monopole et des « alcooliers » du Nord ses grands électeurs, fit insérer dans cette loi une disposition imposant pour la seule essence lourde le mélange de 25 à 35 pour 100 d'alcool, qui permettrait l'écoulement des stocks du monopole.

A quatre heures du matin, quand la discussion en vint, M. Édouard Barthe présent, — de par sa fonction de questeur il gîte au Palais-Bourbon, — fit fort ingénieusement mettre à l'amendement Loucheur une allonge l'appliquant d'autorité à l'essence tourisme en cas d'insuffisance de prise d'alcool par les « poids lourds ». Il faisait ainsi sa paix avec les « alcooliers » aux dépens des « pétroliers » à qui il imputait les déboires de son carburant national; mais une fois de plus il amorçait une nouvelle révolution, la consommation d'essence tourisme étant alors plus de six fois supérieure à celle de l'essence lourde. Et dans le même temps, il proposait de réserver à l'alcool de vin la fourniture exclusive du « vinage » et du « mutage ». Pour calmer les alarmes du Service des alcools, la surtaxe de cinq francs par hectolitre, qui constituait sa principale dotation, fut consolidée à dix francs quarante, soit trois cent cinquante millions par an.

On vit alors la plus invraisemblable situation. Le Service des alcools achetait sans trêve une production toujours accrue et qu'il devait écouler à perte. Mais, ne vendant, pas il ne perdait pas, bien mieux, doté en vue d'une perte qu'il ne faisait pas, il thésaurisait : en 1931, il était détenteur d'une cagnotte d'un milliard que le ministre des Finances soulagea de sept cents millions pour l'équilibre difficile du budget de 1932. Mais comment écouler ce flot montant d'alcool, qu'on ne pouvait même plus loger ?

Les « alcooliers » et les planteurs de betteraves comprirent qu'ils seraient à bref délai contraints de se modérer : déjà les

« sucriers » avaient spontanément contingenté leur production. Pour conjurer cette disgrâce, ils profitèrent de la proximité des élections générales et, en mars 1932, ils lancèrent leurs parlementaires pour un suprême effort de débouteillage du Service des alcools : une disposition législative, votée en un tournemain, pénalisa de vingt-cinq centimes par hectolitre et jour de retard les « pétroliers » qui n'auraient pas « levé » les quantités d'alcool qui leur étaient assignées et qu'ils ne pouvaient utiliser.

Les « pétroliers », à qui cette histoire coûtait déjà près de 150 millions, virent par cette pénalisation s'y ajouter une cinquantaine de millions au profit du Service des alcools et se demandaient avec effroi où on les menait.

Les « alcooliers », eux, faisaient Charlemagne et produisaient de plus en plus. Alors que les prises d'alcool pour la carburation s'élevaient en 1932-1933 à 1 900 000 hectolitres contre 850 000 en 1931-1932, la production d'alcool passait de 2 400 000 hectolitres en 1931-1932 à 3 220 000 en 1932-1933.

Survint le déficit budgétaire et la recherche de ressources nouvelles. Force fut d'empêcher le gouffre de l'alcool de se creuser davantage ; la loi contingentait à 2 300 000 hectolitres, la quantité d'alcool qui pouvait être payée à la parité du sucre soit deux cent quatre-vingts francs ; au delà, le prix fut celui de l'essence, soit cent quinze francs.

On prenait assez timidement les voies de la sagesse. En juillet 1932, un premier arrêté maintenant la proportion légale du mélange pour l'essence lourde, étendait la formule à l'essence tourisme en y ajoutant de l'alcool dans la proportion de 25 à 35 pour 100. Ce fut sans effet. Les stocks du monopole s'accroissant toujours, un second arrêté, en mars 1933, autorisa la vente, sous le nom d'essence tourisme, de tout mélange d'alcool dans la proportion de 11 à 20 pour 100 d'essence.

Les « pétroliers » marchèrent, car c'était le moyen pour eux d'éviter le dommage des pénalités énormes qui s'accumulaient : la question était de vie ou de mort. Mais rien n'était prêt et ne pouvait l'être : ils ne purent qu'offrir leurs postes à la distribution de l'essence alcoolisée, appellation qui avait meilleur son que celle de carburant national. La distribution portait sur trente millions d'hectolitres et cinquante mille appareils ! Cette application précipitée devait amener des

mécomptes ; aucun contrôle n'était possible, chacun était libre de mêler à l'essence ce qu'il voulait d'alcool, et certains en mirent trop pour écouler les quantités qui leur restaient pour compte. Comme l'ancien carburant national à 50 pour 100 d'alcool subsistait toujours pour les « poids lourds », la substitution de cette essence lourde à la nouvelle essence tourisme était tentante.

Ce fut alors au tour des automobilistes de crier : ils se plaignaient d'une consommation plus grande, d'un moins bon rendement, de l'instabilité du mélange, de « départs » difficiles, de mauvais fonctionnements du carburateur, du gicleur, des soupapes et même du moteur, d'arrêts, pannes, etc...

Il semble bien qu'il s'agissait là de phénomènes passagers et superficiels. La cause principale paraît avoir été due à l'effet « décapant » de l'alcool sur son contenant. Malgré les précautions prises par les principaux « pétroliers », et par suite de l'extention précipitée de la réforme, nombre d'appareils distributeurs, qu'on n'avait pas eu le temps de « décaper » de la croûte formée par le long usage de l'essence, le furent par l'alcool du mélange ; les déchets passèrent dans l'essence distribuée et avec elle dans les carburateurs et les moteurs où elle eut le même effet : d'où des bouchages de gicleurs, des baisses de rendement et un retard dans la mise en action du moteur froid. L'alcool agit aussi sur les vernis des carrosseries et sur les garnitures, mais point, comme on le prétendit, sur les parties du moteur en contact avec le carburant ; on ne s'aperçut pas que l'alcool, « décalaminant » remarquable et « anti-détonant » puissant, supprimait le cliquetis et la détonation, et même, dans des conditions spéciales, augmentait le rendement et économisait la consommation.

La première impression fut franchement mauvaise. On s'en prit aux constructeurs. Ceux-ci incriminèrent le dénaturant de l'alcool, la créosote, qui lui donnait une vilaine apparence brune et trouble et attaquait certains organes ; on y substitua le benzol, de meilleur aspect et, même, en octobre, on donna par la rhodamine une couleur rose au dénaturant, non pour rendre le mélange plus agréable à l'œil, mais pour mieux déceler la fraude par l'alcool « poids lourds ».

La vraie réforme, celle qui permettait une orientation d'avenir, vint du troisième arrêté du 25 juillet 1933, qui de

11-20 ramena à 10-15 la proportion d'alcool à mêler à l'essence et permit de recourir pour le surplus au benzol, le meilleur agent de liaison entre l'essence et l'alcool... Par malheur, nous produisons en France peu de benzol, 33 000 tonnes seulement, et il en eût fallu 60 000 impossibles à trouver au dehors. Quelques « pétroliers » qui en étaient approvisionnés purent constituer un nouveau mélange, supérieur comme qualité et aussi comme prix.

Le Service des alcools fut sérieusement soulagé, puisque les prises pour la carburation montèrent du 1<sup>er</sup> octobre 1932 au 1<sup>er</sup> octobre 1933 à 2 millions 50 000 hectolitres, au lieu de 850 000 pour la même période 1931-1932. En dégageant ainsi les stocks du monopole, on rendait à la production d'alcool un jeu plus normal, puisque limité par le contingentement.

#### ÉPILOGUE

Où en est-on et où va-t-on ? Hardi qui le dirait ; la chose est en incessante évolution (1).

Un fait semble acquis. Les tribulations du début sont calmées, les préventions s'atténuent, la période critique des premiers froids n'a pas motivé de plaintes officiellement enregistrées : le carburant national entre dans l'usage, et ses auteurs, ébaubis de ce succès, pensent que, puisque ça va, ça ira ; l'empirisme optimiste continue. On prévoit que, sur les bases actuelles, 2 millions [d']hectolitres d'alcool iront à la carburation ; mais si la consommation d'essence continuait à progresser, qui fournirait le surplus ?

Les pétroles varient comme qualités : autant de sources, autant d'essences. L'alcool n'améliore que les moindres qualités ; le vrai améliorant est le benzol : on constate une tendance vers les super-carburants, et spécialement vers le

(1) Ainsi le régime instauré en juillet était rechangé en décembre 1933. Alors, dans la troisième loi de redressement financier, l'Etat, pour réaliser une recette de quatre cents millions, remplaça inopinément et fit voter dans la nuit le remplacement du droit sur les automobiles par une surtaxe de cinquante francs sur l'essence, et comme le poids de la réforme pesait sur les plus forts usagers, on recourut, pour les apaiser, au carburant national qu'on dégreva, à leur profit de vingt francs par hectolitre. Les chauffeurs de taxis, qui devaient bénéficier de ce dégrèvement, ne le purent en raison de la lenteur et de la complication des formalités administratives : d'où la grève récente.



benzol lié à l'essence et à l'alcool. Ce mélange ternaire est d'usage courant en Allemagne, parce que ce pays est grand producteur de houille; mais ce benzol y est jalousement gardé d'autant que par lui la proportion d'alcool a pu être réduite.

L'avenir dépend de l'ingéniosité des inventeurs et constructeurs, et surtout de la sagesse du législateur.

En ce <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle s'est posé pour l'alcool le même problème d'indépendance nationale que, sous Napoléon, pour le sucre : la betterave, là encore, offrit une solution qui mérite encouragement, mais dans les limites des possibilités financières.

Quel statisticien dira exactement ce que le carburant national a déjà coûté à la fortune publique, et même le peut-on dire? Pour ceux que tenterait cette entreprise, voici quelques éléments de cette gigantesque addition.

La « surtaxe temporaire » mise en 1923 sur les hydrocarbures pour doter le Service des alcools, et qui rapportait à cette date 60 millions l'an, s'est très vite enflée à 350 millions, ou elle fut officiellement consolidée en 1932 : calculez!

L'essence mélangée à l'alcool est exonérée du droit intérieur de vingt-sept francs par hectolitre : soit, en prenant le chiffre de 2 millions d'hectolitres, qui est celui de la dernière campagne, une perte annuelle de 54 millions de francs pour le budget, à laquelle s'ajoute la perte du droit de douane de quarante-sept francs sur l'essence, dont l'alcool prend la place, et qui fait, pour 2 millions d'hectolitres, un total de 94 millions. Un historiographe du monopole a évalué à 700 millions le manque à gagner du budget du fait du carburant national, pendant les quatre exercices 1927-1931.

Le Service des alcools a perdu en moyenne cent quatre-vingts francs par hectolitre d'alcool livré à la carburation et ces ventes désastreuses sont allées d'une moyenne de 200 000 hectolitres de 1920 à 1930, à 850 000 en 1932, à plus de 2 millions en 1933 : je n'ose faire les multiplications qui donneront l'ordre de grandeur du désordre financier.

L'usager de l'automobile a payé, sans doute, mais il n'a pas été le seul : afin de combler le déficit de son budget le Service des alcools fut obligé de majorer fortement ses prix de vente à ses autres clients, cinq cents francs pour la pharmacie et la parfumerie, deux cent cinquante et trois cents francs pour le chauffage et l'éclairage, huit cents à mille



francs pour le « vinage et mutage » et pour le vinaigre. Pour ces industries qui ensemble en emploient 1 250 000 hectolitres, véritables impôts indirects, qui amenèrent une hausse accentuée de leurs produits et une contribution notable à la cherté de la vie française.

Car, — et c'est une remarque essentielle, — le prix *mondial* des alcools, même de ceux qui sont destinés à la « consommation de bouche » est de cent quatre-vingt-dix francs, alors qu'en France il oscille pour les alcools naturels entre six cents et douze cents francs, pour l'alcool industriel acheté par l'État entre deux cent quatre-vingts et trois cents francs.

L'argent ainsi dépensé ne fut pas perdu pour tout le monde : l'intensification de la production de l'alcool industriel indique par qui sa plus grande part fut recueillie ? La fixation du prix de l'alcool industriel à la parité du sucre a été la cause principale de cette situation paradoxale : l'État payant d'autant plus cher l'alcool que celui-ci est plus produit ou même que le sucre est moins produit.

Il est temps d'être sage. Souhaiter un fort décalage entre le prix de cession de l'alcool industriel et son prix d'achat par l'État est dans l'ordre des choses raisonnables.

Est-ce bien servir l'intérêt de la culture de la betterave et des industries annexes que de leur donner par une telle politique somptuaire un développement artificiel ? Déjà on a dû continger la production de l'alcool industriel ; c'est un avertissement. Qui assurerait qu'avec nos budgets actuels, l'État pourra continuer longtemps à faire ainsi le grand seigneur... ?

L'intérêt de la défense nationale est sérieux, mais là encore, il faut voir les choses comme elles sont. Notre production totale d'alcool est de 3 millions d'hectolitres, et la consommation d'essence de 35 millions. Il faudra toujours de l'essence, et l'alcool, surtout s'il reste à des prix exorbitants, atténuera notre dépendance de l'étranger, mais, autant qu'on en peut juger dans l'état présent, ne l'éliminera pas.

Morale de ce roman du carburant national : que l'idée juste et d'intérêt national qui présida à sa naissance puisse redresser définitivement les erreurs démagogiques de sa mise en œuvre.

FERNAND ENGERAND.

---

# SPECTACLES

## LES CONCERTS DE LA GALERIE MAZARINE

Avant d'exprimer tout l'enchantement dont nous ont enivrés ces beaux concerts, je tiens à redire ici, avec une insistante humilité, que je parle en auditrice profane et non en savante musicienne. Je fais partie de celles et de ceux qui, infiniment sensibles aux harmonies du passé, viennent en écouter, en comprendre quelques rythmes, quelques chants. Ce sont des impressions, des échos éveillés par ces airs anciens en nos inconscientes nostalgies que nous, auditeurs sans compétence, mais amoureux de tout ce qui est art et révélations de l'art, avons ressentis en un frémissement profond. N'espérez pas trouver en ces lignes des précisions sur la musique du treizième siècle au dix-huitième. Comme une harpe frôlée par une main malhabile, mais dont, malgré tout, se propage l'arpège sonore, je vous livre ma résonance. Mais je ne sais rien. Quand vous approchez de votre oreille le creux d'un coquillage en spirale, vous y entendez un peu du bruit de la mer. Mais, cette coquille bourdonnante ne connaît pas les secrets des abîmes, des houles, des écumes, ni les formes de tous les habitants sans nombre des océans. Néanmoins, vous écoutez la rumeur de la conque avec un certain petit plaisir. Puissé-je vous en offrir un semblable ! Je n'ai pas d'autre ambition ni d'autre prétention.

Nous avons donc entendu deux des concerts organisés par M. Julien Cain dans la galerie Mazarine devant les tapisseries de Coppel, les vitrines pleines de manuscrits et de trésors musicaux, sous les yeux des bustes célèbres, enfin au cœur même de cette exposition magistrale de la musique française dont je vous ai parlé trop imparfaitement voilà un mois.

Le vaste antiphonaire, ouvert sur son grand lutrin à la page vermeille et fleurie de son rayonnant bouquet peint, présidait ces fêtes de ses grandes ailes et semblait posé là comme un oiseau sacré. Le premier programme était réservé à des œuvres de la fin du douzième et du treizième siècle. Leur présentation était faite avec un art clair et parfait par M<sup>me</sup> Yvonne Rokseth, l'auteur d'ouvrages admirables et considérables : Polyphonies du xiii<sup>e</sup> siècle (Manuscrit H. 196 de Montpellier). Elle a transcrit la plupart des œuvres qui furent chantées à ce concert, œuvres presque toutes « inédites et données en première audition à l'époque moderne ». M<sup>me</sup> Rokseth nous instruisit en nous charmant, nous expliquant tout ce que nous allions entendre. Sa précision vient de son grand savoir. Cette jeune femme si aimable est une grande érudite.

Les œuvres vocales que nous entendîmes sont parmi les plus belles. Celles, accompagnées ou écrites pour instruments, ont été exécutées par des violons et un hautbois, car l'on n'a pas cherché ici de reconstitution historique instrumentale, mais la seule résurrection musicale. Celle-ci a été des plus émouvantes, des plus pures, des plus curieuses. La Psalette Notre-Dame aux sept voix féminines d'une qualité parfaite et suivie par le hautbois de M. Mondain a chanté, pour commencer, deux airs de Perotin le Grand, airs d'église, verset d'alleluia du répertoire de Notre-Dame de Paris. L'admirable simplicité du contour mélodique, — bien que le chant soit un chant religieux, — a quelque chose de pastoral. C'est un printemps de sons, une éclosion de fleurs naïves; la note s'épanouit comme une corolle des champs et le musicien la cueille, puis une autre encore, et en tresse sa guirlande, plus ou moins simple ou entremêlée.

De Léonin, maître de chapelle de Notre-Dame, M. Yves Tinayre a chanté une version, remaniée par Perotin, du *Magnus Liber Organi*. Le chant y est suivi par trois instruments (tenus par M<sup>me</sup> Bachelu, MM. Englebert et Cruque). La puissante voix de M. Yves Tinayre, son souffle large l'a modulé comme un orgue vivant. C'est d'ailleurs, il me semble, le rôle de l'orgue que devait ici jouer ce chant pieux fait pour monter sous les hautes nefs, et enlacer les piliers géants, — tel un feuillage de fête, — de ces invisibles festons et ara-

besques sonores. La danse instrumentale, jouée sur le hautbois par M. Mondain, nous parut être, à la sortie de l'église, la réjouissance, la danse villageoise, sur « l'herbette », ainsi que dans nos vieilles chansons populaires qui nous donnent encore une idée juste de ces fraîches musiques d'autrefois.

Il y a là un plaisir gai, assez rare dans ces chants, qui tous finissent avec mélancolie, celle même de la vie trop brève et des beaux jours trop courts. Ensuite, la Psalette Notre-Dame nous chanta, à quatre voix, un chant délicieux (de Perotin ou son école), puis, à trois voix, un rondeau en l'honneur du printemps, adaptation latine d'une célèbre chanson à danser provençale. C'était vraiment le renouveau, mais un renouveau faible et grêle; premiers bourgeons de cet éternel printemps qui revivifiait le passé comme il ranime notre présent, tremblement alterné d'oiseaux et d'eaux vives, faible arôme de violette cachée, joie timide et qui finit comme en suspens, en plainte inachevée de ce qui naît pour bientôt mourir... Exquise chanson!

M. Yves Tinayre interpréta deux « conduits » historiques à voix seule. Ces « conduits » étaient chantés par les clercs qui accompagnaient les grands personnages du clergé. L'un, le plus beau, est une complainte sur la mort de Philippe-Auguste, d'une pompeuse et vaste modulation; l'autre, plus suave, célébrant saint François d'Assise et sa canonisation, a des douceurs aériennes, des passages célestes et de légers silences qui font évoquer des points d'azur. Une pièce anonyme pour instruments à cordes, la première que l'on connaisse en ce genre et qui se joua sans doute tout d'abord sur les vielles, amusa beaucoup par sa pétulance et sa naïveté. Puis, deux motets pour chant accompagné, furent admirablement exécutés le premier par M. Tinayre et le hautbois, le second par lui et les instruments à cordes. De même que nous avons pu percevoir, au cours de ce concert, le passage presque insensible du sacré au profane, nous saisissons en ces motets anonymes une liberté nouvelle, un sens plus aisé de la ligne mélodique. Peu à peu l'églantine de l'inspiration musicale devient large rosace, « la rose du vitrail toujours épanouie, puis se complique en corolle plus multiple aux nombreux pétales : la rose. »

« Dieus! je fu ja près de joïr... » a été chanté par M. Tinayre

avec un talent, une sûreté, une largeur de souffle et de style qui l'ont fait longuement applaudir.

Enfin, un double motet français et un rondeau à danser provençal ont été chantés par la Psallette Notre-Dame aux voix si belles et si purement justes et exactes ; ces motets polyphoniques « s'appuient sur un *ténor* d'origine liturgique » ici exécuté par le hautbois. Ils nous ravirent par leur ingéniosité encore ingénue, leur sens déjà moderne des dissonances, et je ne sais quelle ironie dans la jubilation ainsi que dans le mineur. M<sup>lles</sup> Alexandre Cellier, toutes jeunes et timides, vinrent terminer avec grâce cette remarquable audition en chantant deux trios sans accompagnement, un rondeau de Adam de la Halle : « *Je muir, je muir d'amourette...* » et un *alleluya* de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, tout aigu d'allégresse enfantine et faisant penser aux premières hirondelles.

Musique incomparable, pure entre les pures, jaillie à la source. Ceux qui s'y désaltérèrent entre les roseaux qui deviendront flûtes mélodieuses, ceux-là y ont puisé le sens mystérieux de la limpidité murmurante, peu à peu élargie, compliquée, déferlante et de vaste rumeur. Quelles délices, que ces premières gorgées qui viennent rafraîchir et vivifier les âmes, cette musique de jadis mêlant la prière à la chanson, l'alleluia à la danse, et, religieuse, unissant peu à peu le céleste à l'humain, et à l'aile de l'ange apparant la forme des harpes ! Des auditeurs savants, tels que M<sup>me</sup> Homberg et M. Pol Neveux, disaient que cette musique était celle des anges de la cathédrale de Reims. Je crois plutôt que ces statues divines l'ont indulgemment écoutée et que le célèbre Sourire de pierre signifiait peut-être : « Que sont vos chants, ô petits mortels, auprès de ceux qui retentissent dans le paradis ? Mais, quand même, élevez vos voix, parachevez d'âge en âge les beautés, les splendeurs, les appels, les plaintes et les gloires de la musique jusqu'au jour où les trompettes terribles vous conduiront aux orchestres du ciel. »

Car le sentiment de la fin de toutes choses, de la douleur prochaine, de la rapidité du temps et de la sombre mort empreint toujours, à quelque moment, ces œuvres pourtant si vivantes.

L'autre concert de musique ancienne, exécutée avec les

instruments de l'époque par la *Société de musique d'autrefois* nous fit entendre des œuvres se datant du quatorzième au dix huitième siècle. Cette si intéressante, savante et admirable société de musique d'autrefois, nous a déjà offert de très beaux et renommés concerts. Le plus récent fut, si je ne me trompe, donné, voilà près de deux ans, à la chapelle de l'avenue Hoche. Concert de musique religieuse de la plus rare qualité, de la plus émouvante beauté. Ces manifestations de talents si variés réunis en cette pensée de ressusciter la musique d'un temps passé par les sons des instruments pour lesquels cette musique fut écrite, ces manifestations sont, au gré des amateurs et des admirateurs, trop rares.

C'était donc une double joie que la séance de la galerie Mazarine et une heureuse occasion d'applaudir, revoir et réentendre, les luths, les archi-luths au manche extravagant et que la musicienne manie comme un instrument de sport et de grâce, les théorbes, les violes, la petite harpe, la flûte traversière et les flûtes à bec, les violes de gambe, clavecin, épinette, bassons, violons, hautbois... Ils sont si beaux ces instruments en leur formes si diverses, et les instruments à cordes et leurs archets donnent aux jeunes femmes qui en jouent des attitudes si jolies! Celle-ci joue de la viole en la tenant entre ses genoux comme un enfant bizarre; celle-là joue de la flûte avec de si beaux bras et de si habiles lèvres que Minerve, jadis dépitée et jetant son roseau qui lui gonflait laidement les joues, viendrait lui demander l'art de s'en parer ainsi; une autre effleure un petit clavier aux sons pointus ou les cordes d'une petite harpe qui n'a plus que l'âme. Les autres caressent comme il sied leur violon de leur joue, ainsi que le soir encore rose s'appuie au sombre de la nuit.

Ce groupement de musiciennes et de musiciens, dès avant le concert, est déjà le concert. La vue de tous ces instruments si difficiles à accorder entre eux, est déjà pour l'imagination un appel harmonieux. Il y a de la féerie dans les formes de ces objets qui vont chanter et qui semblent les amis intimes de ces dames aux robes claires. Les tons des vieux bois, leurs luisants, leurs aspects singuliers en font les insectes géants d'un conte: « La jeune fille et le longicorne... » ou bien d'autres. Savez-vous que cette *Société de musique d'autrefois* a non seulement ses experts et talentueux instrumentistes,

mais ses savants luthiers? Des spécialistes se vouent aux soins et à la reconstruction de tel ou tel instrument. Songez à tout ce que représente, en ses multiples détails, une association de ce genre et applaudissez-la, pour toutes ses réussites et aussi pour tous ses mérites.

Je ne saurais nommer ici tous les très nombreux artistes qui, sous la maîtrise et la direction de M. Roger Desormières, ont exécuté sur tels ou tels instruments les danses, les accompagnements de chant et les parties d'orchestre. Ils et Elles méritent les plus chaudes, les plus reconnaissantes félicitations, les mercis de grande gratitude pour de si belles heures, nous enlevant à nos soucis ou à nos tristesses du moment, et qui, en nous changeant d'époque, prolongent notre vie actuelle et si brève, de toute la magie et de tous les rêves du passé. M. Henry Bidou est venu, si j'ose dire, nous « faire les honneurs » de chaque chanson, danse ou partie d'opéra. Il l'a fait avec autant d'érudition que de sens de l'art et de personnelle fantaisie. Il eut grand succès.

Les premières chansons que M<sup>me</sup> Holley nous chanta de sa belle voix chaude et timbrée, chansons françaises des <sup>xiv</sup>e, <sup>xv</sup>e et <sup>xvi</sup>e siècles, furent délicieuses. Cette *chanson baladée* de Guillaume de Machaut pour chant et harpe, ce rondeau de Charles d'Orléans, musique de Binchois; pour chant, luth et harpe, sont ravissants et participent encore des grâces de la musique plus ancienne. Ce rondeau de Villon (musique anonyme): « *Mort j'appelle de ta rigueur...* » est d'une naïveté rythmique qui s'achève presque en danse macabre, et cette chanson de Claudin de Sermisy sur des paroles de Clément Marot, suivie par le luth et la flûte traversière doublant la voix, est d'un charme pur, d'un agrément bref: tel certain chant d'oiseaux épié, écouté au printemps.

Les *Danceries* du <sup>xvi</sup>e siècle m'ont paru être la plus belle, la plus singulière partie du concert. Le passé venait à nous en dansant. Le *quatuor de hautbois* du *Branle de Bourgogne* nous entraîna, nous fit passer de l'autre côté du miroir qui sépare notre reflet du pays des fantômes. Ainsi nous rejoignîmes l'époque où Claude Gervaise et quelques autres, dont on ne sait plus les noms, écrivirent ces *danceries*. Dansez, les ombres! dansez la *Basse Dance* et le *Tourdion* aux sons de flûtes, luths et harpe, le *Branle simple* aux accents du double quatuor de

violettes, et l'Allemande. Dansez les deux *Bransles de Champagne*, — le premier au son du quatuor des flûtes à bec, — et dont la musique semble venir de si loin, si loin, ... aperçue, entendue, mais non encore apprivoisée, ni captée, musique prête à fuir avec les spectres qui dansent. Dansez cette *Gaillarde*, quatuor de hautbois délicieux de mélancolie ; car, après le rythme assez gaillard et jeune du début, tout s'achève en une cadence triste... Ne saviez-vous pas que tout finit, la danse, la musique, la jeunesse, et que vous allez bientôt mourir, chère ombre, à moins que vous ne soyez déjà morte ? En d'autres airs, on croit percevoir voix chuchotantes, échos presque éteints de joies d'aïeules, rythmes qui s'esquivent, à peine se sont-ils précisés. Puis, le second *Branle de Champagne*, grand ensemble, quatuor des flûtes à bec, double quatuor des violettes, harpes, luths, épinettes, nous ramène sur la scène de la vie.

Et nous arrivons à Lully, à l'Opéra, à l'orchestre, aux ballets. La passion a remplacé le rêve ; la pompe a remplacé la prière ; l'ordonnance suit les rythmes ; et l'ardeur consume les dernières fleurs de l'ingénuité. L'*Ouverture de la grotte de Versailles* est celle d'un nouvel univers de l'art ; la *Plainte italienne de Psyché* est admirablement exprimée par M<sup>me</sup> Holley, ainsi que la scène dernière d'*Armide*, qu'elle chanta avec grandeur, un splendide emportement et un très beau style dramatique. Les airs de danse d'*Acis et Galatée* nous charmèrent. Le *quatrième concert Royal* de Couperin nous offrit toutes ses beautés et les *fragments de Jephté* nous firent apprécier Montéclair. Enfin, des applaudissements unanimes saluèrent tous les organisateurs et tous les artistes de ce magnifique concert.

#### HERBIER DE SONGES. — LA PAVLOVA

Les Archives de la danse exposent avec une piété due aux soins et aux souvenirs du mari de l'illustre Pavlova, ses costumes, des objets familiers, des photographies, des parures, des maquettes signées d'artistes célèbres. Ah ! que peu de choses subsistent d'une danseuse évanouie ! Car, comment prononcer, comment écrire le mot immobile et définitif de mort, lorsqu'il s'agit d'une reine du mouvement, du rythme



et des apparences ? La grande Pavlova est déjà revenue au pays impondérable, à la planète tournoyante où se réunissent, peut-être, après leur séjour terrestre, toutes celles et tous ceux qui sur cette terre pesante ont si légèrement dansé. Elle est déjà aussi lointaine dans l'admiration et l'immortalité de la mémoire ou de l'évocation que ses sœurs de jadis, que cette Taglioni pour laquelle elle avait un culte. Une vitrine, ici, contient des objets ayant appartenu à M<sup>me</sup> Taglioni et offerts à M<sup>me</sup> Pavlova par une élève qui savait ainsi qu'elle lui donnerait le plus beau plaisir : éventails, autographes, tête de bois peint pour placer les chapeaux ou les diadèmes, album, coussin, guirlande et une paire de chaussons de danse, en satin noir.

J'ai vu déjà chez Gilbert de Voisins, petit-fils de la grande danseuse, des chaussons pareils à ceux-ci et auprès desquels il avait placé ceux que lui offrit la délicieuse, l'aérienne et féerique Karsavina. Ces chaussons de danse, qu'ils soient sombres ou roses, ainsi que ceux-là avec lesquels la Pavlova a dansé et qui peuvent être contemplés à cette exposition, ont ce même charme émouvant de nous garder la forme et la trace des pas de celle qui les a portés. Empreinte faite pour être effacée, fugitive autant que l'instant qui passe, nous vous retrouvons en cette forme lisse, pas momentanés que semblent aujourd'hui lier au présent et à l'avenir les rubans longs et défaits. Tout ici n'est presque rien, mais enrichi de ces pouvoirs qui suscitent les apparitions, de cette poésie évocatrice et touchante par laquelle ce qui n'est plus s'impose, plus encore que ce qui vit, à notre imagination et à notre cœur. Ce petit musée n'en est presque pas un. Il nous fait plutôt penser à un herbier : un herbier, où les corolles sont séchées et reposent, au lieu d'offrir au vent qui va les effeuiller leurs couleurs et leurs formes brèves. Ainsi sont ces costumes de fête, fixés au mur, en leur corolle ronde et où le corselet pailleté s'évase comme le cœur de la fleur privé de ses attributs ; petit corsage vide que parachevaient les bras onduleux, le buste fier, la tête expressive.

Tristesse de ces tulles défunts ayant perdu leur envollement, de ces nuances, de ces ors faits pour être vivifiés par les lumières, les bonds, les voltes, les envollements de la danse, entre toutes parfaite et classique, de la Pavlova. Cos-

tumes de *Gisèle*, de la *Libellule*, de *Flocons de neige*, de la *Belle au bois dormant*, de la *Danse orientale*, de *Chopiniana*, des *Quatre saisons*, etc., enfin de tous ces triomphes qui l'emportaient, de ville en ville, de contrée en contrée, comme l'attestent tous ces programmes, écrits en toutes les langues, de Tokio à Belgrade, de Calcutta au Chili, d'Amérique à Londres, à Paris, venant de Pétersbourg. Les photographies de Pétersbourg et de sa jeunesse, de ses débuts, passionnent deux visiteurs russes qui les contemplent avec une poignante mélancolie et qui semblent murmurer en eux-mêmes : « Mais où sont les neiges d'antan ? »

Une grande image d'elle, en costume 1830, est charmante, la rapproche par l'attitude, la jupe bouffante, la longue pointe de dentelles de sa chère Taglioni. Voici son pied, et le bas de sa jambe moulé en bronze, en 1910, par Kluzele et qui, posé sur la pointe, cambré avec une force souple et musclée, émerveille à la fois par ses puissances et par sa petitesse. Voici quelques statuettes modelées par elle qui prouvent ses dons, son sens de l'élan. Voici sa « loge » reconstituée avec un soin précis et tendre : deux chaises, un fauteuil, ses mules, ses pantoufles, ses chaussons roses ; un grand peignoir également rose, un costume d'été, couleur de souci ; un *tutu* blanc, de légers voiles. Voici sa coiffeuse devant laquelle elle s'asseyait, le miroir qui la refléta tant de fois et ne garde rien de son image, les flambeaux, le plateau où se rangent les objets de maquillage et la poudre de riz en sa coupe creuse avec sa large houppe inutile. Tout près, de grands ciseaux qui, près de cette cendre rosée, font songer aux ciseaux des Parques. Et l'on songe aussi à ces danseuses, si bien évoquées par M<sup>me</sup> Vicki Baum, en ses romans : *Grand Hôtel* et (tout récemment traduit) *Ina*. On ne peut plus voir les attributs de cette vie de gloire et de fatigues, de rêves déçus ou comblés, de travail acharné préparant de brefs soirs d'apothéose, sans penser à ces héroïnes diaprées et tellement éphémères !

Diaprées... papillonnesques... eh bien non ! On ne songe pas aux papillons en face de ces reliques. Dans l'immobilité de leurs ailes fixées, ils gardent eux tous leurs prestiges, toutes leurs teintes, tout leur flamboiement ; c'est aux fleurs que l'on pense, aux fleurs féeriques pouvant s'envoler avant de mourir, à ce qui est fané, desséché, secret, et à jamais

magique par l'arome irréel et la substance que l'esprit recrée.

Quelques-unes des plus jolies photographies représentent la flexible Pavlova, penchée au bord d'un lac ou d'un bassin, caressant un cygne, car elle élevait et chérissait des cygnes. Elle vit mourir l'un d'eux... peut-être le plus aimé et ce fut de ce chagrin qu'elle créa la fameuse *Mort du Cygne*. Elle rendit ainsi immortel l'oiseau qui n'était plus. En l'incarnant, en mimant, par ses attitudes et sa danse, ce mystérieux départ pour lequel les cygnes eux-mêmes n'ont plus à déployer leur essor voyageur, Pavlova imagina, réalisa un de ses triomphes les plus purs. Elle fut la Leda, qui par regret et souvenir, s'identifie avec le cygne de son rêve. Aussi est-ce avec émotion que nous contemplons le costume ailé, la bandelette de plumes, les duvets et les rémiges qui, sur une petite scène bleuâtre éclairée d'une lumière lunaire, évoquent avec les pauvres moyens des choses plus durables que les êtres, cette danse inoubliable. Quelques bouquets fanés gisent au seuil de cette toute petite scène : lilas desséchés, rose morte, violettes funèbres...

Une leçon de plus sur le néant des gloires humaines se dégage de ces témoignages cendreaux. Mais, ceux-là qui, par la magie d'un passage ailé en ce monde où tout meurt, laissent ainsi le pouvoir d'imaginer leurs talents et leur âme, vivent à jamais dans les esprits et les songes, qui pressentent ce royaume immatériel d'où ils sont venus et vers lequel, si vite, ils se sont envolés...

#### CHEF-D'ŒUVRE A L'ÉCRAN

M. Jean Renoir a eu et a réalisé l'audacieuse pensée de représenter à l'écran *Madame Bovary*; en collaboration avec M. Robert Aron, il a découpé avec un grand soin les péripéties du livre célèbre, respecté scrupuleusement les brèves parties du texte qu'il a fait prononcer par les personnages. Avec beaucoup d'art, d'ingéniosité et de vénération, il a exécuté et réussi de belles illustrations mouvantes et parlantes. Les paysages normands, tour à tour ensoleillés ou pluvieux, la tristesse lointaine et provinciale, les champs, les prés, les bêtes, les intérieurs de la maison du médecin Bovary et de la

pharmacie Homais, tout cela semble exact, précis, reconstitué avec les détails, les costumes de l'époque. Le concours agricole est très pittoresque ; certaines scènes de plein air, de chemins agrestes ont de la force et presque de la couleur. La triste diligence qui parcourt implacablement la même route avec la régularité monotone du temps qui passe, prend une valeur de symbole qui pourrait conduire d'autres que la pauvre et folle Emma au désespoir. Les promenades de celle-ci, en petite voiture « cabriolet », — comme son charmant chapeau, — la rencontre au détour des chemins qui par la fatidique invitation au bal décide en partie du destin de la jeune femme ne rêvant que luxe et plaisir, marquent bien l'étape du sort. Et plus tard, à Rouen, la salle de théâtre, la hge où Bovary s'ennuie, où Emma s'exalte, suffoque d'aspirations inexprimées et est si jolie dans l'ombre, autant de belles, de frappantes images. Voilà le mot : le film aurait dû s'intituler, non pas *Madame Bovary*, mais bien : *Images, d'après Madame Bovary*, car, au long de ce déroulement d'une histoire, triste jusqu'à la mort, si nous ne connaissons pas le livre de Flaubert, comprendrions-nous le sens profond de cet immortel et sinistre ouvrage, et tout le drame dérisoire d'un être qui ne veut pas de sa vie ?

Emma, jouée avec un talent plein de nuances, de tact et d'expression, de passion refrénée, par M<sup>me</sup> Valentine Tessier, Emma nous apparaît là, tout simplement une jeune provinciale qui meurt d'ennui, essaie de l'amour pour embellir sa morne existence et, ayant follement dépensé, — pour être élégante, pour être belle afin de plaire, — endettée, menacée de scandale et de saisie, s'empoisonne pour huit mille francs qu'elle ne peut payer, meurt pour ne point avouer ces « folies » à son mari, bien plus encore que parce qu'elle n'a trouvé chez les hommes qui l'ont aimée que froideur, ingratitude, égoïsme et lâcheté. A la fin, tout à fait, un trait magnifique révèle brusquement au spectateur du film, qui n'aurait pas lu le livre, la nature naïve, ardente, pleine de vains élans et d'espoirs trompés de M<sup>me</sup> Bovary. Mourante, elle serre contre son cœur le grand crucifix que lui a présenté le prêtre et... il le lui reprend. Le désespoir de ces mains vides qui tâtonnent et cherchent l'amour divin est un moment de grand et puissant effet dramatique. Valentine Tessier s'y surpasse. Elle repré-

sente bien là, non pas la grande pécheresse certes, mais, en sa chevelure dénouée de l'avare petite pécheresse de province, une de celles à qui il sera beaucoup pardonné... non pas parce qu'elle a beaucoup aimé, mais parce qu'elle *aurait voulu* beaucoup aimer.

M. Pierre Renoir, frère du réalisateur du film et acteur renommé, a beau se faire lourdaud et ignare, il ne parvient pas à nous donner l'idée de ce que pouvait être Bovary, pas plus que Max Dearly n'est Homais. Tout ce qu'il y a de bêtise suffisante et sublime en ce personnage n'est même pas esquissé; ce n'est qu'un croquis, amusant, ironique; c'est tout. MM. Lecourtois et Fernand Fabre sont bien élégants et séduisants en jeunes amants égoïstes; ils sont, tels quels, de très suffisants et vagues prétextes aux malheurs de Mme Bovary.

Mais, toute la beauté du livre, tout ce qu'il contient d'implacable en son réalisme intense, de raillerie lugubre et secrète en sa psychologie profonde, nul spectateur du film, ignorant, — s'il se peut, — ce chef-d'œuvre, ne les comprendra tout à fait. Et pourtant on ne peut rien faire de mieux en ce genre que ce qu'a accompli M. Jean Renoir.

Laissons donc, loin de l'écran, les romans illustres. Les prestiges cinématographiques leur enlèvent, en animant les personnages et les visages, toute vraie vie, cette vie mystérieuse, qui se condense par l'enchantement du style dont les pouvoirs sont si intenses. Les images qui naissent des mots et des idées se précisent à jamais dans l'esprit. La sorcellerie du livre est bien plus puissante que celle des réalisations visuelles. Réservez à celles-là les « histoires », les « contes », les drames dont les « sujets » peuvent être heureusement parachèvés ou complétés par les apparences. Mais, hors de cette atmosphère définitive créée par la lecture des grands, des purs, des vrais chefs-d'œuvre, que peut-il rester de ce chef-d'œuvre? Vous nous offrez des impressions au lieu de sensations profondes, des jeux de lumière et d'ombre au lieu des clartés de l'intelligence, des formes fugitives au lieu de la présence incontestable du génie.

Et pourtant, je le répète, le film que Renoir a tiré de *Madame Bovary*, est ce qu'on peut accomplir de plus adroit et de plus respectueux. Mais l'art suprême, celui d'un grand

auteur, ne vent pas de ces fallacieux prestiges. Ceux mêmes des tentations qui viennent assiéger un saint Antoine épouvanté ne seraient rien, s'ils n'étaient que présences et apparitions; leurs dangers, leurs splendeurs menaçantes atteignent l'esprit, la foi, l'âme... Et les envoûtements de l'écrivain, créant à la fois des créatures et l'élément où elles plongent et hors duquel elles ne sont plus que corps sans flamme, ces envoûtements sont absolus, et se suffisent à eux-mêmes. Les images artificielles que l'on en dégage ne peuvent être que des fantômes et de déformants reflets.

## BOUQUETS DE DEUX SOUS

Les bouquets de deux sous existent-ils encore? Je crois bien que ces derniers petits bouquets de violettes, si humblement cotés, ont été jetés aux nez des Parisiens enamourés de ses chants par M<sup>me</sup> Raquel Meller, fredonnant *la Violetera*. Aujourd'hui les bouquets de deux sous coûtent vingt sous ou deux francs. Mais qu'importe : ils réapparaissent. Sombres et réunies au centre de la collerette verte de leurs douces feuilles en forme de cœur, plus ou moins foncées, d'un violet tirant sur le pourpre ou d'un violet plus franc ou plus noir, les voici, les violettes, bouquets si froids, si embaumés, si séduisants! Quand ils sont épais, on y plonge un peu de son visage afin de se vivifier à cette fraîcheur végétale si saine et si particulière. Le « froid » de la touffe de violette n'est qu'à elle, à elle seule : froid souterrain, froid de pierrerie qui serait douce.

Vous le savez, la violette de Paris est celle qui dégage le plus profond parfum, le plus délicat, le plus suave. Et on l'appelle un « parfum discret ». Il est, malgré cela, révélateur de toutes sortes de charmes, plus encore que de vertus cachées et d'aimable modestie. Pourtant, certaines ont des airs de couventines en prières sous leurs capuchons. Pour les surprendre ainsi, il faut les cueillir dans les bois, ces bois encore frileux et dépouillés des environs de Paris, de la vallée de Chevreuse ou de la forêt d'Hallate, près de Senlis. Elles sont là, réunies, visages penchés, pieds nus dans les mousses humides, les gentilles carmélites en fleurs. Et, vite, nous les cueillons, nous les réunissons, nous les serrons, nous les

emportons, toutes pleines de leurs oraisons et de leur odeur de sainteté, les chères petites violettes !

C'est un nom que l'on donne aussi à d'autres fleurs : la pensée se nommait quelquefois *Violette tricolore*, et la charmante perce-neige, si joliment blanche et verte, se qualifie *violette de la Chandeleur* ; il y a la violette blanche et la violette mauve de Parme. Pour moi, la seule, la vraie, c'est la violette sauvage, bien plus que celles-là, développées, cultivées dans les jardins, dont le pédoncule est plus long, la corolle plus profonde, l'éperon plus prononcé. Je les aime humbles, naturelles.

Bouquets de violettes ! vous commencez à montrer vos grâces serrées à l'étalage des kiosques en plein vent, ou derrière la vitre des fleuristes chez lesquelles gros, épais, douillets, vous reposez, coussins et sachets à la fois. Bientôt les « petites voitures » qui vont revenir, poussées par la marchande, au long de certaines rues, vous exposeront, entassées en fraîches jonchées ou en amoncellement qui tente les promeneuses. Jadis, toutes les jeunes femmes épinglaient un bouquet de violettes à leur manchon ou à leur col de fourrure ; c'était l'insigne de l'hiver finissant, le symbole du printemps proche, et Paris sentait, par bouffées, le long des quais où l'odeur de l'eau renforce les autres arômes, ces prémices de mars et d'avril. Et le plus pauvre amoureux offrait toujours à l'« élue de son choix », à l'heure où ferment les ateliers et les usines, un petit bouquet de deux sous... Deux sous de fleurs, deux sous de cœur, deux sous de bonheur, deux sous d'espérance, deux sous de gentillesse citadine... A quels prix vous achète-t-on, aujourd'hui ?

GÉRARD D'HOVILLE.

---

## CORRESPONDANCE

Nous avons reçu la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Dans le numéro du 1<sup>er</sup> décembre 1933 de la *Revue des Deux Mondes*, je lis sous la signature de M. Raymond Escholier, un article *Splendeurs et misères de Versailles* contenant des erreurs dont je me vois obligé de relever les principales.

*Minoterie de la Grille royale.* — Il suffira de citer ici ce que j'écrivais dans un rapport officiel, dès le 3 octobre 1930, c'est-à-dire dès la première heure de cette affaire :

« Il ne faut pas se dissimuler que les moulins projetés, pour aussi menaçants qu'ils soient en eux-mêmes, le seront encore davantage par l'activité industrielle dont ils deviendront le centre. En trop de points, déjà, on a depuis la guerre accepté sur des terrains du domaine de Versailles divers organismes industriels; il n'est que temps de limiter définitivement l'emprise de ces concessions dont l'heureuse force expansive se traduira par la ruine des plus beaux aspects du Parc classé. »

Quant à l'hôpital de Rocquencourt, mon rapport officiel du 25 novembre 1932 montre que je me suis, le premier, opposé irréductiblement à la coupure du Parc de Marly d'avec le Parc de Versailles par un hôpital municipal; c'est ce même point de vue qui a été adopté et imposé par l'Administration des Beaux-Arts.

*Le gratte-ciel Pompadour.* — L'Hôtel des Réservoirs, ancien hôtel de M<sup>me</sup> de Pompadour, ne risque, depuis longtemps, aucune altération de sa façade. Depuis 1900, il est défigurée par sa surélévation à toute hauteur. A cette époque, les défenseurs de Versailles demeurèrent cois. Mais la Commission des Monuments historiques a dû, en 1926, examiner un projet de construction d'un bâtiment annexe audit hôtel et j'avais, comme je le devais par avance, décliné catégoriquement l'offre de conduire, à titre personnel, cette construction.



L'immeuble de rapport, édifié sur le côté opposé de la rue des Réservoirs, est une tout autre affaire; celle-là proprement mienne et que je ne désavoue en rien. La construction de cet immeuble de proportions réglementaires n'a été assumée par moi qu'après adoption par l'État du plan de protection des abords du domaine, et particulièrement après définition des servitudes propres à la rue des Réservoirs.

L'immeuble est placé dans ces bas-fonds intentionnellement réservés à droite et à gauche de la colline artificielle construite par Louis XIV et où le Grand Siècle lui-même a édifié ses bâtiments les plus élevés : la Tour d'eau, le Réservoir de bois, le Grand Commun, le Ministère de la Guerre, celui des Affaires étrangères, etc... Louis XIV, la Commission de Versailles et la Commission municipale du Plan d'extension ont jugé avant M. R. Escholier.

*Le martyre des marbres et des arbres.* — M. R. Escholier écrit : « La manière vraiment désinvolté dont on a traité les statues de marbre dans les jardins... les statues auront été victimes du machinisme... le temps les avait recouvertes d'une mousse qu'il suffisait d'enlever avec respect. On a préféré les traiter au *chalumeau*; pendant des mois et des mois les Versailles ont eu la stupeur de voir des *flammes cruelles* fouiller la radieuse nudité de Diane et d'Apollon. »

La vérité est que des essais officiellement contrôlés ont été patiemment poursuivis sur des déchets de marbres et de pierres par la Commission spéciale de Versailles où siégeaient historiens, archéologues, architectes et administrateurs; les résultats des traitements éprouvés ont été pendant des années examinés, comparés, soumis à des épreuves prolongées en plein air, etc... Au lieu d'évoquer l'emploi d'un machiavélique « chalumeau » et de « flammes cruelles », mieux eût valu expliquer le nettoyage par le jet de vapeur que toute la presse française a fait connaître. Le jet de vapeur est, même pour un enfant, impossible à confondre avec le « jet de flammes du chalumeau » : c'est en effet une manière de jeu pour les ouvriers et pour le public du Parc, que de placer impunément la main nue au plus épais de ce jet de vapeur.

L'encausticage, le lustrage et les lavages périodiques qui complètent le traitement actuel des marbres de Versailles sont renouvelés des procédés en usage au XVIII<sup>e</sup> siècle et dans

l'antiquité. On chercherait vainement de meilleures références.

Les résultats de ce traitement sont très satisfaisants, tant pour la conservation des marbres que pour l'effet du Parc et nombreux sont les services étrangers qui, après s'être renseignés à Versailles, appliquent maintenant ces procédés chez eux.

Il ne sera certainement pas indifférent aux lecteurs de la *Revue* de connaître ce qu'un critique très averti, M. André Hallays, m'écrivait au moment de la restauration des marbres du Grand Trianon : « Je ne vous cacheraï pas que j'ai beaucoup aimé le Trianon rose pâle; mais vous venez de nous apprendre ce qu'est réellement le Trianon de marbre et de cela je vous remercie. »

Passant ensuite au martyre des arbres, M. R. Escholier écrit : « Le tout (Jardin de Trianon) est dépeuplé par la fureur d'un ennemi des arbres... plus rien qu'un immense massacre. »

Les lecteurs de la *Revue* savent que le meilleur état de santé d'une population quelconque comporte, malgré tout, une rubrique « décès ». Il en est de même d'un Parc et, hélas! ceux de Versailles et de Trianon sont loin d'être en parfaite santé. Les arbres « morts ou dépérissants » sont annuellement examinés, un à un, sondés, marqués, concurremment, par l'inspecteur principal des Eaux et Forêts désigné à cet effet, et par l'architecte-conservateur de Versailles. Ainsi, chaque année, quelques centaines de sujets (sur 150 hectares) sont enlevés après autorisation administrative. Rien n'est abattu en dehors de cela depuis 1923. Mon démenti est absolu.

*A travers les barbelés du Petit Trianon.* — Les allégations du collaborateur de la *Revue* se calquent sur celles que M. de Nolhac a produites dans le *Figaro* du 20 septembre dernier. Mes contradicteurs ont dénié toute vérité archéologique à ma restauration du Hameau de la Reine, mais ils n'ont donné aucune preuve de leurs affirmations.

Je confirme ici la vérité totale de cette restauration depuis l'ensemble jusqu'aux détails, et j'ai fourni les preuves essentielles de mes dires dans un article récent. Les limites de ma réponse dans cette revue ne me permettent pas de revenir là-dessus. D'ailleurs, le ministre compétent est allé juger par lui-même sur place : les travaux continuent.

Mais M. R. Escholier me reproche, en outre, d'avoir suivi les errements de Viollet le Duc. J'admire Viollet le Duc; mais c'est

architecte vivait à une époque différente de la nôtre et je n'ai donc pas à imiter, même avec la plus nécessaire modestie, son action. Le grand architecte apportait et appliquait en effet à la restitution systématique d'un édifice tout ce qu'il avait appris par l'étude poursuivie sur cent autres constructions de la même époque ou de la même région. Dans ma restauration du Hameau de la Reine, au contraire, rien n'a été pris ailleurs; rien n'est sorti d'une déduction systématique. Ainsi que je l'ai précisé dans un exposé objectif, toutes les dispositions des nouveaux jardins du Hameau, tous les faits rétablis, tous les éléments remis en œuvre, sont la reproduction strictement exacte de ceux réalisés et non point seulement projetés par l'architecte Mique pour la Reine.

C'est précisément au Hameau restauré par mes soins que s'applique, comme si elle avait été écrite pour lui, la phrase de Mérimée : « Par restauration nous entendons la conservation de ce qui existe, la reproduction de ce qui a manifestement existé. » C'est bien ainsi qu'au Hameau de la Reine, tout ce qui n'était pas ridiculement apocryphe a été scrupuleusement conservé; tout ce qui a été reproduit a manifestement existé, sous cette forme et en cet endroit.

M. R. Escholier poursuit ses critiques : « La Tour de Marlborough, dit-il, a été reconstruite en tôle ! »

La Tour de Marlborough a été réparée pièce par pièce, forme pour forme, matériau pour matériau. Le contrôle de ce fait demande quelques minutes à peine; il a été effectué par maint lecteur de la *Revue*.

Le critique de la *Revue* note quantité d'autres scandales : par exemple des murs en ciment au cœur de Trianon... mais ce sont d'authentiques murs anciens; il a vu la pierre de taille des restaurations choisie par des ignorants; il a vu le marbre et la pierre somptueuse bannis par la « meulière anachronique »... Que sais-je encore?

A Versailles, la pierre de taille ancienne, maintenue en sa place aussi longtemps que sa résistance le permet, est remplacée par de nouvelles pierres extraites non seulement des « Carrières du Vexin », ce qui serait bien vague, mais des Carrières de Saint-Nom, de Saint-Leu, de Saint-Maximin, qui ont alimenté les chantiers des créateurs de Versailles.

Quant à la meulière, M. R. Escholier apprendra par cent

mémoires anciens que ce matériau est expressément employé pour des ouvrages nettement déterminés par le Grand Siècle, « sous les trois Louis ». Les meulières de Louis XIV se laissent, peut-être par esprit de contradiction, repêcher tout au long de nos bassins et de nos pièces d'eau ! Quant à la meulière Louis XVI, celle du Hameau de la Reine, ma restauration fournit non seulement la preuve de son emploi de principe, mais encore la précision des points exacts où elle était employée, des quantités qui ont été mises en œuvre, de leur prix et de la manière dont elle était traitée. Ma démonstration objective peut apprendre, en outre, à M. R. Escholier comment ce matériau anachronique « était peint ».

Enfin M. Escholier commet une erreur encore plus grave, car, cette fois, il n'est pas question de simple information. Il s'est aperçu avec indignation (et on a raison, dit-il, de s'en montrer inquiet) que j'ai fait disparaître deux magnifiques vases de Ballin (Louis XIV). Que M. R. Escholier se rassure ; ces vases de Ballin doivent le jour à une commande de M. Dujardin-Beaumetz.

Veuillez agréer, monsieur le Directeur, l'assurance de ma très haute considération.

PATRICE BONNET.

---

## LE MOUVEMENT POÉTIQUE

Il n'y a jamais eu en France plus d'artistes du vers qu'aujourd'hui, s'il n'est pas sûr, par ailleurs, qu'il s'en soit trouvé un nombre moins considérable au cours des siècles précédents. Mais, ce qui est plus évident encore, c'est qu'on n'a jamais assisté à la fusion de courants lyriques plus variés. La raison en est que nul siècle ne fut, sinon plus fécond en poètes, au moins plus riche en poètes authentiques que le *xix<sup>e</sup>*, particulièrement en sa seconde moitié, et que le nôtre devait fatalement hériter de cette rare fortune. Les grands mouvements, — dirai-je les convulsions ? — que représentent, dans l'ordre lyrique, les deux générations du Romantisme, celle du Parnasse, celle du Symbolisme enfin, lui-même si nuancé, ont assuré à la parole rythmée, au chant des mots porteurs de l'esprit un prestige à peu près continu. En dépit des apparences, malgré les bouleversements sociaux ou moraux qu'a subis notre pays entre 1800 et 1900 et dont la poésie a plus ou moins ressenti le contre-coup, voire reflété les phases, il semble qu'on n'ait jamais constaté chez les poètes un tel courage, une semblable persévérance, qu'en aucun temps l'art des vers n'ait davantage adopté le caractère d'une religion.

Le Symbolisme, — cette expression la plus récente de la sensibilité poétique, — fut plutôt un moment de notre poésie qu'une école proprement dite. Il y eut, en effet, presque autant de symbolistes que de poètes. Verlaine ne ressemble pas plus à Mallarmé que Musset à Vigny, ou que Leconte de Lisle à Banville. Et même, si l'on rapproche les poètes de second ordre, on ne leur trouve point tant de similitudes, de principes communs, si ce n'est le vœu

manifeste de sacrifier d'abord à l'expression musicale. Or, cette musicalité, quelques-uns crurent l'obtenir plus efficacement par un affranchissement d'abord gradué, puis complet de la prosodie traditionnelle : liberté illusoire, comme la suite le prouvera, mais qui n'en conféra pas moins, un moment, à ses partisans ce prestige de novateurs qu'ils revendiquaient avec tant de ténacité. L'une des principales originalités de l'école symboliste aura été, en effet, la prétendue invention du « vers libre ». Mais si, d'une part, l'initiateur de ce nouveau mode d'expression reste encore à découvrir, il est hors de doute, de l'autre, que sa formule, sa recette, si l'on veut, ne fut jamais trouvée, bien précisément parce qu'elle variait selon les individus. Cependant, on peut distinguer tout de suite deux espèces bien tranchées parmi les vers libres employés depuis environ 1885. D'abord, et surtout, la reprise des mètres inégaux de La Fontaine, mais avec recours à la rime libertine, à l'assonance et à l'hiatus ; c'est ce qu'on pourrait plus justement appeler « vers libéré » ; c'est encore un vers qui possède une existence individuelle, une structure classique. Mais ce qu'on a entendu surtout par vers libre, dans certains groupes d'avant-garde, c'a été un style imprécis, genre où l'unité choisie semble être une sorte de laisse ou strophe bâtarde, invertébrée, construite selon le caprice de chaque soi-disant créateur.

Or, en poésie, comme dans les autres arts, la technique *universelle* est à la base de toute œuvre susceptible de quelque durée. Ne serait-ce point un truisme de dire qu'il n'existe que deux modes d'expression, la prose et le vers, et, pour reprendre la docte phrase du professeur de M. Jourdain, que « tout ce qui n'est point prose est vers » et réciproquement ? Il est vrai qu'à lire certaines productions récentes, et dont on ne peut comprendre qu'elles aient même rencontré un imprimeur, on pourrait croire que le seul fait d'aller à la ligne différencie le vers de la prose. En réalité, si nous exceptons quelques barbares, ignorants ou mystificateurs, les poètes actuels paraissent avoir définitivement compris que le vers régulier est le seul mode utilisable en un langage dont les ressources phonétiques sont, non pas limitées, mais *incodifiables*, et qu'il n'est point de salut hors du retour périodique du nombre et des sonorités appariées. Ils savent qu'à l'intérieur de ces « contraintes nécessaires » dont parlait si lumineusement naguère M. Paul Valéry, se réfugie la vraie liberté du chant, la modulation savante et secrète, récompense incomparable du digne serviteur des

Muses. Cette nécessité, dont seuls les versificateurs maladroits se sentent incommodés, quelques excellents maîtres modernes, qui avaient, au temps de leur jeunesse, encensé de fausses idoles, s'y sont soumis naturellement d'assez bonne heure. Et pour peu que l'on dénombre quelques-unes parmi les célébrités lyriques de ce jour, on n'y relève, souvent au prix d'une évolution, lente ou brusque, que le respect de la tradition, c'est-à-dire la santé et l'équilibre classiques.

Presque tous ces poètes furent plus ou moins symbolistes à leurs débuts : beaucoup le sont restés de cœur, mais écrivent aujourd'hui selon ce rythme à peu près immuable, qui s'avère le seul garant de la pérennité d'une œuvre. Au reste, ce ne sont pas les poètes, et les vrais, qui manquent, à côté des innombrables faiseurs de vers ou de prose amorphe que la régularité ou l'irrégularité a également voués à la plus absurde nullité. C'est ce que j'espère prouver au cours des réflexions et remarques qui vont suivre, où je m'efforcerai de ne rien omettre d'essentiel dans l'activité poétique présente. Sa diversité, sa complexité mêmes sont un signe que la poésie est toujours vivante et une preuve que nul parmi les moules et les conceptions, — romantiques, parnassiens, symbolistes, romans ou néo-classiques, — qu'ont successivement admis plusieurs générations, n'aura été inutile.

\* \* \*

M. Pierre de Nolhac, dans *le Rameau d'Or* (1), rassemble, à la suite des célèbres élégies du *Testament d'un Latin*, publiées à part (2) il y a quelques années, de nombreux poèmes ou stances, où nous retrouvons, mûries, approfondies, plus émouvantes encore, la grâce et la noblesse mélancoliques des fameux *Poèmes de France et d'Italie*. Je n'abuserai point des citations, la plupart de ces admirables vers ayant vu le jour ici même depuis cinq ou six ans. J'indiquerai seulement que ce recueil comporte treize divisions : *le Testament d'un Latin*, *Méditerranée*, *Stances romaines*, *l'Écolier d'Avignon*, *Art poétique*, *Aux Provinces de Mistral*, *Cités latines*, *Images françaises*, *Musiques*, *Poésie des Sciences*, *le Livre fermé*, *Laus Florentiæ*, *Stances de l'Hiver*. Tous les poèmes qui composent chacune de ces parties, si l'on en excepte la première, la quatrième, la sixième, la septième, la dixième et la douzième,

(1) Plon.

(2) Éd. du *Raisin*, à Dijon, 1928, et Plon, 1929 (texte revu et corrigé).

n'excèdent pas deux quatrains ; c'est le cas pour presque toutes les *Stances* de Moréas. Et ce n'est point en vain que cet autre grand nom est venu sous ma plume : M. de Nolhac m'apparaît, en effet, lui aussi, comme un des plus authentiques représentants de la tradition du vers doré, de la sentence enchâssée dans un écrin sans défaut. La perfection est ici atteinte sans effort ni recherche, de par la grâce modérée du Celto-Latin retrempé aux sources originelles. Certes, nous relisons toujours avec une émotion égale telle page célèbre des *Poèmes*, tel sonnet votif où revivent les chères ombres d'Hélène et de Ronsard ou la douce mélancolie de Joachim du Bellay. Mais, ici, nous frémissons au contact d'accents vraiment éternels, parfois tragiques, souvent résignés, ou simplement empreints d'une tendresse grave, aux sonorités de violoncelle, et toujours d'une diversité surprenante. A côté de cet ardent scherzo des *Stances romaines*, qui évoque Delacroix :

Sous le ciel sombre et dur d'où la lune s'enfuit,  
 Au cirque vocifère une plebe affolée  
 Par l'odeur de la bête et de l'homme, mêlée  
 Aux images de mort de la sanglante nuit.

Soudain, dans un grand cri de joie et d'épouvante  
 Qui fait taire un instant le tumulte des voix,  
 Sur quatre cents gibets qui flambent à la fois  
 Les torches de Néron brûlent en chair vivante.

que d'andantes délicieusement modulés, de la tristesse au sourire attendri, du regret à l'espoir céleste ! En vérité, le choix n'est pas facile entre tant de petites merveilles qui sont en même temps de grandes choses. Peut-être est-ce dans les *Stances de l'Hiver* que cet autre ton résonne le plus fréquemment, le plus absolument, le plus mélodieusement aussi ; je ne résiste point au plaisir de transcrire ces trois strophes impeccables :

Je te respire, ainsi qu'un bouquet de l'automne,  
 Beau déclin d'une vie ou fut tant de printemps,  
 Et l'âme du vieillard évoque par instants  
 Celle d'un écolier qui rêve et qui s'étonne.

. . . . .

Jette ton espérance au delà de la tombe,  
 N'attends plus rien du temps qui fuit.  
 Que feras-tu sur ce chemin où le jour tombe,  
 Voyageur que presse la nuit ?



Tu suivais, ce matin, la route ensoleillée,  
 Et voici les ombres du soir !  
 Va vers la sombre auberge et la triste veillée :  
 Le cœur tremble et le ciel est noir.



C'est à la demande d'un éditeur, qui est aussi et d'abord un homme du goût le plus raffiné, M. Émile Chamontin (1), que M. Henri de Régnier rassemble, sous le titre d'*Airs pour l'Écho*, plusieurs petites pièces jusqu'ici éparses dans ses divers recueils et que l'analogie de thèmes et de structure prédisposait à former cette gerbe. Ce joli livre n'a donc en principe d'original que son agencement. Mais hâtons-nous d'ajouter que c'est beaucoup à nos yeux, car il nous permet de relire et d'admirer plus fort cette forme de poésie très neuve à l'époque où elle fut conçue et aussi très particulière dans l'évolution de l'un de nos plus grands poètes contemporains. En outre, la juxtaposition *a posteriori*, mais tout à fait heureuse, de ces morceaux primitivement intitulés *Ode* ou *Odelette*, ou même porteurs de titres plus précis, nous est, en vertu de la parfaite pureté du chant, une preuve supplémentaire de l'inutilité absolue du vers libre tel que l'entendaient ou le supposaient possible les farouches novateurs de 1885-1895. Et quand j'écris *inutilité*, je pense en même temps *inviabilité*, et même monstruosité sans lendemain. Car, je le répète, le vers libre tel que le conçoit M. de Régnier n'est pas autre chose qu'une simplification d'un procédé déjà connu du classicisme ; l'usage alternatif de mesures variées, souvent impaires, la substitution intermittente de l'assonance à la rime, moins précise qu'elle, plus floue et caressante par son incertitude même, l'emploi fréquent du rejet, la tolérance de l'hiatus : tous ces assouplissements concourent vraiment à créer un instrument nouveau, incertain, mais dont l'inventeur joue avec une virtuosité souveraine.

En réalité, l'allure de ces *lieder* est toute classique, les accents familiers de l'alexandrin ou de l'octosyllable générateurs se faisant sentir de façon telle que les irrégularités produisent, à l'intérieur de chaque strophe, l'effet des césures affranchies par l'école romantique entre les bornes étroites de l'alexandrin traditionnel.

(1) A qui l'on doit notamment l'admirable édition des *Poésies de Gérard d'Houville* (1930), et, ces temps-ci, une jolie impression du *Discours sur la Diction des Vers* de M. Paul Valéry.

Ainsi, l'accouplement insolite de vers de huit et neuf pieds ne choque presque pas dans une disposition comme celle-ci :

Chante si doucement, que j'entende  
A travers ta voix d'autres voix ;  
Sa tendresse sera plus tendre  
Si tu cueilles en une branche  
Le murmure de tout le bois.  
Écoute, cette vague m'apporte  
L'écho lointain de toute la mer,  
Et sa rumeur profonde et forte  
Déferle toute en ce bruit clair.

En réunissant aujourd'hui les parties en quelque sorte symbolistes de son œuvre (et l'on sait ce que cette épithète a gardé de conventionnel), M. de Rénier, qu'il le veuille ou non, semble donc affirmer la faillite à laquelle d'avance était voué tout essai de versification nouvelle, c'est-à-dire fondé sur d'autres règles que celles qui sont fonction du langage. L'auteur de *la Sandale ailée*, avant d'être un grand poète français, aura été le plus grand de l'école dite symboliste. Cela signifie peut-être qu'il est le seul qui ait réussi, en conciliant le plus heureusement possible l'ancien et le moderne dans le domaine métrique comme dans la nature des sujets, qu'il a su choisir les innovations raisonnables, se maintenir dans la mesure et dans l'équilibre indispensables à l'élaboration d'une grande œuvre. La présente publication est symptomatique de sa fidélité à une technique où il est passé maître, et, de plus, synthétique d'un des aspects de la grandeur et de la continuité de sa carrière de poète. Ces *Airs pour l'Écho* sont, en effet, formés d'emprunts aux *Jeux rustiques et divins*, aux *Médailles d'argile*, à *la Sandale ailée*, enfin à *Vestigia flammæ*, quatre de ses plus beaux recueils. Ces brefs poèmes, qui sont comme des sonates ou des romances par rapport aux vastes compositions symphoniques ayant pour titres *l'Homme et la Sirène*, *Pan* et *le Sang de Marsyas*, sont le trait d'union indispensable pour l'intelligence de M. de Rénier poète, entre sa manière « ancienne et romanesque » et ce classicisme majestueux et tendre, où il a su rejoindre, entre les hautes figures de Mallarmé et de Heredia, la lignée immortelle, le « passé vivant » de notre poésie.

\* \* \*

Encore peu connu du grand public, mais certain d'obtenir son suffrage le jour prochain où son œuvre encore dispersée sera

recueillie, M. Vincent Muselli est, aux yeux de ceux qui ont pu lire ses vers dans de rares plaquettes ou des revues, un des plus remarquables poètes de ce temps. En attendant cette édition collective (1), voici *les Sonnets moraux* (2) qui n'avaient été jusqu'ici groupés que dans un numéro devenu introuvable du *Correspondant*. C'est là, selon la plupart de ses fidèles déjà nombreux, le sommet d'un art longuement médité et mûri, profond et frémissant, fier surtout et soucieux de ne se point diluer. M. Muselli, qui a commencé de publier vers 1910, et dont le premier volume ne parut qu'en 1914, a relativement peu produit, mais n'a rien donné qui ne fût absolument au point sous le double rapport du rythme et de la pensée. C'est un bel exemple à fournir à nos jeunes, trop impatients de se voir imprimés pour garder le courage de se mieux connaître, de se juger, de s'épurer et de détruire ce dont ils ne se sentent pas tout à fait dignes. J'imagine que M. Muselli a sacrifié bon nombre de *juvenilia*, où l'influence de ses maîtres lui parut peut-être trop sensible, avant de livrer au public *les Travaux et les Jeux*, recueil conçu peu avant la trentaine et déjà riche de pages magistrales.

Ce qui frappe au premier contact, c'est le diapason extrêmement élevé auquel se maintiennent constamment ces dix poèmes. Et l'on me permettra peut-être à ce propos une remarque d'ordre général que me suggère un jaillissement peu commun dans la génération de M. Muselli. Je veux parler de la frayeur que semble inspirer, depuis plusieurs années, à la plupart des poètes, le grand sujet, ce qu'en argot d'atelier on appelle assez ironiquement la « grande machine ». Peur du ridicule ? Crainte de se voir traiter de rétrograde ? ou sentiment de se sentir au-dessous de la tâche, simple aveu d'impuissance ? J'inclinerais vers cette dernière explication. Il est d'ailleurs assez net que la même « crise » sévit en même temps dans les autres arts : partout la même déficience, disons la même lâcheté, en face de l'entreprise hardie, du coup d'aile. Les peintres, en particulier, ne se risquent guère que dans de petites études, natures mortes, paysages mesquins, esquisses étroites, souvent d'un réalisme de surface et d'une invention presque nulle. De même, dans le domaine poétique, nous

(1) Elle comprendra sans doute *les Travaux et les Jeux*, *les Masques*, *les Sonnets à Philis*, *les Strophes de contrefortune*, *les Sept ballades de contradiction*, *les Sonnets moraux*, *Epigrammes* et poèmes divers.

(2) Editions du Trident, 4, rue Crébillon.

assistons à des réussites agréables, à des habiletés momentanées, vite périmées, dénuées d'envergure. Aussi ne voit-on point sans tristesse telle récompense annuelle, placée pourtant sous une illustre égide et dont la dévolution est confiée à mainte compétence notoire, couronner le plus souvent des œuvres de genre mineur et à tout le moins faciles, trop directement accessibles, et produites à l'usage d'un auditoire superficiel, ignorant, incapable d'un enthousiasme renouvelable.

Et pourtant, une renaissance vraiment digne d'attention s'esquissait il y a quarante ans, une fois désaffectées les chapelles et rompues les barrières des prétendues écoles. Le succès et l'influence de Heredia, dont le procédé fut victime de tant de fabricants, la discrète mais insinuante esthétique de Mallarmé, la courageuse discipline d'un Maurice de Plessys et d'un Moréas, le majestueux classicisme de M. de Régnier, rien de tout cela ne peut être perdu. Et ce premier tiers du *xx<sup>e</sup>* siècle a vu monter plus d'une gloire solide où l'idée de grandeur se manifesta sans fausse honte : je songe, entre autres, à celle de M. Paul Valéry, de qui la révélation tardive et providentiellement inactuelle a passionné et occupe encore au premier chef les générations d'après-guerre.

Cette notion de la haute poésie, nous la retrouvons avec joie dans l'œuvre patiente et vigoureuse de M. Vincent Muselli, et surtout dans le recueil qui nous occupe. Ne craignons pas d'affirmer que ces cent quarante vers situent d'emblée leur créateur au niveau des plus grands, chacun d'eux constituant une sorte de synthèse intellectuelle et mystique en même temps qu'une architecture de beauté absolue. Je crois bien qu'il faut remonter jusqu'aux *Chimères* de Gérard de Nerval pour trouver une correspondance exacte d'un chef-d'œuvre comme *le Golgotha*, que je veux citer sans coupure :

Ce qu'il combat ici, non, ce n'est point Méduse,  
L'Oiseau stympalien, l'Hydre ni le Serpent.  
Angoisse et pleurs ! son Père hésite et se repent,  
L'Ami dort. Il vient seul sans armes et sans ruse.

Tu l'attendais, ô Mort, sûre, pleine d'orgueil,  
Ricanante si haut dans tes dalles funèbres !  
Mais lui, d'un ferme pas, descendit aux ténèbres,  
Et défit le néant, la chair et le cercueil.

Ainsi, de par le sang, naitra toute victoire,  
Ainsi seront ouverts les paradis de gloire  
A ceux qui pour couronne ont épines au front.

Souffrance et pauvreté sont les seules monnaies,  
Et l'homme au juste port les vagues conduiront  
S'il suit au ciel le signe éclatant des cinq Plaies.

Dans ces quatorze alexandrins, M. Muselli a déposé, semble-t-il, toute sa foi et tout son orgueil de poète sûr de sa mission, mais aussi l'espoir de toute une génération qui croit encore à ce qu'elle fait. D'autres sonnets, intitulés *Orphée* et *Phaëton*, nous apportent le rajeunissement soudain des vieux mythes et aussi comme le symbole du sacrifice nécessaire de l'artiste à sa destinée.

Chacune de ces pièces, où la densité de la pensée ne paralyse jamais la force et la netteté de l'expression ni la science symphonique, mériterait de longs commentaires que je ne me permettrai point d'infliger aux lecteurs. Il faut les lire toutes d'affilée pour en concevoir la puissance de rayonnement. Qu'il me suffise de mentionner encore *les Aventuriers*, digne pendant des *Bohémiens en voyage* de Baudelaire, et surtout l'élévation sublime de cette véritable prière ou examen de conscience que contient *le Dernier Jour*, dont voici les tercets :

Humble, devant la flamboyante Eternité,  
Plus rien ne me sera que paille et vanité,  
Hormis cette vertu qui force les étoiles.

Pensée, Amour, Pouvoir, fraternel et discret  
Des Archanges, Esprit qui gonflerez mes voiles,  
Soyez là, m'enseignant la route et le secret !

Quel poète ne se contenterait aisément d'un bagage de cette trempe pour affronter l'avenir ?

\* \* \*

M. Raoul Boggio a publié jusqu'ici trois volumes, à partir de 1924, *l'Ombre d'un Rêve*, *Rythme de mon Berceau*, et, tout récemment, *la Double Image*, qui marquent chacun une étape dans la sensibilité comme dans le métier de ce jeune poète.

Je voudrais m'attarder quelque temps à ce dernier livre, non seulement parce que j'y constate un progrès considérable sur un talent déjà très pur, mais aussi parce que je crois bien y voir une des œuvres les plus remarquables que nous ait données depuis assez longtemps la poésie élégiaque.

C'est surtout, je le confesse, à Charles Guérin, à celui du *Cœur solitaire* surtout, à Émile Despax, l'auteur de l'adorable, de

l'unique *Maison des Glycines*, tous deux disciples assagis de M. Francis Jammes, que j'ai pensé en feuilletant *la Double Image*. Presque tous ces poèmes, extrêmement habiles, sont empreints d'une sobriété, d'une pudeur dans l'expression de l'amour et de la nature qui, si j'excepte M. Marcel Ormoy, avaient été rarement atteintes depuis lors. M. Boggio, profitant de la fréquentation de ces divers maîtres, a épuré dans un double sens sa forme et sa pensée. Qu'on en juge par deux fragments que je puis détacher pour leur fluidité très particulière :

Captive du silence, ô fragile dormeuse,  
 Je déchire en riant cette écharpe brumeuse  
 Où vous enveloppaient la nuit et le sommeil. .  
 Je vous éveille, nue, au seuil lisse et vermeil  
 De l'amour, — porte d'or ouverte sur la vie.  
 O vivante ! voici que ruisselle, ravie  
 Aux sources de lumière où naissent les seuls dieux,  
 La beauté radieuse et calme de vos yeux.  
 Voici les mille fleurs de votre chair éclore !  
 Voici la blonde gerbe et le lis et la rose,  
 Et les fleurs de la plaine et les fleurs des forêts,  
 Toutes ! et leurs velours et leurs parfums secrets.  
 . . . . .  
 Nos jours seraient sans cesse illuminés d'amour.  
 Nous monterions dès l'aube attendre sur la tour  
 Pour être les premiers sourires dans l'aurore.  
 Et puis nous irions voir les choses vivre encore,  
 Au loin, les monts neigeux hausser leur calme éveil,  
 Et les cygnes baigner leur blancheur au soleil.  
 Laissant, insoucieux, dans leur fruste sillage  
 S'émouvoir les reflets du ciel et du feuillage,  
 Nous marcherions sur l'ombre indécise des pins,  
 Et dans la jeune coupe antique de vos mains  
 Ensemble nous boirions aux fontaines heureuses.

Simplicité du vocabulaire, justesse des métaphores, solidité du rythme : tous éléments que tant de versificateurs possèdent, hélas ! à un impeccable degré, ne suffiraient point toujours à des réussites de cet ordre. Mais il y a autre chose dans cette sage ivresse, où l'amour s'exprime autrement que par le langage de l'exaltation, du cri, de l'aveu : il y a le privilège peu commun que confèrent au poète les Muses qui veillent près de lui de transposer musicalement et sans vains efforts d'analyse les élans, les espoirs que légitime un culte exclusif d'une certaine beauté mystérieuse.

\* \* \*

Il me souvient encore de la surprise qui, l'an dernier, s'empara de moi, lorsque je lus, et dans la *Nouvelle Revue française*, un poème signé Patrice de la Tour du Pin et ayant pour titre *Enfants de septembre* ; treize strophes de cinq alexandrins, d'une harmonie sauvage, heurtée mais étrangement évocatrice, comme chargée des échos d'une chasse lointaine et du bruit du vent dans les sapins d'une forêt légendaire. Je traduis mon impression avec les mots et les images qui me viennent, celles qui me vinrent, plutôt, lors d'une première lecture, dont le charme se mêlait d'un trouble que je ne suis pas encore parvenu à dissiper. Ce trouble, néanmoins, me sembla proche parent de celui qu'on éprouve dans l'atmosphère des *Niebelungen*, de certaines mélodies de Schubert et de Rimsky, ou encore, plus près de nous, de telle prose prophétique de Rimbaud, de Guillaume Apollinaire et de Rainer Maria Rilke. Dans ce poème, il s'agissait plutôt d'elfes que d'enfants, errant dans un paysage automnal de folie orageuse :

Les bois étaient tous recouverts de brume basse,  
 Déserts, gonflés de pluie, et tout silencieux :  
 Longtemps avait soufflé ce vent du nord où passent  
 Les Enfants sauvages, fuyant vers d'autres cieux,  
 Par grands voiliers, le soir, et très haut dans l'espace.

\* \* \* \* \*

Et je me dis : je suis un Enfant de Septembre  
 Moi-même par le cœur, la fièvre et l'esprit  
 Et la brûlante volupté de tous mes membres,  
 Et le désir que j'ai de courir dans la nuit,  
 Sauvage, ayant quitté l'étouffement des chambres.

Rythme parfois déconcertant, il le faut avouer, souvent cassé (ainsi le quatrième vers, alourdi d'une muette à l'hémistiche à l'imitation de Rimbaud, et l'insolite diérèse, *fièvre*, au septième) ; mais, la plupart du temps, cadence aux balancements harmonieux, sans une défaillance, si ce n'est par moments à la rime.

Quand je reçus la *Quête de joie* (1), où je retrouvai ces belles strophes, j'en feuilletai sans interruption les cent vingt pages serrées, comme on se laisse prendre, dès la première audition, à la magie d'une symphonie mystérieuse. C'est bien, en effet, une impression orchestrale qui me reste de cette lecture où j'avoue

(1) *La Tortue*, 60, rue François 1<sup>er</sup>.

m'ètre égaré sans contrôle possible à la suite d'un enchanteur dans un royaume de féerie. Et ce n'est pas sans plaisir que la dernière pièce me confirma dans mon analogie préétablie avec Schubert ; j'y reconnus le sillage hallucinant du *Roi des Aulnes* :

Qui marche là, devant l'aube, en plein marais,  
D'un pas égal, pressé peut-être ou apeuré ?  
Qui marche là ? Je sens un souffle qui s'arrache  
Avec effort : est-ce un garde-chasse égaré,  
Un rôdeur de nuit qui se cache ?

. . . . .

— Ah ! c'est donc toi : je ne t'avais pas reconnu :  
Pourquoi reviendrais-tu mourir dans ces parages ?  
Tu m'as quitté jadis sans m'avoir attendu...  
Lorsque tu dépassas dans ta marche sauvage  
Cette nuit dont on ne sort plus.

Il est regrettable que le poète se soit référé à une technique récente et déjà désuète, celle qui consistait à faire rimer les singuliers avec les pluriels, comme si les mots n'avaient pas une figure, et la rime ne devait être à la fois auditive et visuelle. Il lui sera aisé de revenir à la pratique qui, de Ronsard à Paul Valéry, a créé la tradition de notre grande poésie. Toutefois, cette musique fascinante, sans me satisfaire pleinement, m'apparaît comme une révélation sans analogue aujourd'hui. Voilà donc une preuve que le romantisme n'est pas mort. Sans doute décèle-t-on dans ce livre incohérent beaucoup d'inexpérience, de gaucherie, bref de regrettables taches dont on peut se demander, d'ailleurs, si elles sont ou non volontaires. Le rythme, généralement sûr quoique parfois chaotique à dessein, accuse çà et là des boiteries, de fausses notes, des rudesses telles qu'on est maintes fois heurté dans la lecture la plus impartiale. Mais que sont ces imperfections de détail et dues à la seule jeunesse de l'auteur, au prix d'une impétueuse grandeur, proche du délire, certes, mais aussi tellement pleine de mystérieux appels, d'essors infinis que nulle âme sincère n'a le droit de la désavouer ? Un début d'un tel éclat commande la sympathie ou du moins l'attirance, encore qu'il ne soit permis au critique de hasarder nul augure définitif en présence d'une si exceptionnelle, d'une si déconcertante précocité.

YVES-GÉRARD LE DANTEC.



---

## REVUE MUSICALE

THÉÂTRE DE L'OPÉRA : *Hamlet*, opéra d'Ambroise Thomas (mise en scène nouvelle). — *Perkain*, drame lyrique en trois actes de M. P.-B. Gheusi, d'après Pierre Harnispe, musique de M. Jean Poulenc.

Hamlet est redevenu prince de Danemark. La musique d'Ambroise Thomas est digne de Shakespeare. La mise en scène de M. J. Rouché fait retrouver à un ouvrage célèbre mais un peu hors d'usage noblesse et poésie.

Devant la façade aux étroites ogives où luit un reflet lunaire, Hamlet, en pourpoint noir, chante son inquiétude que console sa tendresse pour Ophélie. Tout s'efface, et deux ombres passent en silence, se montrant le chemin l'une à l'autre, dans la brume nocturne. Ce sont les deux compagnons qui vont prendre leur tour de garde sur l'esplanade, et cette vision suffit à déceler l'angoisse de la musique qui l'accompagne ; jusque-là, devant le rideau fermé, ce n'était qu'un difficile solo de trombone.

Sur l'esplanade, les tourelles à machicoulis se fondent en un reflet confus et le spectre s'avance, indistinct et blafard. Quelle sourde terreur dans le rythme entrecoupé qui le pousse, et quelle tristesse en son avertissement rigide, sur une note invariable qu'entoure un nuage d'accords !

Le roi et la reine se consultent, et la crainte qu'ils ne peuvent chasser de leurs cœurs criminels, sitôt qu'elle les ressaisit, ouvre derrière eux, dans le parc, cette allée funèbre entre les arbres noirs. Mais le jardin où rêve Ophélie, feignant de lire un livre, sur le banc de pierre, est un refuge de mélancolie sous l'humide fraîcheur qu'y répandent ces feuillages touffus. Hamlet vient, car il la cherche, et déjà tend les bras vers elle ; arrêté soudain en son élan, il l'observe, penché vers elle encore, mais figé sur place. La pauvrete qui l'a vu croit à un jeu, espère qu'il va s'approcher comme de coutume. Mais il sort de sa méditation, en un sursaut qui semble rejeter loin de lui un passé illusoire, et s'enfuit sans rien dire.

Les comédiens, sous leurs oripeaux multicolores et fanés de pauvres hères, sont reçus devant le rempart aux créneaux massifs qui projette son ombre sur la pensée d'Hamlet, quand il demande pour spectacle *le Meurtre de Gonzague*, et sur la chanson à boire dont il veut s'étourdir. Ce n'est plus un air de bravoure. La gaieté n'en est pas naturelle, et c'est pourquoi le fils qui cherche le moyen de venger son père, au lieu de lancer joyeusement le gobelet dans les airs pour finir, le jette, dédaigneux, à ses pieds.

La salle de la fête a des lambris de marbre où les lampadaires rougeâtres laissent de place en place une traînée sanglante. La reine et le roi couronné, sur leur trône élevé, dominent l'assemblée qui, de part et d'autre, appuie au mur poli le sombre éclat des habits mordorés. Avec une désinvolture affectée, Hamlet n'a pris pour siège qu'un coussin devant la blanche Ophélie, interdite par ses propos étranges. La pantomime des comédiens au premier plan est vue de face par les spectateurs de la scène, en silhouette par ceux de la salle : ce qui la noie à demi, d'accord avec la symphonie qui l'accompagne, dans une douceur affligée. Ambroise Thomas, qui n'a pas toujours su se garder, en ses mélodies vocales, de quelque rhétorique, fut un maître de l'orchestre et de l'harmonie, comme Gounod, peut-être avec plus de finesse encore. La clarinette élégiaque guide les pas tremblants du vieux roi condamné, et il cède au sommeil où l'attirent ces accords par demi-tons, blottis l'un contre l'autre, d'une suavité dolente qui serre le cœur. Il fallait ce contraste pour faire éclater tout à coup le cri dénonciateur d'Hamlet : « Sire, vous pâlissez ! »

Le coupable s'est trahi ; il ne reste plus qu'à le punir. Hamlet le guette dans la galerie où il s'avance en hésitant, courbé sous le poids du remords. Il s'agenouille, et devant sa prière une grande croix s'allume, promesse de pardon. Hamlet comprend ce signe et recule : il ne faut pas que cette âme soit sauvée.

A sa mère qui survient il montre les deux portraits du roi assassiné et de l'usurpateur. Elle se sent perdue et se traîne à ses pieds, suppliante, mais une clarté poudreuse tombe d'une fenêtre haute et rejette dans l'ombre la muraille en arrière. Hamlet y voit le spectre dont la voix seule nous parvient, avec le suprême conseil d'épargner sa mère.

Parmi les bosquets fleuris, sous l'arbre protecteur, des couples rustiques chantent et dansent, mais se taisent et s'arrêtent, surpris de voir Ophélie accourir, les cheveux épars, un bouquet champêtre

à la main. Elle n'est plus la fiancée d'Hamlet qui, sur un ton de froid mépris, l'a renvoyée au couvent. Trop de chagrin a troublé sa raison. Elle chante comme un oiseau, dans une gaieté folle qui s'infléchit soudain en tendre plainte, mais reprend, et fait peur. Le paysage en quelques instants se transforme, devient un lac nacré sous les nuages blancs du ciel et le frisson des saules, rendez-vous d'elfes et de naïades où elle va, fuyant la terre.

Deux fossoyeurs creusent le sol du cimetière devant la chapelle où son cercueil sera posé. Hamlet, qui ne connaît pas encore ce malheur, les interroge vainement. Laërte le provoque pour venger sa sœur, mais leur duel est interrompu par le cortège en voiles blancs qui lentement progresse, aux sons de la marche funèbre qui, pareille à ces compagnes d'Ophélie, regrette tant de grâces, dans un murmure délicat de sanglots et de prières.

C'est ainsi que le spectacle issu de la musique lui renvoie ses pensées et l'illumine par transparence. Je sais bien que pour imprimer ce mouvement à l'action il a fallu sacrifier quelques morceaux, en plus de ceux dont la suppression était déjà devenue habituelle, notamment le ballet de l'avant-dernier tableau. Mais il n'a aucun rapport ni avec le sujet de la pièce, ni avec sa musique, et l'auteur lui-même en avait prévu le remplacement par le chœur des paysans que l'on chante maintenant à l'Opéra. Il vaudra mieux, comme on nous le promet, le donner séparément, après *Hamlet*, que comme un intermède inexplicable. En échange, on a fait mourir Hamlet au dénouement, selon la version rédigée par Ambroise Thomas pour Londres, alors qu'à Paris le spectre reparaisait pour lui enjoindre de vivre et d'accéder au trône après son oncle, qu'il vient de poignarder. Le public anglais n'eût pas toléré qu'on se moquât à ce point de Shakespeare. Le public français aura droit désormais aux mêmes égards.

M. Martial Singher n'est pas seulement un chanteur, mais un artiste : avant d'interpréter un rôle, il en cherche le style. Le caractère d'Hamlet admet plus d'une interprétation. M. Singher s'en est fait une idée qu'il suit sans défaillance. Pensif et juvénile, cet Hamlet princier est de la même lignée que celui dont le plus admirable interprète de ce rôle qu'il m'ait été donné d'entendre, l'illustre acteur Moïssi, traçait l'image qu'on ne peut oublier.

M<sup>me</sup> Ritter-Ciampi chante avec une sûreté extraordinaire les périlleuses vocalises où Ophélie n'a cette fois plus rien à craindre. M<sup>lle</sup> Lapeyrette et M. Huberty confèrent une sincérité tragique

aux personnages du roi et de la reine. Le spectre a pris la voix grave et touchante et le chant pur de M. Narçon. Le rôle de Laërte, bien que réduit, est campé avec vigueur par M. Le Clezio. Les personnages du second plan, Polonius, les compagnons d'Hamlet, Marcellus et Horatio, les fossoyeurs, trouvent en MM. Forest, Madlen, Medus, Morot, de Leu des interprètes de premier ordre. La pantomime est exécutée dans un mouvement très juste et très expressif par M<sup>lle</sup> Charrier, MM. Férrouelle, Legrand, Ponti. M. Busser, qui conduit l'orchestre, excelle à dégager le rythme et les nuances, avec autant d'intelligence que de sentiment musical.

Ce n'est pas la première fois que l'on tente d'utiliser, au théâtre, les procédés de représentation que le progrès de l'éclairage électrique a rendus possibles. La condition indispensable est de disposer, comme à l'Opéra, d'une scène profonde, où les appareils de projection placés derrière la toile de fond ne risquent plus d'éclabousser les personnages avec leurs faisceaux de rayons. C'est ainsi qu'on a pu voir, au troisième acte de *la Tour de feu*, les flots mouvants de la mer reproduits par le cinéma, et dans *la Damnation de Faust* les apparences changeantes du rêve ou de l'hallucination. Mais cette fois, l'œuvre entière est plongée dans une fantasmagorie qui n'y laisse subsister rien d'opaque, rien qui arrête l'émotion poétique. Le succès de cette expérience ouvre à l'art du théâtre des perspectives neuves. Il fallait de longues études pour répartir sur un si vaste écran le coloris et l'éclairage. Mais il fallait régler avec le même soin, sur la scène visible, les jeux de la lumière et le mouvement des acteurs, pour qu'ils émergent tour à tour de l'ombre environnante et viennent sans troubler l'ordre du tableau prendre la place marquée par le drame et la musique, à la fois réels et légendaires. Une pareille mise en scène est véritablement une œuvre d'art. Nous lui devons un grand bienfait : c'est d'aimer mieux encore la musique d'Ambroise Thomas.

\* \* \*

*Perkain*, dont l'Opéra vient de donner la première représentation, est un ouvrage mal bâti, mais non pas dénué d'intérêt. M. Jean Poueigh, qui a le sens et le goût de la musique populaire, a voulu célébrer le pays basque. Perkain, beau joueur de pelote et redresseur de torts, défenseur naturel du toit et du clocher, est une sorte de héros national et déjà légendaire, bien que ses plus glorieux exploits le mettent aux prises avec les républicains de

1793. Pierre Harispe, qui en a fait un conte, était un écrivain de ces parages. Mais, en dépit de ces certificats d'origine, l'intrigue sur la scène manque de solidité. Perkain, dont la tête est mise à prix parce qu'il est royaliste, tient en respect le commissaire de la Convention qui vient de mettre à la torture le père de sa fiancée, coupable d'avoir caché le trésor de l'église. Il le brave au deuxième acte, en rejoignant la jeune fille que l'autre a enlevée et tient prisonnière, devant le corps de garde où toute la population d'alentour se rassemble pour les danses et les jeux de la Saint-Jean. Il s'en fait un ami au dénouement, après une partie de pelote qui l'a rendu vainqueur et plus que jamais généreux ; venu pour l'arrêter, le révolutionnaire cède à son éloquence et tombe dans ses bras : il ne servira plus que la cause des Basques, ses frères, renonçant à la politique et même effaçant la frontière qui divise leur territoire, entre la France et l'Espagne. Il semble que Perkain exagère un peu, et se vante, moins Basque que Gascon.

La musique, au contraire, est d'un sérieux concentré, d'une dure franchise. Moins attentive aux rodomontades du texte qu'à la sévérité du paysage, elle impose aux bavards de la scène un chant empreint de gravité rustique ou les quitte, sans plus s'occuper d'eux, pour cueillir des chansons.

Le premier acte est trop morcelé. A peine deux personnages ont-ils échangé quelques mots qu'ils sont réduits au silence par une bande de joyeux compagnons qui eux-mêmes ne font que traverser la scène en esquissant une gambade, et l'on semble y jouer aux propos interrompus. Mais Perkain y trouve, à son entrée, les accents d'une émotion contenue, qui soudain montrent un homme où l'on croyait ne voir qu'un rôle. Les conseils du pieux vieillard qui lui accorde sa fille n'ont pas moins de dignité, et il faut se hâter de féliciter, pour l'expression juste qu'il leur donne, M. Etcheverry, car nous ne le reverrons plus et la pièce se terminera par un mariage sans qu'on daigne nous apprendre ce qu'il est advenu du beau-père.

Le deuxième acte, si l'on en retire quelques allées et venues de complaisance, pour les besoins de l'intrigue, est entièrement réussi. C'est l'acte du ballet où rivalisent Basques et Gitanes accourus pour la fête. La musique reprend ici tous ses droits et en use avec bonheur, pour la vigueur du rythme, la vivacité du coloris, la décision du caractère. Sous d'amusants et clairs costumes les danseurs de l'Opéra se distinguent, et à leur tête.

MM. Goubé et Duprez, traçant d'une légèreté infaillible les pas obliques dont M. Léo Staats a trouvé le modèle au pays basque, pour les traduire ensuite dans la précision d'un langage dont nul ne sait comme lui les ressources. M<sup>lle</sup> Nati Morales est une danseuse espagnole très flexible et nerveuse. La voix grave et sonore de M<sup>me</sup> Ilka Popova répond à ses élans sauvages par une cantilène de nostalgie nocturne.

Le duo d'amour qui va suivre est entièrement hors de propos, si l'on ne considère que le drame. La musique, mieux inspirée, le situe exactement dans le souvenir de la fête et la perspective du paysage. M<sup>me</sup> Marthe Nespoulous est agréable à voir et chante plus joliment encore. M. Martial Singher ajoute au charme vocal et à l'émotion intérieure, qui sont de sa nature, la fierté ingénue et prompte que doit montrer Perkain. M. Henri Fabert dessine d'un trait incisif la figure trop transitoire de son ami Kurutchet. M. José de Trévi chante d'une voix musicale et joue aussi bien que possible le rôle, plutôt ingrat, du commissaire. Les autres rôles sont tenus par d'excellents artistes tels que MM. Le Clezio, Clavierie, de Leu, Cambon, Madlen, et M. Gilles dont on n'oublie pas les phrases expressives, sous l'habit miséreux d'un chanteur populaire.

Il ne pouvait être question de décors irréels en un sujet aussi étroitement rivé au sol et plus encore au plancher du théâtre. Ceux de M. Ramiro Arrue, peintre des Pyrénées, représentent avec grâce un pays vif et pur.

M. François Ruhlmann qui conduit l'orchestre et M. Pierre Chéreau qui a réglé la mise en scène y montrent une intelligence et une habileté plus que jamais méritoires.

LOUIS LALOY.

---

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

DE LA BOUE ET DU SANG

« Le ver est dans le fruit. » Oui, pourvu que l'on entende bien que le pays est sain et que c'est la caste gouvernementale qui est véreuse. Le régime parlementaire a dégénéré en un syndicat d'exploitation. Le parti au pouvoir tient, par ses cadres locaux, la majorité des circonscriptions ; chacun de ses chefs est un seigneur féodal qui ne s'avance dans la carrière que suivi d'une nombreuse clientèle qui le porte et que lui, à son tour, porte. La corruption vient du Parlement ; mais, par le jeu des recommandations et de la clientèle, les hauts fonctionnaires sont soumis à des influences politiques et électorales qu'il suffirait de faire cesser pour leur rendre, avec l'indépendance, la dignité. L'impartialité d'une justice égale pour tous : c'est à quoi les Français sont attachés avant tout et c'est pourquoi l'opinion est profondément troublée dès qu'un scandale met en cause le pouvoir judiciaire. Aucun assainissement ne saurait être efficace ou durable s'il ne s'attaque à la racine du mal, c'est-à-dire à la réforme constitutionnelle. Les bonnes lois font les bonnes mœurs.

Les cabinets Daladier et Sarraut avaient été renversés par un vote de la Chambre. Le ministère Chautemps est tombé tout seul ; il a glissé dans la boue de l'affaire Stavisky. Déjà ébranlé par la démission imposée à M. Dalimier, il aurait eu besoin, en l'occurrence, d'un garde des sceaux qui, comme la femme de César, ne pût être soupçonné. On n'a jamais compris pourquoi M. Camille Chautemps s'adjoignit, comme vice-président du Conseil, le sénateur Raynaldy que ni ses origines, ni des mérites hors de pair n'indiquaient et dont le rôle douteux dans une certaine affaire Sacazan n'était pas un mystère. C'était

au cours d'une nuit fiévreuse où il s'agissait de boucler un ministère ; M. Chautemps s'adressa, pour le portefeuille de la Justice, à un personnage consulaire très qualifié qui se refusa et indiqua, à son défaut, M. Raynaldy. C'est ainsi que l'on bâcle un cabinet ! M. Raynaldy fut embarqué, mais il fit chavirer une galère qui faisait eau de toutes parts. Le ministre des Finances, M. Georges Bonnet, avait, sur la recommandation de MM. Dubarry et Bonnaure, attaché à son cabinet, comme « chargé de mission », un certain M. Guiboud-Ribaud, avocat ; mais il oublia ce détail, au moment où les noms des protecteurs de M. Guiboud-Ribaud furent prononcés à propos des affaires actuelles ; cette défaillance de mémoire ne fut pas du goût de M. Guiboud-Ribaud ; il écrivit à la presse une lettre où il rappelait par quelles recommandations il avait fait partie du cabinet de M. Bonnet, quel travail il y avait fourni, quelles félicitations personnelles du ministre il avait reçues. Ce fut la dernière torpille. Malgré l'habileté du pilote, le bateau coula. Le 28 janvier, M. Chautemps et ses collègues priaient le Président de la République d'accepter leur démission.

La tâche de M. Albert Lebrun était délicate. Ce que voulait le pays et ce que, sans doute, il souhaitait lui-même, c'était un ministère composé d'hommes au-dessus de tout soupçon et dirigé par une personnalité hautement qualifiée qui fût en dehors et au-dessus des partis. Mais, pour qu'un ministère au-dessus des partis puisse vivre, il faudrait qu'il eût la faculté de proroger les Chambres pour six mois au moins, jusqu'à ce que les affaires en cours fussent liquidées, le budget établi, les finances assainies, la situation extérieure éclaircie ; il faudrait qu'il disposât du droit de dissolution. Une telle combinaison aurait l'approbation du pays dans sa presque unanimité. Le Président de la République fit appel à son illustre prédécesseur, M. Gaston Doumergue ; il eût été acclamé, surtout s'il n'avait accepté qu'après avoir posé ses conditions ; on aurait vu, comme en 1926, quand lui-même s'adressa à M. Poincaré, la confiance renaître et les affaires reprendre. La dictature temporaire, légalement créée pour un objet déterminé, comme la pratiquaient les Romains de la République, est le frein nécessaire aux excès démocratiques et l'indispensable moyen de concentrer l'autorité entre les fortes mains d'un chef dès qu'il s'agit de faire face à un péril urgent, de réaliser une réforme attendue ou de donner un vigoureux coup de balai. Le président Doumergue ne crut pas pouvoir accepter



l'offre de son successeur. La France a regretté cette décision : ce qu'elle souhaitait, d'ailleurs, ce n'était pas de voir l'ancien et respecté président devenir à son tour le jouet des orages parlementaires et des passions partisans ; c'était qu'il fût investi d'une sorte de magistrature de redressement et d'assainissement.

A défaut de M. Doumergue, de M. Jeanneney et de M. Bouisson, le Président appela M. Édouard Daladier. Dès lors, il retombait dans le cycle d'où il avait cherché à s'évader. La difficulté n'était pas de trouver un ministère, mais une majorité pour ce ministère. La majorité cartelliste qui, tour à tour, a soutenu les cabinets Daladier, Sarraut et Chautemps et les a étranglés, était anxieuse de ressaisir les leviers de commande. N'étaient-ce pas les siens qui étaient en péril ? Chacun va répétant, à la Chambre, que, par le canal du député Bonnaure, actuellement inculpé, les libéralités de Stavisky affluèrent à la caisse électorale du parti radical-socialiste. Est-ce exact ? L'obscur député Bonnaure pourrait-il dire, comme Rouvier au temps du Panama : « Si je n'avais pas agi comme je l'ai fait, vous ne siégeriez pas sur ces bancs » ? Il faut espérer que l'instruction que conduit à Bayonne, non sans énergie, M. d'Uhalt fera sur ce point une lumière que la franc-maçonnerie paraît avoir de sérieuses raisons de redouter, car elle mène une savante campagne d'étouffement.

M. Daladier chercha à étendre son ministère vers l'extrême-gauche et vers le centre. Trois socialistes de l'observance de M. Léon Blum, auxquels il s'adressa rituellement, refusèrent. M. Marquet et les socialistes dissidents paraissaient disposés à accepter, mais leurs prétentions furent à ce point excessives que M. Daladier refusa de s'y plier ; ils exigeaient notamment la mise à pied du préfet de police, M. Chiappe, dont les communistes et les socialistes, « durs » ou « mous », demandaient à qui mieux mieux la tête. M. Daladier trouva plus favorable audience du côté du centre ; il offrit à M. Piétri les Finances et à M. Fabry la Guerre, pour lesquelles ils étaient l'un et l'autre parfaitement qualifiés et qu'ils acceptèrent d'autant plus volontiers que M. Daladier leur donna l'assurance qu'il ne se prêterait pas aux exigences des socialistes et que, en particulier, il ne sacrifierait pas le préfet de police à leurs rancunes.

Le ministère fut donc constitué. M. Paul-Boncour, M. de Monzie, M. Chautemps, M. Bonnet, étaient éliminés. M. Daladier prenait les Affaires étrangères et mettait à l'Intérieur un ancien

socialiste en mal d'autorité, M. Frot. M. Penancier, sénateur, recevait les Sceaux, M. de Chappedelaine la Marine. Sous le nom nouveau de « France d'outre-mer » (1), M. de Jouvenel devenait ministre des Colonies ; il est assez intelligent pour y faire œuvre utile, assez léger aussi et chimérique pour y commettre, comme à Rome et en Syrie, d'irréparables fautes. Le 31 janvier, le cabinet était constitué. M. Daladier déclarait qu'il ne s'était pas préoccupé « de dosages de groupes ». « J'ai voulu former un gouvernement de redressement et d'autorité républicaine. » Le pays ne demandait qu'à lui faire confiance pourvu que ses actes répondissent à ses paroles. On se souvenait cependant que, lors de son précédent ministère, M. Daladier avait affirmé qu'il se ferait tuer sur son budget plutôt que d'en compromettre l'équilibre ; et, pourtant, on l'avait vu disposé à toutes les concessions dès qu'il s'agissait de sauver sa majorité. On se demandait, avec inquiétude, si le président du Conseil rechercherait avant tout la lumière et la justice ou s'il se préoccuperait d'abord de sauver le cartel et de s'assurer une majorité.

Plusieurs jours se passèrent durant lesquels M. Daladier étudiait les dossiers ou méditait sur la situation politique. Le 3 février au matin, la France apprit avec stupeur, avec indignation, les décisions ministérielles. M. Daladier cherchait une majorité à gauche, écoutait les conseils de M. Frot, ministre de l'Intérieur, et, pour complaire aux socialistes, leur livrait le préfet de police qui, depuis huit ans, avait maintenu l'ordre *sans effusion de sang* et fait de la police parisienne un corps remarquablement discipliné et entraîné. Si M. Chiappe a couvert des agissements incorrects, s'il a commis quelque grave faute professionnelle, personne ne regrettera qu'il soit puni d'autant plus sévèrement qu'il est plus haut placé ; mais, en ce cas, il faut parler et dire de quoi on l'accuse, et surtout il ne faut pas le nommer résident général au Maroc.

(1) Ce nouveau vocable indique l'intention, louable en elle-même, d'assurer l'unité de direction à la politique de la France « outre-mer » à quelque titre qu'elle s'exerce. Il apparaît, en effet, nécessaire de coordonner, à certains points de vue, notre politique impériale, notamment en Afrique. Un sous-secrétaire d'État, M. Bibié, en est chargé. Mais encore faut-il prendre garde de n'aller ni trop vite, ni trop loin, ni de travers. Les pays de protectorat doivent garder leur régime spécial relevant du ministère des Affaires étrangères ; les pays sous mandat également. Le nouveau sous-secrétariat devrait donc être rattaché non aux colonies ou, sous quelque nom qu'on le désigne, au ministère qui administre les colonies, mais à la présidence du conseil. Il convient de coordonner, d'assurer l'unité d'inspiration et d'impulsion, non pas de centraliser ou d'unifier.

Ici, la faute de M. Daladier apparaît, en tout état de cause, inexcusable; elle dénote la plus déplorable conception de ce qu'est le Protectorat français au Maroc dans l'économie générale de notre empire d'outre-mer. Le Maroc est-il donc une orange avec laquelle il soit permis de jongler au hasard des combinaisons ministérielles ou des calculs de majorité? Un résident général au Maroc serait-il un si mince personnage qu'il soit loisible de le faire valser pour faciliter quelque combinaison et donner une compensation à un fonctionnaire coupable ou disgracié? Croit-on que ce soit là, en face d'un Maroc qui a des yeux et des oreilles, un jeu sans danger? Est-il permis d'envoyer à ce poste de confiance quelqu'un qui n'y soit nullement préparé? Et quelle va être maintenant l'autorité de M. Ponsot si, comme on doit le souhaiter, il y reste?

M. Chiappe a été bien inspiré en refusant cette « compensation ». La lettre qu'il a écrite à M. Daladier est digne et ferme; les conseils qu'il a donnés à une police qui lui est toute dévouée sont d'un bon citoyen et d'un haut fonctionnaire conscient de ses responsabilités. M. Édouard Renard, préfet de la Seine, se solidarisant courageusement avec son collègue, a donné sa démission. La préfecture de police est confiée à M. Bonnefoy-Sibour, préfet de Seine-et-Oise. Le préfet de Lyon, M. Villey-Desmeseretz, devient préfet de la Seine. M. Thomé, directeur de la Sûreté générale, a-t-il commis quelque faute? Qu'on le révoque, qu'on le juge, mais il était grotesque de le nommer administrateur de la Comédie-Française à la place de l'excellent M. Fabre qui, lui seul, ne recevait aucune compensation, faisait figure de grand coupable dans un scandale auquel il est totalement étranger!

Le cas de M. Pressard, procureur de la République à Paris, est analogue. A-t-il couvert quelques graves irrégularités? Qu'on le révoque et qu'on ne le case pas à la Cour suprême qui ne saurait être le refuge des pécheurs. Il semble que l'enquête de M. Lescouvé n'ait établi à sa charge d'autre tort que de n'avoir pas couvert ses subordonnés quand M. Chautemps les mit en cause à la tribune. Pour les remises dont bénéficia Stavisky, le procureur excipe des ordres du procureur général, le procureur général des ordres du Directeur compétent, et le Directeur des ordres du ministre. Et l'on remonte ainsi jusqu'aux politiciens responsables!

Si l'on doutait que le déplacement de M. Chiappe, détesté

des socialistes et honni des Loges, fût une manœuvre politique ou plutôt parlementaire, l'interprétation que MM. Piétri, Fabry et Doussain en ont donnée en adressant leur démission, aussitôt après le Conseil des ministres, au président du Conseil, suffirait à l'établir. M. Paul-Boncour est ministre de la Guerre, M. Marchandeau ministre des Finances avec M. Jaubert comme sous-secrétaire d'État. Le ministère est purement cartelliste, et c'est aux passions du cartel que, dans la séance tumultueuse du 6 février, il a fait appel. Une fois de plus a servi le vieux cliché de la défense de la République ; il a valu cent voix de majorité au gouvernement ; or, la République ne court d'autres dangers que ceux qui viennent de ses propres fautes.

Le 6 février, dans la soirée, tandis que le plus effroyable tumulte régnait au Palais-Bourbon, au dehors la manifestation grandiose des patriotes exaspérés dégénérait en une bataille de rues telle que Paris, depuis longtemps, n'en avait pas vu. Les ordres brutaux du président du Conseil et du ministre de l'Intérieur déchaînèrent la police, la garde mobile, sur les anciens combattants porteurs de leurs drapeaux et de leurs insignes, sur les jeunesses patriotes précédées des élus de la capitale. Des morts, des centaines de blessés jonchaient la place de la Concorde et les voies adjacentes. Du côté des Tuileries on voyait paraître le drapeau rouge et les mines sinistres de ses sectateurs. Le ministère Daladier qui a ensanglanté Paris ne pouvait pas gouverner la France ; elle ne lui pardonnerait pas d'avoir employé son armée à sauver les amis de Stavisky et la séquelle de Bonnaure. M. Daladier, dans la déclaration ministérielle, demandait qu'on le jugeât sur ses premiers actes. Ses premiers actes furent désastreux : il n'avait qu'à disparaître. M. Chautemps avait glissé dans la boue, M. Daladier tomba dans le sang. Le 7, Paris apprit avec satisfaction la démission du cabinet. Les conséquences de leurs mesures absurdes et de leurs violences provocatrices suivront M. Daladier et M. Frot ; ils ont confondu la brutalité avec l'énergie, l'arbitraire avec la justice. Mais, hélas ! ces événements tragiques retentiront longtemps dans ce pays laborieux et honnête.

Au moment où nous mettons sous presse, M. Gaston Doumergue a accepté la mission de constituer un cabinet de salut national ; tous nos vœux les plus ardents sont avec lui pour qu'il puisse mener à bien cette tâche patriotique.

## AUTRICHE, POLOGNE, BALKANS

Le chancelier Hitler, talonné par une opinion bâillonnée mais mécontente, sent de plus en plus le besoin d'un succès extérieur. L'accord avec la Pologne, dont nous expliquerons tout à l'heure le sens et la portée, est peut-être une manœuvre habile, mais il n'est pas vu d'un bon œil par les Prussiens de l'Est pour qui la lutte contre les Slaves est la destinée historique du germanisme. Raison de plus pour se montrer intransigeant du côté de l'Ouest et pour profiter de la carence gouvernementale en France, de l'abdication de l'Angleterre et des incertitudes de M. Mussolini. C'est en Autriche qu'il s'agit d'obtenir un succès en fomentant la révolution intérieure qui mettrait fin à la résistance de M. Dollfuss. Le Chancelier et le « front patriotique » se défendent avec une magnifique énergie ; la visite de M. Suvich leur a apporté un grand réconfort et ils peuvent compter sur tout l'appui moral du Saint-Siège. Soixante mille paysans chrétiens-sociaux sont venus à Vienne acclamer, en la personne du Chancelier, l'Autriche indépendante ; mais l'esprit des Heimwehren n'est pas exempt de certaines infiltrations nazi. M. Dollfuss ne l'emportera que s'il se sent solidement épaulé par les trois grandes Puissances occidentales.

Les notes échangées entre l'Autriche et le Reich, éclairent la situation. M. Dollfuss se place au point de vue du droit des États ; il se plaint de la présence, en territoire allemand, d'une légion composée de nazis autrichiens, et il y voit, à juste titre, un manquement à la promesse du gouvernement de Berlin de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de l'Autriche ; ouvertement, les nazis allemands, qui sont le gouvernement, soutiennent et subventionnent les nazis autrichiens. A la note autrichienne, très modérée de ton et de forme, le gouvernement d'Hitler répond par une hautaine affirmation des droits de la race ; il traite M. Dollfuss comme le chef d'un groupe révolté de ses sujets ; il se plaint qu'en Autriche on empêche le national-socialisme de se développer, comme si, en Allemagne, les partis autres que les nationaux-socialistes avaient toute liberté d'exister et de parler ! Ce qui se passe à Vienne ne regarde pas plus les gens de Berlin que ce qui se passe à Berne. « Certaines phrases du discours d'Hitler et de la réponse allemande, écrit la *Reichspost*, journal

de M. Dollfuss, montrent que le gouvernement du Reich croit pouvoir prendre, vis-à-vis d'un petit État, un ton ironique. La thèse de la non-responsabilité du Reich, en ce qui concerne l'agitation hitlérienne en Autriche, est absurde. L'heure est venue de dire à Berlin que rien n'est moins allemand que de renier ses actes et de masquer ses intentions. » En face de l'indépendance autrichienne s'étale la doctrine pangermanique. « Nous accusons M. Dollfuss et son gouvernement devant le germanisme tout entier, écrit l'*Angriff*, nous l'accusons d'avoir péché lourdement contre l'idée allemande. » Cette forme du pangermanisme agressif créée, pour l'Europe et pour la paix, un péril qui est exactement le même qu'en 1914. Pressé de réussir, le chancelier Hitler précipite les événements. Rien ne l'arrêtera si ce n'est un échec diplomatique, c'est-à-dire un veto clair et net de toutes les Puissances.

Les négociations directes avec Berlin ayant échoué, M. Dollfuss va saisir la Société des nations dont la protection de l'indépendance des petits États est la raison d'être ; il invoque l'article 11, paragraphe 2, ainsi conçu : « Tout membre de la Société a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'Assemblée ou du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace, par suite, de troubler la paix ou la bonne entente entre nations, d'où la paix dépend. » Le Chancelier agit ainsi dans la plénitude de son droit en appelant le Conseil à exercer la plénitude de ses attributions. Il a communiqué son dossier à Londres, à Rome et à Paris. Le cas est topique ; il décidera de l'avenir de la Société des nations, de l'indépendance de l'Europe centrale et de la paix. A l'action de la France, à l'action de l'Italie, à l'action de tous les États soucieux de sauver l'équilibre des forces et l'indépendance des consciences, l'appoint de l'Angleterre n'est pas indispensable, mais il est hautement désirable, car il apporterait la certitude du succès en même temps que de la paix. En ces circonstances critiques, le moment n'est plus de négociations dilatoires ; il faut, amicalement mais fermement, mettre l'Angleterre en face de ses responsabilités.

Au succès qu'il poursuit en Autriche, le chancelier Hitler attache une telle importance qu'il n'a pas hésité, pour faciliter sa manœuvre, à conclure avec la Pologne un pacte de non-agression que M. de Neurath et M. Lipski ont signé le 26 janvier. Ainsi se trouve consolidée, en un texte ayant valeur juridique, la déclaration du 15 novembre. Aucune allusion aux difficultés pendantes,

que ce soit au « corridor », à la Haute-Silésie ou au statut de Dantzig; aucune renonciation de l'Allemagne à ses revendications; seulement la mutuelle affirmation d'une commune volonté de ne pas recourir à la guerre et de régler d'un commun accord leurs différends essentiels. Il est spécifié que les engagements internationaux contractés auparavant par chacune des deux nations ne sont nullement affectés par le nouveau pacte.

Quel bénéfice M. Hitler espère-t-il retirer d'un tel accord ? D'abord manifester, sans compromettre en rien les revendications allemandes, sa bonne volonté de paix. Ensuite prouver par un fait que le recours à la Société des nations est superflu et inutile, et qu'il est facile d'arriver à une entente directe avec le Reich national-socialiste. Enfin, isoler la Pologne, séparer son action de celle de la France et de la Petite Entente, la neutraliser pendant que le Reich est occupé avec l'Autriche, et peut-être l'entraîner plus tard dans la direction de Kiev et de Poltawa. « Le pacte, écrit la *Gazeta Polska*, décide que, dans tous les différends qui peuvent s'élever, les deux pays ne pourront porter l'affaire devant un tribunal international que d'un commun accord. De ce fait, les relations polono-allemandes ne seront plus de la compétence des organismes existants ou à naître. La Pologne et l'Allemagne forment désormais un système particulier. » Que ce tête-à-tête réjouisse l'organe officieux de M. Beck, voilà ce qui passe l'imagination. Si la Pologne laisse manger l'Autriche, elle peut compter que son tour viendra. Si elle s'enfonce dans le guêpier d'une politique orientale, on peut prédire à coup sûr qu'elle subira un nouveau partage. La morale de cette histoire, un journal allemand, la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, nous la donne : « L'accord avec la Pologne montre que la politique extérieure de l'Allemagne a tenu compte de la position centrale du Reich pour écarter la tension avec son voisin de l'Est, cela pour une longue période, pour pouvoir se consacrer désormais, avec une plus grande intensité, aux problèmes occidentaux. » A bons entendeurs, salut !

Des Balkans nous arrivent des nouvelles plus satisfaisantes. Après la visite des souverains de Bulgarie au roi de Roumanie, à Bucarest, l'apaisement se poursuit dans les esprits et dans la presse. Le pacte balkanique, qui est depuis plusieurs mois en gestation, a été paraphé le 4 février, à Belgrade, par M. Titulesco, M. Jevtich, M. Maximos et Tewfik Rouchdy-bey ; il sera signé à Athènes dans quelque temps. Le texte n'en est pas encore

connu. On sait seulement que les États contractants se garantissent mutuellement leurs frontières et s'engagent à se porter secours en cas d'agression ; certaines méthodes de collaboration sont prévues. Deux des États signataires faisant partie de la Petite Entente, le nouveau groupement se trouve donc articulé à l'ancien : ainsi se constitue une puissante organisation pour la paix et la stabilité européennes. La Bulgarie reste jusqu'ici en dehors ; elle ne se résigne pas encore à mettre sa signature au bas d'une convention qui consolide un statut territorial établi à ses dépens ; mais le bénéfice du rapprochement dont les souverains de Yougoslavie et de Bulgarie ont eu l'initiative subsiste intégralement. Les négociations se poursuivent entre Belgrade et Sofia. L'Albanie elle-même, bien qu'elle reste sous l'emprise italienne, manifeste sa volonté d'être un État indépendant, un membre de la famille balkanique. La paix de l'Orient est fondée sur de solides assises de l'Adriatique aux frontières de la Perse, et il n'est aucune nation en Europe, même l'Italie, qui n'ait sujet de s'en réjouir.

Redisons donc, encore une fois, en terminant, que le seul danger, c'est l'agitation inquiète et la mystique envahissante du pangermanisme hitlérien. Le premier ministre de Prusse, M. Gœring, écrit dans le *Morning Post* du 29 janvier, à propos de la guerre de 1914 : Menacée de tous côtés, l'Allemagne dut accepter l'épée qu'on lui mettait à la main. Le peuple allemand, innocent de l'explosion de la plus grande des guerres, dut combattre pour défendre sa vie et son honneur. Le bien le plus précieux qu'un peuple puisse avoir, la liberté et l'honneur, était menacé. Et le peuple allemand fit son devoir. C'est pour ne pas être elle-même abattue et détruite que l'armée allemande passa par la Belgique. Ce fut une guerre de légitime défense au sens le plus élevé du mot. Quand on arrive à une pareille capacité d'effronterie et de mensonge, on constitue par le fait même un terrible danger pour la paix, on justifie toutes les mesures de précaution et de défense, on mérite d'être isolé comme une bête enragée.

RENÉ PINON.



## TABLE DES MATIÈRES

DU

### DIX-NEUVIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

#### Livraison du 1<sup>er</sup> janvier

	Pages.
LA NOUVELLE ARCADIE, troisième partie, par M. MAURICE BEDEL. . . . .	5
LES EFFECTIFS DE L'ARMÉE ALLEMANDE, par M. le général NIESSEL. . . . .	35
LES CARNETS DE LUDOVIC HALEVY (1865-1867), par M. DANIEL HALEVY. . . . .	51
LONDRES D'AUJOURD'HUI, par M. PAUL HAZARD. . . . .	88
VERS SAINTE-HELENE. — III. LA TRAVERSÉE, par M. OCTAVE AUBRY. . . . .	101
ENQUÊTE AUX PAYS DU DANUBE, par M. PIERRE LYAUTEY. . . . .	139
HISTOIRES DE PRINCES. — I, par M. ANDRÉ DEMAISON. . . . .	156
TALLEYRAND ET NAPOLEON, par M. EMILE DARD. . . . .	183
LETTRÉS A TALLEYRAND, par NAPOLEON. . . . .	187
A BELGRADE. — LAMARTINE ET LES YUGOSLAVES, par M. ABEL BONNARD, de l'Académie française. . . . .	201
CAMILLE JULIAN, par M. CHARLES DIEHL, de l'Institut. . . . .	206
CORIOLAN A LA COMÉDIE-FRANÇAISE, par M. LOUIS GILLET. . . . .	241
REVUE MUSICALE. — ROSELINDE. — FLORESTAN 1 <sup>er</sup> . — PASSAGE DES PRINCES, par M. LOUIS LALÖY. . . . .	216
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. RENÉ PINON. . . . .	229

#### Livraison du 15 janvier

LA NOUVELLE ARCADIE, dernière partie, par M. MAURICE BEDEL. . . . .	241
L'ESCADRE DU SACRIFICE. — I. VERS PORT-ARTHUR (1904-1905), par M. MAURICE PALEOLOGUE, de l'Académie française. . . . .	268
DEUX FIGURES DE SAVANTS. — II. ALBERT CALMETTE, par M. PASTEUR VAL- LERY-RADOT. . . . .	300
LES INTELLECTUELS EN U.R.S.S., par ***. . . . .	315
HISTOIRES DE PRINCES. — II, par M. ANDRÉ DEMAISON. . . . .	339
FÊTES ET GRÊLES DE BAVIÈRE, par M <sup>me</sup> BERTHE VUILLEMIN. . . . .	359
SOUVENIRS. — GUILLAUME II EN HOLLANDE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Institut. . . . .	386
SPECTACLES, par GÉRARD D'HOVILLE. . . . .	404

	Pages.
LETTERES DE NAPOLEON A CHAMPAGNY ET A MARET, publiées par M. ÉMILE DARD.	417
L'EXPANSION ÉCONOMIQUE DU JAPON DANS LE MONDE, par M. MAURICE LEWANDOWSKI.	428
AUX GÉNÉRAUX BORGNISS-DESBOIDES ET ARCHINARD, par M. le général GOURAUD, de l'Institut.	443
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — « KASS » OU LA JEUNESSE DE KATHERINE MANSFIELD, par M. LOUIS GILLET.	456
PIERRE DE LA GORCE, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française.	469
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. RENÉ PINON.	470

Livraison du 1<sup>er</sup> février

MARCHELOUP, première partie, par M. MAURICE GENEVOIX.	481
LES CONVERSATIONS FRANCO-ALLEMANDES, par ***.	524
MES CARNETS. — III. DE L'OPÉRETTE A L'ÉMEUTE, par LUDOVIC HALÉVY.	535
L'ESCADRE DU SACRIFICE. — II. LE DÉSASTRE, par M. MAURICE PALEOLOGUE, de l'Académie française.	568
LA NOUVELLE ÉQUIPE. — II. JEAN MARTET. — PIERRE BOST. — MARC CHADOURNE, par M. ROBERT BOURGET-PAILLERON.	608
LE BARON BEYENS, par M. JULES CAMBON, de l'Académie française.	624
EN ÉTHIOPIE. — I. DE DJIBOUTI A ADDIS-ABABA, par M <sup>me</sup> HENRIETTE CELARIÉ.	635
ESSAIS ET NOTICES. — FONCTION DE LA MÉDITERRANÉE, par M. PAUL VALÉRY, de l'Académie française.	661
RÉFLEXIONS SUR LA CRISE, par M. JEAN MAROGER.	664
DANS LA FORÊT DE MAYERLING, par M.-E. DE BONNEUIL.	684
L'ART ANGLAIS A BURLINGTON-HOUSE, par M. LOUIS GILLET.	689
REVUE MUSICALE. — BALLETS JOOSS. — LE BONHEUR, M <sup>mes</sup> LALOEY.	701
LE GÉNÉRAL MARCHAND, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française.	708
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. RENÉ PINON.	711

## Livraison du 15 février

MARCHELOUP, deuxième partie, par M. MAURICE GENEVOIX.	721
LE PROBLÈME DU PACIFIQUE, par M. HENRY CASSEVILLE.	761
MES CARNETS. — IV. THÉÂTRE ET POLITIQUE, par LUDOVIC HALÉVY.	779
LES BESOINS DE L'ÉTAT MODERNE, par M. ANDRÉ MAUROIS.	814
LÉOPOLD 1 <sup>er</sup> INTIME. — I, par M. le baron BEYENS.	830
EN ÉTHIOPIE. — II. LE NÉGUS ET SA CAPITALE, par M <sup>me</sup> HENRIETTE CELARIÉ.	849
LA GUERRE RELIGIEUSE EN ALLEMAGNE. — I. CHEZ LES PROTESTANTS, par M. PASCAL COPEAU.	875
POÉSIES, par M. ANTOINE TRONCET.	890
LE ROMAN DU CARBONARIAT NATIONAL, par M. FERNAND ENGERAND.	894
SPECTACLES, par GÉRARD D'HOVILLE.	912
CORRESPONDANCE, par M. PATRICE BONNET.	926
LE MOUVEMENT POÉTIQUE, par M. Y.-G. LE DANTEC.	931
REVUE MUSICALE. — HAMLET. — PERKALIN, par M. LOUIS LALOEY.	943
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. RENÉ PINON.	949

